

# Traçage numérique : « Pour éviter une seconde crise sanitaire, il faut s'en donner les moyens »

L'application StopCovid, dont l'usage est basé sur le volontariat et l'anonymat, serait un outil indispensable contre la diffusion du virus, affirme un collectif de scientifiques et professionnels de santé, alors qu'un débat sur le traçage numérique est prévu à l'Assemblée, mardi 28 avril.

Par [Collectif](#) Publié aujourd'hui à 06h45, mis à jour à 07h01

Temps de Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés

**Tribune.** Le 11 mai, [seule une faible fraction de la population française](#), aux alentours de 5 %, aura été infectée par le virus SARS-CoV-2. D'importantes mesures de contrôle de l'épidémie resteront nécessaires. Elles sont indispensables pour éviter une seconde crise sanitaire majeure et, à terme, un nouveau confinement.

Face à ce risque, considérable, la gageure est d'obtenir, après le confinement, les mêmes effets que le confinement, mais sans le confinement. Le contrôle de la transmission du SARS-CoV-2 doit être obtenu par des mesures moins éprouvantes pour la société française grâce à de nouveaux moyens, tout à la fois humains et technologiques.

## Relâcher les contraintes

Si les instruments d'action restent, en mai, les mêmes que ceux dont nous disposons aujourd'hui en dehors du confinement, le risque d'une seconde crise sanitaire est considérable et les options seront alors limitées et éprouvantes. A nouveau, seules des mesures drastiques, difficilement supportables sur le long terme, devraient être envisagées : fermeture des écoles et de la plupart des commerces, réduction de la vie collective, voire confinement global de nos concitoyens.

Pour relâcher ces contraintes, il est possible de nous inspirer de pays comme Taïwan, la Corée du Sud ou Hongkong, [qui ont endigué la progression de l'épidémie avec des mesures moins lourdes que le confinement](#).

La stratégie est d'identifier et d'isoler les cas contagieux et de retracer tous leurs contacts, afin de les diagnostiquer et de les isoler à leur tour s'ils sont contagieux. Etant donné la transmissibilité élevée du virus, mettre en place cette stratégie est un nouveau défi majeur pour notre pays. Elle nécessite des moyens humains et technologiques inédits pour réaliser des centaines de milliers de tests, organiser un maillage des centres de dépistage et rendre très vite les résultats. Elle nécessite aussi une prise en charge adaptée des personnes infectées et le traçage de leurs contacts.

**« L'application enregistre de façon chiffrée les contacts des utilisateurs, en prenant en compte la distance entre téléphones et la durée du contact, sans géolocalisation »**

Pour un virus comme le SARS-CoV-2, la détection rapide et exhaustive des contacts est essentielle afin de garantir le contrôle de l'épidémie. C'est le seul moyen d'identifier les personnes déjà infectées et contagieuses, mais ne présentant pas de symptômes. Ces personnes peuvent être des proches comme des inconnus croisés dans des lieux publics.

Dans ce contexte, un consortium d'acteurs publics et privés pilotés par l'Inria [*Institut national de recherche en sciences et technologies du numérique*] a développé, en lien avec des partenaires européens, l'application StopCovid. Cette application « trace » les contacts dans le respect des règles de consentement et d'anonymat, conformément au Règlement général sur la protection des données [*de l'Union européenne*].

Installée volontairement, l'application enregistre de façon chiffrée les contacts des utilisateurs, en prenant en compte la distance entre téléphones et la durée du contact, sans géolocalisation. Lorsqu'une personne est diagnostiquée positive, ses contacts au cours des jours précédents sont alors informés par l'application, sans que la source possible de l'infection ne leur soit révélée. Ils sont alors invités à s'isoler et à se faire tester rapidement.

L'intérêt sanitaire est ici majeur : les contacts à risque sont tracés de façon instantanée et anonyme pour l'ensemble des cas détectés un jour donné. Une telle performance est impossible avec les seules approches traditionnelles de traçage des contacts.

## Une obligation de vigilance

Le conseil scientifique juge ces méthodes innovantes indispensables pour contenir l'épidémie. Elles posent certes de nombreuses questions et imposent une grande vigilance quant à l'utilisation des données. Mais ces interrogations ne doivent pas conduire à renoncer à un outil qui, adopté sur la base du volontariat, pourrait être décisif. Nous pensons qu'une telle décision méconnaîtrait ce qui fera l'efficacité du dispositif global de sortie du confinement.

Aucune application ne sera jamais la solution miracle au contrôle de l'épidémie. D'ailleurs, aucun outil, pris isolément, ne suffira à éviter une seconde crise sanitaire. Mais la combinaison de différentes approches, parce qu'elles touchent différents publics et se complètent, offre une chance d'éviter une seconde crise.

Cette application est un moyen innovant de tracer les contacts, qui séduira peut-être une partie de la population moins réceptive à d'autres mesures. Elle complétera les mesures de traçage des contacts plus habituelles, s'adressant en particulier à nos concitoyens éloignés du numérique.

Cette application est un moyen parmi d'autres, mais elle est un atout incontestable pour identifier de nombreux contacts de façon instantanée. Elle permet de gagner du temps. Elle viendra compléter le travail des nombreuses équipes mobiles qui seront déployées dans les territoires pour effectuer des investigations et accompagner les personnes vers les systèmes de diagnostic et de soins.

Elle pourra informer ces patients des autres programmes innovants pour organiser au mieux leur isolement. Associé aux tests et aux investigations épidémiologiques, cet outil contribuera à casser précocement les chaînes de transmission, à contrôler l'épidémie et à limiter la morbidité et la mortalité liées à ce virus. Son adoption et son utilisation dépendront en tout état de cause de son appropriation par la société.

Si nous voulons éviter une seconde crise sanitaire, nous devons nous en donner les moyens. D'un point de vue sanitaire, l'application [StopCovid](#), dûment encadrée, doit faire partie d'une stratégie nationale de contrôle de l'épidémie.

Pierre-Yves Boëlle, Simon Cauchemez, Vittoria Colizza, Dominique Costagliola, Jean-Claude Desenclos, Arnaud Fontanet, Chiara Poletto, Alfred Spira, Alain-Jacques Valleron (**épidémiologistes**) ; Patrick Couvreur, Liliane Keros, Elias Fattal, Christiane Garbay, Alain Gouyette, Philippe Liebermann (**pharmaciens**) ; Philippe Aegerter, Jacques Benichou, Anita Burgun, Fabrice Carrat, Gilles Chatelier, Alain Duhamel, Stefan Darmoni, Jean-Charles Dufour, Pierre Dujols, Bruno Falissard, Jean Gaudart, Roch Giorgi, Sophie Grabar, David Hajage, Nathanaël Lapidus, Delphine Maucourt-Boulch, Laurence Meyer, Jean-Jacques Parienti, Pascal Roy, Roger Salomon, Louis-Rachid Salmi, Rodolphe Thiébaud (**professeurs en santé publique**) ; Franck Chauvin (**médecin de santé publique**) ; Daniel Benamouzig (**sociologue**) ; Lila Bouadma, Eric Maury, Jean-François Timsit, Frédérique Schortgen, Romain Sonnevill, Paul-Henri Wicky (**réanimateurs**) ; Philippe Sansonetti (**microbiologiste**) ; Bruno Lina, Félix Rey (**virologues**) ; Jean Laurent Casanova (**immunologiste**) ; France Cazenave-Roblot, Karine Lacombe, Odile Launay, Denis Malvy (**infectiologues**) ; Pierre Corvol, Pascale Cossart, Nathalie Kapel, Philippe Vernier (biologistes), Olivier Faugeras (**chercheur en neurosciences mathématique**), Patrick Flandrin (**physicien**) ; Pierre Léna (**astrophysicien**) ; Olivier Pironneau (**mathématicien, professeur d'analyse numérique**) ; Didier Roux (**physico-chimiste**).

168,3

<https://www.faz.net/aktuell/technik-motor/technik/ausprobiert-wasserdichter-sportdress-von-montane-16732521.html>

WASSERDICHTER SPORTDRESS:

## So was von leicht

- VON WALTER WILLE
- -AKTUALISIERT AM 26.04.2020-12:11



So groß wie eine Packung Taschentücher – mehr Platz brauchen Jacke und Hose von Montane jeweils nicht. Entwickelt wurden sie fürs Trailrunning, wo jedes Gramm zählt. Doch die Federgewichte sind noch deutlich vielseitiger.

Seitdem alle drinbleiben sollen, sind so viele draußen wie nie. In Feld und Forst wird Fitness getrieben wie verrückt. Allem Anschein nach sind mittlerweile auch die aktiv, die das zuletzt getan haben, als man noch von Trimm dich sprach und eine Bänderdehnung in der Turnhose als Sportverletzung betrachtete.

Aber Bewegung tut gut, besonders in den Zeiten der Bewegungseinschränkung. In diesem Zusammenhang sind wir jetzt auf bemerkenswert innovative Sportkleidung der britischen Marke Montane gestoßen. Es handelt sich um einen Pullover und eine zugehörige Überziehhose namens Podium. Der Briten spricht von Pull On und Pant. Egal, wie man es nennt, der Preis beträgt 130 Euro für das Oberteil und 95 Euro für die Hose.

Das Material, aus dem die beiden Unisex-Teile bestehen, ist dünn. Hauchdünn und halbtransparent. Zusammengeknüllt und im jeweils mitgelieferten Aufbewahrungsbeutel verstaut, nehmen Jacke und Hose jeweils nicht mehr Platz weg als zwei Packungen Papiertaschentücher – und wiegen auch nicht mehr. Man kann sie als Reserve-Wetterschutz überallhin mitnehmen, rasch auspacken und überziehen, wenn kühler Wind oder Regen aufkommen.



Optisch regiert Minimalismus – dem Tragekomfort tut das aber keinen Abbruch. :Bild: Montane

Entwickelt wurde das Podium-Set in erster Linie fürs Trailrunning, bei dem jedes Gramm zählt. Unserer Einschätzung nach lässt es sich für diverse Arten von Ausdauersport nutzen. Auch fürs Wandern und – zumindest das Oberteil – fürs Radfahren mit Mountainbike, Renn- oder Tourenrad scheint es geeignet.

Für Podium Pull On und Podium Pant verwendet Montane einen Stoff mit der Bezeichnung Aqua Pro Lite, der den Angaben zufolge aus zweieinhalb Lagen PU-Material mit mikroversiegelten Nähten besteht. Die Kleidungsstücke sind hautnah geschnitten, kohlegrau, dehnbar und laut Hersteller reißfest, atmungsaktiv, wind- sowie wasserdicht mit einer Wassersäule von 15 000 Millimeter. Leichter Regen hat ihnen beim Ausprobieren nichts anhaben können. Um sie etwas mehr herauszufordern, haben wir einen Tauchtest im Wassereimer veranstaltet, dem sie ein paar Minuten lang standhielten. Auch zehn Minuten volles Rohr aus dem Gartenschlauch steckten die Podium-Teile weg. Ihre Außenseite saugt sich nicht voll und trocknet im Nu.

Die Ausstattung fällt konzeptgemäß minimalistisch aus. Einige wenige reflektierende Logos, elastischer Saum hier wie dort, im Fall des Pullovers teilelastische, vorgeformte Ärmelbündchen sowie eine sich eng anschmiegende Kapuze mit Mini-Schirmchen – das ist schon alles. Taschen gibt es nicht. Die Jacke muss umständlich über den Kopf gezogen werden, weil der Frontreißverschluss mit innenliegender Windblende nur über die halbe Länge reicht. Das An- und Ausziehen der Hose erleichtern Reißverschlüsse, die von unten aus bis knapp zum Knie reichen. Dem Tragekomfort dienlich sind vorgeformte Kniepartien sowie ein Zwickel, also ein keilförmig eingearbeitetes Stück Stoff im Schritt. Ein so leichtes, sehr gut funktionierendes Material wie dieses Aqua Pro Lite haben wir noch nicht kennengelernt. Es hat aber auch einen stolzen Preis.

**Le Figaro (site web)**

vendredi 24 avril 2020 - 16:10 UTC +02:00 3230 mots

Vox ; Vox Économie

# «La France est libérale là où il faudrait être étatiste, et étatiste là où il faudrait être libéral»

Bonnamy, Jean-Loup

**FIGAROVOX/DÉCRYPTAGE - La crise révèle les conséquences graves de la désindustrialisation sur notre économie et notre tissu social, décrypte le spécialiste de philosophie politique Jean-Loup Bonnamy. Il esquisse les pistes pour un redressement fondé sur une politique mêlant la compétitivité du libéralisme classique et le protectionnisme d'un État redevenu stratège.**

*Ancien élève de l'École normale supérieure, Jean-Loup Bonnamy est agrégé de philosophie et spécialiste de philosophie politique.*

L'actualité change vite. De novembre à mars, la réforme des retraites fut la priorité du gouvernement. Au point de recourir à l'article 49.3 de la Constitution. Cette réforme n'était d'ailleurs pas la première sur le sujet: réforme Balladur de 1993, plan Juppé de 1995, réforme Fillon en 2003, réforme Sarkozy-Woerth en 2010... Pourtant, aujourd'hui, face à la crise sanitaire, nous voyons que l'économie française souffre en fait d'un problème bien plus grave: la désindustrialisation.

## Les conséquences funestes de la désindustrialisation

Cette désindustrialisation désorganise toute notre société. Notre pénurie de masques, de respirateurs et de machines ECMO, de tests, nous révèle le délitement de notre appareil productif. Fin mars, la France, désindustrialisée, effectuait 12 000 tests quotidiens tandis que l'Allemagne, géant industriel, en réalisait déjà 80 000, soit sept fois plus que la France. Bilan? Au 19 avril, l'Allemagne compte 4 000 morts (soit 46 morts par million d'habitants) et lève son semi-confinement à la fin du mois. La France compte 20 000 morts (soit 298 morts par million d'habitants, c'est-à-dire six fois et demie plus que les Allemands) et annonce une hypothétique levée de son confinement strict le 11 mai. Si nous réalisons moins de tests, c'est parce que nous manquons de réactifs chimiques, d'écouvillons et de machines pour l'analyse, toutes choses que nous ne produisons plus. Nous nous apercevons que nous sommes devenus dépendants de la Chine pour la fabrication de notre matériel médical et de nos médicaments, c'est-à-dire d'un pays très lointain et fort différent de nous. Que ce pays soit aussi frappé par une épidémie (comme c'est le cas aujourd'hui) ou qu'il veuille exercer un chantage géopolitique sur nous (comme ça pourra être le cas demain) et nous risquons fort de nous retrouver démunis. Tout d'un coup, nous découvrons que la question des retraites était un problème tout à fait secondaire. Nous sommes passés à côté du problème crucial (produire en France) en nous passionnant pour des questions accessoires (faire une retraite à points). Que de temps perdu en vains débats! La désindustrialisation, le chômage de masse ou la détention de notre dette par des investisseurs étrangers à hauteur de 65% se révèlent aujourd'hui être des questions bien plus stratégiques qu'une énième réforme des retraites, dont on sait déjà qu'elle n'équilibrera pas les comptes.

Nos décideurs ont commis une erreur logique et ont voulu traiter les symptômes sans s'attaquer aux causes. Si, au lieu de réformer les retraites, nous avions rouvert des usines, non seulement aujourd'hui nous aurions des masques et nous ne serions pas dépendants de l'étranger, mais en plus le problème des retraites serait réglé. En effet, si chacun des six millions de demandeurs d'emploi que compte notre pays travaillait, nous économiserions massivement sur les aides sociales et surtout nous aurions six millions de cotisants en plus pour financer notre protection sociale. Or, le chômage vient de la désindustrialisation. En vingt-cinq ans, la France a perdu 1,5 million d'emplois industriels. L'industrie ne représente plus que 12 % de notre PIB, contre 26 % en Allemagne. La réindustrialisation permettrait de résoudre la question du chômage, et à partir de là celle des retraites. Dans les années 80-90, les élites françaises ont fait le choix de l'économie de services, en pensant que les emplois du tertiaire allaient remplacer les emplois industriels. Ce fut une erreur. On sait aujourd'hui qu'un emploi industriel génère deux à trois emplois dans les services. Ainsi créer un million d'emplois industriels revient-il à créer trois à quatre millions d'emplois au total (le million

d'emplois industriels en lui-même et les deux à trois millions d'emplois de service qui en découlent). Si ce chiffre était atteint, nous équilibrerions *ipso facto* le budget de l'État et les comptes sociaux grâce à l'augmentation du nombre d'actifs.

De même, hommes politiques et hauts fonctionnaires sont obsédés par le déficit public, qu'ils n'arrivent cependant jamais à réduire. Mais ils se soucient fort peu du déficit commercial, provoqué par la désindustrialisation. Depuis 2003, notre balance commerciale est chaque année négative. En 2018, elle accusait un déficit de 60 milliards (3% du PIB), chiffre que notre excédent sur les services et le tourisme est loin de compenser. Or, notre déficit commercial est un sujet bien plus grave que la question du déficit public. Le déficit commercial est le signe d'une faiblesse de l'appareil productif et d'une évaporation de notre richesse réelle au profit des pays excédentaires (Allemagne, Chine, etc.). Mais surtout, on ne peut pas réduire le déficit budgétaire sans d'abord résorber le déficit commercial, qui est la vraie cause de la dégradation de nos comptes publics. En sapant la richesse du pays, le déficit commercial diminue les rentrées fiscales de l'État et met ses finances dans le rouge. On loue le sérieux budgétaire de l'Allemagne: mais si les comptes publics allemands sont désormais à l'équilibre, c'est grâce à la formidable puissance de l'industrie allemande, qui crée assez de richesses pour financer les dépenses de l'État. La force productive du Made in Germany est la vraie cause de la bonne santé des finances publiques outre-Rhin. Ce n'est pas en coupant dans le budget des hôpitaux ou de l'armée qu'on réduira le déficit public mais en traitant le déficit commercial. La priorité absolue de tout gouvernement français devrait être de remettre des usines dans notre pays.

Sur le plan social, la désindustrialisation sape la cohésion nationale. Augmentant les inégalités, dévastant des régions entières et atrophiant les classes moyennes, elle provoque une vaste colère populaire: Gilets Jaunes, électeurs de Trump, du Brexit ou du RN, sont avant tout des victimes de la désindustrialisation. Quand un ouvrier de l'industrie perd son travail, il perd plus que son revenu, il perd une certaine image de lui. Le travail industriel a une portée symbolique forte, parfois épique. Il confère dignité et fierté aux travailleurs. Les nouveaux emplois du tertiaire, eux, sont mal payés, peu qualifiés. Ils offrent peu de perspectives de progression et ne sont riches d'aucune mythologie. De même, la désindustrialisation gêne l'intégration des personnes issues de l'immigration en les condamnant soit au chômage (ou à des emplois de service dévalués) et en fermant les usines qui sont un lieu de mixité entre classes populaires blanche et immigrées. La désindustrialisation fait de l'ouvrier blanc au chômage une figure-repoussoir, là où il faisait au contraire office de figure de référence lorsqu'il travaillait à l'usine ou à la mine. On loue - avec raison - l'efficacité sud-coréenne, taïwanaise ou allemande face au Covid-19, mais on ne peut pas copier cette efficacité sans prendre en compte toute l'architecture économique de la Corée du Sud, l'Allemagne et Taïwan, c'est-à-dire d'une société fortement industrialisée. Ces trois pays affichent respectivement un colossal excédent commercial de +5, +7, +9 là où la France accuse un déficit de -3 %. Une société industrialisée est plus organisée, plus fonctionnelle, plus résiliente qu'une société désindustrialisée, qui se retrouve nécessairement désarmée face aux crises. Face au Covid-19, nous sommes en train de payer 20 ans de désindustrialisation et de déficits commerciaux. Une société industrialisée est moins exposée à des pénuries puisqu'elle produit sur son sol. Ses services publics fonctionnent mieux car ils sont mieux équipés et car l'État n'est pas sous pression budgétaire permanente à cause du manque de rentrées fiscales. De telles sociétés possèdent un état d'esprit industriel, état d'esprit que nous possédions durant la période gaullo-pompidolienne et que nous avons perdu depuis. Cette mentalité industrielle permet d'avoir une classe moyenne plus nombreuse et plus solide, d'apprendre à investir sur le temps long, de former davantage d'ingénieurs, de diffuser plus largement la culture scientifique et technique dans la population.

#### Aux origines d'un naufrage industriel

Les causes de notre naufrage industriel sont bien connues. L'euro, et avant lui le Franc fort, nous a privés de toute compétitivité monétaire. Rappelons seulement qu'à chaque fois que l'euro se réévalue de 10 cents face au dollar, notre géant Airbus perd un milliard. Dans la mondialisation, nous avons refusé, contrairement à d'autres pays, de protéger notre marché intérieur, qui est resté ouvert aux quatre vents face au dumping monétaire, social et environnemental des pays émergents. Nous n'avons pas plus protégé nos entreprises lorsqu'elles étaient dépeçées par des concurrents étrangers ou des spéculateurs financiers. La technocratie a abandonné la planification et la stratégie industrielle au profit des mythes de «l'économie de la connaissance» et de «l'entreprise sans usines».

Nous avons choisi de nous spécialiser dans le moyen de gamme, mais nous nous sommes retrouvés prisonniers de ce que le Rapport Gallois (2012) nomme «le cercle vicieux de la compétitivité prix/hors-prix», pris en étau entre le haut-de-gamme allemand et japonais et le bas de gamme bon marché des pays émergents. L'enseignement professionnel et l'apprentissage ont été dévalorisés. L'épargne française, quoiqu'abondante, n'est pas assez orientée vers le financement de l'industrie, préférant par exemple se tourner vers l'immobilier. Nos entreprises sont étouffées par les normes et la complexité administrative. Les impôts écrasent entreprises et ménages: on dénonce à raison les «paradis fiscaux», mais on oublie que leur raison d'être est l'existence «d'enfers fiscaux», dont la France est un parfait exemple. Le coût du travail est exorbitant à cause des charges sociales: si un patron veut embaucher un ouvrier et le payer 2 000 euros par mois, cela lui coûtera en fait 4 000 euros à cause des charges. On arrive donc à un scénario perdant-perdant: le patron perd de l'argent et de la compétitivité, l'ouvrier perçoit un salaire net trop faible

qui comprime son pouvoir d'achat. Enfin, enfermés dans une logique financière, mondialisée et court-termiste, les grands groupes français manquent trop souvent de patriotisme et de solidarité envers nos PME.

## Comment réindustrialiser la France?

Pour opérer notre indispensable réindustrialisation, réduire notre dépendance et restaurer notre souveraineté, il faut prendre des mesures radicales. L'obsession ne doit plus être de taxer le diesel ou de faire une retraite à points mais de relocaliser notre production sur le territoire national. Nous devons rompre avec l'idéologie et les lubies de l'économie de services. Changeons notre logiciel intellectuel: derrière les illusions statistiques du PIB, il faudra bien admettre que deux points de croissance générés par une entreprise de publicité ou par une compagnie de VTC ont moins de valeur réelle que deux points de croissance créés par Peugeot, Saint-Gobain ou Air Liquide, c'est-à-dire par des usines qui produisent des biens physiques permettant d'équiper notre pays et pouvant être échangés sur le marché international (par exemple des voitures ou des respirateurs artificiels). Dans ce nouveau paradigme, la stratégie industrielle à long terme doit prévaloir sur la logique financière de la création de valeur pour l'actionnaire. Nous devons réorienter l'épargne vers l'industrie (comme c'est le cas en Allemagne). Nous devons défendre notre filière nucléaire, source à la fois de savoir-faire technique et d'indépendance énergétique. Nous devons former davantage d'ingénieurs et les inciter à travailler dans le secteur industriel. En effet, nous souffrons d'une pénurie d'ingénieurs. D'une part, nous n'en formons pas assez. D'autre part, un nombre important de ceux que nous formons - grâce à l'argent du contribuable - préfère s'orienter vers les métiers de la finance ou du conseil plutôt que vers l'industrie et les travaux publics. Nous devons réhabiliter le travail manuel et réformer notre système d'enseignement professionnel, qui s'est effondré. Mais cette question éducative est un angle mort pour nos élites, car ni elles ni leurs enfants ne sont amenés à fréquenter l'enseignement professionnel, réservé de fait aux enfants des pauvres.

Nous devons rétablir un véritable ministère de l'Industrie, indépendant du ministère des Finances et disposant d'ingénieurs compétents pour chaque branche. Il nous faut renouer avec l'État-stratège et avec la planification et refuser d'obéir à la Commission européenne à chaque fois qu'elle produira une nouvelle norme inutile ou que sa politique de la concurrence entravera notre nouvelle politique industrielle. La décision prise par la Commission, en pleine crise du Covid-19, d'imposer une lourde amende à l'Italie pour avoir subventionné son industrie hôtelière en Sardaigne, alors que le pays plonge dans le cauchemar, devrait suffire à discréditer définitivement cette institution bureaucratique et déconnectée. Nous devons faire preuve de patriotisme économique pour protéger notre marché face au dumping des pays émergents et pour défendre nos entreprises face au risque de prédation. Cependant, si nos entreprises doivent être défendues, n'oublions pas qu'il vaut mieux une entreprise étrangère produisant en France (comme Toyota à Valenciennes) qu'une entreprise française qui délocalise à l'étranger. Il faut inciter les entreprises (françaises et étrangères) à ouvrir des usines sur notre sol et pénaliser celles qui jouent le jeu de la délocalisation. Nous devons baisser massivement le coût du travail pour restaurer notre compétitivité. Non pas en baissant les salaires mais en diminuant les charges sociales qui pèsent sur le travail et font de la France l'un des pays où employer un salarié coûte le plus cher au monde. Nous devons prendre des mesures en faveur des PME, sur le modèle du Small Business Act états-unien, qui réserve une partie des commandes publiques aux PME. La question de l'euro devra également être posée, par exemple en imaginant deux euros: un pour les pays du Nord (Allemagne, Pays-Bas, Autriche...), un pour les autres pays (France, Espagne, Portugal, Italie, Irlande...) afin de découpler monétairement la France et l'Allemagne, condition indispensable pour restaurer notre compétitivité.

Pourtant nos élites politiques sont aveugles sur ces enjeux. La racine de cet aveuglement politique est intellectuelle, car le débat économique français qui oppose les étatistes aux réformateurs libéraux est mal posé. En effet, c'est tout le paradoxe de l'économie française d'être à la fois néolibérale et en même temps extrêmement étatisée. Au lieu de faire le choix pertinent du libéralisme classique - doctrine qui remonte au XVIIIe siècle et qui consiste à libérer le secteur privé en s'assurant qu'il n'est pas entravé par un excès d'impôts et de normes -, nous avons fait le choix délétère du néolibéralisme - doctrine récente, qui consiste à détruire méthodiquement les mécanismes de protection, d'intervention et de régulation dont l'État dispose.

Néolibérale, la France l'est incontestablement. Depuis 1983, tous ses grands choix macro-économiques ont été néolibéraux: libération totale des mouvements de capitaux (y compris vis-à-vis de pays non-européens), dérégulation financière, politique du Franc fort (qui lamina notre industrie) puis adoption de l'Euro, choix du libre-échange commercial sans la moindre exigence de réciprocité, abandon de la politique industrielle aux profits d'une économie de services, soumission totale aux décisions de la Commission européenne... Mais en même temps, personne ne peut nier le caractère particulièrement étatisé et bureaucratique de l'économie française, au point que l'on peut se demander s'il s'agit encore d'une économie de marché. Les hauts fonctionnaires de Bercy et l'UE imposent leurs lubies et leur cortège de normes aux entreprises privées. Nos impôts sont écrasants. Notre taux de dépense publique est le plus élevé au monde. 25 % de notre PIB est consacré aux aides sociales: avec 1 % de la population mondiale, la France distribue 15 % des aides sociales de la planète.

Ces deux tendances, néo-libérale et étatiste, en apparence opposées, sont en réalité liées. Le journaliste et économiste Jean-Michel Quatrepoint qualifie cet étrange système, mélange de mondialisation et d'assistanat, de «gaucho-libéralisme». Les choix néo-libéraux des élites provoquent une désindustrialisation brutale. Comme la France est un pays prompt à l'explosion, il faut

acheter la paix sociale et compenser les conséquences de la désindustrialisation en déversant un torrent d'aides sociales et d'emplois publics sur la population pour l'anesthésier. On prive les classes populaires d'un emploi décent à l'usine et on leur donne des aides pour maintenir artificiellement la consommation (au prix d'une montagne de dettes). Ce que ne voient ni les libéraux (qui critiquent l'assistanat) ni leurs ennemis (qui nient la question du coût du travail et demandent toujours plus de redistribution), c'est qu'en France l'assistanat est la conséquence des politiques néolibérales qui ont misé sur les services plutôt que sur l'industrie. À force de voir ses rentrées fiscales se réduire et de multiplier les aides sociales pour essuyer les plâtres de la désindustrialisation, l'État, devenu obèse, n'a plus d'argent pour ses routes, sa police, son armée ou ses hôpitaux. On peut résumer ainsi ce cercle vicieux: plus nous faisons des choix néolibéraux et mondialistes, plus les usines ferment. Plus les usines ferment, plus nous devons consentir de dépenses sociales et donc plus nous taxons le travail pour financer l'assistanat. Plus nous taxons le travail et plus les usines ferment par manque de compétitivité. Ainsi de suite. Jusqu'au jour où le système s'effondrera. Un modèle qui consiste à s'endetter afin de subventionner des chômeurs français pour qu'ils achètent des produits de mauvaise qualité, fabriqués à l'autre bout du monde par des ouvriers exploités, n'est pas viable. La crise de 2008 nous l'avait déjà montré. Nous n'en avons pas tiré les leçons. La crise du Covid-19 vient nous faire une douloureuse piqûre de rappel.

Pour se redresser sur le plan industriel, l'économie française a besoin de mesures libérales sur certains points afin de restaurer notre compétitivité. Mais elle a également besoin de mesures étatistes sur d'autres points afin de protéger nos entreprises industrielles. Pour retrouver ses usines, la France a besoin qu'on mette du libéralisme là où elle est étatiste et de l'étatisme là où elle libérale. Le libéralisme n'est pas un bloc. Comme nous l'avons dit, le libéralisme classique ne doit pas être confondu avec le néolibéralisme. Mener une politique libérale classique en faveur des particuliers et des entreprises pour stimuler l'économie (baisser les impôts et les charges sociales, réhabiliter l'initiative et la figure de l'entrepreneur, simplifier les procédures administratives, supprimer les normes superflues...) n'implique pas de se rallier nécessairement à une vision néolibérale de la macro-économie (dérégulation financière, libre-échange, absence de politique industrielle, compression salariale...). Un bon État-stratège peut à la fois libérer et protéger. Tournée vers la réindustrialisation, cette salubre combinaison de compétitivité libérale et de protection étatique serait un véritable «en même temps».



# Netflix annoblit son catalogue avec (presque) tous les films de François Truffaut

Grâce à un partenariat avec MK2, la plateforme de streaming américaine proposera dès le 24 avril une nouvelle offre d'œuvres classiques. Le prince de la Nouvelle Vague l'inaugurera, avec la quasi-totalité de ses films. Bientôt rejoints par ceux de Jacques Demy et Xavier Dolan.

Par Le Figaro

Publié le 20 avril 2020 à 17:21, mis à jour le 20 avril 2020 à 17:47

Il avait une vision ambitieuse du septième art : «*Un film, pour être réussi, doit exprimer simultanément une idée du monde et une idée du cinéma.*» La geste de François Truffaut, critique venimeux dans ses jeunes années, puis prince de la Nouvelle Vague et cinéaste inspiré de *La Nuit américaine* et du *Dernier Métro*, devient l'un des fers de lance de la plateforme américaine Netflix. Un curieux mariage.

Vendredi 24 avril, le géant du streaming donnera donc le coup d'envoi d'une nouvelle politique plus ouverte désormais à la diffusion d'œuvres de maîtres du cinéma. En partenariat avec le distributeur MK2, qui possède un riche catalogue d'œuvres classiques, Netflix a choisi les films d'anthologie de François Truffaut pour inaugurer cette programmation qui devrait ravir les cinéphiles les plus exigeants.

## Revoir *Les Quatre Cents Coups*, *Jules et Jim*, *Le Dernier Métro*...

Dans les douze films mis à disposition sur la plateforme, les amoureux de Truffaut pourront voir et certainement revoir la quasi-totalité de ses longs-métrages les plus importants. *Les Quatre Cents Coups*, bien sûr, qui retrace de façon romancée son enfance et son adolescence dans le Paris des années 50. Mais aussi, l'iconoclaste *Jules et Jim* inspiré comme il aimait à le répéter «*du plus beau roman*» qu'il ait connu.

François Truffaut, cinéaste qui aimait les femmes, définissait ainsi le cinéma: «*Faire faire de jolies choses à de jolies femmes.*» Le florilège de Netflix montre combien il a su durant toute sa carrière suivre cette belle idée. Les abonnés de la plateforme pourront ainsi revoir le charme indéfinissable de Françoise Dorléac (*La Peau douce*), la beauté glacée de Catherine Deneuve (*Le Dernier Métro*), la séduction hiératique de Fanny Ardant (*La femme d'à côté*), l'émouvante innocence de Claude Jade (*Baisers volés*) et le troublant visage de Julie Christie (*Fahrenheit 451*).

La musique et les chansons des films de François Truffaut participent aussi beaucoup de son génie de cinéaste. Dans *Tirez sur le Pianiste*, le chanteur était campé par Bobby Lapointe et le pianiste de bar par Charles Aznavour. Dans *Jules et Jim*, *Le Tourbillon de la vie* était fredonnée par Jeanne Moreau. Des paroles et des films, bientôt diffusés sur Netflix pour le plus grand bonheur des amoureux du cinéma. «*On s'est connu, on s'est reconnu, on s'est perdu de vue, on s'est r'perdu d'vue...*»

Le partenariat conclu entre Netflix et MK2 porte sur un catalogue de 50 films réalisés par François Truffaut donc, mais aussi Charlie Chaplin, Alain Resnais, David Lynch, Emir Kusturica, Jacques Demy, Michael Haneke, Xavier Dolan, Steve McQueen ou encore Krzysztof Kieslowski.

*«Nous sommes très heureux que Netflix se renforce sur le cinéma de patrimoine et les grands auteurs internationaux avec cet accord. Le rôle de MK2 à travers son catalogue de plus de 800 titres représentant une partie de l'histoire mondiale du cinéma est de contribuer à la transmission de ce patrimoine universel du cinéma et de faire découvrir en permanence ces films au plus grand nombre dont les plus jeunes. Cet accord de diffusion est une bonne nouvelle pour tous les Français amoureux du cinéma et de son histoire»,* s'est félicité Nathanaël Karmitz, Président du Directoire de MK2.

De son côté, Sara May, directrice des acquisitions et co-productions pour la France et l'Italie chez Netflix se réjouit d'offrir une part du patrimoine du septième art, avec *«une portée universelle»*.

Top of the covid class?

## Germany excels among its European peers

But the chancellor, Angela Merkel, still faces some tricky obstacles

[Europe Apr 25th 2020 edition](#)

BERLIN



If any big European country can be said to have so far had a good corona crisis, it is Germany. Deaths are fewer than in other countries, the state helps ailing firms and workers and the politicians seem level-headed and competent. Places with more erratic leadership have noted the contrast. British journalists ask their politicians why they can't emulate Germany's testing rates. American television networks urge Jens Spahn, the health minister, to reveal Germany's secrets. One columnist even mused that Angela Merkel, the chancellor, might serve as Joe Biden's running-mate.

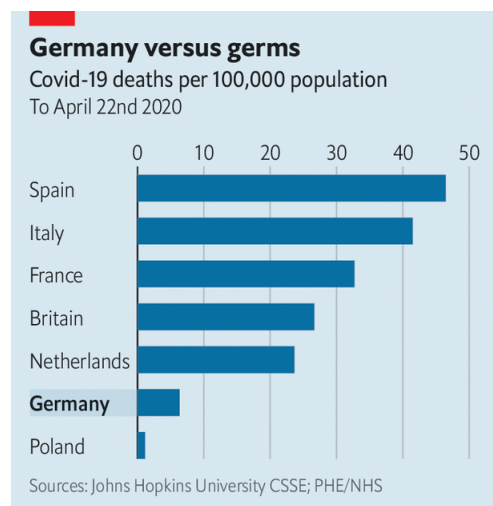
The true picture is more complicated. "We can't say we're perfect and everything was planned," says Jonas Schmidt-Chanasit, a virologist at the University of Hamburg. Testing was crucial, but relied on an existing network of nearly 200 private and public laboratories that ramped up capacity after a Berlin hospital developed a test in January, before politicians knew a crisis was coming. "Other countries had to build labs, we already have them," says Evangelos Kotsopoulos, the boss of the German arm of Sonic Healthcare, a private lab network. Germany now conducts 350,000 tests a week, and could do many more.

Second, while national politicians and health officials dithered, local authorities acted quickly to close public places and track contacts of the infected when early outbreaks were detected in parts of Bavaria and the Rhineland. Germany was also lucky, says Karl Lauterbach, an mp and epidemiologist. It received an "early warning" from Italy, and many of the first to be infected were young, which kept hospitalisations and deaths down (though they are now climbing). Germany used the time this bought to flatten the curve of infections.

Building on its early success in isolating cases will be crucial as Germany moves to the next stage of the crisis. Mrs Merkel wants to track every chain of infection. That means yet more tests—reportedly up to 4.5m a week if supply constraints can be overcome—and rigorously chasing contacts of the newly infected. Apps may help, notwithstanding privacy worries (see article), but most work will be done by thousands of "containment scouts" in Germany's 400-odd overworked and underfunded public-health offices.

The fiscal response also builds on old foundations. To protect workers' income, Germany has ramped up *Kurzarbeitergeld* (money for short-time work), an established system under which the state covers 60-87% of the forgone wages of workers whose hours are cut. It has pledged hundreds of billions in guarantees for bridging loans, and set up a €50bn (\$54bn) fund for freelancers and small companies. After a few hiccups, implementation has been largely smooth. Yet as recession bites, more is needed. On April 22nd the cabinet agreed a further €10bn stimulus package.

The measures smash Germany's hallowed no-deficit rule. But for Olaf Scholz, the finance minister, this is a feature, not a bug: Germany can spend in bad times because it saved in good. The size of its response, says Oliver Rakau at the Oxford Economics consultancy, means Germany may muddle through better than other eu countries. And though its car industry ceased production for a while (see article), sectors like chemicals and steel kept working. Electricity usage and mobility data suggest the slowdown has been less acute than in France, Spain or Italy. Still, the Bundesbank expects a "severe" recession and the imf forecasts a 7% contraction this year, deeper than in 2009. The openness of its economy leaves Germany especially vulnerable to severed supply chains and slumping foreign demand, even once domestic consumption resumes.



The Economist

The pace of recovery will also depend on how quickly restrictions are eased. With the number of recorded infections now rising by only 1-2% each day Germany is tentatively opening up, starting with smaller shops, and classes for children facing exams. By European standards the lockdown was late and lenient. But perhaps because Germany was less affected than its neighbours, the consensus behind it is crumbling. Larger retailers are chafing. So are working parents facing kindergarten closures that may last for months. Such rows play out in the fractious negotiations Mrs Merkel must conduct with the leaders of Germany's 16 states. This week she was reported to have lamented the "orgies" of debate over who may open when, fearing they cloud the risks of fresh waves of infection.

The chancellor, a scientist fluent in the argot of reproduction rates and risk management, is "perfect" for this situation, says Karin Prien, a minister in the state of Schleswig-Holstein and a party colleague. Mrs Merkel's approval ratings are nudging 80% and her Christian Democratic Union is soaring in the polls; some quietly hope she may break her pledge to stand down at next year's election. Yet, notes Thorsten Benner of the Global Public Policy Institute, a think-tank, her talents may have been better suited to the first stage of the crisis, which demanded calm competence, rather than the awkward trade-offs of the next. Unlike Sebastian Kurz, chancellor of Austria, which locked down early and hard and is now easing more quickly, she has not found a vision of recovery to leaven her message of caution.

There have been wobbles as well as wins. The government has struggled to step up production of face-masks, for example, although all 16 states now mandate their use. And the cross-party consensus forged in adversity is now starting to crack. Yet Germany's successes in managing the outbreak are undeniable. The fact that it is now arguing vigorously about what comes next is not the least among them.

<https://www.economist.com/europe/2020/04/23/privacy-in-a-pandemic>

Charlemagne

# Privacy in a pandemic

Coronavirus is the first trial of the EU's unofficial religion

[Europe](#) Apr 23rd 2020 edition



If the eu had an official religion, it would be privacy. A devout priesthood of eu officials and politicians preach that only their privacy laws can lead to salvation. Holy texts, such as the General Data Protection Regulation or the ePrivacy Directive, are held up as wisdom the whole world would be better off following. Such is the regulatory clout of Brussels that much of it often does. Those who break such strictures are smitten (or whacked with fines of up to 4% of global turnover). In an age of coronavirus, as policymakers ponder ways of ending the lockdown, this belief is being tested.

A crisis of faith has taken root among once-true believers. “It is a trade-off,” warned Austria’s right-wing chancellor, Sebastian Kurz. “What is more important to us? Data protection or that people can return to normal? Data protection or saving lives?” Even German politicians, hitherto the high priests of the faithful, have joined in. Jens Spahn, the German health minister, suggested tracking people’s phones in order to contain the virus, before backing down after an outcry. It is as if the pope began a sermon by admitting that perhaps Martin Luther had a point.

Countries full of privacy heathens have enthusiastically put the state’s surveillance capacity to use. In Hong Kong, new arrivals can be required to wear a tracking bracelet. Israel has enlisted its intelligence agencies to track people who may have the virus. In South Korea officials root through everything from taxi receipts to credit-card records to hunt for those infected. Now the eu is mulling where to draw the line between safety and surveillance.

Whether Europe veers from its righteous path is a political question, rather than a legal one. Though its laws are strict, exemptions for public-health crises are written into eu rules on, say, data protection. But these are far from a carte blanche. Any use of data must be proportionate and fall away once the crisis has passed. When it comes to pandemics, Europe’s privacy laws are a seatbelt rather than a handbrake, says Eduardo Ustaran, a lawyer at Hogan Lovells, a British-American law firm. Governments can still get where they need to go, but they experience less chance of a catastrophic accident—such as an entire country’s medical data being sprayed onto the internet—on the way.

It is Europe's citizens, not its lawyers, who will decide how much intrusion they are willing to bear. Most European governments are toying with tracing apps, where smartphones would tell users whether they interacted with someone who had covid-19. But such apps work well only when large proportions of the population download them. No matter how technically ingenious a solution may appear, it is little use without mass consent. Other governments have gone further. Poland, for instance, enforces a quarantine of those suffering from covid-19 with the aid of an app. (Those under quarantine must submit regular selfies to prove they are staying at home.) For the bulk of eu citizens, covid-19 is the first time that the eu's piety on privacy could come with a cost borne by themselves rather than by business. **During the pandemic, people have willingly—and occasionally grudgingly—sat at home for weeks on end, surrendering their freedom in the process. Sacrificing privacy for the sake of liberty may appeal after a long enough period of de facto house arrest.**

Such choices have not been put to voters before. In the eu privacy has long been a top-down pursuit, waged against fierce opposition from gigantic corporations by politicians and bureaucrats who do not have to worry about security, but tend to believe that citizens will love them for protecting their privacy. Enthusiasm for the topic in Brussels is also boosted by two not entirely high-minded considerations. First, it helps the eu project power externally. Strict standards combined with the eu's enormous market are enough to bully even the largest global business into following Brussels's rules, a phenomenon known as the "Brussels effect". Rather than operating to different standards globally, big companies save themselves the bother and work to the eu's usually higher standard. Second, it gives Brussels more power internally, too. When the eu limited itself to the nitty-gritty of business, the rulings of the eu's Court of Justice in Luxembourg carried little interest for ordinary citizens. Regulations on, say, chemicals affected only the chemicals industry. But issues such as data protection cut across vast swathes of people's lives, from browsing habits to freedom of expression, and judges tend to meddle.

## Privacy has a price

For most European citizens, arguments about privacy have been about as intelligible as a mass in Latin. A consequence of the coronavirus could be a more comprehensible debate. Any trade-offs between health and privacy will be subject to public scrutiny, just like the ever-shifting balance between civil liberties and counter-terrorism, argues Bruno Maçães, an author and former Europe minister of Portugal. Norms are still being settled. Data protection, the jewel in the eu's regulatory crown, dragged the once-arcane world of privacy into the sphere of high politics. The virus provides voters with the topic's first real public reckoning.

A nervous discourse has already started among Europe's decision-makers, who were in a funk about the eu's place in the world even before covid-19 devastated the bloc's economy and left nearly 100,000 of its citizens dead, with doubtless much more disaster still to come. If other systems of governance, whether outright autocracy or "managed" democracy, are seen to handle the virus better, it could push them into a crisis of confidence. Their lofty ambitions on privacy could well be jettisoned in such circumstances. Defending a political system by ditching one of its fundamental tenets may seem self-defeating. But politics is a results business. eu governments will be judged on how quickly life returns to normal, with states that used heavy-handed surveillance the obvious comparison. If a gap emerges, even the apostles of privacy may find it hard to keep the faith.

[https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/krise-der-grossen-theorien-drosten-statt-sloterdijk-16741391.html?printPagedArticle=true#pageIndex\\_5](https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/debatten/krise-der-grossen-theorien-drosten-statt-sloterdijk-16741391.html?printPagedArticle=true#pageIndex_5)

KRISE DER GROSSEN THEORIE:

# Warum wir gerade lieber Drosten als Sloterdijk hören

- VON [JULIA ENCKE](#)
- -AKTUALISIERT AM 26.04.2020-18:25

Alle großen Theoretiker haben sich schon zu Wort gemeldet. Aber die Begriffe und Lösungen, mit denen sie daherkommen, sind die alten. Ihre Selbstgewissheit führt uns in der Corona-Krise nicht weiter.

Als im März die Kontaktsperre verhängt wurde, befragte der „Tagesspiegel“ den Politikwissenschaftler [Herfried Münkler](#) zum Ausnahmezustand: „Souverän ist, wer über den Ausnahmezustand entscheidet, hat der Staatsrechtler Carl Schmitt gesagt. Ist Angela Merkel in der Corona-Krise in diesem Sinne souverän?“

Münkler reagierte gelassen. Den Ausnahmezustand im juristischen Sinne habe die Kanzlerin nicht ausgerufen. Aber es stimme, die [Bundesregierung](#) gehe in diese Richtung, indem sie den Normalzustand beende, die Bewegungsfreiheit einschränke und andere harte Regulierungen vornehme. Allerdings habe er den Eindruck, dass die meisten Menschen dagegen nicht aufbegehrten, sondern dies beim Kampf gegen das Virus für hilfreich hielten. Eine Gefahr für die Demokratie sah Münkler in der Bundesrepublik nicht.

## Das Ende der Normalität

Das sahen und sehen andere – nicht speziell für Deutschland, sondern ganz allgemein – allerdings anders, allen voran der italienische Philosoph [Giorgio Agamben](#), Theoretiker des Ausnahmezustands, der in mehreren von der „NZZ“ übersetzten Texten Alarm schlug: „Der Ausnahmezustand, auf den uns die Regierungen seit geraumer Zeit einstimmen, ist zu unserem Normalzustand geworden“, schrieb Agamben Mitte März. „Es kam in der Vergangenheit zu schlimmeren Epidemien als der heutigen, aber niemand hatte jemals daran gedacht, deshalb einen Notstand wie den jetzigen auszurufen, der uns sogar daran hindert, uns frei zu bewegen. Wir leben in der Tat in einer Gesellschaft, die die Freiheit zugunsten der sogenannten Sicherheitsgründe geopfert und sich selber dazu verurteilt hat, in einem ständigen Angst- und Unsicherheitszustand zu leben.“

Ähnlich schrill verkündete der Philosoph [Peter Sloterdijk](#) in „Le Point“: „Das westliche System wird sich als ebenso autoritär erweisen wie das Chinas“, zudem sprach er von einer „Machtergreifung der ‚Securitokratie‘ unter dem Deckmantel der ‚Medicokratie‘“. Und dann kam noch Slavoj Žižek, distanzierte sich von Agamben, drehte die Sache um und träumte davon, dass das Coronavirus endlich zu einer kommunistischen Gesellschaft führen könne: „Wir reden hier natürlich nicht vom Kommunismus alten Stils, sondern von einer Art globaler Organisation“, schrieb er in der „Welt“, „die die Wirtschaft kontrollieren und regulieren sowie bei Bedarf die Souveränität der Nationalstaaten einschränken kann“.

So stellte sich ein seltsamer Effekt ein: Durch die Corona-Pandemie befinden wir alle uns in einer völlig einmaligen Lage, das [Virus](#) ist neu, die Faktenlage unsicher, sichere Prognosen sind unmöglich. Aber die Begriffe, mit denen die großen Theoretiker daherkommen, sind ihre alten. Sie sagen einfach, was sie immer schon gesagt haben; nehmen ihre bekannten Erklärungsmuster, stülpen sie der gegenwärtigen Situation über – und nichts Neues geht daraus hervor.

Auch deshalb verfolgt man die Aussagen etwa des Virologen [Christian Drosten](#) so gebannt, weil dieser seine Position wegen neu vorgelegter Studien und gerade gewonnener Ergebnisse von Folge zu Folge seines bekannten Podcasts bei NDR-Info immer wieder überdenkt, revidiert und die Bedingungen und Grenzen seiner Erkenntnis dabei reflektiert. Das ist nicht nur hochspannend, sondern auch deswegen faszinierend,

weil er uns so am komplexen Prozess der Theoriebildung und neuen Erkenntnisgewinnung praktisch live teilhaben lässt.

Wenn in dieser Woche das Corona- Gesprächs-Buch „Trotzdem“ von Ferdinand von Schirach und Alexander Kluge (zunächst als E-Book) erscheint, in dem die beiden der Frage nachgehen, ob der „aktuelle Shutdown der Gesellschaft auch ein Shutdown unserer Grundrechte“ sei, und sie die Lage der Politik mit der in Schirachs Theaterstück „Terror“ vergleichen (ein Bundeswehr-Pilot schießt darin eine entführte Passagiermaschine, die auf ein voll besetztes Fußballstadion zusteuert, gegen den Befehl seiner Vorgesetzten nach seiner Abwägung ab: das Leben von 70.000 Stadionbesuchern gegen 100 Flugzeug-Passagiere), dann findet man auch darin vor allem die bekannten Kluge-Referenzen: Hobbes, Balzac und wieder [Carl Schmitt](#) werden eher routiniert durchdekliniert, als dass im Blick auf die jetzige Lage durch sie etwas Neues sichtbar würde.

Die Corona-Krise sei auch eine „Krise der Intellektuellen“, hat der Publizist Josef Joffe in der „NZZ“ festgestellt. Das gilt wohl eher für einen bestimmten Kreis von „Großintellektuellen“ als für die Intellektuellen generell. In der Pandemie zeigt sich die oft schon erklärte Krise der großen Theorien, nicht die der Theorie als solcher. Was aber kann Theorie in der gegenwärtigen Situation leisten?

## **Diskursive Hektik**

Der Kulturwissenschaftler Joseph Vogl gehört zu denen, die, wie er das nennt, der „hektischen diskursiven Produktivität“, die man gerade beobachten könne, skeptisch gegenübersteht. „Jede so genannte Krise erzeugt Deutungsnot und Deutungsnot“, sagte er kürzlich in der Kunstzeitschrift „Monopol“: „Man kämpft um hermeneutische Vorsprünge, sieht seine lange Zeit ausgefeilten Positionen und Wahrheiten in der Katastrophe bestätigt. Alles wird von allen gesagt und dann noch einmal wiederholt, überboten und variiert.“ Allerdings glaube er nicht, und zwar ganz grundsätzlich, dass sich theoretische Diskurse jetzt weiter so fortsetzen ließen, als wäre nichts geschehen.

Aber was genau heißt das? Geht es darum, Bezugnahmen, die oft routiniert, manchmal fast automatisch erfolgen, zu unterbrechen? In welcher Weise müssen theoretische Diskurse sich jetzt verändern? „Mein Misstrauen gegen die schnellen Stellungnahmen von Agamben, Sloterdijk oder Žižek rührt daher, dass sie sich auf einen Sachverhalt bezogen, der keineswegs festgestellt war“, sagt Vogl im Gespräch mit dieser Zeitung.

„Das Objekt (das Virus, die Seuche: ein Wahrscheinlichkeitsobjekt, dessen Umfang völlig unterschiedlich eingeschätzt wurde und wird) und das objektbezogene Verhalten (Maßnahmen unterschiedlichster Herkunft und Zielsetzungen) bestanden im Wesentlichen aus Variablen. Demgegenüber wurde ‚theoretisch‘ nicht von ungewissen Entwicklungen, sondern von voreingestellten Resultaten her argumentiert. Der Umgang mit Ungewissheit und unvollständigem Wissen schien dabei keine besondere Rolle zu spielen – es ging um den Gewinn eines hermeneutischen Vorsprungs gegenüber einer Wirklichkeit, die auf unbequeme Weise im Fluss ist.“

Zur Theorie gehört auch eine intellektuelle Alarmfunktion. Aber gerade der „Ausnahmestand“ ist dabei zu einer Leerformel geworden, der Alltagsbefinden und medizinischen Notstand mit politischem und rechtlichem Regimeverhalten kurzschließt und, so Vogl, unempfindlich geworden sei für die diversen Interventionsweisen in verschiedenen Regierungssystemen – sei es in China, Italien, den Vereinigten Staaten, Ungarn, Deutschland, Schweden.

„Es fehlt das Eingeständnis, dass sich die gegenwärtige Situation nicht auf eine Generalformel bringen lässt.“ Mit einem älteren Ausdruck könne man für ein „ideographisches“ Vorgehen plädieren, sagt er und zitiert damit einen Ausdruck des Philosophen Wilhelm Windelband. Dieses versuche, das gegenwärtige Geschehen in seiner Besonderheit, im Zusammenwirken von Verhaltensweisen, Rechtsnormen, medizinischen Expertisen, politischen Handlungsformen, ökonomischen und sozialen Infrastrukturen zu fassen. In ihren Stellungnahmen interessieren sich weder Agamben noch Sloterdijk für jene an Covid-19 Erkrankten, die sterben oder schon gestorben sind. Sie zeigen auch kein Mitgefühl. Sie argumentieren aus der „Schiffbruch mit Zuschauer“-Perspektive heraus, und vielleicht ist es dieser Standpunkt, der den Effekt



der Leblosigkeit mit sich bringt: Mit dem, was sie bezeichnen sollen, stehen ihre Begriffe in keinerlei Austausch, und ihre Autoren legen Wert darauf, zumindest den Anschein zu erwecken, nicht involviert zu sein.

## **Eine Generalformel gibt es nicht**

Inwiefern eine Theorie, die nicht an dem teilhat, was auf dem Spiel steht, uns nicht weiterbringt, sieht man in diesen Wochen wohl noch schärfer als sonst. Sie ist am Ende nicht viel mehr als ein zynischer Kommentar. Wenn es um Teilhabe geht, müssen Theorie und Praxis ineinander greifen. „Unsere Welt neu denken“ heißt das gerade bei Ullstein erschienene Buch der Gesellschaftswissenschaftlerin und Nachhaltigkeitsforscherin Maja Göpel, die als Generalsekretärin des Wissenschaftlichen Beirates der Bundesregierung für Globale Umweltveränderungen arbeitet; ein Gremium unabhängiger Expertinnen und Experten, das den Wissensstand zu den wichtigsten Umwelttrends zusammenträgt, damit politische Entscheidungsträger sich daran orientieren können.

Sie hat ihren Bestseller vor der Corona-Pandemie geschrieben. Muss sie unsere Welt jetzt nochmal neu denken? Im Prinzip sei durch die Krise vieles direkt sichtbar geworden, was sie beschrieben habe, sagt Göpel im Gespräch. „Menschen sind biologische Wesen, und sie sind nicht getrennt von der Natur: Die Gesundheit unserer Ökosysteme und die Gesundheit der Menschen hängen miteinander zusammen. Viren springen häufiger über, wenn wir Lebensräume der Tiere zerstören und die Biodiversität abnimmt. Todesfälle sind höher in Regionen, in denen auch hohe Luftverschmutzung die Atemwege strapaziert hatte. Obduktionen zeigen Vorbelastungen mit Diabetes, Übergewicht und Bluthochdruck, also Phänomene die vorher schon als Zivilisationskrankheiten bezeichnet wurden.“



Warum sind die Ideen, die sich in den letzten 250 Jahren in Theorien verstetigt haben, heute nicht unbedingt hilfreich? Die Politökonomin Maja Göpel :Bild: dpa

Ihr Hauptinteresse gelte der politischen Ökonomie, schreibt sie: Woher kommen die Ideen, die das Zusammenleben und die Beziehungen zur Natur und zu anderen Menschen bestimmen? Und warum, so formuliert sie, „sind die Ideen, die sich in den letzten zweihundertfünfzig Jahren in Theorien verstetigt haben, heute nicht unbedingt hilfreich, um aus der Krise unserer Ökosysteme und Gesellschaften eine Chance für die Zukunft zu machen?“

## **Abschied von der Scheinrealität**

Bei der Beantwortung dieser Frage sei das Bild einer „neuen Realität“ hilfreich, sagt Göpel. Viele der grundlegenden Ideen einer auf immer mehr Wachstum ausgerichteten Wirtschaftsform und auch das dahinter liegende Menschenbild des Homo Oeconomicus stammen aus dem 18. und 19. Jahrhundert. Damals gab es eine Milliarde Menschen, und sie hatten pro Kopf sehr wenig Besitz. „Die Idee, dass Menschen mal den ganzen Planeten besiedeln und verändern würden, war schlicht nicht Teil des Denkens. Und das zeigt sich in den Konzepten und Modellen. Natur kommt – wenn überhaupt – nur als ein Stück Ressource mit einem Preisschild vor. Mit diesen Annahmen können wir uns in der neuen Realität mit acht bis zehn

Milliarden Menschen und ganz anderen Konsumniveaus nicht innovativ orientieren. Wir operieren mit einer Scheinrealität und wundern uns dann, dass wir die Probleme nicht in den Griff kriegen.“

Die Corona-Krise kann nach Ansicht von Maja Göpel helfen, diese „neue Realität“ schneller zu erkennen: Um das Virus einzudämmen, haben alle von Kurven des exponentiellen Wachstums erfahren, und warum es sehr wichtig sein kann, auf Krisen frühzeitig zu reagieren, selbst wenn die Auswirkungen noch nicht direkt sichtbar sind. Wer „Flatten the curve“ verstanden hat, versteht auch, warum global nicht mehr CO<sub>2</sub> freigesetzt werden darf, als gleichzeitig absorbiert und gebunden werden kann. Das stabile Gesundheitssystem ist für sie vergleichbar mit der stabilen Atmosphäre – beide sind wichtig für menschliches Wohlergehen. Damit sei auch klar, dass die Art, wie wir die Wirtschaft nach der Krise gestalten, eine sehr zentrale Rolle für zukünftige Risiken spielen werde.

Was also kann Theorie in einer Situation leisten, die Jürgen Habermas treffend mit den Worten charakterisiert: „So viel Wissen über unser Nichtwissen gab es noch nie“? Kritik, so formuliert es Joseph Vogl, müsste selbst praktisch werden und sich in Erprobung von Entscheidungsverhalten üben, das sich konkreten Alternativen stellt. „Dann dürfte die Abwägung in den manifesten Konflikten zwischen Sterberaten und Schutzmaßnahmen, Partikularinteressen und Gemeinwohl, Liberalität und Regierungsmacht schnell unübersichtlich werden und in die quälende Prüfung von Einzeldramen hinüberführen.“ Und diese neue Unübersichtlichkeit, die man dann zu akzeptieren habe, lasse sich eben nicht durch die Berufung auf ein Prinzip auflösen.

### **Noch eine neue Unübersichtlichkeit**

Maja Göpel sieht in diesen Sinne die radikale Unterbrechung unserer Normalitätserfahrung als produktiv an: Da die Rahmenbedingungen sich täglich verändern, sei nur durch gestärkte empirische Beobachtung eine erfolgversprechende Suche nach Lösungen möglich. In solch disruptiven Phasen sollten die theoretischen Diskurse und Prognosen mit einer gewissen Leichtigkeit gehandhabt werden – gerade bei Sozialwissenschaften seien es ja primär Heuristik und Musterbeschreibungen und eben keine Naturgesetze. Die Ökonomie sei auch eine Sozialwissenschaft. Die Corona-Krise ist, so gesehen, eine „Krise der Intellektuellen“ nur da, wo es nicht zur Unterbrechung theoretischer Selbstgewissheit kommt.

Um diese aber geht es: um die, so fasst es Vogl zusammen, Annäherung an einen ungewissen, nicht festgestellten Gegenstand, den Verzicht auf Generalformeln, die Berücksichtigung eines Wahrnehmungsvorbehalts, die Sondierung von manifesten Konfliktpotentialen und um die praktische Konfrontation mit Handlungsoptionen. Lassen wir uns auf diese Wirklichkeit, in der alles im Fluss ist, also ein.

Quelle: F.A.S.

168,19

<https://www.economist.com/by-invitation/2020/04/23/bill-gates-on-how-to-fight-future-pandemics>

The world after covid-19

## Bill Gates on how to fight future pandemics

The coronavirus will hasten three big medical breakthroughs. That is just a start

[By Invitation](#) Apr 23rd 2020 edition

BY BILL GATES



When historians write the book on the covid-19 pandemic, what we've lived through so far will probably take up only the first third or so. The bulk of the story will be what happens next.

In most of Europe, East Asia and North America the peak of the pandemic will probably have passed by the end of this month. In a few weeks' time, many hope, things will return to the way they were in December. Unfortunately, that won't happen.

I believe that humanity will beat this pandemic, but only when most of the population is vaccinated. Until then, life will not return to normal. Even if governments lift shelter-in-place orders and businesses reopen their doors, humans have a natural aversion to exposing themselves to disease. Airports won't have large crowds. Sports will be played in basically empty stadiums. And the world economy will be depressed because demand will stay low and people will spend more conservatively.

As the pandemic slows in developed nations, it will accelerate in developing ones. Their experience, however, will be worse. In poorer countries, where fewer jobs can be done remotely, distancing measures won't work as well. The virus will spread quickly, and health systems won't be able to care for the infected. Covid-19 overwhelmed cities like New York, but the data suggest that even a single Manhattan hospital has more intensive-care beds than most African countries. Millions could die.

Wealthy nations can help, for example, by making sure critical supplies don't just go to the highest bidder. But people in rich and poor places alike will be safe only once we have an effective medical solution for this virus, which means a vaccine.

Over the next year, medical researchers will be among the most important people in the world. Fortunately, even before this pandemic, they were making giant leaps in vaccinology. Conventional vaccines teach your body to recognise the shape of a pathogen, usually by introducing a dead or weakened form of the virus. But there's also a new kind of immunisation that doesn't require researchers to spend time growing large volumes of pathogens. These mRNA vaccines use genetic code to give your cells instructions for how to mount an immune response. They can probably be produced faster than traditional vaccines.

My hope is that, by the second half of 2021, facilities around the world will be manufacturing a vaccine. If that's the case, it will be a history-making achievement: the fastest humankind has ever gone from recognising a new disease to immunising against it.

Apart from this progress in vaccines, two other big medical breakthroughs will emerge from the pandemic. One will be in the field of diagnostics. The next time a novel virus crops up, people will probably be able to test for it at home in the same way they test for pregnancy. Instead of peeing on a stick, though, they'll swab their nostrils. Researchers could have such a test ready within a few months of identifying a new disease.

The third breakthrough will be in antiviral drugs. These have been an underinvested branch of science. We haven't been as effective at developing drugs to fight viruses as we have those to fight bacteria. But that will change. Researchers will develop large, diverse libraries of antivirals, which they'll be able to scan through and quickly find effective treatments for novel viruses.

All three technologies will prepare us for the next pandemic by allowing us to intervene early, when the number of cases is still very low. But the underlying research will also assist us in fighting existing infectious diseases—and even help advance cures for cancer. (Scientists have long thought mRNA vaccines could lead to an eventual cancer vaccine. Until covid-19, though, there wasn't much research into how they could be produced en masse at even somewhat affordable prices.)

Our progress won't be in science alone. It will also be in our ability to make sure everyone benefits from that science. In the years after 2021, I think we'll learn from the years after 1945. With the end of the second world war, leaders built international institutions like the UN to prevent more conflicts. After covid-19, leaders will prepare institutions to prevent the next pandemic.

These will be a mix of national, regional and global organisations. I expect they will participate in regular "germ games" in the same way as armed forces take part in war games. These will keep us ready for the next time a novel virus jumps from bats or birds to humans. They will also prepare us should a bad actor create an infectious disease in a home-made lab and try to weaponise it. By practising for a pandemic, the world will also be defending itself against an act of bioterrorism.

## **Keep it global**

I hope wealthy nations include poorer ones in these preparations, especially by devoting more foreign aid to building up their primary health-care systems. Even the most self-interested person—or isolationist government—should agree with this by now. This pandemic has shown us that viruses don't obey border laws and that we are all connected biologically by a network of microscopic germs, whether we like it or not. If a novel virus appears in a poor country, we want its doctors to have the ability to spot it and contain it as soon as possible.

None of this is inevitable. History doesn't follow a set course. People choose which direction to take, and may make the wrong turn. The years after 2021 may resemble the years after 1945. But the best analogy for today might be November 10th 1942. Britain had just won its first land victory of the war, and Winston Churchill declared in a speech: "This is not the end. It is not even the beginning of the end. But it is, perhaps, the end of the beginning."

## Le Figaro, no. 23544

Le Figaro Économie, lundi 27 avril 2020 954 mots, p. 37

chroniques

# La « verticalité du pouvoir » de Macron aggrave-t-elle le mal français ?

Notre centralisme bureaucratique est déprimant, inefficace et ruineux.

Robin, Jean-Pierre

Durant les premières semaines de la crise sanitaire, les esprits se sont échauffés à la recherche de boucs émissaires. À l'instar du test de Rorschach présentant des taches d'encre aux patients qui les interprètent et projettent ainsi leur personnalité, le Covid-19 a servi de révélateur. Chacun y est allé de son idéologie, les antimondialistes stigmatisant les échanges internationaux, les souverainistes clouant au pilori l'Union européenne, les Verts invoquant une vengeance de la nature. C'est humain, face à l'adversité il est rassurant de croire qu'on possède la réponse.

Avec sagesse, dans son allocution du 13 avril, Emmanuel Macron a mis en garde les tireurs de leçon récitant chacun son credo. « *Ne cherchons pas tout de suite à trouver [dans la crise sanitaire] la confirmation de ce en quoi nous avons toujours cru. Non. Sachons sortir des sentiers battus, des idéologies, nous réinventer - et moi le premier.* » Et il a mille fois raison. Car ce n'est pas l'excès de libéralisme, ou de socialisme, ou de poudre de perlimpinpin, qui expliqueraient les déboires français, tant sanitaires qu'économiques. C'est plus prosaïquement un art de gouverner et notre façon de « vivre ensemble » qui sont en cause.

Nous connaissons parfaitement la manière de diriger de notre huitième président de la Ve République. Il s'en est lui-même expliqué en avril 2018 pour célébrer sa première année à l'Élysée qu'il pouvait juger flamboyante. « *J'assume totalement « la verticalité » du pouvoir qui croise l'horizontalité de l'action politique* », affirmait-il avec aplomb dans un entretien à la *Nouvelle Revue française*. Pour être un peu fruste, cette géométrie n'en est pas moins explicite.

La Constitution lui confère un pouvoir quasi monarchique. Quant à « *l'horizontalité de l'action* », il entend occuper tous les terrains de la vie politique, économique, sociale et culturelle. Il s'agit de se démarquer du « président normal », l'étiquette de François Hollande. Il se rapproche de l'« hyperprésident » Nicolas Sarkozy, si ce n'est que l'exercice du pouvoir n'a jamais été aussi solitaire qu'aujourd'hui. Pas une nomination que Macron n'ait lui-même soupesée, dût-il laisser le poste vacant des mois. La Cour des comptes n'a toujours pas de successeur à Didier Migaud parti le 31 janvier. Façon de « punir » une institution fort critiquée sur la gestion macronienne pour le moins désinvolte des finances publiques ?

Les Français ont appris d'autant mieux à connaître sa théorie du pouvoir qu'ils en ont vécu les travaux pratiques d'une rare intensité. Huit mois de « fièvre du samedi après-midi » avec les « gilets jaunes » ; puis deux mois d'hiver 2019-2020 où tout le monde est descendu dans la rue pour protester contre la réforme des retraites ; et, une fois venu le printemps, les mêmes ont été mis sous cloche huit semaines pour cause de Covid-19.

Rêvons un peu : imaginons que le « virus chinois », comme l'appelle Donald Trump, soit arrivé en octobre 2018. Quid des « gilets jaunes » dont la révolte date du 17 novembre 2018 en réaction à l'envolée des taxes et des prix des carburants (lesquels viennent de s'effondrer avec la crise sanitaire) ? Aurait-on fait l'économie de l'inénarrable « retraite par points » aujourd'hui aux oubliettes ? Eussions-nous évité l'exécrable climat social découlant des deux séquences précédentes et qui complique tant la résolution de la crise sanitaire (absentéisme, chicaneries de toutes sortes) ?

### Un dispositif mal calibré

Il est évidemment absurde de refaire l'histoire, d'autant qu'on peut penser avec d'autres que « *Dieu ne joue pas aux dés* ». Il y a en effet une logique dans l'enchaînement cauchemardesque des crises vécues depuis un an et demi, non pas dans leur origine mais

par leur traitement. La « *verticalité du pouvoir* » tend à envenimer les problèmes, chaque fois appréhendés de façon « top-down » , de haut en bas, sans considération du terrain.

Les « gilets jaunes » ont réagi à une taxation des carburants totalement inopportune quand les cours du pétrole s'envolaient et dans l'ignorance que la taxe carbone frapperait avant tout les plus fragiles. Le projet « de régime universel de retraites par points » s'est moqué des spécificités professionnelles. Pire, on a caché sa vraie motivation, éradiquer des régimes spéciaux. Tout comme aujourd'hui l'Élysée et Matignon ne veulent pas dire explicitement que la reprise du travail est un impératif absolu. Ce que l'opinion publique comprendrait si on le lui expliquait. De même, quand nous manquions totalement de masques, a-t-on prétexté leur « inutilité » , jouant la fable de La Fontaine où le renard prétend que les raisins sont trop verts faute de pouvoir les atteindre.

Autre dénominateur commun de ces trois crises, incapable de circonscrire avec finesse les difficultés, l'exécutif est obligé de déverser des tombereaux d'argent public pour éteindre les incendies. Près de 20 milliards d'euros à l'issue du « grand débat » du printemps 2019 censé calmer les « gilets jaunes » qui n'y ont vu que des « miettes » . Plus de 10 millions de chômeurs à temps partiel aujourd'hui en France, trois à quatre fois plus que partout ailleurs en Europe, ce qui prouve que notre dispositif est mal calibré. Et le déficit des finances publiques dépassera les 200 milliards d'euros (9 % du PIB) en 2020, autre record européen.

« *Cessez d'emmerder les Français* » , disait à ses ministres le président Pompidou qu'Emmanuel Macron aime pourtant à citer. La bureaucratie et la paperasserie n'ont jamais été aussi absurdes. La croquignolesque « attestation de déplacement dérogatoire » est le triste remake de l' *Ausweis* dont nous ont parlé nos parents et grands-parents ayant vécu l'occupation allemande. Il est vrai que l'Allemagne de Merkel occupe de plus en plus la tête de nos dirigeants. Ils ne peuvent cacher la médiocrité de leurs propres performances. -

## Le Figaro, no. 23544

Le Figaro, lundi 27 avril 2020 1137 mots, p. 28

Opinions

# Bernard Rougier : « Les islamistes ont leur interprétation propre de la crise sanitaire »

Devecchio, Alexandre

**Le professeur à l'université Sorbonne Nouvelle-Paris 3, directeur du Centre des études arabes et orientales (Ceao) \*, analyse la manière dont les musulmans perçoivent le confinement en France alors que le ramadan a commencé. La crise du coronavirus met en relief les influences contradictoires qui s'exercent**

au sein de l'islam dans notre pays, juge l'universitaire.

**LE FIGARO. - Le ramadan a débuté. Comment se déroule-t-il compte tenu de la crise sanitaire ?**

**Bernard ROUGIER.** - Le ramadan intervient dans un contexte exceptionnel. La commémoration du mois sacré où le Coran est « descendu » sur Mohammed représente un moment de forte convivialité pour la plupart des musulmans en France et dans le monde, même chez les non-pratiquants. Tous aiment à se retrouver en famille lors du dîner de rupture du jeûne (*iftar*), tandis que les plus religieux vont à la mosquée pratiquer les prières collectives (*tarawih*). Or les conditions du confinement - sorties interdites sauf dérogations, fermeture des mosquées - rendront beaucoup plus difficiles les expressions de solidarité dont témoigne habituellement ce temps sacré.

**La situation est tendue dans certaines banlieues, comme on l'a vu à Grigny (Essonne) ou Villeneuve-la-Garenne (Hauts-de-Seine). Quelles conséquences peut avoir le ramadan sur ce plan ?**

Même s'il constitue l'un des cinq piliers de l'islam, le jeûne du ramadan n'a pas eu pour effet d'apaiser les conflits dans un passé récent. Au contraire, il a souvent été l'occasion d'une résurgence des actes de violence chez les groupes djihadistes en Irak ou en Syrie. Dans un autre contexte, en France, il n'avait pas empêché la poursuite des émeutes en 2005. Sur le plan religieux, cette fête a souvent été le prétexte à des affrontements entre différentes instances islamiques afin de savoir qui pouvait fixer avec autorité le début de ce mois sacré. L'incident de Villeneuve-la-Garenne, au cours duquel un jeune motard a été blessé par une voiture de police dans la soirée du samedi 18 avril, relance ce que j'appelle « la petite musique de la dissociation » visant à miner de l'intérieur la légitimité des institutions républicaines. Son exploitation sur les réseaux sociaux fait le lien entre les différents courants (islamistes, indigénistes, gauchistes) qui s'accordent à décrire, pour mieux le dénoncer, un État selon eux résolument hostile aux musulmans, aux minorités visibles, aux jeunes, aux banlieues. La note départementale adressée ce week-end aux policiers du Calvados leur demandant « *de ne pas intervenir dans les quartiers à forte population musulmane suivant le ramadan* » s'inscrit dans ce contexte : il s'agit pour le gouvernement d'empêcher de fournir un prétexte à tous ceux qui rêvent de refaire en 2020 les émeutes de 2005 en exploitant le double calendrier « confinement/ramadan » .

**Considérons maintenant le confinement. Si la majorité des musulmans le respecte, qu'en est-il des islamistes ? Comment interprètent-ils le Covid-19 ?**

Parmi les musulmans, les attitudes varient de l'acceptation citoyenne au déni religieux. La plupart des musulmans et des imams respectent les mesures de confinement au nom de l'intérêt général. Mais les dissidences n'ont pas manqué. Au début, des prédicateurs salafistes ont privilégié la thématique de la punition divine. Pour eux, la maladie s'est abattue sur le monde parce que les hommes renâclent à accepter le message de l'islam. Dans une mosquée du Blanc-Mesnil (Seine-Saint-Denis), juste avant le confinement, l'imam expliquait à ses ouailles que « *chaque fois que la turpitude se répand, comme la fornication et la dissolution des mœurs, Allah envoie des calamités inconnues* » . Aux Mureaux (Yvelines), à la même période, un cheikh a fait un cours sur

l'épidémie en insistant sur le fait que le coronavirus était la « *maladie des mécréants* ». D'après lui, la liste des pays les plus touchés par l'épidémie traduisait une volonté divine : les Chinois méritaient la punition d'Allah pour ce qu'ils font subir aux Ouïgours ; les Iraniens payaient leur appartenance à l' « *hérésie chiite* » ; la France récoltait ce qu'elle méritait en qualité de « *pays athée et mécréant* » qui interdit le voile intégral et ferme les mosquées, etc.

La fermeture des mosquées a été mal vécue pour certains, décrite comme une persécution supplémentaire « *pour empêcher les musulmans de prier ensemble pendant le ramadan* ». Des prières clandestines ont eu lieu, comme dans l'arrière-boutique d'un supermarché entre Tremblay et Villepinte (Seine-Saint-Denis), fin mars, ou dans des appartements privés aménagés pour l'occasion, notamment parmi les membres de l'organisation piétiste du Tabligh.

La frange djihadiste n'est pas en reste. Des djihadistes francophones installés en Syrie ont même créé un hashtag au titre évocateur, #coronasoldatsdAllah, pour expliquer le taux de contamination - deux tiers de cas déclarés positifs - parmi les marins du porte-avions *Charles-de-Gaulle*. Le Covid-19 a, selon eux, les effets foudroyants d'un châtement divin après la participation du bâtiment à la guerre contre l'organisation État islamique en Syrie et en Irak.

### **En quoi consistent les préconisations des islamistes pour lutter contre le virus ? Comment expliquer que certains voient dans les recommandations des pouvoirs publics une sorte de victoire ?**

Selon les différents courants qui se réclament de l'islamisme, le remède réside naturellement dans le retour à l'islam intégral. C'est l'occasion pour eux de souligner les bienfaits de la pratique rituelle : les ablutions cinq fois par jour avant les cinq prières sont censées être suffisantes pour protéger l'individu du virus. De même, la nécessité de se laver les mains avant et après les repas était préconisée par une série de hadiths (*actes et paroles attribués au Prophète, relatives à des commentaires du Coran ou à des règles de conduite, NDLR*). Enfin, ces prédicateurs voient dans la nécessité médicale de porter un masque contre la contagion une forme de ralliement rétrospectif à l'obligation religieuse de porter le hijab (voile islamique). Ce prétendu paradoxe est souvent commenté sur les réseaux sociaux de l'islamosphère : « *Enfin, ils se rangent à notre point de vue après l'avoir combattu avec acharnement au nom de la laïcité ! Les médecins préconisent le voile, ils disent : « Le meilleur moyen de lutter contre le coronavirus est de se voiler ! » Maintenant, tout le monde se couvre la tête, le nez, la bouche, les mains ! La sunna (voie prophétique) est le chemin de la vérité ! »*

### **Pourtant, le caractère dramatique de la crise sanitaire n'a-t-il pas été finalement reconnu par les islamistes eux-mêmes ?**

Oui, et la qualification de « martyr » (*chahid*) est dorénavant d'usage pour tous les morts musulmans - pas les autres - du coronavirus. Cet usage résulte de la lecture d'un hadith attribué à un compagnon de Mohammed, Abou Horeira, qui distingue cinq cas attributifs de cette qualité : mourir par la peste, d'une maladie du ventre, par noyade, sous les décombres ou au combat. On peut voir dans cet usage une preuve supplémentaire de l'influence du salafisme sur les autres expressions de l'islam.

\* Bernard Rougier a dirigé l'ouvrage collectif « Les Territoires conquis de l'islamisme » (PUF, 2020, 368 p., 23 eur).



# Coronavirus : la mortalité en réanimation beaucoup plus forte qu'annoncée en France

Le taux serait de 30 % à 40 %, selon les données du Réseau européen de recherche en ventilation artificielle, soit beaucoup plus que les 10 % évoqués par le gouvernement le 17 avril.

Par [Rémi Dupré](#) et [Stéphane Mandard](#) Publié aujourd'hui à 06h08, mis à jour à 10h32



Un patient atteint par le Covid-19 est transféré à l'unité post-réanimation respiratoire de l'hôpital Emile-Muller, à Mulhouse, le 17 avril. PATRICK HERTZOG / AFP

Quel est le taux de mortalité des patients malades du Covid-19 en réanimation ? Selon le ministère de la santé, il serait de 10 %. Ce chiffre a été annoncé par Jérôme Salomon, le directeur général de la santé, lors de sa conférence de presse du 17 avril. Selon les informations du *Monde*, il est largement sous-estimé. Aujourd'hui, il serait en effet de l'ordre de 30 % à 40 %. Dimanche 26 avril, 4 682 patients atteints du Covid-19 étaient [en réanimation](#).

Cette estimation est établie à partir des données compilées par le Réseau européen de recherche en ventilation artificielle (REVA), dans une étude dont *Le Monde* a pris connaissance des premiers résultats. Créé en 2009, lors de la grippe H1N1, le REVA constitue de fait le registre national des formes graves en réanimation en France. Avec la pandémie due au coronavirus, le réseau est passé de 70 à environ 200 centres de réanimation. Quotidiennement, chaque centre renseigne un registre informatique avec des informations sur le parcours de soins des patients atteints du Covid-19 en réanimation (décès, transferts, sorties...).

A partir de 4 000 malades, un groupe d'un peu plus de 1 000 patients a ainsi pu être constitué et suivi pendant vingt-huit jours : il s'agit de personnes entrées en service de réanimation avant le 28 mars, et dont le parcours a été suivi jusqu'au 25 avril. Inédite par son envergure et sa durée (des médecins chinois avaient suivi une centaine de patients), cette étude doit être soumise dans les prochains jours à une grande revue médicale internationale pour une publication attendue en mai.

## « Un chiffre énorme »

« Nous nous dirigeons vers une mortalité qui sera très vraisemblablement entre 30 % et 40 %. C'est un chiffre énorme », commente Matthieu Schmidt, médecin réanimateur à la Pitié-Salpêtrière, à Paris, et coordinateur du REVA. Le médecin est en train de finaliser l'étude. « Il y a encore des données à analyser en provenance de certains centres pour affiner ce chiffre, mais on sera sur cette tendance, représentative de l'ensemble des réanimations de France », précise le docteur Schmidt. Il ne s'attendait pas à avoir des chiffres aussi élevés lorsqu'il a lancé l'étude : « On n'a jamais vu de tels taux de mortalité. Avec le H1N1, même avec les formes les plus graves, on était à 25 %. »

Cette mortalité élevée traduit-elle les limites de capacités des services de réanimation français ? « *Je ne crois pas. Nous avons certes frôlé la catastrophe, mais nous n'avons pas connu la situation de nos homologues italiens qui devaient intuber dans les couloirs* », estime Matthieu Schmidt. Pour le coordinateur du Réseau européen de recherche en ventilation artificielle, l'explication tient à [la gravité et au caractère protéiforme de la maladie](#) : « *On n'est pas seulement sur une pneumonie, sur une simple défaillance des organes pulmonaires, mais sur une pathologie grave qui a aussi une grande composante inflammatoire, vasculaire, ou qui peut également atteindre les reins.* »

Contactés par *Le Monde*, plusieurs médecins en réanimation confirment l'estimation du REVA. « *A Bicêtre, on est sur une fourchette large de 40 % à 60 % de décès* », témoigne le docteur Tai Pham, médecin réanimateur à l'hôpital du Kremlin-Bicêtre, dans le Val-de-Marne.

« *Pour les SDRA [syndromes de détresse respiratoire aiguë], on n'est jamais au-dessous de 30 % à l'échelle nationale, observe le professeur Djillali Annane, chef du service de réanimation à l'hôpital Raymond-Poincaré de Garches (Hauts-de-Seine) et responsable du Syndicat des réanimateurs. A Garches, on a un taux de 37 % de décès Covid en réa.* » « *Ce n'est pas délirant par rapport à ce que l'on voit sur le terrain* », abonde le docteur Antoine Kimmoun, médecin réanimateur au centre hospitalier régional universitaire de Nancy, en Meurthe-et-Moselle.

## « Instant T »

Pour le docteur Kimmoun, « *les chiffres donnés par M. Salomon correspondent à un instant T et ne reflètent pas la mortalité définitive* ». De fait, le directeur général de la santé s'est fondé sur le point épidémiologique de Santé publique France en date du 16 avril. Selon ce document, sur 2 806 patients présents dans 144 services de réanimation du 16 mars au 12 avril, 291 d'entre eux sont morts, soit effectivement 10,37 %. Mais à cette époque, seuls 55 % de ces patients avaient fait l'objet d'une ventilation invasive, contre 80 % dans le groupe REVA.

Contacté par *Le Monde*, le ministère de la santé confirme que « *les propos* » de M. Salomon « *se fondent sur une photographie des données de Santé publique France, et sur le nombre de patients décédés parmi les patients admis en réanimation, soit la mortalité à l'instant T au niveau de l'échantillon de Santé publique France* ». Sans donner davantage de précision.

« *Les chiffres de M. Salomon correspondent à une fourchette très, très basse, au tout début du pic épidémique et d'entrées en réa, soit la deuxième moitié de mars, avec beaucoup de patients dont on ne connaissait pas alors le devenir, observe le docteur Pham. Au tout début de l'épidémie, des cas moins graves, sans grande détresse respiratoire, pouvaient être admis en réa. Le profil des patients a beaucoup évolué depuis mi-mars, cela peut biaiser les chiffres.* »

A l'instar de nombre de ses confrères, le professeur Annane juge la « *déclaration de M. Salomon prématurée, avec une étude qui commence quinze jours avant le début du moment critique* ».

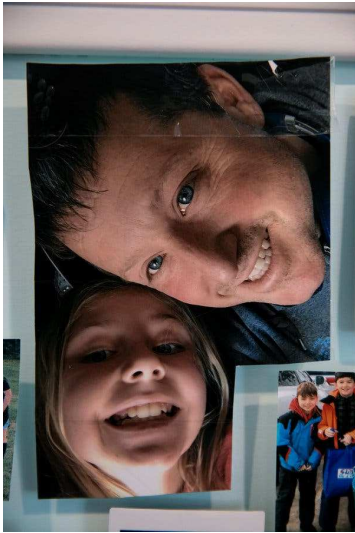
Au-delà du calendrier choisi par la direction générale de la santé, plusieurs médecins critiquent la méthodologie employée. « *Dix pour cent, c'est complètement hors sol. On véhicule l'image d'une toute-puissance médicale et hospitalière. On ne peut pas dire : si vous allez en réa, on va vous sauver, ça va aller dans 90 % des cas, considère le docteur Yvon Le Flohic, médecin généraliste, chargé du suivi épidémiologique H1N1 en Bretagne en 2009. On ne peut pas calculer la mortalité sur un lieu et sur une période. Il faut le faire sur les personnes, en prenant le parcours des patients, et voir s'ils sont sortis vivants ou pas et ce qu'ils sont devenus.* » C'est justement le travail réalisé dans le cadre de l'étude REVA.

A l'unisson, les médecins estiment qu'il est trop tôt pour avoir une photographie complète et précise du taux de mortalité. « *On souhaite avoir des études au long cours, avec un échantillon de patients sur trois, six mois, voire un an* », fait remarquer le docteur Pham. « *Il faudra aussi connaître le taux de mortalité dans les services de réanimation créés en urgence pour tirer les leçons et anticiper la deuxième vague de l'épidémie* », ajoute le professeur Annane.

## ***32 Days on a Ventilator: One Covid Patient's Fight to Breathe Again***

Jim Bello, 49 and healthy, fell gravely ill, highlighting agonizing mysteries of the coronavirus. Doctors' relentless effort to save him was a roller-coaster of devastating and triumphant twists.

A family photo of Jim Bello in the bedroom of his daughter Hadley, 13, pictured. Credit...Kayana Szymczak for The New York Times



**By Pam Belluck**

• April 26, 2020

HINGHAM, Mass. — “Is he going to make it?” Kim Bello asked, clutching her phone, alone in her yard.

She had slipped outside so her three children, playing games in the living room, could be shielded from a wrenching conversation with a doctor treating her husband, Jim. For two weeks, he had been battling the coronavirus at Massachusetts General Hospital, on a ventilator and, for the past nine days, connected to a last-resort artificial heart-lung machine as well.

The physician, Dr. Emmy Rubin, gently told Ms. Bello that while her husband had a chance of surviving, “If you’re asking for an honest opinion, it’s more likely than not that he won’t.”

Mr. Bello, 49, an athletic and healthy lawyer, had developed a 103 degree fever in early March after a hike in the White Mountains in New Hampshire and landed in a suburban emergency room six days later, struggling to breathe.

Now, despite all his doctors had done, his lungs looked white as bone on his latest X-ray, with virtually no air-filled spaces — “one of the worst chest X-rays I’ve ever seen,” Dr. Paul Currier, another of his doctors, said.

As he lay in the intensive care unit, even a touch that caused slight movement to his heavily sedated and chemically paralyzed body could send his oxygen levels into a tailspin. Doctors worried his heart would stop, and if it did, they realized they wouldn’t be able to resuscitate him.

They had tried everything to help him, including experimental drugs, a low-tech maneuver of flipping him on his belly to improve airflow and the most sophisticated life support machine. They were considering one more “Hail Mary” medical maneuver, but setting it up required cutting the machine-supplied oxygen for 30 seconds, a gap they did not think he could survive.

“Even if those were things that could help him, trying to do those would kill him,” said Dr. Yuval Raz, a key specialist on Mr. Bello’s team.

Mr. Bello's cataclysmic spiral from avid skier, cyclist and runner to grievously ill patient — and the heartbreaking and triumphant twists in doctors' relentless efforts to save him — underscores the agonizing challenges confronting even highly trained physicians and well-equipped hospitals battling a ferociously capricious virus.

Hospitals have never before had, simultaneously, so many patients so sick that their lungs have basically stopped functioning. And while doctors are experienced at treating similar respiratory failure, the path of patients with Covid-19 can be maddeningly unpredictable.

"It's like they fall off a cliff," said Dr. Peggy Lai, a critical care doctor at Mass General. "You see young patients getting sicker and sicker by the day despite everything that you know is good standard of care."

Without proven therapies to extinguish the infection, doctors ride roller-coasters of trial and error. They weigh risks of uncertain treatments and painstakingly adjust machines in hopes of shoring up patients' lungs enough that their bodies clear the inflammation and heal.

"The tricky part with this disease," Dr. Lai said, "is that we have nothing to follow, to know what predicts how sick someone will be and what predicts them getting better."



Image

The Bello family, from left: Hadley, Riley, Kim, Taylor and Jim. Credit...Kayana Szymczak for The New York Times

On March 7, after Mr. Bello hiked Loon Mountain in New Hampshire, where his family has a condo and skis regularly, he was suddenly struck by a high fever.

After several feverish days, he developed a cough and chest tightness and visited a doctor, who prescribed antibiotics for pneumonia. But by March 13, he had so much trouble breathing that he went to a suburban Boston hospital's emergency room. Doctors quickly decided he needed a ventilator.

"What if I don't make it?" he asked his wife.

After she reassured him, she recalled, "He winked at me the same way he winked at me when we first met."

Overnight, Mr. Bello was transferred to Mass General, becoming its first intubated coronavirus patient. His case initially seemed straightforward and manageable, said Dr. Currier, his first attending physician.

Like many Covid-19 patients, Mr. Bello had Acute Respiratory Distress Syndrome, or ARDS. His lungs were so inflamed and flooded with fluid that the tiny air sacs that transfer oxygen to the blood had become ineffectual sodden balloons.

Ventilator settings are precisely calibrated and continually adjusted: oxygen, breathing rate, breath volume and pressure. Doctors work to give enough pressure to keep airways open but not so much that lungs are overstretched and further injured.

Intubated patients are sedated and often given paralytic drugs so they don't try to breathe themselves, allowing the machine to take over.

By the end of Mr. Bello's first day at Mass General, the ventilator was supplying 65 percent oxygen, lower than what he'd needed upon arrival. The next day, it was further reduced to 35 percent, a good sign, given that the lowest setting, 21 percent, is equivalent to room air.

"He actually seemed to be improving," said Dr. Currier, a pulmonary and critical care physician.

But then his condition inexplicably worsened, and his ventilator-supplied oxygen was ratcheted to the maximum, 100 percent.

Alarmed, around 2 a.m. on March 18, the medical team tried a maneuver called proning, Dr. Currier said. They carefully turned him onto his stomach to minimize the pressure of his heart against his lungs, decompressing his airways.

The results were encouraging. “This is great,” Dr. Currier thought before grabbing some sleep. “We fixed him.”

But as the day progressed, Mr. Bello’s blood oxygen levels plummeted.

Doctors had already started him on medications that many hospitals are trying: hydroxychloroquine, the anti-malarial drug President Trump has promoted; and a statin, which was eventually stopped because it affected his liver. He was also enrolled in a clinical trial of an antiviral drug being tested for Covid-19, Remdesivir, although nobody knew whether he was receiving it or a placebo.

That afternoon, increasingly concerned about his lung inflammation, doctors tried an immunosuppressive medication, tocilizumab.

Nothing was working. So doctors turned to an 11th-hour method. An eight-person team repositioned Mr. Bello onto his back, inserted large tubes into his neck and leg, and connected him to a specialized heart-lung bypass machine.

Called extracorporeal membrane oxygenation, or ECMO, the technique siphons blood out of the patient, runs it through an oxygenator and pumps it back into the body. It is intricately challenging to manage and isn’t available at many hospitals.

“ECMO is not a benign therapy,” said Dr. Raz, the medical director of Mass General’s ECMO department. “There’s a lot of bad things that can happen even with a good outcome.”

Risks can include bleeding complications and strokes. ECMO specialists must continually ensure that the blood volume circulating through the machine isn’t too low or too high, so that patients don’t get too much fluid and their blood vessels don’t collapse.

So far, ECMO has been used for hundreds of coronavirus patients worldwide, according to the nonprofit [Extracorporeal Life Support Organization](#). Most are still on the machines, and data is incomplete, so survival rates are unclear.

“ECMO doesn’t fix anything,” Dr. Raz said. “It keeps you alive while other things, hopefully, take place.”

Mr. Bello’s lungs were so stiff that his “lung compliance” — a measure of elasticity that is usually over 100 in healthy people and about 30 in people with severe respiratory failure — was in the single digits.

His lungs could handle breaths only the size of a tablespoon, a tiny fraction of a normal-size breath. Blood began oozing from around the tubes, so blood thinners were stopped, Dr. Raz said. Chest X-rays documented the decline. His first on March 13 showed significant fluid and inflammation, but “you could still see the lungs,” Dr. Raz said. On March 18, the X-ray was worse, but lung space was still visible. By March 20, “he had essentially what we call a whiteout.”

Daily, doctors and nurses updated Ms. Bello, 48, who took a leave from her part-time marketing job to help their children — Hadley, 13, and twins Riley and Taylor, 11 — cope with their father’s illness. Ms. Bello also raised thousands of dollars to provide the I.C.U. with meals from local restaurants, along with other needs.

She and Hadley developed mild symptoms like chest tightness, but doctors had considered it unnecessary to test them for the coronavirus.

Because visitors are largely prohibited in order to limit the virus’s spread, a nurse, Kerri Voelkel, put the family on speaker phone in Mr. Bello’s room several times daily.

“Hadley would have baked a cake, and she would joke ‘It didn’t come out so good, Dad, I’m going to try again,’” Ms. Voelkel recalled. “Taylor said, ‘I did my soccer drills out in the backyard.’ It’s heartbreaking to be the caregiver standing there and listen to these children talking to their father.”

As of March 27, Mr. Bello’s ninth day on ECMO, there was no improvement. When nurses tucked pillows under him or subtly shifted him to prevent bedsores, his oxygen levels would crater.

Dr. Rubin called Ms. Bello to explain the gravity of the situation. If Mr. Bello went into cardiac arrest, she said, doctors didn't believe they could revive him. Ms. Bello agreed to a do-not-resuscitate order.

"Be honest," she implored Dr. Rubin.

Dr. Rubin assured her they were not giving up and Mr. Bello could still survive. But, she said, "Honestly, I think all of our assessment at that point was that he's probably more likely to die." Devastated, Ms. Bello rolled into a ball on the grass.

The following morning, March 28, the medical team dialed down Mr. Bello's paralytic medication to see if he could manage with less, Ms. Voelkel said.

The effect was striking. "Jim woke up," she said. He raised his eyebrows, and "you could tell he was trying to open his eyes."

When prompted, he squeezed both of Ms. Voelkel's hands. He nodded yes or no to simple questions. And when the nurses said they were going to adjust his position, he gave a thumbs up.

"We were like, 'Oh my gosh, he's in there!'" Ms. Voelkel said.

Ms. Voelkel described the scene to Ms. Bello over the phone. That afternoon, the family's golden retriever, Bruno, grabbed Mr. Bello's Boston Celtics cap, holding it in his mouth. Ms. Bello texted Dr. Rubin a photo of the dog with the cap and wrote, "Please do everything you can."

Dr. Rubin's eyes welled up. "I give you my word that we are doing everything we can," she texted back.

But later, several hours after the paralytic medication was stopped, Mr. Bello, alone in the room while nurses monitored from outside, shifted his body slightly, movement that increased pressure on his blood vessels. This happens normally when we breathe, but he was too unstable to withstand it, Dr. Raz said. His oxygen levels nose-dived.

Both Ms. Voelkel and Tyler Texeira, a respiratory therapist, threw on their protective gear and rushed in. "We rescued him, we got him back," Ms. Voelkel said.

"This is a man who, his lungs are so bad that we can't have him awake," she said they realized. "So we had to re-paralyze him in order to essentially keep him alive."

Doctors' last option involved trying to drain more fluid by adding another tube to the heart-lung machine, a maneuver that would require a brief stoppage of oxygen flow from the machine.

"He was so tenuous that we felt honestly 30 seconds off the ECMO circuit, he wouldn't survive that," said Dr. Rubin, a pulmonary and critical care physician.

After her shift ended, Ms. Voelkel said, "I cried the whole way home." She thought of the phone calls from Mr. Bello's children, similar in age to hers. "The despair I felt that we couldn't save this man was beyond anything I could comprehend."

Dr. Rubin called Ms. Bello and suggested that she visit her husband that night, something she'd been allowed to do only once before. The hospital hallways felt eerie. She donned protective gear and entered his room.

"I felt like, 'Oh my God, if I keep talking to him, if I talk to him for hours, maybe he'll stabilize, and maybe he'll be OK,'" she said. "I was just telling him how much we need him, he has to fight this, he cannot leave us."

She was told she'd have 15 minutes, but was given more than three hours.

"I'm squeezing your hand right now, I'm holding your arm, I'm laying on your arm, I'm touching your head," she told her husband.

Within three days, an X-ray showed hope — some clearing in his left lung.

"Then, it just started improving, slowly," Dr. Currier said. "And then it just got dramatically better."

On April 4, Mr. Bello's 17th day on ECMO, Todd Mover, a respiratory therapist, suggested he might be ready to come off the machine. The next day, Mr. Bello was disconnected from ECMO. He

remained on a ventilator, but began handling reduced oxygen levels supplied by the ventilator, so doctors started easing paralytic medication and sedation.

Days later, in a milestone, physical therapists sat Mr. Bello on the edge of the bed. Ms. Voelkel FaceTimed Ms. Bello. She saw her husband kick his leg.

"I love you, blow me a kiss," she cried. Mr. Bello, groggy from sedation, breathing tube in his mouth, moved his hand to blow his wife a kiss.

On April 11, nearly a month after her husband's hospitalization, Ms. Bello sat at their dining room table for another FaceTime session. She had her daughters sit across the table, to spare them the sight of their father on the ventilator. They held an iPad so their brother, Riley, who was in New Hampshire, could also listen and talk.

"Hi Daddy, it's Hadley and Taylor. We miss you so much. Riley's also on FaceTime with us. We just want to say keep fighting, and you're going to be OK. We love you so much."

Mr. Bello, unable to speak because of the breathing tube, lifted his head, opened his eyes briefly and waved his hand slightly. "Love, love, love," his wife said.

Doctors said they did not know why Mr. Bello survived. Their best guess is time. Although in some cases, people's odds worsen the longer they're on a ventilator, other patients recover after long intubations. The doctors don't know if any of the medications worked.

Dr. Currier said he wouldn't be surprised if Ms. Bello's visit helped.

"She was in there for three hours by the bedside," he said. "It was at its darkest at that point in time. You just can't underestimate how much a difference something like that makes."

On April 14, Mr. Bello was disconnected from the ventilator and began breathing on his own for the first time in 32 days.

This time, when she received a FaceTime call from the hospital, his wife gathered the children around. On the screen, he whispered the first words he'd been able to say to his family in a month: "I love you."

As he was wheeled out of the I.C.U. to a regular floor, the medical staff, previously despondent about his case, lined the hospital hallway, erupting in applause. He waved.

Video

CreditCredit...via Kim Bello

"It's phenomenal," Dr. Rubin said. Noting Mr. Bello's previous health and fitness, she added, "everyone is very optimistic that he'll have a full recovery."

In brief comments from a rehabilitation hospital where he was transferred three days after coming off the ventilator, Mr. Bello said he was looking forward to getting back to working as a lawyer representing medical providers. "I'm alive today because of those very same people," he said. Already able to eat and to walk, he said he was proud of his wife and was eager to be back with his family.

Not long after that, on Friday afternoon, Mr. Bello came home.



Image

From left: Taylor, Jim, Riley, Kim and Hadley Bello at their home on Saturday, a day after Mr. Bello was released from the hospital.Credit...Bello family photo

## Le Figaro, no. 23544

Le Figaro, lundi 27 avril 2020 808 mots, p. 28

Opinions

# Le retour de la grande Allemagne

Baverez, Nicolas



La crise du coronavirus est universelle et sans précédent. Pour autant, les performances des gouvernements et les stratégies déployées sont très diverses, y compris au sein des démocraties. Ceci est tout particulièrement vrai en Europe, continent le plus touché avec les États-Unis par le nombre des décès et le plus sinistré au plan économique.

D'un côté, la France connaît un « juin 1940 sanitaire ». Le défaut d'anticipation et d'organisation de l'État entretient une pénurie de matériel de protection, de tests, de lits de réanimation, d'outils numériques, qui met notre pays au quatrième rang mondial par le nombre des victimes. Le confinement général de la population entraînera par ailleurs une chute de plus de 10 % du PIB, une explosion des faillites et du chômage ainsi que l'envolée du déficit et de la dette publique autour de 15 % et 120 % du PIB. Enfin l'État de droit a été suspendu par la loi d'urgence sanitaire du 23 mars 2020, qui a débouché sur la vacance des contre-pouvoirs législatif et judiciaire.

À l'inverse, l'Allemagne a effectué un retournement spectaculaire à l'occasion de la pandémie. Le modèle allemand, déstabilisé par le « dieselgate », la guerre commerciale et technologique lancée par Donald Trump, l'ouverture des frontières aux migrants et la percée de l'AfD, a fait la preuve de sa résilience. Et Angela Merkel, dont le leadership et la coalition semblaient moribonds et dont l'immobilisme était unanimement décrié, voit sa légitimité restaurée dans son pays comme en Europe. Cette réussite s'est construite sur quatre plans.

Dans le domaine sanitaire, le pays constitue une exception, puisqu'il a enregistré cinq fois moins de décès que la France avec une population de 83 millions d'habitants (dont 21,5 % ont plus de 65 ans) contre 67 millions. Et ce grâce à une stratégie fondée sur des mesures de distanciation sociale stricte, la mobilisation de l'industrie biomédicale pour dépister massivement les malades (350 000 par semaine en mars et 200 000 par jour aujourd'hui), la montée en puissance des capacités hospitalières portées dès février de 28 000 à 40 000 lits de réanimation dont 30 000 équipés de ventilation (5 000 en Italie et 7 000 en France). Simultanément ont débuté des essais cliniques pour un vaccin contre le coronavirus.

Dans le domaine économique, l'Allemagne a pleinement bénéficié des marges de manoeuvre que lui assure le rétablissement de ses finances publiques, caractérisées par un excédent de 13,5 milliards d'euros et une dette publique ramenée à 58 % du PIB en 2019. Elle a ainsi pu mettre en oeuvre le plus important plan de soutien de son économie depuis la Seconde Guerre mondiale. Il porte sur quelque 1 200 milliards d'euros et comprend un fonds de secours de 600 milliards pour les grandes entreprises, des aides de 50 milliards pour les PME et 10 milliards d'investissements pour le système de santé, en plus de 822 milliards d'euros de prêts garantis par la banque publique KfW. Ce programme et la sortie du confinement dès le 20 avril devraient limiter la récession à 4,2 % du PIB en 2020, avant un vif rebond de la croissance de 5,8 % en 2021.

Dans le domaine juridique, l'Allemagne a strictement respecté sa Loi fondamentale. Elle a maintenu le fonctionnement normal de ses institutions et écarté le recours à un régime d'urgence. La loi du 25 mars sur la protection contre les épidémies



d'ampleur nationale a certes confié des pouvoirs spécifiques au ministre de la Santé, dont la possibilité d'instituer des réglementations s'imposant aux Länder sans l'autorisation préalable du Bundesrat. Mais les trois piliers de la démocratie allemande ont été préservés : le contrôle rigoureux de l'exécutif par le Parlement ; l'équilibre des pouvoirs entre l'État fédéral et les Länder ; le respect des libertés fondamentales et de la vie privée sous la surveillance vigilante de la justice.

Dans le domaine politique, Merkel, bien loin des envolées lyriques et des métaphores guerrières, a piloté la crise avec efficacité, calme et précision. Sa sobriété et sa détermination ont renforcé la confiance de la population dans ses dirigeants et dans les institutions, obtenant le soutien de 74 % des citoyens - contre 39 % en France -. Et ce sur fond d'un intense débat démocratique autour des pouvoirs de l'État fédéral et des Länder, du confinement, du respect de la vie privée ou de la solidarité européenne. Loin de triompher, la chancelière martèle que le pays n'en a pas fini avec le coronavirus et ne cesse d'appeler ses concitoyens à la prudence et à la mobilisation dans un combat destiné à durer jusqu'à la commercialisation d'un vaccin.

Le succès de l'Allemagne dans la maîtrise de l'épidémie de coronavirus est riche d'enseignements. L'Europe constitue plus que jamais le cœur du dilemme allemand. Plus l'Allemagne est forte dans l'Union et plus elle ravive les sentiments d'hostilité, particulièrement vifs aujourd'hui en Italie. Plus elle est seule en Europe et plus elle l'affaiblit.

## Le Figaro (site web)

lundi 27 avril 2020 - 10:46 UTC +02:00 847 mots

Vox ; Vox Économie

# Jacques-Olivier Martin: «Le réveil des magiciens»

Martin, Jacques-Olivier

**CHRONIQUE - Pour tenter de juguler la crise économique liée au confinement, les États dépensent des milliards d'euros. Dans le bloc-notes cette semaine, Jacques-Olivier Martin s'interroge sur cet «argent magique».**

Il n'y a pas d'argent magique, mais il y a de l'argent public. Abondamment même, lorsque l'on voit les dettes publiques flamber et de nombreux États européens nationaliser les salaires d'une grande partie de la population active. Tous fonctionnaires ou presque pourrait-on dire, l'emploi à vie en moins il est vrai. Sur les 20 millions de salariés du privé en France, 13 millions sont indemnisés par l'État. Si l'on ajoute les 5,7 millions de fonctionnaires, ce sont près de 19 millions de personnes qui dépendent de la cagnotte publique, soit presque 80 % de l'ensemble des actifs salariés. Du jamais vu! Si on élargit le raisonnement aux 3,2 millions de sans-emploi indemnisés et aux 17 millions de retraités pensionnés, ce sont donc une quarantaine de millions de Français qui recevront tout ou partie de leur rémunération du mois d'avril de l'État. Hallucinant, sidérant, stupéfiant... quel mot choisir?

Houdini à Francfort

Il n'y a pas d'argent magique donc il y a de la dette publique. Les États n'ont pas d'autre choix que d'emprunter, encore et encore, pour tenter de circonscire le feu de la crise qui menace des millions d'emplois et d'entreprises. Les seaux d'argent se mesurent en part de PIB pour comparer les efforts de chaque pays, ou en centaine, voire milliers de milliards d'euros quand il s'agit de faire savoir à ses citoyens que la puissance publique déploie des efforts considérables pour tenter de juguler la pire des crises.

Les États pompiers arrosent, selon les mots d'Emmanuel Macron, «*quoi qu'il en coûte*» ou plus justement «*quoi qu'il nous en coûtera*». Les chefs d'État européens ont beau nous faire croire que la Banque centrale européenne absorbera grâce à la magie des sages de Francfort ces emprunts, gardons-nous de prendre Christine Lagarde pour Houdini. À la fin, ce sont toujours les citoyens débiteurs qui remboursent et/ou s'appauvrissent.

Le roi du bonneteau

Il n'y a pas de dette magique, donc des dissensions entre Européens. Le spectacle autour des coronabonds ou de la mutualisation des dettes montre à quel point il est difficile de faire cohabiter les fourmis et les cigales. Les premières critiquent le peu de sérieux des secondes. À l'inverse, les pays du Sud s'offusquent du manque de solidarité de ceux du Nord.

Les crises plaident en tout cas rarement en faveur des cigales. Inquiets à l'idée d'un défaut, les créanciers exigent une rémunération plus élevée. C'est pour éviter une telle vulnérabilité que les pays les plus endettés appellent à une mutualisation de l'endettement pour profiter des taux des pays les plus sérieux. On ne prête à taux bas qu'aux riches... Autre argument en faveur des fourmis: les pays les plus vertueux disposent de marges de manœuvre financières très supérieures à ceux qui sont les plus endettés, ce qui s'avère fort précieux lorsque souffle la bise de la crise séculaire. Plus riches, ils ont aussi des voix puissantes lors des visioconférences entre chefs d'État. La France, qui croule sous un endettement public qui sera bientôt près de deux fois supérieur à celui de l'Allemagne (au moins 115 % du PIB contre 70 % attendus outre-Rhin), a le plus grand mal à faire accepter son projet de fonds spécial, sorte de coronabonds qui ne dit pas son nom.

Dans les fables comme dans la vie, il semble bien que la raison du plus fort soit toujours la meilleure... C'est La Fontaine qui l'a écrit au temps du Roi-Soleil, le plus «brillant» de nos monarques mais aussi l'un des plus dépensiers. Pour financer les guerres de sa fin de règne, Louis XIV a fait exploser la dette publique jusqu'à 80 % de la richesse annuelle produite. Décidément, rien de nouveau sous le soleil de France.

<https://www.lefigaro.fr/vox/culture/marcel-proust-est-le-romancier-par-excellence-du-confinement-20200427>

## «Marcel Proust est le romancier par excellence du confinement»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Écrivain de l'isolement volontaire, Marcel Proust savait les vertus du silence et de la solitude, rappelle le journaliste Salomon Malka. Son œuvre, véritable ode à la lecture de soi, prend selon lui une tonalité particulière en ce moment.

Par Salomon Malka Publié il y a 51 min, mis à jour il y a 51 min

Pour Lévinas, l'enseignement le plus profond de Proust aura consisté à faire le récit du surgissement de la vie intérieure à partir d'une insatiable curiosité pour la vie d'autrui. *Capture d'écran*

*Salomon Malka est journaliste et écrivain. Il a récemment publié [Dieu, la République et Macron](#) (Cerf, 2019).*

Dans *Albertine disparue*, Marcel Proust raconte pendant trois pages son émoi à la lecture du *Figaro* où il découvre un article de lui. Il le raconte malicieusement, en ménageant ses effets et en commençant par dire son étonnement en feuilletant le journal et en tombant sur un texte qui porte le même titre que celui qu'il a envoyé, puis sur le texte lui-même et enfin sur la signature. La joie naïve qui consiste à se mettre dans la peau de ceux qui vont le lire. La perception de son texte comme si étrangement c'était celui d'un autre. Le plaisir intérieur à imaginer les lecteurs lisant chaque ligne, à songer à ce que diront ces mêmes lecteurs les uns aux autres, et à se demander aussi comment sa «pensée» serait jugée. Il dit «pensée», il ne parle pas de ses phrases, ni de son texte ni de sa littérature. Il parle de sa pensée.

La lecture de Proust prend une tonalité particulière quand on cherche à y trouver une cohérence.

Y a-t-il une pensée de Marcel Proust? Y a-t-il une philosophie de Marcel Proust? Ceux qui ont eu la chance d'y assister gardent en mémoire et ont encore à l'oreille la voix de Jean-Laurent Cochet lisant ces trois pages, parmi des centaines d'autres déclamées dans un marathon de vingt heures - de dix heures un samedi matin à six heures le lendemain -, sans discontinuer, salle Gaveau à Paris. On se rendait compte, à l'audition, de l'extraordinaire longueur des phrases, mais aussi de leur simplicité. On découvrait la drôlerie, la malice, la facétie. Comme dans ce passage précisément où le narrateur parle de son article, de la sensation éprouvée à sa lecture et des interrogations espiègles sur la manière dont les autres le liraient. On vérifiait à quel point il était un spécialiste de l'âme, à quel point il a su en suivre tous les méandres, analyser le grain des sentiments, le désir, l'amour, la jalousie, le souvenir, l'oubli...

Quelle occasion a-t-on dans une vie de relire Proust? Il faut le faire en ces temps de retrait, pas seulement parce qu'il était le fils d'un grand épidémiologiste, inventeur - avant la lettre - des «cordons sanitaires» et des «lazarets». Pas seulement parce que toute son œuvre a été écrite dans une forme de confinement - il ne sortait pas de chez lui, vivait cloîtré, sauf la nuit tombée pour des escapades «mondaines» -, mais aussi parce que la lecture d'*Albertine disparue* et de *La Prisonnière* prend une tonalité particulière quand on cherche à y trouver une cohérence.

Proust esquisse une phénoménologie de toute une gamme de sentiments allant de la tendresse à l'isolement, à la disparition, à l'absence, à la mort, à la rupture, à l'abandon.

Marcel Proust philosophe? On a beaucoup débattu de cela dans le passé. Sartre, en 1938, écrivait, dédaigneux: «*La psychologie de Proust? Ce n'est même pas celle de Bergson, c'est celle de Ribot.*» Theodore Ribot étant ce normalien, premier psychologue et philosophe à traiter de la mémoire comme d'un état biologique. Quant à Bergson, Proust n'aimait pas beaucoup qu'on associe son nom à celui de son oncle par alliance. Ni qu'on laisse entendre que ses romans étaient une illustration de la philosophie de son oncle. Tous deux se retrouvent dans une approche du temps qui s'égrène en fractions éparses. Sauf que Proust va plus loin en esquissant une phénoménologie de toute une gamme de sentiments qui vont de la tendresse à l'isolement, à la disparition, à l'absence, à la mort, à la rupture, à l'abandon, à la séparation.

Lévinas, en 1947, prendra le contre-pied de Sartre. Dans un article de revue (qui sera repris plus tard dans *Noms propres*), il brosera un portrait de Proust en émule de Freud et de Bergson et fera un bel éloge du romancier, dont l'enseignement le plus profond aura consisté à ses yeux à faire le récit du surgissement de la vie intérieure à partir d'une insatiable curiosité pour la vie d'autrui.

Proust chérit l'isolement volontaire. Il a besoin de silence, de retrait et de solitude pour bâtir son œuvre.

Lévinas aura été initié à Proust avant guerre par Maurice Blanchot. Il l'a relu en captivité, dans son camp de prisonnier près de Hanovre. Proust est d'ailleurs l'écrivain le plus cité dans ses Carnets - avec Bloy, Gide et Bergson justement - où il écrit notamment ceci: «*Chez Proust, les sentiments sont réfléchis. Pas seulement les siens mais aussi ceux de l'autre.*» Comme si, confiné lui-même dans un stalag, le philosophe avait trouvé refuge, et matière à penser, dans l'œuvre du romancier par excellence du confinement.

Même si, chez lui, c'est un confinement choisi. Il éprouve un certain plaisir dans cet isolement volontaire. Il a besoin de silence, de retrait, de solitude pour bâtir son œuvre. Mais en même temps, il sait pouvoir rompre sa claustration, quitter sa chambre capitonnée quand il le veut pour aller s'étourdir dans une vie de noctambule dont il n'est jamais dupe.

Théoricien du confinement? Penseur du quant-à-soi? Philosophe du «Restez chez vous»?

Oui, il y a un peu de cela. Gérard Bensussan qui va publier (après-guerre) chez Garnier un livre sur la philosophie de Proust intitulé *L'écriture de l'involontaire* dit qu'il faut lire Proust d'abord parce que son œuvre donne aux lecteurs «*les moyens de lire en eux-mêmes*». Et de citer cette phrase tirée de la correspondance, qui porte aussi bien sur la guerre que sur l'amour: «*C'est l'événement qui détermine le projet.*» Il est vrai que cet homme, qui était orfèvre en psychologie humaine, n'évoque dans les milliers de pages de *La Recherche* que deux épisodes qui pouvaient acquérir à ses yeux le statut d'événements: l'Affaire Dreyfus et la Grande Guerre. Si on laisse de côté naturellement, l'événement suprême pour lui, la rencontre de quelqu'un d'autre. Il écrit ainsi: «*L'ennemi ne connaît pas plus nos plans que nous ne savons le but poursuivi par les femmes que nous aimons.*»

Gérard Bensussan dit qu'il faut lire Proust car son œuvre donne aux lecteurs les moyens de lire en eux-mêmes.

Encore un mot sur *Albertine disparue*. On y trouve par moments des phrases qui laissent rêveurs et perplexes, venant d'un homme ayant grandi dans un milieu médical (autant son père que son frère): «*La nature ne semble guère capable de donner que des maladies courtes. Mais la médecine s'est annexé l'art de les prolonger.*» Sur la première partie de ce jugement, on aurait envie de dire: Dieu vous entende, cher Marcel Proust!

VORWÜRFE IN FRANKREICH:

## Corona-Fälle auf dem Flugzeugträger vertuscht?

- VON MICHAELA WIEGEL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 27.04.2020-18:01



Besatzungsmitglieder des Flugzeugträgers „Charles de Gaulle“ berichten, die französische Armeeführung habe von Corona-Fällen an Bord des Schiffes gewusst, eine Rückkehr in den Heimathafen aber abgelehnt. Eine Kommission soll die Vorwürfe prüfen.

Die französische Atomstreitmacht ist derzeit nur bedingt einsatzbereit. Die gesamte Besatzung des Flugzeugträgers „Charles de Gaulle“ muss aufgrund der Corona-Pandemie an Bord in Quarantäne verweilen. Das nuklear betriebene Schiff liegt zur Desinfizierung im Heimathafen in Toulon. 1081 der insgesamt 2010 Soldaten, die auf dem Flugzeugträger und den Begleitregatten dienen, haben sich mit dem Coronavirus infiziert. Das hat Verteidigungsministerin **Florence Parly** bei einer Anhörung vor dem Verteidigungsausschuss der Nationalversammlung bestätigt. Alle Soldaten seien getestet worden, 24 von ihnen seien in Toulon im Armeekrankenhaus in Behandlung. Die Hälfte der positiv getesteten Soldaten weise keine oder nur sehr geringe Symptome auf. Die Armeeführung steht in der Kritik, weil sie auf die Pandemie erst spät und dann nachlässig reagiert haben soll.

Der Flugzeugträger „Charles de Gaulle“ bildet ein wichtiges Element der französischen Nuklearstreitkraft „Force de frappe“. Von dem Flugzeugträger heben mit Atomwaffen ausrüstbare Trägerflugzeuge vom Typ Rafale MF3 ab. In zwei internen Untersuchungen der Streitkräfte soll jetzt geklärt werden, wie es zu der Masseninfektion an Bord kommen konnte. Eine Untersuchung soll sich auf die gesundheitlichen Aspekte konzentrieren und die Ansteckungsketten zurückverfolgen. Die zweite Untersuchung ist politisch brisant: Sie soll klären, ob es zu einem Versagen in der Kommandokette gekommen ist.

### „Sofort und entschlossen gehandelt“

In der französischen Presse berichteten mehrere Marinesoldaten, dass schon beim Halt der „Charles de Gaulle“ vom 13. bis zum 15. März in Brest Verdachtsfälle an Bord waren. Es sei gemutmaßt worden, ob sich Soldaten nicht beim vorangegangenen Halt in Zypern vom 21. bis zum 26. Februar bereits infiziert hätten. Deshalb habe der Kommandant, Guillaume Pinget, in Paris um die Erlaubnis nachgesucht, die Mission vorzeitig abbrechen und den Heimathafen Toulon anzulaufen. Doch dieses Ansinnen soll abgelehnt worden sein. Verteidigungsministerin Parly hat diese Darstellung zurückgewiesen. Sie sei erst am 7. April von der Marineführung über die Covid-19-Verdachtsfälle informiert worden und habe dann „sofort und entschlossen“ gehandelt, sagte sie per Videoübertragung dem Verteidigungsausschuss. Marinesprecher Eric Lavault sprach von „Falschinformationen“ über das Ansinnen des Kommandanten.

Die Zeitschrift „Paris Match“ schreibt in ihrer jüngsten Ausgabe: „Ein guter Teil der Soldaten ist davon überzeugt, dass dem Kommandanten die Ausbreitung des Virus angelastet werden soll.“ Die Zeitschrift

zitiert den Marinesoldaten Mathieu, wonach schon beim Auslaufen aus Brest am 16. März zehn erkrankte Kameraden auf der Krankenstation behandelt wurden. In Frankreich hatte Präsident [Macron](#) zu diesem Zeitpunkt bereits die Schließung aller Schulen, Restaurants, Bars und Cafés angeordnet. Am 30. März wurde ein Rockkonzert an Bord organisiert, um die Soldaten dafür zu entschädigen, dass ihr Halt in Portugal annulliert worden war. Danach sei die Zahl der Kranken „explodiert“.

## **Es fehlen Masken und Tests**

Im Senat bewegt die Mitglieder des Verteidigungsausschusses besonders die Frage, wie ähnliche Ansteckungsketten bei anderen Auslandseinsätzen der Armee verhindert werden können. Die Direktorin des Gesundheitsdienstes der Armee, Maryline Gyax Généro, gestand während ihrer Anhörung ein, dass es nicht genügend Tests gebe, um alle Soldaten vor ihrer Entsendung ins Ausland zu prüfen. Auch fehle es an Masken, damit das Ansteckungsrisiko verringert werden könne.

„Es ist mir unverständlich, warum nicht alle Soldaten vor ihrer Entsendung getestet werden“, empörte sich der rechtsbürgerliche Senator Christian Cambon (LR). Der sozialistische Senator Jean-Marie Bockel äußerte, dass der Umgang mit der Pandemie bei den Streitkräften zu einer Vertrauenskrise führen könne. Bockels Sohn Pierre zählte zu den dreizehn französischen Soldaten, die im vergangenen November bei einem Hubschrauberunfall während eines Antiterrorereinsatzes in Mali gefallen sind.

Verteidigungsministerin Parly hat bislang nur angekündigt, die Rotationszeiträume zu verlängern und die Rückkehr der derzeit im Rahmen der Mission „Barkhane“ in Mali stationierten Soldaten „ein bis zwei Monate“ aufzuschieben. 5000 französische Soldaten sind derzeit im Sahel-Gebiet im Einsatz. Für den Flugzeugträger gibt es nach Auskunft des Verteidigungsministeriums keine Ersatzbesatzung. Der Zeitung „Le Monde“ sagte ein ehemaliger Kommandant des Flugzeugträgers: „Wenn es morgen Krieg gibt und der Präsident einen Flugzeugträger braucht, dann holen wir die Besatzung zurück, egal ob sie krank ist.“

Quelle: F.A.Z.

## Ramadan: «Les instructions de laxisme données aux forces de l'ordre rompent le pacte républicain»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Un courriel, diffusé la semaine dernière par le chef de la police du Calvados, invitait la police à ne pas intervenir dans les quartiers sensibles pendant le ramadan. Laurent Nuñez a désavoué ces consignes. La déléguée syndicale des forces de l'ordre Linda Kebbab rappelle que les justiciables doivent tous être traités à égalité.

Par Linda Kebbab Publié il y a 10 heures, mis à jour il y a 6 heures

Des policiers confrontés à des échauffourées à Villeneuve-la-Garenne en plein confinement. 20 avril 2020 *GEOFFROY VAN DER HASSELT/AFP*

*Linda Kebbab est déléguée nationale de l'Unité SGP Police-FO.*

Un courriel à large diffusion daté du 22 avril émanant du Directeur Départemental de Sécurité Publique du Calvados (14) donnait pour instruction de ne pas contrôler les rassemblements ni même d'intervenir pour les tapages «dans les quartiers à forte concentration de population» durant la période du mois de Ramadan.

L'instruction a probablement provoqué un émoi au sein des services de police du département, puisque la capture du courriel a rapidement été relayée aux policiers du pays puis à la presse, obligeant la Direction générale de la Police nationale à demander au Directeur départemental de s'expliquer.

Si par cette instruction, ceux qui en sont à l'origine voulaient rompre le principe de l'égalité territoriale, saper la substance même de la mission régaliennne, et monter les Français les uns contre les autres, ils ne s'y prendraient pas autrement.

Cette instruction provoque à juste titre un sentiment de discrimination à l'égard des chrétiens et des juifs.

De qui vient cet ordre qui trahit les fondements républicains? Contrairement à la version officielle, il est très difficile d'imaginer une initiative personnelle s'agissant de l'activité opérationnelle en rapport avec la sphère religieuse et sa pratique. Seul le ministre chargé des cultes, le ministre de l'Intérieur en France, est habilité à prendre pareille décision. Il est donc juste de se demander s'il n'en est tout simplement pas la source avec pour seule faille pour lui que le responsable de la sécurité publique du Calvados aurait fait rédiger un ordre demeuré verbal partout ailleurs.

Cette instruction provoque à juste titre un sentiment de discrimination à l'égard des chrétiens et des juifs qui ont célébré le Carême puis Pâques ou Pessah selon les règles du confinement, des autres confessions, ou encore des non-croyants qui ne bénéficient pas de dispense et doivent respecter le confinement.

Elle provoque un sentiment de stigmatisation, d'infantilisation, chez l'écrasante majorité des millions de musulmans qui n'ont rien demandé et respectent le confinement et les lois de la République, certains la servant même, dans la Police ou l'Armée, parfois au prix de leur vie.

Quel sentiment de supériorité a encore frappé le décideur ?

Comme s'ils étaient trop ignares pour ne pas comprendre l'enjeu du confinement ni avoir le même traitement que les autres. Quel sentiment de supériorité a encore frappé le décideur, s'inspirant de ces vieilles croyances mal nommées «sociales» lui laissant croire qu'il était oint de la mission d'excuser des barbares qui ne seraient pas capables de respecter les lois du pays dans lequel ils vivent?

Les mosquées ont cessé leurs offices, donc rien ne justifierait des rassemblements en dehors des domiciles ou associations d'entraide alimentaire. Et les musulmans vivent le confinement comme leurs concitoyens des autres confessions, puisque justement la rupture du jeûne se pratique dans la sphère familiale, nonobstant les récalcitrants fondamentalistes qui ici ou là ne représentent pas le groupe.

Cet ordre, en plus d'encourager dangereusement à rompre le pacte français, celui de l'égalité devant la loi, demande aux policiers de courber l'échine face à ceux pour qui le Ramadan est chaque année un prétexte pour troubler la quiétude publique et pourrir la vie des habitants. Il donne pour ordre d'abandonner des milliers de personnes entre les mains de ceux qui ne respectent rien, font subir le vrombissement des motos interdites à la circulation une fois la nuit tombée, et dégradent les parties communes en plus de les contaminer.

La police républicaine est et doit continuer d'être égalitaire devant chaque justiciable.

Cet ordre est un aveu de la part des complices des bourreaux, de faiblesse, d'inégalité, mais surtout d'une discrimination systémique à l'égard des populations qui, en plus de subir la précarité ou la détresse sociale, ne peuvent même pas prétendre au droit à la santé puisqu'on les priverait injustement du bénéfice sanitaire du confinement.

Cette instruction doit interroger sur la responsabilité de toute la chaîne de commandement, du donneur d'ordre aux chefs de service dans les commissariats, en passant par les Préfets, relais et cautions d'une politique qui protège et absout ceux dont le paradigme de leur vie et de pourrir celle de nos concitoyens qui ne pratiquent pas et veulent le calme et la paix sous leurs fenêtres, mais également celle de ceux qui pratiquent et veulent la même chose.

La police républicaine est et doit continuer d'être égalitaire devant chaque justiciable. C'est aussi ça la laïcité!



# En Suisse aussi, la lutte contre l'épidémie fait resurgir des fractures territoriales

FIGAROVOX/TRIBUNE - En Suisse, le déconfinement de la population a débuté ce lundi. Le journaliste Antoine Menuisier en profite pour s'interroger sur les différences de taux de contamination et de mortalité entre la partie latine du pays et la partie alémanique. L'approche culturaliste ne suffit pas selon lui à les expliquer.

Par Antoine Menuisier Publié il y a 3 heures, mis à jour il y a 3 heures

La commune de Zermatt dans le canton du Valais en Suisse. VALENTIN FLAURAUD/AFP

*Antoine Menuisier est journaliste indépendant et ancien rédacteur en chef du Bondy Blog. Il a par ailleurs publié l'ouvrage [Le livre des indésirés: une histoire des Arabes en France](#) (Le Cerf, 2019).*

---

Savez-vous ce qu'est le «*Röstigraben*», le fossé des rösti, nom d'une délicieuse galette de pommes de terre, spécialité du terroir suisse? Cette expression à la fois savante et populaire vaut pour un certain nombre de situations agitant la Confédération helvétique, le cas posé par le nouveau coronavirus n'y échappant pas. Elle rend compte d'une séparation culturelle entre la Suisse romande (francophone et minoritaire) et la Suisse alémanique (germanophone et majoritaire).

Ce mot ne renvoie à rien d'équivalent en France. Nord et Sud de la Loire, cuisine au beurre et cuisine à l'huile, pour rester dans des repères physiques et culinaires, pas même *Le Grand Fossé*, un album d'Astérix, ne traduisent sa juste dimension, généralement polémique. France d'en haut et France d'en bas, métropoles et périphéries, seraient déjà des locutions plus en phase avec la réalité politique du *Röstigraben*. Sauf qu'elles ne contiennent pas ces éléments essentiels que sont la langue et les mentalités qui s'y rattachent. Sans parler de l'histoire suisse elle-même, lent processus de sédimentation, dont les cantons francophones forment les couches les plus tardives.

Comme pour la Suisse entre Romands et Alémaniques, la pandémie donne lieu à des comparatifs similaires entre « partenaires » franco-allemands

Non, l'analogie la plus pertinente serait la différence culturelle existant entre la France et l'Allemagne. Il se trouve que, comme pour la Suisse entre Romands et Alémaniques, la pandémie de Covid-19 donne lieu à des comparatifs similaires entre « partenaires » franco-allemands, au désavantage de la France, particulièrement en matière d'infrastructures et de politiques sanitaires. Cela témoignerait de la réalité d'un « fossé » de part et d'autre du Rhin sur la nature des liens unissant citoyens et pouvoirs publics.

Eh bien, le schéma est à peu près le même en Suisse. La différence observée, à tout le moins travaillée comme hypothèse, n'a toutefois pas trait aux infrastructures hospitalières: le pays, d'Est en Ouest, ne manque pas de lits de réanimation et a même accueilli des patients français du Covid-19. Une dotation hospitalière pour l'heure suffisante peut en partie expliquer le nombre de décès du coronavirus par cas confirmés trois fois moindre en Suisse qu'en France.

Les cantons de Genève, Vaud et le Tessin comptent à eux trois près de 50% des cas de Covid-19 confirmés.

La différence entre Romands et Alémaniques est ou serait ici culturelle. Avantage, si l'on peut dire, aux germanophones, dans leur ensemble bien moins touchés par le coronavirus que les Latins, autrement dit les francophones des cantons romands et les italophones du canton du Tessin, situé au Sud des Alpes. Les cantons de Genève, Vaud (chef-lieu Lausanne) et le Tessin comptent à eux trois près de 50% des cas de Covid-19 confirmés, soit 13 000 environ, alors que le total de leur population n'atteint pas 20% de la population globale.

[«Le confinement marque une frontière culturelle en Suisse»](#), titrait le quotidien suisse Le Temps le 23 mars. Six jours plus tôt, le Conseil fédéral (le gouvernement suisse organisé en mode collégial multipartite) décrétait la loi d'urgence et prenait des dispositions de confinement quasi identiques à celles de la France, mais plus souples s'agissant de la liberté d'aller et venir des individus dans l'espace public, leur interdisant cependant de se rassembler à plus de cinq. Cela dit, la consigne générale était la même qu'en France et dans d'autres pays: «Restez chez vous!»

*«En Suisse romande, on a vu se multiplier les appels au confinement total [...], relevait Le Temps. En Suisse alémanique en revanche, les appels s'en tenaient au respect des règles en vigueur [...]. Même si Zurich a fermé ses rives du lac devant un afflux de promeneurs, le maître mot demeure «responsabilité individuelle». C'est ce qu'il fallait comprendre du discours fort d'Alain Berset (le ministre fédéral de la santé, un francophone du canton bilingue - français et allemand - de Fribourg), taclant au passage le verticalisme aux accents certes gaulliens mais jugé inefficace de notre voisin français.»*

La notion de responsabilité individuelle est très présente en Suisse, en particulier dans la partie germanophone.

La notion de responsabilité individuelle, dans le sens libéral où chacun est responsable de sa vie, où chacun crée les conditions de ses succès ou de ses échecs, est très présente en Suisse, en particulier dans la partie germanophone, de culture entrepreneuriale et paysanne. La défiance envers l'État, l'État central surtout, est traditionnellement forte dans ce pays fondé sur la subsidiarité qui place la commune tout en haut du mythe fédéral. Longtemps la Suisse alémanique, du fait de son poids démographique, a empêché l'introduction dans le pays d'une assurance maternité, pourtant voulue à l'unanimité par les cantons romands. On invoqua alors souvent le fameux *Röstigraben*. Les germanophones ne souhaitaient pas que l'Etat se mêle du ventre des femmes.

*«Un Röstigraben de l'embrassade?»* demandait encore Le Temps dans le même article. *«Il est frappant d'observer que le coronavirus a une géographie culturelle. Et si c'était le fait d'un rapport à l'autre différent? Les habitants des pays latins sont plus tactiles, ils observent moins de distance sociale que dans les pays germaniques»*, y affirmait le politologue alémanique Michael Hermann. On constatait déjà alors une mortalité plus importante dans les cantons suisses latins, d'où la conjecture du chercheur.

Un récent article du site suisse francophone Heidi.News relativise fortement cette approche culturaliste, [relancée le 18 avril par le tabloïd suisse alémanique Blick](#), plus fort tirage de la presse helvétique, qui titrait ce jour-là non pas sur un «*Röstigraben*» mais sur un «*Corona-Graben*», le fossé du Coronavirus - *Graben* (fossé) et *Grab* (tombe) ont en allemand la même racine.

[Dans son édition du 22 avril](#), Heidi.News ne nie pas l'écart frappant de mortalité - pour 100 000 habitants, jusqu'à six fois plus de décès dans le Tessin italophone - entre régions linguistiques prises dans leur globalité, mais il juge cette approche régionaliste «*trompeuse*» et pouvant «*attiser les tensions*» à l'intérieur du pays. Pour ce média numérique, «*la différence primordiale ne se situe pas au niveau de trois régions linguistiques (définies de manière plus ou moins arbitraire), mais*

*plutôt au niveau de la ceinture alpine du pays, le virus étant principalement arrivé en Suisse par le Sud, via l'Italie.»* Toute la zone «Sud» de la Suisse (des Grisons à l'Est au canton de Genève à l'Ouest) est en effet la plus frappée, si l'on excepte le demi-canton de Bâle-Ville au Nord, frontalier de Mulhouse en France.

Les Romands n'oublieront pas qu'ils doivent au personnel médical frontalier d'avoir eu des hôpitaux fonctionnels durant la pandémie.

Interrogé par Heidi.News, Jacques Fellay, professeur associé à l'École polytechnique de Lausanne et infectiologue dans l'hôpital universitaire de la même ville, a fourni cette interprétation: *«L'explication la plus probable quant aux différences régionales, c'est le nombre de cas présents dans chaque région au moment du début du confinement (le 17 mars). Les cantons les plus proches de l'Italie, et surtout le Tessin, sont, par voisinage, ceux qui avaient le plus grand nombre d'infections, de foyers d'incendie en train de se propager. Certains cantons alémaniques n'avaient que très peu de cas confirmés à la mi-mars, au moment où les mesures pour empêcher la propagation ont été mises en place. Ceux-ci ont encore aujourd'hui des taux d'infection moins élevés. Le nombre de cas confirmés et de décès dans chacun des cantons dépend donc essentiellement de leur position sur la courbe épidémique au moment où les mesures ont été prises.»*

Soit, mais cette approche, pour convaincante qu'elle est, ne bat pas complètement en brèche les facteurs explicatifs culturalistes, dont l'incidence a pu être au moins marginale. Les Romands n'aiment pas être pris de haut par les Alémaniques, généralement moins diplomates avec leurs compatriotes francophones que les Allemands avec les Français, culpabilité de la Seconde Guerre mondiale oblige. Les Romands n'aiment pas non plus être comparés aux «Français», qu'ils jugent de haut à leur tour. Mais ce sont là souvent des enfantillages. Sans doute ces mêmes Romands n'oublieront pas qu'ils doivent au nombreux personnel médical frontalier d'avoir eu des hôpitaux fonctionnant bien durant la pandémie.

Là où toute la Suisse, comme la France d'ailleurs, aura failli, c'est sur le front de la protection contre le coronavirus.

En Suisse, le déconfinement commence aujourd'hui 27 avril. À l'annonce de cette nouvelle, dix jours plus tôt, le ministre fédéral de la santé Alain Berset a prononcé une phrase qui le fera peut-être entrer dans la postérité. À propos du déconfinement, il a eu cette formule: *«Nous souhaitons agir aussi vite que possible, mais aussi lentement que nécessaire.»*

Là où toute la Suisse, comme la France d'ailleurs, aura failli, Germanophones et Latins sans exception, c'est sur le front de la protection contre le coronavirus: pas de masques, pas de gels hydroalcooliques, pas de gants pour les particuliers, très peu de tests de dépistage (les choses s'arrangent peu à peu à l'approche du déconfinement). [Dans son édition du 23 avril](#), le quotidien régional ArcInfo (canton de Neuchâtel) a enquêté sur cette fâcheuse pénurie, face à laquelle les autorités fédérales auront produit les mêmes contre-vérités que leurs homologues françaises.

En 2007, l'Office fédéral de la santé publique recommandait à la population d'acheter une boîte de 50 masques d'hygiène par personne. L'objectif était *«d'éviter qu'à l'arrivée de la pandémie (jugée inéluctable à l'époque par l'Organisation mondiale de la santé), des millions de personnes se ruent dans des magasins en rupture de stocks»*, écrit ArcInfo. En Suisse, ces préconisations n'ont été suivies d'aucun effet. Une logique de flux tendus a prévalu. Lorsque le coronavirus a fait son apparition, seuls les professions médicales, parfois chichement, étaient équipées de protections, le personnel en pharmacie, même pas.

Bonne nouvelle, le nouveau coronavirus tue de moins en moins en Suisse.

Bonne nouvelle: après avoir causé la mort de plus de 1500 personnes et atteint son pic de létalité le 8 avril, le nouveau coronavirus tue de moins en moins en Suisse. La tendance est certes en dents de scie, mais elle ne se dément pas. Idem pour

les cas de contamination confirmés, dont le nombre total dépasse 28 000 depuis le début de la crise. Il était de 1314 le 23 mars, son maximum observé, de 228 un mois plus tard, sur une population de 8,5 millions d'habitants.

Deuxième bonne nouvelle: un laboratoire de l'Université de Berne pense pouvoir fournir au public un vaccin contre le Covid-19 dès octobre, a-t-on appris mercredi dernier.

HERKUNFT DES CORONAVIRUS:

## Was ist dran an der Laborunfall-These?

- VON FRIEDERIKE BÖGE, LIVIA GERSTER UND MAJID SATTAR
- -AKTUALISIERT AM 27.04.2020-15:34



Bislang gilt ein Markt in Wuhan als Quelle der Pandemie. Washington verbreitet aber schon länger eine andere These: Chinas Führung versuche, einen Laborunfall zu vertuschen. Beweise fehlen bislang – und Peking dementiert.

Der Taxifahrer ist nervös. „Sehr sensibles Thema“, sagt er. Eine Ausländerin könne nicht einfach vor dem Hochsicherheitslabor des Wuhan Institute of Virology aussteigen und herumspazieren. Er fährt trotzdem die Dreiviertelstunde zum Stadtrand von Wuhan. Warum die Ausländerin keine Mütze zur Tarnung mitgebracht habe, will der Taxifahrer noch wissen und drückt ihr einen Schirm gegen die Überwachungskameras in die Hand. Seine Sorge erweist sich als unnötig.

Am Tor des Labors stehen zwei gelangweilte Polizisten, die auf die Frage nach einem Pressesprecher nur sagen: „Keine Interviews.“ Es scheint sie nicht einmal zu stören, dass die Reporterin Fotos macht. Hinter Bürotürmen aus rotem Backstein thront ein grauer Kubus. Das ist der Hochsicherheitstrakt. Chinas einziges Labor mit der höchsten Biosicherheitsstufe 4. Am Tor prangt ein Propagandaslogan: „Die China-Story gut erzählen, die militärischen Tugenden verinnerlichen.“

Über das Wuhan Institute of Virology werden zurzeit zwei verschiedene China-Stories erzählt. Die eine kommt aus Peking und geht so: Durch einen tragischen Zufall kam auf einem Tiermarkt in Wuhan ein gefährliches Virus in Umlauf. Doch mit der Spitzenforschung aus Wuhan ließ es sich alsbald analysieren und mit zielgenauen, drastischen Maßnahmen eindämmen.

Die andere Geschichte kommt aus Washington: Das Virus stamme gar nicht vom Tiermarkt, sondern aus dem Labor selbst. Durch einen Unfall könnte es nach draußen gelangt sein, und nun versuche die chinesische Regierung mit allen Mitteln, die Wahrheit zu vertuschen.

Belege dafür hat man in Amerika bisher nicht vorgelegt, und Peking dementiert. Doch der Ruf nach einer unabhängigen Untersuchung der Labor-Theorie wird lauter, denn viele Fachleute halten sie zumindest für plausibel. Sogar die Virologin Shi Zhengli, auf die sich derzeit alle Augen richten, hielt es am Anfang für denkbar, dass Sars-CoV-2 aus ihrem Labor stammen könnte.

### **Shi Zhengli, die Fledermausfrau**

Shi leitet am Wuhaner Institut das Zentrum für neu auftretende Infektionskrankheiten. Ihre Kollegen nennen sie „Bat Woman“, Fledermausfrau, weil sie seit Jahren an Coronaviren in Fledermäusen forscht. Sie war es, die 2017 den Ursprung des alten Sars-Virus in eine Höhle in der südchinesischen Provinz Yunnan zurückverfolgte.



Das Wuhan-Institut für Virologie :Bild: AFP

Seit Jahren warnt sie davor, dass sich eine solche **Pandemie** wiederholen könnte. Nun ist sie da, schlimmer als vor zwanzig Jahren. Sie brach ausgerechnet in der Stadt aus, in der die Fledermausfrau forscht. Vor einigen Wochen beschrieb Shi Zhengli einer Journalistin von „Scientific American“, wie sehr sie selbst darüber erschrocken sei. „Ich hätte nie gedacht, dass so etwas hier in Wuhan passiert, in Zentralchina“, sagte sie. Die Forscherin quälte sich mit der fürchterlichen Frage: Könnten die Viren „aus unserem Labor stammen“?

Sie habe dann „fieberhaft“ alle Akten und Protokolle in ihrem Labor nach Ungereimtheiten, Fehlern oder Unfällen durchforstet. Außerdem verglich sie die Genomsequenzen des Erregers von Erkrankten mit ihren Viren im Labor. Mit den Ergebnissen sei ihr „eine Last von den Schultern gefallen“: keine Übereinstimmung.

Schon früh gab es sowohl in China als auch in Amerika Spekulationen, das Virus könnte aus dem Labor stammen. In der politischen Debatte spielte das zunächst kaum eine Rolle. Das änderte sich, als der „Fox News“-Moderator Tucker Carlson im April begann, die Labor-Theorie in einer Serie von Beiträgen auszubreiten. Die Fernsehleute von Fox News sind bekannt dafür, Lautsprecher des amerikanischen Präsidenten zu sein. Doch Carlson ist mehr als das. **Donald Trump** hört auf ihn. So auch diesmal.

Der Präsident, der bis dahin zwischen Lob für Pekings „Anstrengungen und Transparenz“ und Sticheleien über das „chinesische Virus“ hin- und herschwankte, sprach nun auch über die Labor-Theorie. Man untersuche das, sagte er. Damit war die These aus dem Reich der Spekulationen und Verschwörungstheorien ins Oval Office gelangt.

Mitte April gelangten Dokumente an die Öffentlichkeit, welche die Labor-Theorie zu untermauern schienen – zumal sie von der regierungskritischen „Washington Post“ veröffentlicht wurden. Die Zeitung berichtete, dass zwei amerikanische Diplomaten von Januar 2018 an mehrmals das Wuhan Institute of Virology aufgesucht hätten.

Die chinesischen Wissenschaftler berichteten selbst darüber. Anfang April nahm das Institut die Mitteilung darüber jedoch plötzlich von seiner Website. Die beiden Diplomaten hatten seinerzeit zwei Depeschen nach Washington geschickt, in denen sie vor Sicherheitsmängeln warnten. Es ging sogar ausdrücklich um Laborarbeiten an einem Fledermaus-Coronavirus und die Gefahr einer Pandemie. Die Diplomaten forderten, Washington müsse das Labor, das unter anderem mit der Universität von Texas kooperiert, besser unterstützen. Vergeblich. Das Außenministerium unternahm nichts.

## **Die Depeschen kursieren in der Regierung**

Die alten Depeschen, so schreibt die „Washington Post“ weiter, seien im Februar dieses Jahres wiederaufgetaucht und kursierten seitdem in der Trump-Regierung. Ein großer Anhänger der Theorie ist Matthew Pottinger, der Stellvertreter des Nationalen Sicherheitsberaters und ehemalige Leiter der Asien-Abteilung.

Seit seinen Tagen als Korrespondent für das „Wall Street Journal“ in Hongkong, wo er auch über den Ausbruch der ersten Sars-Epidemie berichtete, gilt er als China-Falke. Von Anfang an soll er den Verdacht geäußert haben, dass das Virus eigentlich aus dem Labor stamme und durch einen Unfall womöglich von einer Mitarbeiterin verbreitet worden sei.

Als die Labor-Theorie nach Wochen „Fox News“ erreichte, wurde sie unter Verweis auf „mehrere Quellen“ in der Regierung Tag für Tag befeuert. Um sich von Verschwörungstheoretikern abzugrenzen, hob man hervor, man behaupte nicht, Peking habe in Wuhan an Biowaffen geforscht oder das Virus bewusst freigesetzt.

Anthony Fauci, der oberste Immunologe Amerikas, verneinte auch, dass es sich um einen gezüchteten Erreger handeln könnte. Diese Möglichkeit schließen Virologen weltweit aus. „Reiner Schwachsinn“, sagt etwa Luka Cicin-Sain vom deutschen Helmholtz-Zentrum für Infektionsforschung. Man brauche sich das Virus nur genau anzuschauen, um eindeutig sagen zu können, dass es tierischen Ursprungs sei. Doch damit ist noch nicht ausgeschlossen, dass der Erreger durch einen Unfall im Labor in die Welt gelangte. Im Institut von Wuhan wurde schließlich an Tieren geforscht, und Unfälle passieren.

## **Wie gefährlich ist das, was da wächst?**

Der Virologe Thomas Mettenleiter, Präsident des Friedrich-Loeffler-Instituts für Tiergesundheit, forscht genau aus diesem Grund weit weg von großen Städten auf einer Insel im Greifswalder Bodden. Auf dem Riems untersucht er Proben aus Tieren, genau wie seine Kollegen in Wuhan. Mettenleiter nennt das „ungezielte Tätigkeiten“. Man weiß schließlich nie, was man findet. Um ein Virus zu isolieren, züchten Virologen Erreger in einer Zellkultur. Sie wissen nicht unbedingt, wie gefährlich das ist, was da wächst.

Die Einschätzung der Gefahren ist wichtig, um im Labor die richtigen Maßnahmen zu treffen. Coronaviren verlangen eine hohe Schutzstufe, die Stufe 3. Mit ihnen forscht im Moment auch der Virologe Luka Cicin-Sain. Wenn er beschreibt, wie er vorgeht, klingt es ein bisschen wie Science-Fiction: Die Viren sind „hinter drei Türen gesperrt“, um sich ihnen zu nähern, muss man „drei Paar Handschuhe“ tragen und eine „Weltall-Ausrüstung“.

Bei solchen Vorsichtsmaßnahmen kann eigentlich nichts passieren. Und doch ist da eben das, was Mettenleiter „den menschlichen Faktor“ nennt: „Da kann natürlich auch mal ein Tropfen danebengehen oder sonst etwas passieren, was man gar nicht als Havarie auffassen würde.“ Nicht dass es wahrscheinlich wäre, aber eben denkbar.

## **Ein plausibles Szenario**

Ein Laborant könnte sich unbemerkt infizieren, das Virus dann verteilen, und plötzlich gibt es eine Pandemie. Das sei zwar „ein Hollywood-Drehbuch, aber es ist ein Szenario, das ich als Virologe mit meiner Expertise für plausibel halten würde“, sagt Mettenleiter. Solange man nichts weiß, kann man eben auch kaum etwas ausschließen. Derzeit weiß man weder, wo und wann das Virus aus dem Fledermausreservoir auf den Menschen übergesprungen ist, noch, ob dazwischen noch irgendein anderes Tier beteiligt war. Nicht mal den ersten Infizierten in China kennt man.

„Wir können nicht ausschließen, dass es vor dem allerersten bekannten Krankheitsfall in Wuhan nicht schon jede Menge Infektionen gegeben hat, die einfach nicht auffielen, weil man mit Husten und Schnupfen im Winter nicht gleich zum Arzt geht“, sagt Mettenleiter.

Dafür spricht [eine Studie von Mitte Januar](#), nach der zu diesem Zeitpunkt 66 Prozent der Corona-Patienten in Wuhan Kontakt mit dem Tiermarkt hatten, 34 Prozent aber nicht. „Damit können wir nichts über den Anfangszeitpunkt sagen.“ Das Virus könnte im Süden Chinas von Fledermäusen in Schuppentiere gelangt sein, die schließlich auf dem Markt in Wuhan landeten. Auch Marderhunde könnten der Zwischenwirt gewesen sein, wie der Virologe [Christian Drosten](#) gerade [in einem Interview](#) sagte.

Der Erreger könnte aber auch genauso direkt von der Fledermaus auf den Menschen übergesprungen sein – möglicherweise schon vor Monaten, weit weg von Wuhan. Oder er kommt in ganz anderen Fledermauspopulationen vor, „die wir noch gar nicht auf dem Schirm haben“, sagt Virologe Mettenleiter.

Ihrer Kollegin in Wuhan wollen die beiden deutschen Forscher nichts unterstellen. Cicin-Sain sagt: „Es ist wesentlich wahrscheinlicher, dass das Virus von einem Markt mit lebenden Tieren kommt als aus einem Hochsicherheitslabor“. Die Möglichkeit eines Laborunfalls nennt er sogar „verschwindend gering“. Beide hätten es genauso gemacht wie Shi Zhengli: erst einmal nachschauen, ob man die gleichen Erreger auch im Labor habe, und die ganze Dokumentation überprüfen. Alles andere sei unseriös.

## **China stünde blamiert da**

Doch so seriös und angesehen Shi Zhengli sein mag: Kann man ihr einfach glauben? Ein Unfall würde schließlich ihre Karriere ruinieren, China stünde blamiert da. Um alle Zweifel zu beseitigen, empfiehlt Mettenleiter deshalb, eine unabhängige Expertenkommission nach Wuhan zu schicken. Die müsste sich dann ganz genau ansehen, wo Proben ankommen, wo sie ausgepackt werden und wie man im Labor mit ihnen arbeitet. „Am Ende geht es um Kleinigkeiten und normale Routinen“, sagt er. Fehler können sich nun mal in den besten Institutionen einschleichen.

Im amerikanischen Fort Detrick arbeitet der medizinische Geheimdienst an der Biosicherheit Amerikas. Wieder, muss man sagen. Im vergangenen Sommer waren einige Einheiten nämlich geschlossen worden – wegen Sicherheitsbedenken. Nun aber braucht man alle Kapazitäten in den Laboren. General Mark Milley, der Vorsitzende der Vereinigten Stabschefs, sagte, man habe dort die Labor-Theorie genau prüfen lassen. Die Indizien seien „nicht zwingend“.

Auch Robert Daly, ein China-Fachmann, der das Kissinger-Institut am Wilson-Center in Washington leitet, meint: „Wir wissen es nicht.“ Die Labor-Theorie sei „nur ein plausibles Szenario“, nicht mehr und nicht weniger. Daly fügt hinzu, ein Teil der Republikaner trage die Labor-Theorie kampagnenartig vor. Das stößt auch im eigenen Lager auf Widerstand. Im Weißen Haus kam es zu einem Streit zwischen den China-Kritikern und den Ökonomen, die zu Jahresbeginn, als das Virus noch nicht in Amerika angekommen war, vor allem an die Handelsbeziehungen zu China dachten.

## **Wird es je Gewissheit geben?**

Trump ist immer noch unschlüssig, ob er die chinesische Karte im Wahlkampf spielen soll: Kann er Peking die Schuld zuweisen und eine Entschädigungsdebatte lostreten? Oder gefährdet dies eine Erholung der amerikanischen Wirtschaft? Mit dem Satz „Ein Unfall ist ein Unfall“ hat der Präsident nach Meinung Dalys den Hardlinern in seiner Regierung Grenzen aufgezeigt.

Wird man je ausschließen können, dass es einen Unfall im Labor gab? Würde China eine Expertenkommission zulassen, wie sie der deutsche Virologe Mettenleiter fordert? „Unwahrscheinlich“, sagt der China-Wissenschaftler Eberhard Sandschneider von der Freien Universität Berlin. Dafür sei der Druck nicht groß genug, auf solche Spekulationen könne man schließlich gut mit Gegenpropaganda reagieren.

Nur falls Peking sicher wäre, dass der Ursprung nicht im Labor liege, könnte es ein Interesse an einer Untersuchung haben. Sandschneider bezweifelt allerdings, „dass die Chinesen selbst wissen, wo das Virus herkommt“. Dafür spricht, dass es in China selbst viele Gerüchte und Spekulationen gibt. Anfangs richteten sie sich gar nicht auf Shi Zhenglis Institut, sondern auf ein anderes Labor in Wuhan: das städtische Institut für Seuchenbekämpfung, das keine dreihundert Meter vom Huanan-Tiermarkt entfernt liegt. In der Stadt kursierte die wilde Vermutung, dass Versuchstiere unerlaubt an den Markt verkauft worden sein könnten. Zwei chinesische Forscher veröffentlichten im Februar auf der Website Researchgate ein Papier, das dies als „plausibles“ Szenario beschrieb, legten jedoch keine Belege dafür vor.



## **Ein Fledermausbiss, aber keine direkten Beweise**

Sie verwiesen unter anderem darauf, dass ein Forscher des Instituts in der Vergangenheit von einer Fledermaus gebissen worden, in einem anderen Fall mit Urin in Berührung gekommen sei und sich daraufhin selbst unter Quarantäne gestellt habe. Später zogen die Forscher das Papier zurück. Eine Anfrage dieser Zeitung beantworteten die Wissenschaftler nicht. Dem „Wall Street Journal“ sagten sie, es gebe keine „direkten Beweise“.

Mit seiner Intransparenz trägt China dazu bei, dass alle möglichen Theorien umherschwirren. Vertuschung gab es nicht nur in der Anfangsphase der Pandemie, als jene zum Schweigen gebracht wurden, die vor dem tödlichen Virus warnen wollten. Erst kürzlich hat China neue Zensurmaßnahmen zur Kontrolle der Covid-19-Forschung erlassen. Demnach gelten besonders strikte Regeln für „Veröffentlichungen im Zusammenhang mit dem Ursprung des Virus“. Die Regierung reagiert damit auch darauf, dass chinesische Wissenschaftler internationale Publikationen nutzten, um manches mitzuteilen, was im eigenen Land nicht gesagt werden dürfte.

Anrufe bei chinesischen Wissenschaftlern, die zur Ursprungsfrage geforscht haben, bringen zurzeit nicht viel. Manche legen einfach auf, andere sagen, sie würden keine Interviews geben. Selbst auf einfache Fragen erhält man in diesen Tagen in Wuhan keine Antworten.

China rühmt sich, bei der Entwicklung eines Impfstoffs die Nase vorn zu haben. Doch wer mehr wissen will, dem wird beschieden, es handle sich um Militärgeheimnisse. Bis heute hat China auch nicht erklärt, wo die Kadaver der Wildtiere vom Huanan-Markt abgeblieben sind. Unklar ist, wer für die Beseitigung der potentiellen Beweisstücke verantwortlich sein könnte. „Wir dürfen uns China nicht als homogenen Akteur vorstellen“, sagt der Wuhaner Politikwissenschaftler Lu Xiaoyu. Das Bild der allmächtigen Partei, die eine Vertuschung auf allen Ebenen und in allen Institutionen steuern könne, sei ein Mythos.

## **Alle sind auf Linie gebracht**

Die Interessen der Lokalregierung in Wuhan seien völlig andere als jene der Virologen, der Gesundheitsbehörden oder der nationalen Führung. Es gab eine Phase, in der diese Interessenskonflikte offen zutage traten. Doch inzwischen wurden alle auf Linie gebracht.

Kann in einem solchen Klima je die ganze Wahrheit ans Licht kommen? Deborah Birx, die Leiterin des amerikanischen Krisenstabes, sagte kürzlich: „Wir sind noch weit davon entfernt, den Ursprung des Virus herausgefunden zu haben.“ Im Falle von HIV und Ebola habe es Jahrzehnte gedauert. Und der Virologe vom Helmholtz-Zentrum sagt: „Es ist gut möglich, dass wir es nie wissen werden.“

**Rémi Pellet:**

## «Cette crise impose une réforme de la pédagogie universitaire»

Par Rémi Pellet • Publié le 28/04/2020 à 06:00



Pour Rémi Pellet, tout indique que la situation s'est dégradée ces dernières années. *Crédits photo: Rémi Pellet*

**Et si le retour à l'université prévu après l'été était l'occasion de changer radicalement la pédagogie dans le supérieur? Pour Rémi Pellet, professeur de droit, la mise en place de «la classe inversée» avec Internet permettrait de conjuguer les impératifs sanitaires de distanciation sociale et une élévation du niveau des étudiants.**

Rémi Pellet est professeur de droit à l'Université de Paris et à Sciences Po Paris.

Le confinement a conduit à la fermeture des universités. Les enseignants-chercheurs doivent veiller à assurer la continuité «pédagogique». L'adjectif est discutable car les étudiants ne sont pas des enfants, mais on le reprendra pour proposer un changement radical des méthodes d'enseignement dans le supérieur, concernant au moins les sciences sociales.

Aujourd'hui, les étudiants peuvent avoir accès à des cours, articles et même ouvrages mis en ligne sur diverses plateformes informatiques. Certains professeurs dispensent des cours par audio ou visioconférences. Mais ces pratiques sont considérées comme un pis-aller, en attendant le retour à la normale. Or, il y a tout lieu de penser que le risque épidémique va perdurer et qu'il sera impossible de réunir dès septembre des centaines d'étudiants dans des amphithéâtres où il faudrait faire respecter des mesures de distanciation sociale (physique en fait). Les universités pourraient alors devenir de véritables «clusters». Ce risque sanitaire majeur impose aujourd'hui l'adoption dans l'urgence d'une réforme pédagogique qui aurait dû être entreprise depuis bien longtemps déjà, pour tenter de corriger un peu les défaillances du système scolaire.

*«La majorité des bacheliers ne maîtrise pas les rudiments de la langue française (grammaire, orthographe et, surtout, syntaxe)».*

*Rémi Pellet, professeur de droit*

En effet, qu'on y voie le résultat délétère de pratiques éducatives aberrantes ou de politiques sociales discriminatoires, le fait est désormais incontesté: aujourd'hui, la majorité des bacheliers ne maîtrise pas les rudiments de la langue française (grammaire, orthographe et, surtout, syntaxe). Tout indique que la situation s'est dégradée ces dernières années. Or, à l'Université, dans les années de licence, les cours magistraux ne sont souvent rien d'autre que des séances de dictées en «cybercafés»: les étudiants, censés suivre attentivement les propos du professeur, sont en réalité massivement connectés à internet, occupés à autre chose.

*«Faute d'argent pour acheter des livres ou parce qu'ils n'ont pas appris à travailler avec, la plupart des étudiants préparent les examens en révisant leurs notes de cours bourrées de fautes».* Rémi Pellet

En Italie, dans les facultés de sciences humaines le travail personnel sur des livres et des articles indiqués par les professeurs compte tout autant voire plus que les cours dans la préparation des examens écrits comme des oraux. Cette pédagogie, exigeante certes, explique l'excellente formation des Italiens qui viennent ensuite poursuivre un master ou un doctorat en France en lettres classiques, en philologie romane ou en histoire, par rapport à leurs condisciples français qui ne sont pas passés par les classes préparatoires littéraires.

En France, faute d'argent pour acheter des livres ou parce qu'ils n'ont pas appris à travailler avec, la plupart des étudiants préparent les examens en révisant leurs notes de cours, bourrées de fautes. Ils ne peuvent donc faire évidemment aucun progrès. Dans ces conditions, il est urgent de changer les méthodes d'enseignement, pour des raisons aussi bien pédagogiques que sanitaires.

## **S'inspirer de la méthode socratique ou cours inversé**

Les principes d'une telle réforme s'inspirent de la méthode anglo-saxonne dite socratique ou cours inversé. Pour chaque matière, l'université offrirait aux étudiants l'accès à un livre de référence choisi par le professeur, sachant que les bibliothèques universitaires mettent déjà gratuitement en ligne les principales revues scientifiques. Chaque enseignant-chercheur serait doté d'un site internet sur lequel il mettrait à disposition des étudiants le plan détaillé de son cours et les documents en ligne en rapport avec chaque séance. Les étudiants liraient ces documents avant chaque cours. Ils se connecteraient ensuite sur une plateforme de visioconférence grâce à

laquelle le professeur commenterait les textes choisis. Les étudiants pourraient lui envoyer des questions par mail et il y répondrait en direct ou à la séance suivante.

## **Les cours cesseraient d'être des séances de dictées**

Ainsi, les étudiants pourraient progresser car ils travailleraient principalement sur des textes de qualité. Leurs notes ne seraient qu'un appoint, et les cours cesseraient d'être des séances de dictées sans correction des fautes (innombrables). Les amphithéâtres deviendraient des salles d'étude où la distanciation sociale pourrait être respectée. Des appareils informatiques seraient mis à disposition des étudiants qui ne peuvent en acheter. Les contacts directs entre les professeurs et les étudiants seraient évidemment toujours possibles dans les locaux des universités, mais par petits groupes, à l'occasion de rendez-vous programmés à dates régulières. Les examens oraux pourraient avoir lieu par visioconférence. Et les écrits se passeraient selon des modalités informatiques déjà expérimentées dans plusieurs universités (contrôle continu de devoirs envoyés par mail, QCM en ligne, etc.) ou bien dans des amphithéâtres mais chaque promotion serait divisée en groupes, qui passeraient les épreuves à des dates différentes.

# Avec les « invisibles » de la Pitié-Salpêtrière : l'écrivain Sylvain Tesson raconte les coulisses de l'hôpital parisien

Par Sylvain Tesson

Publié aujourd'hui à 05h46, mis à jour à 10h09

**RÉCIT Dans un texte écrit pour « Le Monde », le lauréat du prix Renaudot 2019 plonge dans les coulisses du grand hôpital parisien où s'active une « armée des ombres », composée d'employés et de bénévoles.**

« *Vous n'êtes pas un rouage essentiel.* » Le premier jour du confinement, Bertrand Pivert, jardinier en chef de la Pitié-Salpêtrière, s'est entendu signifier qu'il pouvait remiser ses râteaux dans la serre, au nord du terrain de l'hôpital, le long de la voie de chemin de fer de la gare d'Austerlitz. C'est la mi-mars, la peste gagne, le monde entier se replie, la France n'a pas besoin de pivotes. Tout juste quelques-uns des dix jardiniers de l'équipe sont-ils requis pour participer à l'immense chambardement de la Pitié.

Les malades affluent, les premiers morts tombent. Le Covid fait sa moisson. En quelques heures, des unités médicales destinées à d'autres soins sont transformées en « zones Covid ». Il faut des bras pour réaménager les lieux car [le directeur général de la santé, Jérôme Salomon](#), a fixé la stratégie d'« *ouverture de lits partout où on le pourra* ».

« **« J'injecte de la couleur dans le plan blanc », dit Pivert, qui aime les fleurs orange** »

Un mois plus tard, la vague retombe et les jardiniers, en équipes réduites, commencent de nouveau à fleurir les 8 hectares de jardins de la Pitié. « *J'injecte de la couleur dans le plan blanc* », dit Pivert, qui aime les fleurs orange. Une radiologue s'est mise à disposition pour assurer une garde d'infirmière-réanimatrice. Lorsqu'elle sort épuisée de sa plongée en plein « Covidland », elle regarde les tulipes se balancer dans l'aube, plantées le long des allées du parc de la Hauteur. Pivert s'étonne : « *A la Pitié, étrangement, personne ne se doute qu'il y a des jardiniers.* »

Les fleurs boivent le soleil. Les jardiniers restent dans l'ombre. La Pitié-Salpêtrière, ville à l'intérieur de la capitale, avec ses rues, ses souterrains et ses secrets gardés par une enceinte, est comme tous les organismes : elle est constituée de pièces invisibles. C'est le drame des roues dentées de la montre. Elles tournent par milliers. Seules les aiguilles montrent l'heure. Qui connaît les organes de son propre corps ?

## La valse blanche des hiérarchies

A la Pitié (1 500 lits en temps normal), les 10 000 employés de l'Assistance publique-Hôpitaux de Paris (AP-HP) exercent des métiers insoupçonnés. Tous ont été requis pour « armer des lits Covid ». Tous ne sont pas capables d'intuber un mourant. Mais tous se considèrent comme un « maillon de la chaîne du soin ». L'électricien, la lingère, le cadre administratif, la standardiste, le technicien d'équipement biomédical, l'agent de sécurité, la manipulatrice radiologique... forment une troupe dont les éléments disparates et cloisonnés se côtoyaient sans se connaître. Le virus a eu le mérite de faire sauter les cloisons.

Dans la fièvre des premières heures, on se découvre, on collabore. Un chirurgien-dentiste joue les brancardiers. Un chef de service déplace les meubles. Une secrétaire médicale se porte volontaire au standard général. C'est la valse blanche des hiérarchies. Hors les murs, personne ne se doute de l'existence d'un pareil équipage.

Depuis le début de l'infection planétaire, on appelle « armée des ombres » les petites mains de l'hôpital. La métaphore est facile et la France a le goût des expressions de Tartarin. On se souvient du sacrifice des sapeurs anonymes qui sauvèrent Napoléon en bâtissant un pont dans les eaux de la Bérézina. Les derniers mots de l'Empereur, à Sainte-Hélène, résument cette dialectique de l'homme de l'ombre et du premier de cordée : « *Tête... armée...* » Les rouages modestes sont des métiers prétendument ordinaires et fort peu télégéniques. Ils soutiennent une machinerie dont l'objectif final consiste à soigner l'homme. Au sommet, brillant et médiatique, sveltement sanglé et harnaché d'un masque à visière intégral, le réanimateur ramène à la vie. Est-ce lui seulement que l'on applaudit sur les balcons ?

### **« Les applaudissements du soir sont la nouvelle liturgie laïque de la France. L'air claque, on dirait que des colombes s'envolent »**

Les applaudissements du soir sont la nouvelle liturgie laïque de la France. L'air claque, on dirait que des colombes s'envolent. Hors la Coupe du monde de football, les Français ne sont pas habitués à saluer une cause commune. Le personnel hospitalier s'avoue sensible à l'ovation. C'est la première fois qu'on lui décoche autre chose que des récriminations.

Car parmi les souffrances des forces vives de l'hôpital, il y a le sentiment de la dégradation des rapports humains élémentaires. Il est devenu commun de se parler comme des chiens depuis que l'on vit comme des fous. « *Aujourd'hui, beaucoup de patients prennent le soin pour un dû. On entend davantage les exigences que les remerciements !* », dit Aurélie, secrétaire du service du professeur Combes.

Après la scène du balcon, quand les applaudissements se taisent (à l'heure où commencent les discours présidentiels, c'est-à-dire à 20 h 02), une question reste en suspens. Qui applaudit-on ? Et que recouvre ce vocable de synthèse nouvellement apparu : le « soignant » ? Désigne-t-on par là l'ouvrier du service technique qui bâtit en une nuit des étagères dans la chambre mortuaire pour recevoir les cercueils ? Le directeur technique qui accepte de brûler les protocoles administratifs pour accélérer les décisions ? La blanchisseuse de la Pitié qui brasse chaque jour, dans les ateliers semi-automatisés, 25 tonnes de draps infectés de tous les bacilles de l'Ile-de-France ? Le préparateur pharmaceutique sommé de pourvoir en urgence les placards des « unités Covid » ? Le kiné qui rééduque les fonctions respiratoires des survivants ? L'hygiéniste qui s'échine à habituer les troupes aux « gestes barrières » ?

A qui s'adresse l'offrande abstraite de l'ovation, plus volatile que l'encens, semée dans l'air du soir, sans objet désigné ni récipiendaire identifié ?

## **Héroïsme public et devoir privé**

Dans l'unité Eole de médecine intensive et de réanimation (32 lits « armés Covid » sur les 123 de la Pitié), où furent accueillis les premiers patients de l'infection à la fin du mois de février, le chef de service, Alexandre Demoule, patine dans les couloirs, avec ses surchaussures de protection, à l'heure de la visite. Les patients luttent contre l'asphyxie, le corps hérissé de tubes. Un système d'oxygénation compose un poumon artificiel qui maintient en vie le corps inconscient. Au chevet de ces pieuvres de chair et de canules s'affairent des infirmières masquées.

Demoule n'attribue pas les vivats publics à ses seuls confrères. « *La réa est la discipline qui symbolise le travail d'équipe. Tout repose sur la trilogie médecin-infirmière-aide-soignante. Tous partagent la charge de responsabilité. L'hôpital français n'a laissé aucun malade à la porte. Tous ceux qui risquent leur vie dans nos murs y ont contribué.* »

Cinq infirmières et aides-soignantes (sur le front du Covid, comme au temps des moissons de 1914, les femmes sont à l'œuvre) retournent un patient intubé. Le malheureux (42 ans, 120 kg) se trouve en réanimation depuis trois semaines. Ses poumons s'engorgent, il faut le basculer sur le ventre. Lucile, réanimatrice, mène l'opération à la tête du lit, derrière une visière en plexiglas de soudeur soviétique. Après seize heures de garde, elle donne sa propre définition de l'héroïsme : « *Nous avons su réagir. Au fond, nous faisons ce que nous savons faire.* » La phrase sonne comme le Paul Valéry de *Mélange* : « *Le devoir consiste à faire de son mieux ce que l'on est fait pour faire. Si tu n'es fait pour rien, tu n'as pas de devoir.* »

**« Lucienne parle comme une prophétesse des Caraïbes : “La peur détruit, l’amour l’emporte. Il faut se dévouer : un jour ce sera notre tour !” »**

Depuis un mois et demi, les Français entendent à nouveau tonner le mot « héroïsme » dans les commentaires politiques. Jusqu’alors, il était l’apanage de l’armée. Mais les militaires ont dû accepter qu’une guerre déclarée se déroulât sans eux.

Or, dans les unités et les services de la Pitié, techniciens, cadres, logisticiens, hygiénistes, lingères s’accordent à la définition de Lucile. Ils tempèrent la référence à l’héroïsme public par le rappel de leur devoir privé.

Ainsi, Véronique, secrétaire hospitalière en pneumologie, constate : « *La boule au ventre disparaît lorsqu’on se sent utile.* » Ana, jeune préparatrice pharmaceutique, déduit : « *Si nous nous désistons, comment l’hôpital tiendrait-il ?* » Lucienne, agent des services de restauration, prend sa pause au soleil sur un banc d’un jardin et parle comme une prophétesse des Caraïbes : « *La peur détruit, l’amour l’emporte. Il faut se dévouer : un jour ce sera notre tour !* » Et cet électricien du service technique – bleu de travail, langue d’Audiard et souhait d’anonymat – lance : « *Rien de changé pour moi, quand on choisit l’hosto, on va chercher le “crobe”.* » Les vrais serviteurs de l’héroïsme ne prononcent pas le mot. Le bavardage s’arrête aux murs de l’hôpital.

## **Un virus très moderne**

Les pathologies pulmonaires ne sont pas inédites à la Pitié. Pas plus que la violence des crises. Dans l’histoire contemporaine, la succession des catastrophes pourrait servir de définition à la notion de progrès. « *J’étais là pendant la canicule de 2003, j’étais de garde encore le soir du Bataclan* », se souvient Nathalie Nion, cadre administratif d’Eole. Mais la particularité inédite du Covid est la magnitude de sa propagation. Ce virus a tout d’un phénomène moderne : massif, rapide, global, incontrôlable. « *La difficulté a davantage tenu dans le degré de la crise que dans sa nature, confirme le professeur Demoule. Nous luttons contre le débordement.* »

**« La virologie n’étant pas l’océanographie, personne ne sait s’il y aura une deuxième vague »**

L’afflux de patients a commencé à la mi-mars et culminé au début d’avril : la « première vague », en Covid-novlangue. La virologie n’étant pas l’océanographie, personne ne sait s’il y en aura une deuxième. L’arrivée subite et massive de patients en détresse respiratoire a ébranlé tous les services et mis sous tension les plateformes logistiques de l’hôpital. Sous le général de Gaulle, l’intendance était faite pour suivre. Au XXI<sup>e</sup> siècle, si elle ne suit pas, le combat s’arrête.

Dans un système mondial hypertrophié, le matériel est une valeur suprême et son acheminement, l’enjeu principal. « *Nous avons certes l’habitude de travailler sans stocks – puisque c’est la nouvelle doctrine capitaliste à laquelle nous sommes soumis – mais ce que nous avons vécu au début de la crise dépasse le flux tendu, c’était la folie* », témoigne Grégory Koszul, cadre logistique de la Pitié. Le jeune homme règne sur une plate-forme de deux étages où transitent chaque jour des tonnes de matériel médical non stérile.

« *A la mi-mars, les services frappaient à notre porte, j’étais obligé de distribuer les masques au compte-gouttes, avec l’impression de faire de la rétention, alors que je ménageais mon faible stock. Ici, à la Pitié, on consommait en une journée le volume quotidien de toute l’AP-HP !* » La versatilité des doctrines gouvernementales sur l’inutilité, puis sur la nécessité, du masque a ajouté la fiébrilité à la surchauffe.

**« Ce matériel, c’est l’arme du moment »**

Dans les sous-sols, les couloirs habituellement vides sont encombrés de caisses. Les piles montent au plafond. Quinze magasiniers zigzaguent entre les amoncellements de blouses chirurgicales confectionnées artisanalement et les bacs jaunes destinés à recevoir les déchets infectieux. Le flux ne tarit pas.

« *Nous sommes devenus une logistique de distribution*, explique Jocelyne Jouchter, coordinatrice logistique de l'hôpital, depuis trente-sept ans à l'AP-HP. *Le système ne nous permet pas d'entretenir du stock : ce n'est pas rentable !* » Patrick Tilleul, chef de service de la pharmacie, formule la conversion progressive du service public à la doctrine libérale de la circulation permanente avec un bonheur de philosophe chinois : « *Parfois, nous n'avons pas plus de 48 heures de stock de certains médicaments. Nous marchons sur des nénuphars !* »

**« “Lui, c'est Martin, un polytechnicien en troisième année, il s'est porté volontaire pour nous rejoindre”, indique un manutentionnaire »**

Dans le hall d'entrée de la plate-forme, les magasiniers disposent des produits de première nécessité, que les aides-soignants viennent percevoir d'eux-mêmes sans s'encombrer des démarches administratives. Grégory respire : « *Un mois plus tard, nous maîtrisons la demande, mais, pendant les premiers jours, on a frôlé le crash ; et si la logistique tombait, cela aurait été l'apocalypse ! Je restais le soir pour garder les masques dans une salle scellée. A la fin, j'avais l'impression de protéger de l'or.* » Un manutentionnaire traverse la réserve en poussant un diable chargé d'une cargaison de filtres. « *Lui, c'est Martin, un polytechnicien en troisième année, il s'est porté volontaire pour nous rejoindre. Il devait faire son stage à l'ambassade des Etats-Unis, aujourd'hui, il empile des caisses venues de Chine.* » Agent de la circulation globale : destin d'un X au XXI<sup>e</sup> siècle.

Par-dessus les frondaisons de marronniers du parc de la Hauteur, flotte la belle coupole XVII<sup>e</sup> de la chapelle Saint-Louis de la Salpêtrière. L'aumônerie est fermée. Dieu aurait-il abandonné les hommes ? A la Révolution, on convertissait les églises en dépôt de munitions. Au temps de la peste de 2020, la transformation de la chapelle aura été plus conforme à la vertu chrétienne. L'édifice abrite un stock logistique. Le matériel offert à l'AP-HP y est cantonné.

Les caisses de dons sont acheminées par le portail central. Sous la lumière des transepts, un commercial d'entreprise, Thomas, coordonne les équipes de bénévoles qui charrient les palettes. Deux étudiantes poussent un diable entre les bénitiers. « *Ici, on stocke les masques FFP2 ; ici, les gels offerts par L'Oréal ; ici, des visières fabriquées sur une imprimante 3D ; ici, des masques fournis par l'Eglise de Chine. On surveille les accès car tout ce matériel, c'est l'arme du moment.* » Et dans le silence des pierres blondes trônent les cartons plastifiés, nouveaux tabernacles de la crise universelle.

## **Absoudre l'impréparation des politiques**

En biologie darwinienne, la réponse d'un organisme au danger s'appelle l'adaptation. « *L'adaptation fut notre doctrine* », dit Jocelyne Jouchter, en émergeant de la plate-forme logistique. La France, en ce printemps naissant, n'avait d'autre choix que d'adopter pour devise d'Etat un dicton paysan : nécessité fait loi. On trouva des solutions avant que les problèmes ne se posent, définition de l'urgence. « *A la blanchisserie*, explique le directeur, Jean-Charles Grupeli, *on a dû faire laver les blouses médicales à usage unique ! Elles arrivaient des réanimations Covid, les lingères ont accepté de les traiter.* »

**« “Ce n'est pas du bricolage, c'est de l'ingéniosité”, précise Paula, technicienne biomédicale »**

A la Pitié, chacun confirme que l'inventivité des personnels hospitaliers a permis d'absoudre l'impréparation des personnels politiques. « *Ce n'est pas du bricolage, c'est de l'ingéniosité* », précise Paula, technicienne biomédicale, qui vient à l'instant de parasiter les pièces d'un moniteur pour relancer une machine de réanimation cardiaque défectueuse.

« *Les Français sont ainsi faits*, résume Pascal, infirmier-réanimateur. *Ils attendent l'ennemi avec fierté, affirmant que pas un bouton de guêtre ne manque. Très vite, ils sont balayés. C'est alors qu'ils rivalisent de génie dans la débrouille !* » Maryse, aide-soignante de l'unité de chirurgie ambulatoire enveloppée dans un « poncho AP-HP » prédécoupé dans un sac-poubelle, ne le contredirait pas : « *C'est efficace mais on est au sauna !* »



Dans l'urgence de la réponse à l'urgence, le personnel de la direction numérique de la Pitié-Salpêtrière s'illustre. Les pouvoirs publics, comme pour excuser leur impéritie, annoncèrent à la mi-mars la mise en place généralisée de la téléconsultation médicale. Rien n'avait été prévu. Après tout, les techniciens sont là pour donner corps aux promesses des politiques. Jour et nuit, les ingénieurs spécialisés de l'hôpital ont œuvré pour que les médecins assurent leur téléconsultation sans que ne lâche le haut débit ! « *Le service a tout donné. C'était l'urgence absolue, puisque les contacts physiques étaient proscrits. Vous verrez qu'après la crise du Covid on sera habitué à la consultation virtuelle*, dit la directrice du service numérique, Nathalie Picquet. *Tout le matériel était en rupture. Le monde entier vidait les stocks de composants informatiques chinois, nous manquions de tout.* » Grandeur taoïste de l'Empire céleste, qui fournit à la fois l'ennemi et les armes pour lutter.

## Des linceuls de solitude

Puis les programmeurs se sont attaqués au drame moral qui se profilait. La contagiosité empêchait les visites aux malades. L'homme, soudain, se préparait à souffrir, sans le secours des proches, dans ses draps devenus des linceuls de solitude. Les services numériques dotèrent les patients de tablettes offertes par le mécénat d'entreprises privées. Elles permettent de lire la presse et de recevoir la visite virtuelle des familles. Soudain, le temps devient moins long. Dans un proche avenir, le système permettra aux médecins de livrer aux familles des comptes rendus thérapeutiques à distance.

A la chambre mortuaire, l'informatique n'a pas d'utilité. L'intelligence artificielle ne console pas un cœur en peine. Le bâtiment flanque l'enceinte sud-est de la Pitié. Les murs sont sombres, l'entrée discrète : on laisse ici toute espérance et toute certitude. Un panneau annonce euphémiquement un règlement pour les « livraisons ». Renforcés par quatre volontaires – réservistes de l'armée et enseignants en droit –, les agents accueillent un afflux sans précédent de cercueils.

« *Les familles sont autorisées à rendre visite pendant deux heures au défunt dans son lit de réanimation*, explique Marylène Choureau, agent de la chambre mortuaire. *Ensuite, les corps sont glissés dans des doubles housses et couchés dans des caissons réfrigérés.* »

Au deuil s'ajoute l'impossibilité de rendre les dévotions au corps. Marylène ne parle jamais de cadavres : « *Au téléphone, j'essaie de maintenir le lien avec les familles. J'appartiens à la chaîne du soin, même si j'en représente l'ultime étape.* » Ses yeux fatigués des larmes des autres ont vu les techniciens travailler à créer 33 « places mortuaires Covid ». « *Les corps restent dans les caissons frigorifiques. Ensuite, les pompes funèbres arrivent mais, là, l'hôpital s'efface, c'est un autre règne : le business.* »

## Force intérieure

La crise du Covid a révélé ce qui pourrait définir la force de l'hôpital français : le maintien des corps de métier au sein d'une institution garantit sa solidité. C'est la définition de la souveraineté. Elle s'applique aux Etats comme aux organismes. L'intégration des compétences est une spécificité malmenée de la Pitié. « *On a beaucoup externalisé les prestations et nous nous adressons à de multiples entreprises, mais nous avons quand même gardé des intervenants dans les murs !* », détaille Jocelyne Joucher. Protégé par son enceinte, l'hôpital du Roi-Soleil n'aura pas totalement été livré à la loi cybermercantile consistant à faire du service public une place ouverte, à la merci du plus offrant.

Sur le site de compactage et de tri des rebuts sanitaires, Agnès Pradel, « référente déchets », rend visite à ses équipes et circule entre les compacteurs et les bennes dégorgeant des pansements du jour. « *On a doublé en un mois le volume des déchets infectieux !* » Elle sait ce qu'il en coûte d'externaliser les fonctions vitales de l'hôpital. « *J'ai déjà dû négocier des grèves auprès de mon prestataire il y a quelques années. Si nous avons eu une difficulté pour évacuer les déchets infectieux au début de la crise Covid, cela aurait été vraiment dangereux. J'ai dû user de psychologie avec les prestataires pour qu'ils ne se retirent pas.* »

Un camion effectue sa manœuvre pour emporter un chargement Dasri (déchets d'activités de soins à risques infectieux) à l'incinérateur de Créteil. Agnès Pradel n'a pas été infectée par le Covid. « *Le virus ne veut pas*

de moi. Pourtant, c'est un poste fort exposé. Parfois, je voudrais dire à mes employés qu'ils tripotent toute l'année des déchets bien plus dangereux ! »

**« Patrice Etournaud, cadre technique, raconte : “Avec les 125 techniciens, on a dû tout inventer. Pour une fois, on n’était pas astreints aux normes !” »**

Les services techniques de la Pitié emploient 150 ouvriers. Cette troupe octroie son autonomie de fonctionnement et d'entretien à l'hôpital. Certains ouvriers sont logés dans les murs du Grand Siècle. Michel, ancien égoutier, fêtera ses trente ans de maison : « *Je fais partie des “logés”.* » Ainsi la Pitié a-t-elle pu compter sur son propre génie pour encaisser le choc de la mi-mars. Patrice Etournaud, cadre technique, raconte : « *Avec les 125 techniciens, on a dû tout inventer. Il fallait reconfigurer les salles, convertir des véhicules ordinaires en ambulances de fortune. Pour une fois, on n’était pas astreints aux normes ! On nous demandait de préparer des sas d’entrée aux urgences en une nuit.* » Son collègue Cruchon confirme la vertu de l'action directe : « *On a eu l'impression de faire quelque chose de grand, les chauffagistes aidaient à l'électricité, les électriciens transportaient des planches, personne ne mouftait, c'était le branle-bas.* »

## Textiles souillés et atmosphères de forge

Particularité de la Pitié et souvenir d'un temps où l'hôpital recelait en sa propre enceinte toutes les articulations de son autonomie : la blanchisserie. Mitoyen des services techniques, l'atelier n'a jamais rompu son activité malgré le personnel fauché par le virus. Les draps sortis de l'essoreuse défilent à la chaîne, suspendus à une rampe automatisée. Et dans la procession des silhouettes fantomatiques, le directeur, Jean-Charles Grupeli, inspecte les machines. Près de 200 employés, venus pour beaucoup des banlieues nord de la capitale, lavent ici une grande partie du linge des trente-neuf hôpitaux de l'AP-HP.

Ils sont exposés à la fibre de linge en suspension dans l'air et manipulent des tonnes de textiles souillés, dans des atmosphères de forge. « *L'infection a d'abord frappé l'étage des cadres, se souvient Grupeli. Quand les chefs sont malades, le moral des troupes tombe. Et quand les sources d'approvisionnement des blouses se sont effondrées en 48 heures et que la Chine a fait monter les prix, c'est devenu psychédélique. Heureusement, nous avions des masques FFP2 en réserve et des bénévoles sont venus prêter main-forte. On n'a jamais rompu la chaîne, nos ouvriers ont tenu les postes !* »

Nicolas Sèvegrand, « ingénieur des travaux », confirme la nécessité de maintenir un corps technique attaché à l'hôpital : « *Certains prestataires extérieurs se confinaient ; il a fallu réunir nos troupes, regrouper ceux qui n'étaient pas malades et agir vite, par nous-mêmes, en imaginant tous les stratagèmes pour pallier les manques.* » Leçon de la Pitié à destination des nations : le circuit interne possède sa vertu.

Dans une crise, compter d'abord sur ses propres forces.

Se morfondre si on les a dispersées.

Veiller à protéger ses forces autonomes.

## Et après ?

En face de la chapelle, Eric a installé son camion et offre chaque jour, grâce à un appel aux dons, 120 pizzas aux employés de l'hôpital. Des secrétaires médicales et des infirmières attendent la commande pour distribuer ensuite les pizzas dans leur service. Toute conversation de troquet remue des questions profondes, même devant un four à pizza. Qu'advient-il quand le virus sera vaincu ? Y aura-t-il cet « après-Covid » que les optimistes, encouragés par la formule présidentielle, appellent de leurs vœux ?

Jocelyne Jouchter a déjà apporté un bémol à ses espérances : « *Je suis une idéaliste sceptique. Après le Bataclan, on a pensé que tout changerait, rien ne s'est passé !* » Les uns imaginent un réveil utopique, ils croient à la perfectibilité de l'homme. D'autres ne sont dupes de rien. Aurélie, secrétaire hospitalière : « *On*

*retournera aux oubliettes.* » Mais Gwladys, secrétaire médicale, corrige : « *Les Français ont vu qu'on existait.* »

### **« L'hôpital français a tenu. Soudain la "société du spectacle" s'est aperçue qu'il existait une force échappant au spectaculaire »**

La crise entraînera-t-elle les pouvoirs publics à reconsidérer les salaires ? Le professeur Combes milite déjà pour que ses infirmières-réanimatrices jouissent d'un statut spécifique. Seule certitude : l'hôpital français a tenu. S'il a tenu, c'est grâce à une troupe de soutiers inconnus. Soudain la « société du spectacle » s'est aperçue qu'il existait une force échappant au spectaculaire.

C'était l'habitude du docteur Louis-Ferdinand Céline de mentionner dans ses entretiens le labeur des hommes suant dans le ventre des paquebots pour que les croisiéristes jouissent du bon air sur les ponts. L'antique image du machiniste dans la coulisse participant à la gloire de la diva sur le devant de la scène a pris corps à l'hôpital pendant ces mois d'infection nationale.

A tous les étages de la Pitié, on s'extasie devant un phénomène nouveau : entre collègues, on recommence à se parler, à se féliciter, à s'encourager. On affiche sur des petits papiers les remerciements que l'on reçoit. Signe des temps : on était allés jusqu'à perdre l'habitude d'un climat humain, simple, tempéré, dans l'ordre de la charité. Au moins, dans l'anonymat du labyrinthe de ces bâtiments, des gens ordinaires, fidèles au poste et cachant l'inquiétude sous le seul masque dont ils disposaient – le courage – ont-ils prouvé que la valeur n'attend pas la puissance des projecteurs.

**Sylvain Tesson** Ecrivain

# La dette de l'Etat français a presque doublé depuis la crise de 2008

Baisse des effectifs de l'Etat, inflation des niches fiscales... La Cour des comptes éclaire la situation budgétaire dont partait le gouvernement avant la crise liée au Covid-19.

Par [Audrey Tonnelier](#) Publié aujourd'hui à 10h00

L'exercice annuel pourrait sembler anachronique au vu du bouleversement des finances publiques en raison de l'épidémie de Covid-19. Dans son rapport sur le budget de l'Etat en 2019, la Cour des comptes prend soin de préciser que ses travaux portent sur « *une période antérieure au déclenchement de la crise sanitaire* ».

« *Les conséquences de cette crise sur les finances publiques feront l'objet d'une première analyse fin juin 2020 dans le rapport sur la situation et les perspectives des finances publiques* », annonce l'institution, alors que les plans de soutien à l'économie ont déjà contraint le Parlement à voter deux budgets rectificatifs d'urgence en un mois.

Le déficit public prévu par le gouvernement pour 2020 a ainsi explosé, passant de 2,2 % du PIB initialement à au moins 9,1 % désormais.

Les analyses de la Cour pour 2019 éclairent toutefois la situation budgétaire dont partait le gouvernement avant cette crise. Si les magistrats financiers saluent, comme en 2018, « *l'amélioration de la gestion* », avec une « *budgetisation initiale réaliste* », ils soulignent toutefois que « *le rythme de progression des dépenses s'est accru* ». Et ce, en raison des mesures d'urgence prises à la suite de la crise des « gilets jaunes » fin 2018, en particulier la revalorisation de la prime d'activité pour 4 milliards d'euros. Mais aussi parce que l'Etat n'a pas réalisé autant d'économies que prévu pour financer ces dispositifs (un milliard d'euros au lieu de 1,5 milliard annoncé).

En conséquence, pointe le rapport, « *la dette [de l'Etat] a connu une augmentation sensible* », en « *quasi-doublement (...) depuis la crise de 2008* » pour atteindre 1 822,8 milliards d'euros en 2019. Une hausse ininterrompue qui résonne d'autant plus à l'heure où la dette publique est désormais attendue à au moins 115 % du PIB fin 2020.

La Cour souligne d'ailleurs que le besoin de financement de l'Etat – c'est-à-dire les sommes qu'il doit aller chercher sur les marchés pour combler son déficit et renouveler ses emprunts – est allé croissant depuis vingt ans, passant d'un peu plus de 100 milliards d'euros par an en moyenne entre 2001 et 2007 à 188 milliards entre 2010 et 2018, et 220,5 milliards en 2019.

## « Effets concrets méconnus »

Au-delà du budget de l'Etat, la Cour formule dans son rapport une autre critique récurrente : la multiplication des niches fiscales, taxes affectées et autres fonds spéciaux. Autant de moyens que l'Etat consacre aux politiques publiques mais qui échappent souvent au contrôle des parlementaires.

Ainsi, le coût des niches fiscales a encore augmenté de 420 millions d'euros en 2019, pour s'établir à 99,4 milliards d'euros. Hors crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, la hausse atteint 11,2 % depuis 2013.

« Les règles et les effets concrets des dispositifs sont souvent méconnus, voire en contradiction avec les objectifs des politiques publiques auxquels ils sont rattachés, peu de dépenses fiscales sont évaluées et les outils de mesure et de suivi déployés pour contrôler leur efficacité sont défectueux », estime la Cour. Elle recommande « une obligation déclarative pour chaque dépense fiscale nouvelle concernant l'impôt sur le revenu et l'impôt sur les sociétés ».

Comme en 2019, les magistrats financiers critiquent le Fonds pour l'innovation et l'industrie. Créé en janvier 2018, et censé financer la recherche sur des innovations qui ne sont pas immédiatement rentables pour les entreprises, ce fonds devait accueillir les quelque 10 milliards d'euros issus notamment de la privatisation du Groupe ADP. Objectif : investir ces sommes en obligations d'Etat afin de récolter et d'utiliser les intérêts, attendus autour de 250 millions d'euros par an. Mais, outre qu'il s'agit là encore d'un fonds qui échappe au budget de l'Etat, il s'est avéré peu efficace.

En l'absence de la privatisation d'ADP – d'abord ajournée et désormais reportée « *sine die* », note le rapport –, des actions et des dividendes EDF ont été utilisés, modifiant profondément le dispositif. De plus, le fonds « n'a financé des entreprises qu'à hauteur de 20 % de ses objectifs en 2018-2019 » (un peu plus de 100 millions d'euros) et il s'agit souvent de projets qui étaient déjà financés par d'autres crédits, déplore la Cour.

## « Des difficultés de recrutement »

Enfin, les magistrats financiers font le point sur l'évolution des effectifs de l'Etat. Alors qu'en 2018 ils étaient quasiment stables, en contradiction avec les objectifs de baisse du nombre de 50 000 fonctionnaires d'Etat sur le quinquennat (abandonné depuis), ils ont diminué l'an dernier. Une première depuis 2015. En net, il y a eu 3 601 équivalents temps plein supprimés, soit davantage que les 2 029 prévus dans la [loi de finances initiale, fin 2018](#).

La situation demeure contrastée, avec des hausses pour le ministère de l'intérieur, la justice ou les armées mais une baisse marquée au sein du ministère de l'éducation nationale, pour la première fois depuis 2012 (– 3 816 postes contre – 1 800 prévus). Une situation que la Cour n'a pas su expliquer totalement dans les délais qui lui étaient impartis. « Il a pu y avoir des difficultés de recrutement classiques pour certains concours », avance une source proche du dossier.

En revanche, la masse salariale de la fonction publique d'Etat (hors pensions) a progressé de 1,6 %, « nettement supérieure à la moyenne des sept derniers exercices (+ 0,9 %), bien qu'elle ralentisse depuis 2017 », indique le rapport. Une hausse qu'il devrait être délicat de remettre en cause après la crise actuelle, qui voit les fonctionnaires (soignants, enseignants, policiers...) souvent engagés en première ligne.

# Wie Alkohol unsere Leistungsfähigkeit wirklich beeinflusst

Stand: 27.04.2020 | Lesedauer: 6 Minuten

Von **Melanie Haack**

Sport-Redakteurin



Ein Bier nach dem Sport - schadet das eigentlich schon?

Quelle: Getty Images/Westend61

Sport und Alkohol passen nicht zusammen, heißt es immer wieder. Aber muss man wirklich so rigoros sein? Wann, in welcher Menge und wie sehr schadet Alkohol eigentlich meiner Fitness? Eine Expertin klärt auf.

Kann ich nach intensiver Belastung abends beim Italiener ein Glas Wein zur Pasta trinken – oder zwei? Ohne, dass es meine Leistung beeinflusst? Wann schadet Alkohol eigentlich meiner Fitness – und was passiert da in meinem Körper? Und wenn es mal ein Glas zu viel war: Wie viel zerstöre ich, und sollte ich mit Kater trainieren?

Caroline Rauscher kennt die Antworten. Die Pharmazeutin mit Weiterbildung im Bereich Ernährung erstellt individuelle Sport- und Ernährungskonzepte für Spitzenathleten wie die Olympiasieger Viktoria Reburg und Eric Frenzel, arbeitet zudem mit Fußballklubs und darüber hinaus auch mit sehr vielen ambitionierten Hobbysportlern und Menschen, die einfach fit und gesund sein möchten.

**WELT:** Alkohol gehört für ambitionierte Hobbysportler komplett verbannt – diese Meinung vertreten einige. Ganz allgemein: Muss man wirklich so rigoros sein?

**Rauscher:** Ich bin kein Freund von rigorosen Verboten, ich würde sagen, auch hier gilt wie bei den meisten Dingen: „Die Dosis macht das Gift.“

**WELT:** Weißbier wird oft als Getränk angepriesen, das viele Mineralstoffe liefert und zum Auftanken der Kohlenhydratspeicher hinter der Ziellinie bzw. nach langem Training gut sei. Auch bei einem Marathon/Radrennen beispielsweise. Was ist dran?

**Rauscher:** Die „Wirksamkeit“ von Weißbier als regeneratives Getränk nach intensiven Belastungen darf nicht überbewertet werden: 500 ml Weißbier liefern mit ca. 15 g Kohlenhydraten einen sehr geringen Anteil zum Auftanken der Kohlenhydratspeicher. Der Anteil an Mineralstoffen insgesamt hält sich ebenfalls in Grenzen, so auch der Natriumgehalt. Natrium ist allerdings wichtig, damit der Körper die zugeführte Flüssigkeit und Kohlenhydrate optimal aufnehmen kann. Gleiches gilt für alkoholfreies Bier, der Vorteil hier ist natürlich, dass kein Alkohol enthalten ist. Man kann es gerne in die Rehydrierungsstrategie ergänzend einbauen.

**WELT:** Das Glas Bier in netter Runde nach dem Training oder einem Punktspiel gehört in vielen Mannschaftssportarten im Amateurbereich, aber auch bei Rennradgruppen und anderen dazu. Das kann doch nicht schaden, oder?

**Rauscher:** Am Ende einer Einheit ist der Körper in der Regel dehydriert, der Magen leer, das heißt wiederum, dass der getrunkene Alkohol schnell resorbiert wird und die negativen Effekte rasch einsetzen. Vor dem Bier in netter Runde also erst mal etwas anderes trinken. Betreibt man den Sport rein hobbymäßig ohne irgendwelche Leistungsziele, dann schadet ein Glas Bier mit Sicherheit überhaupt nicht. Wenn man jedoch als Amateur ambitioniert und leistungsorientiert unterwegs ist, dann ist die Regenerationsphase für die Leistungsentwicklung sehr wichtig. Einige negative Auswirkungen von Alkohol kommen dann natürlich zum Tragen.

**WELT:** Können Sie das konkretisieren? Welche genau?

**Rauscher:** Das sind vor allem drei Dinge. Erstens: Alkohol verstärkt den durch die Belastung an sich erlittenen Dehydrierungsgrad zusätzlich. Außerdem verschlechtert sich nach der Belastung die Neubildung von Glykogen – also den Kohlenhydratspeichern – in der Leber und der Muskulatur.

**WELT:** Kurz eingehakt: Was bedeutet das für mich?

**Rauscher:** Es ist wichtig, um effektiv zu regenerieren, dass dem Körper nach der Belastung die verlorene Flüssigkeit und Mineralstoffe zugeführt werden. Als Faustregel: 150 % des „erlittenen“ Gewichtsverlusts innerhalb der nächsten Stunden mit kohlenhydrat- und elektrolythaltiger Flüssigkeit ersetzen.

Kohlenhydratspeicher sollten im Hinblick auf das Immunsystem und die Leistungsfähigkeit am Folgetag wieder gefüllt werden.

**WELT:** Was ist die dritte negative Auswirkung?

**Rauscher:** Alkohol am Abend getrunken beeinträchtigt die Schlafqualität negativ. Gesunder Schlaf ist allerdings unverzichtbar für optimale Regeneration und damit für die Leistungsentwicklung.

**WELT:** Schadet schon ein Glas Wein (0,2 cl) oder ein großes Bier (0,5 l) der Regeneration und dem Anpassungsprozess, also u. a. dem Muskelaufbau?

**Rauscher:** Auf jeden Fall werden die Prozesse gestört, aber nicht komplett zerstört. Für eine optimale Regeneration ist es unter anderem wichtig, dass dem Körper so schnell wie möglich nach Belastungsende Verluste an Flüssigkeit, Mineralstoffen, Kohlenhydraten zugeführt werden, ebenso wie wertvolle Proteine, die sämtliche Reparatur- und Adaptionsprozesse unterstützen. Dadurch, dass Alkohol negative Auswirkungen auf die Proteinsynthese, den Kohlenhydratstoffwechsel und die Rehydrierungsprozesse hat, wirkt sich der Konsum von Alkohol negativ auf die Regeneration aus. Wird zum Beispiel eine mäßige Alkoholmenge 30 bis 60 Minuten vor dem Schlafen konsumiert, führt das bereits zur Verschlechterung des Schlafs.

**WELT:** Geht es dabei um die Dauer oder Qualität des Schlafes?

**Rauscher:** Alkoholkonsum beeinträchtigt beides. Laut Studien erhöht Alkoholkonsum in der Nacht die Herz- und Atemfrequenz, Darmbeschwerden und Kopfschmerzen treten vermehrt auf.

**WELT:** Keines, ein Glas, zwei ... Wo ist die Grenze? Und muss ich zwischen Trainingsintensitäten oder auch zwischen Ausdauer- und Kraftsportarten unterscheiden?

**Rauscher:** Am besten keines, egal bei welcher sportlichen Aktivität, wenn man ambitioniert unterwegs ist. Es ist besser, den Alkohol in Maßen an sportfreien Tagen zu genießen.

**WELT:** Ist die Grenze zwischen „noch okay“ und einem negativen Einfluss bei Männern und Frauen unterschiedlich?



**Rauscher:** Grundsätzlich sind für Frauen bereits kleinere Alkoholmengen schädlich als für Männer. Wo die Grenze zwischen „noch okay“ und „schädlich“ liegt, ist individuell unterschiedlich.

**WELT:** Der Körper schüttet nach Alkoholkonsum vermehrt das Stresshormon Cortisol aus. Was bedeutet das für meinen Körper nach dem Sport bzw. in einer Trainingsphase?

**Rauscher:** Das Hormon Testosteron ist u. a. wichtig für die Leistungsentwicklung, erhöhte Cortisolspiegel eher kontraproduktiv. Verändert sich der Cortisolspiegel langfristig, kommt es zu Verschiebungen in den fein aufeinander abgestimmten hormonellen Regelkreisen im Körper. So können z. B. die Wachstumshormon-, Testosteron-, Estrogenspiegel absinken, was sich negativ auf den Organismus, also die Gesundheit und damit die Leistungsfähigkeit auswirkt. Aber man muss klar sagen, dass ein Glas Bier/Wein nicht zu derartigen massiven Verschiebungen der Gleichgewichte führt.

**WELT:** Sprechen wir von mehr als einem Glas.

**Rauscher:** Grundsätzlich erhöht Alkohol, wie Sie schon sagen, den Cortisolspiegel und hat dadurch negative Auswirkungen auf das Körpergewicht: Erstens wird dadurch die Lipolyse – also Fettabbau – gehemmt und zweitens die Liponeogenese – der Fettaufbau – angeregt. Viel wichtiger in dem Kontext ist die Tatsache, dass Alkohol viel Energie liefert, nämlich ca. 7 kcal/Gramm und in der Regel auch enthemmt – heißt: Man isst eher unkontrolliert und mehr.

**WELT:** Wie wichtig ist das Glas Wasser zum alkoholhaltigen Getränk?

**Rauscher:** Alkohol regt die Harnausscheidung über die Niere an, das heißt, der Körper verliert neben dem erlittenen Schweißverlust nach der Belastung auch noch zusätzlich Wasser über den Alkoholkonsum. Deshalb macht zum Beispiel Mineralwasser zum Alkohol Sinn.

**WELT:** Ab welcher Menge Alkohol beeinflusst das auch mein Training am Folgetag?

**Rauscher:** An einer bestimmten Menge kann man das nicht festmachen, Fakt ist, dass schlechterer Schlaf, schlechtere Regenerationsprozesse die Leistungsfähigkeit am Folgetag negativ beeinflussen. Startet man schlecht ausgeschlafen, hat man womöglich noch Kopfschmerzen. Dann leidet natürlich die Leistungsfähigkeit, und auch das Verletzungsrisiko steigt. Optimale Hydrierung ist außerdem wichtig für die Thermoregulation und für die Leistungsfähigkeit an sich in einer Einheit. Beides verschlechtert sich, wenn die erlittenen Flüssigkeitsverluste am Vortag nicht ausgeglichen werden konnten.

**WELT:** Sollte trainieren, wer einen leichten Kater hat?

**Rauscher:** Auf keinen Fall, weil durch verminderte kognitive und körperliche Leistungsfähigkeit auch das Verletzungsrisiko ansteigt.

**WELT:** Würde das Training dann überhaupt etwas bringen?

**Rauscher:** Es ist besser sich zu erholen, gesund zu essen und adäquat zu trinken.

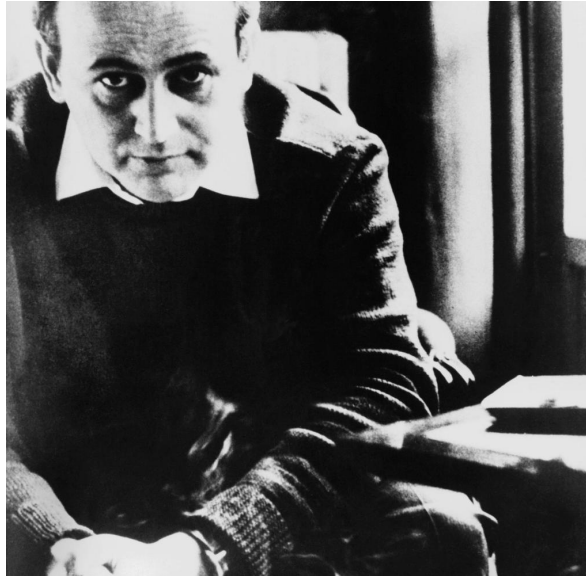
**WELT:** Eine Geburtstagsparty mit mehreren, sagen wir vier, fünf Gläsern Wein, großen Bieren oder Mixgetränken – kann das mein Training einer ganzen Woche oder gar mehr zunichtemachen?

**Rauscher:** Eine Geburtstagsparty findet ja nicht jede Woche statt, der Schaden für den Sportler hält sich meiner Meinung nach in diesem Fall in Grenzen.

## Paul Celan und die „Linksnibelungen“

Stand: 27.04.2020 | Lesedauer: 4 Minuten

Von Marko Martin



Wie würden die „Aufarbeitungswilligen“ auf Celans Skepsis gegen den herrschsüchtigen Diskurs der 68er reagieren?

Quelle: Keystone / Keystone

Fünfzig Jahre nach dem Freitod des Lyrikers Paul Celan ist es Zeit, gegen das allzu wohlfeile Rezitieren seiner berühmten „Todesfuge“ aufzubegehren. Über eine Vereinnahmung. Und ein sehr deutsches Missverständnis.

Am 20. April 1970 ertränkte sich der Dichter Paul Celan in der Seine. Dem traurigen Jubiläum des Ereignisses war in den vergangenen Tagen medial gedacht worden – „gebührend“, wie es hieß, soweit das eben unter Pandemie-Bedingungen gerade möglich ist.

Aber wer weiß, vielleicht hatten ja einige zu Hause die „Todesfuge“ rezitiert, gilt doch eine Textvertrautheit, die über das bereits mythisch gewordene „Schwarze Milch der Frühe, wir trinken sie abends ...“ hinausgeht, als besonders wertvoller Beleg von „Erinnerungsfähigkeit“ gegenüber dem Zivilisationsbruch der Shoah.

Es ist ein Irrwitz der Kulturgeschichte, dass ausgerechnet bei der sich derart unbelastet-aufklärerisch-progressiv dünkenden „Gruppe 47“ Paul Celan einst abblitzte und sein Vortrag gar spöttisch mit Goebbels’ Diktion verglichen wurde. Während manch kulturkonservative (und gewiss auch NS-belastete) Zirkel ihre wohlfeile Modernekritik nun in den skrupulös-hermetischen Gedichten Celans wiederzufinden glaubten.

Dabei war das tastende und jedem gängigen Wort misstrauende Sprechen des Opfers etwas völlig anderes als das Heideggersche Raunen jener ehemaligen Täter und Mitläufer, die mit möglichst nebulösem Vokabular die Schande des eigenen Versagens zu verwischen trachteten. Doch dann fuhr dieser seelisch zutiefst verwundete Shoah-Überlebende Paul Celan auch noch zum orakelnden deutschen „Meister-Denker“ nach Todtnauberg und suchte ein Gespräch mit dem durchaus hochfahrend Gesprächsunwilligen. „Todesfuge“ als Symptom des neuerlichen Verdrängen Das lässt sich nicht im Kitschwort einer „deutsch-jüdischen Symbiose“ bergen, sondern bleibt bis heute verstörend: Diese eben nicht nur in „jenen zwölf schlimmen Jahren“, sondern auch danach kaltschnäuzig enttäuschte Celansche „Hoffnung, heute, auf eines Denkenden kommendes Wort“.

Ob die nunmehr seit Jahrzehnten hierzulande zu beobachtende, geradezu kultische Verehrung für die „Todesfuge“ eine Art „Wiedergutmachung“ ist? Was aber, wenn das Missverständnis, die suggestiv kryptischen Zeilen sagten etwas über „Auschwitz“, trotz aller schamanenhaften Konzentration beim Worte-Memorieren eher ein Symptom

Vielleicht wäre es ja tatsächlich nicht auszuhalten, würde statt von Auschwitz mit gleicher Häufigkeit auch von all jenen Orten in Serbien, Polen, Russland, der Ukraine und Weißrussland bis hoch ins Baltikum gesprochen, von Sobibor und Belzec und Lublin, von Babij Jar und Majdanek.

*Dort* nämlich und in namenlos gebliebenen Wäldern und Schluchten war das Gros der europäischen Juden umgebracht worden, und diese trugen keineswegs orientalisierte Namen wie „Sulamith“, sondern jiddisch-osteuropäische oder säkulare.

„Nicht Sulamith hießen sie wie in Celans Gedicht, sondern Erika – oder Erwin, wie mein Geburtsname lautete.“ Aharon Appelfeld, in jenem Sommer 2017 in Jerusalem schon an der Schwelle des Todes, sprach sanft und klar: „Ich glaube nicht, dass man das Chaos der Welt mit sprachlicher Dunkelheit vermehren sollte, selbst wenn sie derart suggestiv ist wie bei Paul Celan.“ „Dunkle, verstümmelte Sprache“ Ähnliches hatte ein paar Jahre zuvor der in Petach Tikwa lebende Dichter Alexander Spiegelblatt zu bedenken gegeben. Auch er einer aus der Bukowina, der wider alle Wahrscheinlichkeit überlebt hatte.

Primo Levis Abwehr vor Celans „dunkler, verstümmelter Sprache“ war dagegen beinahe physisch und die 1976 nachgetragene Mahnung nicht zuletzt der Versuch, sich selbst zu ermutigen: „Da wir Lebenden nicht allein sind, sollten wir auch nicht so schreiben, als wären wir allein...“

Nichts von all diesen Ambivalenzen aber findet sich im weihevoll-routinierten Rezitieren der „Todesfuge“. Wie würden all jene „Aufarbeitungswilligen“ wohl auf des Dichters immenser Skepsis gegenüber dem herrschsüchtigen Diskurs der 68er reagieren, die er ob ihres aggressiven Antizionismus „Linksnibelungen“ nannte?

„So macht sich eben jeder sein eigenes Bild“, hatte vor zehn Jahren, ebenfalls in Jerusalem, Ilana Shmueli gesagt, Celans letzte Geliebte und Muse, eine Freundin noch aus Bukowinaer Jugendzeiten.

„Ich habe mich entschieden, *meine* Erinnerung eine lichte sein zu lassen, ein ganz entschiedenes *Trotzdem*. Denn wie mein Paul an diesem Januarabend 1970 in Paris lachte, nachdem es die von ihm so bewunderten Israelis geschafft hatten, die bereits bezahlten Schnellboote aus dem Hafen von Cherbourg zu entführen, übers Mittelmeer nach Haifa zu steuern und auf diese intelligente Weise Frankreichs neues proarabisches Waffenembargo zu unterlaufen! Ja, er war schließlich in die Seine gegangen, aber in meinem Gedächtnis bleibt einer, der lachte und sogar *tanzte* und seine Freude galt *Israel*.“

Gut möglich, dass die heutigen linkspolitisch Korrekten unter den „Todesfugen“-Rezitatoren auf *solcherart* Erinnerung eher sinus-mündig reagieren würden.

**Bundestagspräsident zur Corona-Krise**

# Schäuble will dem Schutz des Lebens nicht alles unterordnen

Im Interview spricht Wolfgang Schäuble über die Suche nach dem richtigen Maß in der Corona-Krise und über das, was nach der Pandemie anders sein wird.

*ROBERT BIRNBAUM GEORG ISMAR*



Wolfgang Schäuble (CDU), Bundestagspräsident FOTO: DPA/KAY NIETFELD

***Herr Schäuble, in der Corona-Politik gibt es Vorsichtige und Lockermacher – zu welcher Gruppe würden Sie sich zählen?***

Ich glaube nicht, dass es unter den Verantwortlichen diese zwei strikt gegensätzlichen Fraktionen wirklich gibt. Wir wissen schließlich alle nicht so genau, wie es mit der Pandemie weitergeht. Auch die Wissenschaftler haben in Diskussionen über die letzten Wochen ihre Meinung weiterentwickelt. Ich teile deshalb die Meinung der Allermeisten: Wir müssen die verschiedenen Gesichtspunkte klug abwägen.

***Die meisten Virologen plädieren allerdings klar für einen weiteren strikten Lockdown!***

Wir dürfen nicht allein den Virologen die Entscheidungen überlassen, sondern müssen auch die gewaltigen ökonomischen, sozialen, psychologischen und sonstigen Auswirkungen abwägen. Zwei Jahre lang einfach alles stillzulegen, auch das hätte fürchterliche Folgen.

***Sie sagen mit Recht: „auch“. Die Kanzlerin findet manche Lockerungen „zu forsich“?***

Man muss vorsichtig Schritt für Schritt vorgehen und bereit sein, zu lernen. Manche sagen, wenn's zu viel war, muss man Lockerungen wieder zurücknehmen. Das Zurücknehmen würde aber viel schwieriger.

***Weil Hoffnungen enttäuscht würden und die Leute nicht mehr mitmachen?***

Der Philosoph Alexis de Tocqueville hat das Problem in seiner Schrift über die Demokratie in Amerika schon erkannt: Die kritische Phase kommt immer dann, wenn man den Druck ein bisschen lockert. Der Weg hinaus wird viel schwieriger als der schnelle Weg am Anfang der Krise, als noch alle dafür waren, kräftig durchzugreifen. Aber jetzt kommt es auf das richtige Maß für den Weg hinaus an. Das zu finden, ist irrsinnig schwierig. Diese Kunst müssen die Verantwortlichen jetzt schaffen. Und daran muss sich der Bundestag in öffentlicher Debatte beteiligen.

***Sie hätten also keine Sorgen vor „Öffnungsdiskussionsorgien“?***

Da muss ich die Kanzlerin in Schutz nehmen. Dieser Begriff ist aus einer internen CDU-Beratung nach draußen getragen worden. Sie hat das anders gemeint, als es ihr manche jetzt unterstellen.

Dass Angela Merkel die Demokratie abschaffen wolle, ist nun wirklich unsinnig. Sie sagt: Wir müssen den ersten Schritt sehr vorsichtig gehen. Das befürworten im Grunde alle, die Virologen genauso wie [Armin Laschet und Markus Söder](#). Aber wir können eben auch nicht sagen: Wir machen alles zu und lassen es dabei. Diesen Abwägungsprozess müssen wir deutlicher machen.

***Lässt eine Naturkatastrophe wie dieses Virus denn überhaupt so eine klassische politische Abwägung zu, oder tappen nicht in Wahrheit alle im Dunkeln?***

Die Virologen wissen noch nicht genug darüber, wie sich das Virus verhält. Wie es sich ausbreitet, ob Menschen nach einer Infektion immun sind – es gibt noch viele offene Fragen. Wir alle wissen nicht, was unser Handeln für Auswirkungen hat, aber die Politik muss trotzdem handeln.

Auch die Wissenschaftler sagen: Die Politik muss entscheiden, wir können nur fachlichen Rat geben. Und es gibt eben nie eine absolut richtige Entscheidung. Es gibt nur die vernünftige Erörterung aller Gesichtspunkte, eingeschlossen die wissenschaftlichen Erkenntnisse, und dann muss entschieden werden.

***Woher kommen die Kriterien dafür?***

Man tastet sich da ran. Lieber vorsichtig - denn der Weg zurück würde fürchterlich. Aber wenn ich höre, alles andere habe vor dem Schutz von Leben zurückzutreten, dann muss ich sagen: Das ist in dieser Absolutheit nicht richtig. Grundrechte beschränken sich gegenseitig. Wenn es überhaupt einen absoluten Wert in unserem Grundgesetz gibt, dann ist das die Würde des Menschen. Die ist unantastbar. Aber sie schließt nicht aus, dass wir sterben müssen.

***Man muss in Kauf nehmen, dass Menschen an Corona sterben?***

Der Staat muss für alle die bestmögliche gesundheitliche Versorgung gewährleisten. Aber Menschen werden weiter auch an Corona sterben. Sehen Sie: Mit allen Vorbelastungen und bei meinem Alter bin ich Hochrisikogruppe. Meine Angst ist aber begrenzt. Wir sterben alle. Und ich finde, Jüngere haben eigentlich ein viel größeres Risiko als ich. Mein natürliches Lebensende ist nämlich ein bisschen näher.

***Also entscheiden – auf das Risiko hin, das Falsche zu tun?***

Mir gefallen gerade die Erklärungen derjenigen sehr gut, die wie [Jens Spahn](#) vorige Woche in der Regierungsbefragung sagen: Wir werden alle miteinander noch viel zu lernen haben, und wir werden vielleicht in einigen Wochen feststellen, dass wir manches besser anders gemacht hätten.

Und trotzdem: Wenn wir monatelang beraten und nichts tun, das wäre das Allerschlechteste. Wenn man das klar macht und diesen Prozess auch öffentlich deutlicher kommuniziert, dann haben wir eine Chance, dass die Bürger ihn selbst auf längere Zeit hin akzeptieren.

*[Alle aktuellen Entwicklungen in Folge der Coronavirus-Pandemie finden Sie [hier in unserem Newsblog](#). Über die Entwicklungen speziell in Berlin halten wir Sie [an dieser Stelle auf dem Laufenden](#).]*

***Fürchten Sie nicht einen Kipppunkt, an dem die Leute sagen: Jetzt reicht's?***

Es wird schwieriger, je länger es dauert. Die Regierung hat zu Recht gesagt: Wir können den Kampf alleine nicht gewinnen. Ihr müsst schon alle mitmachen. Alle machen nie mit, ein paar muss man kontrollieren. Aber wenn sich die Menschen weiterhin verstanden fühlen und nachvollziehen können, warum das alles notwendig ist, dann habe ich die Hoffnung, dass wir das bewältigen. Vielleicht gibt es sogar ein neues Vertrauen in Politik. Krisen haben immer auch Chancen.

***Hätten wir nicht vieles von vornherein verhindern können, wenn die Regierung den eigenen Pandemieplan von 2012 ernst genommen hätte?***

Die korrekte Antwort ist: Nach dem Grundgesetz ist Katastrophenschutz Sache der Länder. Der Bund ist nur für Zivilschutz zuständig, also im Krieg. Wenn Sie früher mal Innenminister waren, dann wissen Sie, was Sie damals für einen Höllenärgers mit den Ländern bekommen hätten, wenn bloß das Technische Hilfswerk ein paar zusätzliche Zuständigkeiten hätte haben wollen. Aber die wirkliche Antwort ist: Wir haben doch alle miteinander gehofft, dass es schon nicht so schlimm kommen wird.

***Ist diese Zuständigkeitsverteilung nicht gerade jetzt ein großes Problem? Jedes Land schreibt vor, was ihm passt.***

Bisher haben es die Regierungschefs von Bund und Ländern gemeinsam gut geregelt. Natürlich spielt immer das Menschliche mit. Jeder will sich profilieren, und jeder steht unter dem Druck seiner Bürger. Aber jedes Land hat eben auch seine eigenen Gegebenheiten. Die ersten Kontaktbegrenzungen hat der Oberbürgermeister von Freiburg verordnet.

Einen Tag vorher hatte Frankreich alle Geschäfte geschlossen und gleich sind die Leute zum Einkaufen über den Rhein gekommen. Die Kanzlerin wollte keine Grenzkontrollen, zu Recht. Ich habe auch großen Respekt für NRW-Ministerpräsident Laschet, der die Grenzen zu den Niederlanden und zu Belgien nie zu gemacht hat. Aber bei uns im Südwesten blieb in der konkreten Lage nichts anderes übrig.

***Der Flickenteppich stört Sie gar nicht?***

Es gibt schon mal Übertreibungen. Dass Sie mit einem Berliner Kennzeichen in Mecklenburg-Vorpommern Probleme kriegen oder die Polizei von Schleswig-Holstein Hamburger Radfahrer abweist – ja wo sind wir denn! Die Kultusministerkonferenz ist ja stets ein besonders innovativer Teil unseres föderalen Systems. Ich musste lernen, dass die Ferien heilig sind und dass es vollkommen ausgeschlossen ist, Abiturprüfungen ein Vierteljahr später abzulegen. Aber in den zentralen Fragen waren die Lösungen bisher immer einmütig.

***Einmütig hat bisher auch der Bundestag Riesensummen zur Stützung der Wirtschaft gebilligt. Wie lange geht das überhaupt?***

Ich bin nicht mehr Finanzminister und erteile meinem Nachfolger keine Ratschläge. Man spürt jedoch im Moment ein verbreitetes Gefühl, wir könnten jedes Problem mit unbegrenzten staatlichen Mitteln lösen, und die Wirtschaft kriegen wir hinterher wieder mit einem Konjunkturprogramm in Gang.

Der Staat kann aber nicht auf Dauer den Umsatz ersetzen. Wir werden mit den klassischen Mitteln umso weniger anfangen können, je länger die Krise dauert. Wir werden strukturelle Veränderungen von Wirtschaft, Gesellschaft und Politik erleben. Ich hoffe, dass wir das als Chance nutzen, um manche Übertreibungen besser zu bekämpfen.

***Woran denken Sie?***

Noch immer ist nicht nur die Pandemie das größte Problem, sondern der Klimawandel, der Verlust an Artenvielfalt, all die Schäden, die wir Menschen und vor allem wir Europäer durch Übermaß der Natur antun. Hoffentlich werden uns nicht wieder nur Abwrackprämien einfallen, die es der Industrie ermöglichen, weiter zu machen wie bisher.

***Bisher galt VW als systemrelevant – plötzlich entdecken wir, dass es Alten- und Krankenpfleger sind, Verkäuferinnen und Erntehelfer ...***



Das ist ja auch gut so. Über die letzten Jahrzehnte ist der Abstand zwischen den gut Verdienenden und den Menschen mit kleinen Löhnen größer geworden. Warum sollte das bei steigendem Wohlstand eigentlich unvermeidlich sein? Warum kann man das nicht anders machen? Es würden wohl viele Preise für Verbraucher höher werden müssen, aber das muss man dann in Kauf nehmen.

***Aber liefe das nicht auf Staatsinterventionismus hinaus?***

Das kann keine Regierung verordnen, sonst landen wir bei Nordkorea oder in einer Erziehungsdiktatur. Aber man muss es bedenken. Wir haben vor Jahren alle mitgemacht, Finanzmärkte zu deregulieren. Es kam die Finanzkrise, und wir stellten fest: Wir haben es übertrieben. Solche Entwicklungen zu korrigieren, ist doch kein Fehler.

Genauso müssen wir jetzt das Verhältnis von Staat, Wirtschaft und Gesellschaft neu justieren. Ich bin überhaupt nicht dafür, das marktwirtschaftliche Prinzip des Wettbewerbs abzuschaffen. Aber zur sozialen Marktwirtschaft gehört auch, dass wir in dieser Lage über stärkere Ausgleichs- und Begrenzungsmechanismen sprechen müssen.

***Auch, wenn es um die Globalisierung geht und unsere Abhängigkeit von Billig-Lieferketten?***

Wir haben wahrscheinlich diese Art der Globalisierung übertrieben. Sie ist ja auch unfair. [Erntehelfer aus Osteuropa](#) waren bisher Leute, die Arbeiten machten, die wir nicht machen wollten, zu Löhnen, die wir nie akzeptiert hätten. Jetzt müssen sie uns zeigen, wie man Spargel überhaupt sticht. Die Corona-Krise zeigt uns zugleich, wie wichtig es ist, nicht nur auf uns selbst zu starren. Wir sind weltweit alle so vernetzt, dass wir gar nicht anders können als zusammenarbeiten.

***Würden Sie eine Prognose wagen, was nach der Pandemie anders sein wird?***

Ein Großteil der Menschen wird wieder etwas mehr Vorratshaltung betreiben. Die Wirtschaft wird etwas Abstand nehmen von zu eng getakteten Lieferketten. Aber das sind kleinteilige Fragen. Das Größere ist: Wie kommen wir jetzt zu einem nachhaltigeren und, um mit Ludwig Erhard zu sprechen, maßvolleren Leben in Wirtschaft und Gesellschaft? Wie können wir die Unterschiede in der Welt so abbauen, dass sie erträglich sind?

***Zuletzt: Was fehlt Ihnen selbst im Moment am meisten?***

Ich hab's unendlich viel besser als viele Landsleute. Ich halte mich natürlich an alle Regeln, fahre zum Beispiel nur mit einer anderen Person Handbike. Nicht mehr mit anderen Menschen zusammenzukommen - das ist schwer. Sogar die Bundestagsabgeordneten haben plötzlich fast Sehnsucht nach Plenarsitzungen. Im Saal sind sie so präsent wie selten, natürlich mit dem gebotenen Abstand. Und daheim: Meine Frau muss es jetzt dauernd mit mir allein aushalten. Wir haben über Ostern eine Videokonferenz mit allen Kindern und Enkeln gemacht. Das ersetzt das persönliche Treffen natürlich nicht. Deshalb bin ich durchaus für behutsame Lockerungen - aber nicht so, dass die Situation außer Kontrolle gerät. Ob es dazu kommt, wissen wir erst hinterher. Deshalb ist Vorsicht weiter richtig und wichtig.

# Warum Frankreich ein Virenlabor nach Wuhan lieferte

- VON MICHAELA WIEGEL, PARIS
- -AKTUALISIERT AM 28.04.2020-19:05



Mit französischer Hilfe wurde jenes Virenlabor in Wuhan aufgebaut, um das sich jetzt Gerüchte ranken. Die Amerikaner protestierten aus Angst vor chinesischen Biowaffen. Die Franzosen aber blieben stur – und wurden von Peking vorgeführt.

Matthias Fekl sagt, er hätte die offizielle Eröffnung des Wuhan Institute of Virology schon fast wieder vergessen, so schnell seien sie vor gut drei Jahren durch die Räumlichkeiten geführt worden. Doch jetzt ist das Labor ins Zentrum der Spekulationen über den Ausbruch der Corona-Pandemie gerückt. Seit die „Washington Post“ über einen möglichen Laborunfall in Wuhan berichtete, wird Fekl ständig daran erinnert, dass die in China einmalige Forschungseinrichtung der höchsten Biosicherheitsstufe 4 als französisch-chinesische Erfolgsgeschichte geplant war.

Fünzig Forscher aus Frankreich sollten in dem roten Backsteinbau der Laboranlage von Wuhan wohnen und arbeiten und gemeinsame Projekte voranbringen. So sah es eine bei der Eröffnungszeremonie im Februar 2017 unterzeichnete Kooperationsvereinbarung vor. Ein Foto vor dem grauen Kubus des Hochsicherheitstrakts zeigt den jungen Außenhandelsstaatssekretär Fekl an der Seite des damaligen französischen Premierministers Bernard Cazeneuve mit chinesischen Würdenträgern. Alle lächeln, als der Regierungschef aus Paris das aufgespannte rote Band vor dem Gebäude zerschneidet.

## Kein Zutritt für französische Forscher

Auf einem weiteren Foto von der Eröffnung strahlt die Forscherin Shi Zhengli, inzwischen bekannt als „die Fledermausfrau“, in Schutzkleidung in die Kamera. Sie war an der Universität Montpellier im Jahr 2000 promoviert worden und in monatelangen Schulungen im Jean-Mérieux-Labor in Lyon in die strikten Sicherheitsauflagen der „P4“-Stufe eingewiesen worden. Doch aus der erhofften Gegenseitigkeit wurde nichts. Das Labor in Wuhan blieb für die französischen Forscher geschlossen. „Das ist wirklich schade, denn wir wollten unser Wissen teilen“, sagte die frühere Gesundheitsministerin Marisol Touraine jetzt im französischen Radio.

Der China-Fachmann Antoine Izambard ist der Ansicht, die Franzosen seien systematisch von der chinesischen Seite ausgebootet worden. Das habe schon in der Bauphase begonnen, als plötzlich chinesische Firmen den Zuschlag bekamen und die französischen das Nachsehen hatten. Erklärungen habe es keine gegeben. „Peking war nur daran interessiert, über ein P4-Labor zu verfügen“, schreibt Izambard in seinem Buch „France – Chine: Les Liaisons dangereuses“. Nur ein einziger Franzose, der Mikrobiologe René Courcol vom Universitätsklinikum in Lille, wurde seit der Eröffnung in den Hochsicherheitstrakt vorgelassen.

## Angespanntes Verhältnis zu China

Er sollte über die Einhaltung der Sicherheitsstandards wachen und zertifizieren, dass die Arbeitsabläufe den internationalen Regeln entsprechen. Noch hat das Institut nicht die Akkreditierung durch die Weltgesundheitsorganisation erhalten. Dafür kann die Fürsprache der französischen „Partnerorganisation“, des Institut Pasteur, hilfreich sein. Courcol hat bislang alle Presseanfragen ausgeschlagen. Das chinesisch-französische Verhältnis gilt ohnehin als angespannt. Mitte April bestellte Außenminister [Jean-Yves Le Drian](#) den chinesischen Botschafter in Paris in den Quai d'Orsay ein, um seine „Missbilligung über einige kürzlich gemachte Äußerungen von Vertretern der chinesischen Botschaft in Frankreich deutlich zu machen“.



Das Institut für Virologie in Wuhan :Bild: AFP

Unter dem Titel „Beobachtungen eines Diplomaten in Paris“ kritisiert die chinesische Botschaft regelmäßig den Umgang Frankreichs und des Westens mit der Corona-Pandemie und hebt die Überlegenheit des chinesischen Vorgehens hervor. Zuletzt wurde über das Twitter-Konto der Botschaft verbreitet, französische Altenpfleger hätten „ihre Posten über Nacht aufgegeben und die Bewohner an Hunger und Krankheit sterben lassen“. Der chinesische Botschafter Lu Shaye sagte nach seinem Gespräch mit Le Drian, es sei alles nur ein Missverständnis gewesen. Auf der Internetseite veröffentlichte er anschließend einen Text mit dem Titel „Wiederherstellung verzerrter Tatsachen“.

### „Könnten die Viren aus unserem Labor stammen?“

Darin wird die westliche Presse angeprangert, die bewusst „Fake News“ über China verbreite. In diese Kategorie fällt für die Botschaft auch die Berichterstattung über das P4-Labor in Wuhan. Der Leiter des Instituts und Direktor des nationalen Labors für biologische Sicherheit, Yuan Zhiming, wies Spekulationen über einen Laborunfall als „böswillige Behauptung“ und „aus der Luft gegriffen“ zurück. Gegenüber der Nachrichtenagentur Reuters sagte er, das Labor habe nicht versehentlich ein Coronavirus freigesetzt, das es Fledermäusen zu Forschungszwecken entnommen habe. „Bedeutende Biosicherheitslabors verfügen über hochentwickelte Schutzeinrichtungen und strenge Maßnahmen, um die Sicherheit des Laborpersonals zu gewährleisten und die Umwelt vor Kontamination zu schützen“, sagte Yuan.

Die stellvertretende Leiterin, Shi Zhengli, hatte sich vor einigen Wochen in der amerikanischen Zeitschrift „Scientific American“ noch ganz anders geäußert. Sie gestand ein, sich mit einer fürchterlichen Frage zu quälen: Könnten die Viren „aus unserem Labor stammen?“ „Frankreich ignoriert komplett, was hinter den Mauern des Labors passiert, zu dessen Bau es beigetragen hat“, schrieb „Le Monde“. Der Direktor des französischen P4-Labors in Lyon, Hervé Raoul, äußerte, dass er das Labor in Wuhan mehrere Male vor Aufnahme des Forschungsbetriebs besucht habe. „Es gibt keinen französischen Forscher im P4 in Wuhan und ich habe keine Vorstellung davon, wie es funktioniert“, sagte Raoul. Die Verbindung nach Wuhan habe sich als Einbahnstraße erwiesen.

## Aufholen gegenüber Deutschland

Für Frankreich ging es vor allem darum, die Handelsbeziehungen mit China auszubauen. Als Außenhandelsstaatssekretär mit deutsch-französischer Staatsbürgerschaft hat Fekl aus privilegierter Warte erlebt, wie Frankreich im China-Geschäft um seine Positionen kämpfte. Das P4-Labor in Wuhan zählte zu einer langfristig angelegten Strategie, im Vergleich zu Deutschland aufzuholen und den Rückstand wettzumachen. In Lyon hatte Frankreich 1999 eines der größten P4-Labore eröffnet und galt neben den Vereinigten Staaten, Großbritannien und Russland als führend bei sensiblen Forschungsprojekten zu hoch ansteckenden Krankheitserregern.

Die Idee, dem chinesischen Regime den Aufbau eines Labors der höchsten Sicherheitsstufe zu erlauben, war in Washington stets abgelehnt worden, zu groß galt das Risiko militärischen Missbrauchs. Deshalb wandte sich der chinesische Präsident Jiang Zemin während der Sars-Epidemie hilfeschend an den französischen Präsidenten [Jacques Chirac](#). Den chinesischen Präsidenten hatte Chirac im Oktober 1999 sogar in sein privates Schloss in der Corrèze eingeladen, ein Privileg, das keinem deutschen Bundeskanzler zuteil wurde.

## Bedenken des Geheimdienstes ignoriert

Chirac setzte sich über Bedenken hinweg, die aus dem Verteidigungsministerium und vom Auslandsgeheimdienst DGSE an ihn herangetragen wurden. Auch aus Washington wurde Chirac unter Druck gesetzt, einen derartigen Technologietransfer nicht zu genehmigen. Aber damals sonnte sich der Franzose im Ruhm seines „Vetos“ zum amerikanischen Irak-Krieg und dachte nicht daran, auf amerikanische Vorhaltungen Rücksicht zu nehmen. Premierminister Jean-Pierre Raffarin erlaubte 2004 den Export von vier mobilen Laboreinrichtungen der Sicherheitsstufe P3 an China, zum Ärger des eigenen Verteidigungsministeriums.

In einer vertraulichen Notiz wurde der Regierungschef gewarnt, dass alle P3-Forschungslabors in China direkt der Armeeführung unterstellt seien. Raffarin aber betrieb mit dem Selbstverständnis des Brückenbauers weiterhin Lobbyarbeit für die Chinesen, so beschreibt es Izambard in seinem Buch. Raffarin unterhielt enge Kontakte zu Jians Nachfolger Hu Jintao.



Der französische Premierminister Bernard Cazeneuve bei der Eröffnung des Instituts für Virologie in Wuhan im Februar 2017 :Bild: AFP

Zur Hilfe kam ihm dabei der Industrielle Alain Mérieux, dessen Firma Biomérieux Reagenzien, Geräte, Software und Dienstleistungen im medizinischen Bereich vermarktet. Dabei gab es etliche Warnzeichen, wie fahrlässig das chinesische Regime mit den Sicherheitsregeln umging. China-Fachmann Izambard zitiert einen hohen Beamten, der sich darüber beklagt, dass die chinesischen Baufirmen zu niedrigeren Preisen bauten und minderwertige Materialien benutzten.

„Der Transfer von hoch ansteckenden Materialien innerhalb des Labors wurde nicht genügend abgesichert“, schreibt Izambard. Die französische Firma Technip, die den mit dem P4-Institut in Lyon identischen Bau in Wuhan zertifizieren sollte, zog sich zurück und verweigerte die Abnahme aus rechtlichen Bedenken.

## **„Die französischste aller chinesischen Städte“**

Im Institut Pasteur zeigten sich Forscher bei Besuchen in anderen Laboreinrichtungen in Wuhan „entsetzt“ über den nachlässigen Umgang mit kontaminiertem Forschungsmaterial. Als Saudi-Arabien nach der Mers-Epidemie 2012 in Paris eine nach dem chinesischen „Vorbild“ angelegte Forschungspartnerschaft mit einem P4-Labor in Saudi-Arabien anregte, gab es vehementen Widerstand. Präsident Hollande lehnte die Offerte aus Riad ab, setzte sich jedoch dafür ein, das chinesische Laborprojekt zu Ende zu bringen.

Wuhan gilt als „französischste aller chinesischen Städte“, mehr als 100 Unternehmen vom Kosmetikunternehmen L'Oréal über den Pastishersteller Pernod-Ricard bis zum Autobauer Peugeot unterhalten dort Produktionsstätten. 2016 nahm der französische Botschafter in China, Maurice Gourdault-Montagne, Shi Zhengli und Yuan Zhiming vom Institute of Virology für ihre Verdienste für die chinesisch-französische Forschungskooperation in die Ehrenlegion auf.

ZDFNEO-SERIE „DEUTSCHER“:

# Wir haben uns entzweit

- VON OLIVER JUNGEN
- -AKTUALISIERT AM 28.04.2020-17:00



Die Miniserie „Deutscher“ spielt durch, wie es wäre, wenn Rechtspopulisten die Bundestagswahl gewinnen. Sie blickt aus der Gartenzaunperspektive auf die politisch gespaltene Gesellschaft. Trotz hohen Niedlichkeitsfaktors ist das durchaus überzeugend.

Man lasse sich nicht täuschen: Dass die Umfragewerte für die Rechtspopulisten gegenwärtig fallen, weil sich zeigt, wie wenig ihr hohler Nationalismus für die Bewältigung einer echten Krise taugt und wie trostlos die von ihnen herbeigesehnte Welt der abgedichteten Grenzen wäre, heißt nicht, dass der Angriff auf die demokratische und vielfältige Gesellschaft abgewehrt wäre. Anderswo gehen autokratische Regime gestärkt aus dem Ausnahmezustand hervor. So wirkt das von der umtriebigen ZDF-Redaktion „Das kleine Fernsehspiel“ vor zwei Jahren in Auftrag gegebene und nun auf ZDFneo gesendete Serienexperiment, das die Erringung der absoluten Mehrheit in Berlin durch eine Rechtsaußenpartei zur Basisannahme macht, immer noch aktuell.

Das Konzeptuelle ist der von Stefan Rogall erdachten Familienerzählung, die aus der Gartenzaunperspektive auf die politische Spaltung im Land blickt, fest eingeschrieben. Diese Dimension nicht zu verleugnen, sondern keck zu betonen ist eine absolut richtige Entscheidung der beiden jungen Regisseure Simon Ostermann und Sophie Linnenbaum.

So wird die horizontale Spiegelachse neben einem quasi endlosen Sommer und den Insignien eines wohlstandsvergessenen Kleinbürgertums (Ligusterhecken, Markisen, Garagentore, alles in meditativer Gleichförmigkeit) zum ästhetischen Zentralprogramm der hervorragend besetzten und gespielten Kleinserie „Deutscher“. Die Häuser der Familien Schneider und Pielcke – jeweils Vater, Mutter, Sohn – stehen nicht nur Seite an Seite (die Garagen berühren sich fast zärtlich), sondern sehen bis auf Farbe und kleinere Details auch weitgehend gleich aus. Ein förmchengebautes Sandkastendeutschland.

Wir werden nun Zeuge, wie sich am Wahlabend ein Riss zwischen den befreundeten Nachbarn auftut, der bald zur Kluft wird. Dass die Familien etwas holzschnittartig überzeichnet sind – hier die politisch besorgte liberale Akademikerfamilie mit dem liebevoll seine Füße eincremenden Lehrer Christoph (Felix Knopp) und der rechtschaffenen Apothekerin Eva (Meike Droste); dort der ständig grillende, intellektuell schlichtere, aber herzliche Handwerker Frank (Thorsten Merten) samt der ihn unterstützenden Ehefrau Ulrike (Milena Dreißig) –, lässt sich verschmerzen, weil alle ihre Rollen mit Bravour ausgestalten. Während die Männer sich in ihren Meinungen einrichten, pflegen die Frauen eine Beziehung zueinander, die zwischen Vorwürfen und glaubhafter Empathie pendelt.

Zum verbindenden Element werden die engbefreundeten Söhne David Schneider (Paul Sundheim) und Marvin Pielke (Johannes Geller), die sich in pubertärem Abgrenzungsverhalten gleichermaßen von ihren Eltern abschotten. Obwohl sie einander zu stützen scheinen wie die beiden Garagen, zieht auch in ihr

Verhältnis eine gewisse Sprachlosigkeit ein, nachdem ein Brandanschlag auf den türkischen Imbiss, der dem Vater von Davids Freundin Cansu (Lara Aylin Winkler) gehört, die Schülerschaft zunehmend polarisiert. Pielkes Lehrling Olaf (Junis Marlon), ein stramm rechter Gesell, nimmt sich Marvins an. David wirkt verloren, entzieht sich allen Loyalitäten.

Man kann verstehen, dass die aufs Exemplarische abhebende Erzählung Zuspitzungen nach „Lindenstraße“-Muster sucht; nach dem Brandanschlag wird aus dem türkischen Burgerladen gar ein „Schnitzelparadies“. Trotzdem lenken die allzu plakativen Motive – in der Schule werden Klassen nach Rassen separiert; die verkappt rassistische Apothekenbesitzerin entlässt den türkischstämmigen Mitarbeiter, der nebst Eva von einem Mob verprügelt wird; die Schüler mit Migrationshintergrund dealen und pfeifen auf Regeln – vom eigentlichen Verdienst der Serie ab.

In den besten Szenen nämlich geht sie den wachsenden Irritationen, Verletzungen und Vorurteilen innerhalb der feinverästelten Freundschaft der Nachbarn nach. Man erkennt, wie subtil (und fatal) Ressentiments und Überheblichkeit in den Alltag einsickern. Ähnliche Zerfallsprozesse ließen sich zuletzt in Trumps Amerika oder dem von der Brexit-Debatte zerrissenen Großbritannien beobachten.

Vorhalten kann man dem Vierteiler allenfalls, dass er in die Niedlichkeitsfalle tappt, denn die Protagonisten sind allesamt so sympathisch gezeichnet, dass das Böartige vor allem von außen einbricht. Es verwundert kaum, dass nach einer aufgesetzt wirkenden Maximalskalation alles auf Versöhnung hinausläuft. Etwas weniger Sonnenschein, dafür mehr Realismus im Abgang, wäre kein Fehler gewesen, aber auch so ist dieses unterhaltsame Stück alltagspolitisches Fernsehen eine glänzende Mikroanalyse: Wir sehen dabei nicht nur, wie die politische Nationalismus-Epidemie aufs Private durchschlägt, sondern auch, wie die Antikörper entstehen können, die uns gegen dieses gesellschaftsvergiftende Virus schützen.

Deutscher läuft in Doppelfolgen heute und morgen, um 20.15 Uhr, auf ZDFneo.

# « Une immense déception » : le coronavirus a bouleversé les plans des candidats aux « Sciences Po »

La suppression du concours d'entrée dans les instituts d'études politiques, au profit d'une sélection sur les notes du lycée, a pris de court ceux qui se préparaient aux épreuves depuis des mois.

Par [Jessica Gourdon](#) Publié aujourd'hui à 05h00, mis à jour à 22h05



Anna Wanda Gogusey

**Enquête.** Pour Solène, étudiante niçoise de 19 ans, le monde s'est écroulé le 24 mars 2020, une semaine après le début du confinement. Elle révisait dans sa chambre la biographie d'Edward Snowden, « *un bon truc à exploiter pour le thème du secret* », au programme du concours des instituts d'études politiques (IEP), quand sa mère est entrée. « *Elle avait une tête d'enterrement. Elle me tend son téléphone et me dit : "Solène, je crois que ton concours est annulé."* Le choc. *J'ai éclaté en sanglots. Ça faisait deux ans que je m'y préparais. Depuis, je passe par des périodes de colère, de tristesse. Mes parents sont déçus pour moi. Mon père est révolté.* »

En cette fin avril, le concours des sept « Sciences Po » de région aurait dû rassembler près de 10 000 candidats dans des salles d'examens à Lyon, Rennes, Lille ou Toulouse. Le coronavirus a tout bousculé. Cette année, l'admission ne se jouera pas sur la qualité de copies anonymes traitant de la « notion de mémoire nationale » ou de la « puissance diplomatique chinoise », produites un même samedi de printemps sur des tables espacées d'un mètre.

## Un algorithme créé en urgence

Face à l'impossibilité de déployer cette mise en scène de la méritocratie républicaine tout en respectant le calendrier de Parcoursup, les instituts ont décidé de sélectionner en fonction de notes des bulletins de 1<sup>re</sup> et terminale, moulinées par un algorithme créé en urgence. Des résultats qui jusqu'ici n'étaient pas pris en compte : le concours mettait les compteurs à zéro. Si une poignée d'excellents élèves s'en réjouissent, pour la majorité, la pilule a du mal à passer.

Pour comprendre l'enjeu, il faut mesurer l'intense compétition qui se joue à l'entrée de ces écoles universitaires, devenues hyperattractives et sélectives depuis le début des années 2000. En 2019, seulement 14 % des postulants avaient décroché une place à ce concours, ouvert aux bacheliers de l'année et à ceux de l'année précédente (ces derniers représentent deux tiers des admis). Beaucoup commencent à s'y préparer



dès la 1<sup>re</sup>, et après le bac y consacrent une année supplémentaire dans une prépa, en parallèle d'une licence, ou en candidat libre, avec parfois l'appui de cours en ligne, examens blancs, stages pendant les vacances, coachs... Tous les moyens sont bons pour se démarquer dans cette compétition.

« *Quand vous vous préparez de manière intense à des Jeux olympiques et qu'on vous annonce au dernier moment que ceux-ci sont annulés, et que ce sont les épreuves d'entraînement qui vont compter, forcément c'est douloureux* », admet Pierre Mathiot, le directeur de l'IEP de Lille, et porte-parole du concours commun. La déception est à la hauteur des attentes et des sacrifices consentis. « *Il existe une forte croyance dans les titres offerts par les concours, comme s'ils étaient des garanties de réussite absolues... Ces attentes démesurées reflètent une vraie peur du déclassement social dans certaines familles* », observe Pierre Mathiot.

Responsable de la prépa aux IEP de l'université de Rouen, Marion Charpenel reconnaît qu'elle a dû faire « *beaucoup d'accompagnement psychologique, pour aider les étudiants à gérer l'immense déception, les angoisses* », dans les jours qui ont suivi l'annonce. « *Ce sont de bons étudiants qui pendant un ou deux ans se sont donnés à fond. Ça a été clairement un gros coup dur* », témoigne l'enseignante-chercheuse.

## Pétitions, déceptions

Le principe même d'une sélection en fonction de notes du lycée est au cœur des critiques des candidats, qui s'expriment sur des forums, des réseaux sociaux, des pétitions en ligne (l'une a atteint 3 000 signatures). Certains auraient préféré sortir du calendrier Parcoursup et décaler les épreuves à fin juin, comme l'ont fait les grandes écoles post-prépa ou les écoles normales supérieures.

De fait, avec un tel taux de sélection, il y a fort à parier les lauréats seront tout simplement ceux qui affichent depuis la classe de 1<sup>re</sup> des moyennes de 16/20 ou 17/20 (et qui sont nombreux parmi les candidats) au détriment de bons élèves qui tournaient autour de 13/20 ou 14/20 et qui avaient tout misé sur le concours, aidés ou pas.

« *On est sélectionnés sur des résultats qui ne nous représentent plus aujourd'hui* », se désole Chloé, en prépa Sciences Po à Notre-Dame des Minimes, à Lyon. Ses parents, qui vivent à Annecy, lui ont payé cette formation, un logement. Elle avait 13/20 de moyenne au lycée et se sent écartée du jeu. « *Au lycée, j'ai fait S alors que ce ne sont pas les matières que je préférais. On va me juger sur mes notes en physique, alors que je veux faire Sciences Po... Cette année, j'ai de très bons résultats et, statistiquement, au vu des taux de réussite de ma prépa, je devais rentrer.* »

Beaucoup de ceux que nous avons interrogés racontent qu'ils ont « sacrifié » leurs résultats de terminale pour préparer ce concours. Solène, qui avait « *entre 12 et 14* » de moyenne dans son exigeante terminale « section européenne », n'a carrément « *pas passé [ses] partiels* » de licence de droit au premier semestre pour se préparer. Idem pour Cannelle, qui bâche le concours à Rennes depuis un an : « *Ce qui est injuste, c'est que certaines personnes se sont inscrites au concours sans l'avoir préparé, et que si elles ont des meilleures notes que nous au lycée, elles seront admises.* » Pour tenter d'apaiser les frustrations, le concours commun a annoncé le 15 avril la possibilité de proposer, en 2021, environ 70 places aux bacheliers 2019 qui ne seraient pas reçus cette année.

Au-delà des controverses liées aux coefficients appliqués et aux matières prises en compte dans l'algorithme créé « *en urgence* » par les IEP, beaucoup s'offusquent aussi de la décision de ne pas demander de CV ou de lettre de motivation aux candidats – une possibilité pourtant offerte dans la procédure Parcoursup. « *Si certains ont fait des lettres de motivation, nous ne les regarderons pas* », assume Pierre Mathiot. Trop compliquées à évaluer, selon lui. De plus, en si peu de temps, demander aux jeunes de faire une telle lettre, dans le cadre du confinement, aurait trop favorisé ceux qui peuvent se faire aider par leurs familles, argue-t-il.

## Question du lycée d'origine

Mais le sujet de crispation majeur renvoie à la notation pratiquée, qui varie d'un établissement voire d'une classe à l'autre. « *Dans certains lycées, à 15-16, vous êtes excellent. Dans d'autres, les excellents ont 19 de moyenne* », observe Vincent Tiberj, de Sciences Po Bordeaux, institut qui n'appartient pas au concours commun et qui pratique pour la première fois une sélection sur dossier. « *Forcément, ces différences de notation ont un impact majeur sur les processus de sélection* », observe-t-il.

Bien conscients de ce secret de Polichinelle, certains établissements ou prépas attribuent des coefficients « maison » aux dossiers des candidats en fonction du niveau estimé de leur lycée d'origine. L'université Paris-Dauphine, par exemple, classe les lycées de France en sept groupes, en fonction... des résultats obtenus par les élèves issus de ces lycées et entrés à Dauphine au cours des années passées.

Le réseau IEP n'a pas souhaité s'engager dans cette cuisine et assume son parti pris, qui pourrait apporter plus de diversité géographique et sociale chez les admis. Ainsi, un 16 à Louis-le-Grand sera équivalent à un 16 dans un lycée rural du centre de la France. Ces notes seront toutefois « redressées » en fonction de la place de l'élève dans la classe. Avec une faille : Parcoursup ne renseigne pas systématiquement le nombre de personnes classées.

Pas de quoi rassurer Manon, qui malgré sa mention très bien au bac en 2019, n'avait « que » 13 de moyenne pendant l'année. « *J'ai été dans un lycée privé qui note de manière très sévère, alors je trouve ça injuste* », estime la jeune femme, qui préparait cette année le concours en solitaire, depuis sa chambre du Crous, en parallèle d'une licence de langues étrangères appliquées. Boursière à un échelon élevé depuis le collège, Manon peut néanmoins voir une lueur d'espoir. Le concours commun appliquera, pour la première fois et dans le cadre de son entrée sur Parcoursup, un quota de boursiers de l'enseignement scolaire. Les IEP s'engagent à en comptabiliser au moins 10 % parmi les admis (ils représentent 8 % des candidats). « *Les élèves boursiers avec de très bonnes notes seront les gagnants de ce système* », conclut Vincent Tiberj.

## Un autre type de sélection

Reste une question : et si, finalement, c'était l'occasion d'expérimenter un autre type de sélection, différente de celle opérée par les « concours à la française », alors que l'on voit les distorsions et les souffrances que le système peut créer ? S'il défend le principe des concours, Pierre Mathiot, le reconnaît : « *On est curieux de voir à quoi va ressembler cette promo* ». Il affirme néanmoins que le réseau des IEP pourrait être amené à prendre davantage en compte, à partir de 2022, les notes des lycéens. Il espère aussi que les admis de cette année, faute de pouvoir revendiquer leur réussite à un concours, vont moins « *se reposer sur leurs lauriers* » une fois entrés...

Sélectionner sur dossier plutôt que sur des épreuves écrites, valoriser les parcours individuels plutôt que la capacité à réussir un exercice. « *Finally, le coronavirus ne fait qu'accentuer un processus engagé depuis une dizaine d'années dans l'enseignement supérieur, où l'on valorise plus le potentiel et moins le mérite ou un stock de connaissances* », observe Annabelle Allouch, enseignante-chercheuse en sociologie à l'université de Picardie, auteure de *La Société du concours* (Seuil, 2017). Une tendance globale, alors que la sélection se joue de plus en plus sur l'expression orale, la capacité à se projeter, à s'adapter et se distinguer, à être complémentaire plutôt qu'identique aux autres de sa promotion. « *Ce que cherchent les établissements, ce sont des jeunes qui savent s'inscrire dans un projet, dans un parcours, car c'est ce qui est demandé aux cadres dans le monde du travail – des travailleurs adaptables* », observe Annabelle Allouch.

Sciences Po Paris incarne ce mouvement : l'établissement a annoncé la suppression du concours à partir de 2021, au profit d'une sélection sur oral et dossier. La dernière édition des épreuves écrites a eu lieu fin février, avant le confinement. Même décision pour l'IEP de Bordeaux, qui a franchi le cap dès cette année, tout en intégrant Parcoursup. L'effet sur son attractivité a été immédiat : son nombre de candidats a doublé. Quant aux oraux, ils ont été supprimés en raison de la pandémie. De quoi renforcer, plus que jamais, le poids des bulletins du lycée.

**Jessica Gourdon**

# Deutschlands Jugend fehlt das Verständnis für Demokratie

Stand: 08:37 Uhr | Lesedauer: 4 Minuten

Von **Dorothea Siems** Chefökonomi



Die Vermittlung demokratischer Grundlagen müsse einen größeren Schwerpunkt in Schulen bekommen, fordern Forscher

Quelle: Getty Images/Image Source

Viel zu viele Schüler in Deutschland glauben an Fake News oder den Parolen politischer Parteien, bemängeln Bildungsforscher. Angesichts der Herausforderungen der Corona-Krise sei das mangelnde Demokratieverständnis besonders gefährlich.

Bildungsforscher schlagen Alarm. Die gegenwärtige Situation der Demokratie in Deutschland sei besorgniserregend, stellt der Aktionsrat Bildung in seinem diesjährigen Gutachten fest, das WELT exklusiv vorliegt.

Das zehnköpfige Expertengremium macht dafür eklatante Versäumnisse in Schulen und Universitäten verantwortlich und hält es für dringend geboten, die Vermittlung demokratischer Werte in allen Bereichen des Bildungswesens massiv zu stärken. Fehlende „demokratische Kompetenz“ mache junge Menschen empfänglich für Fake News oder populistische Parteien und Thesen von links und rechts, warnt das von der Vereinigung der Bayerischen Wirtschaft (vbw) ins Leben gerufene Wissenschaftsgremium.

Gerade auch in der aktuellen Corona-Krise müssten die Menschen in der Lage sein, „die richtigen Fragen zu stellen, den Unterschied zwischen Expertise und politischer Verantwortung zu verstehen, aber auch den

zwischen politischer Verantwortung der Exekutive und den Meinungen aus der Gesellschaft“, betont der Vorsitzende des Aktionsrats, Dieter Lenzen.

Chance, die extremistischen Ränder zurückzudrängen

Der Präsident der Hamburger Universität fordert die Bildungseinrichtungen auf, sich intensiv mit der Pandemie und den politischen und gesellschaftlichen Folgen zu beschäftigen. „Wenn es uns gelingt, die Handlungsfähigkeit des Typus westlicher Demokratien zu zeigen, spürbar zu machen, zu erleben und zu unterstützen, dann hätte diese Krise bei allem, was Menschen sich nicht wünschen würden, dennoch einen Sinn gehabt.“

Der Erziehungswissenschaftler und frühere Vizepräsident der Hochschulrektorenkonferenz sieht die Chance, die in den vergangenen Jahren erstarkten extremistischen politischen Ränder nachhaltig zurückzudrängen. So sind die Zustimmungsraten für die Regierungskoalition zuletzt stark gestiegen, zumal ein großer Teil der Bevölkerung die bisherigen Anti-Corona-Maßnahmen unterstützt.

In ihrem Gutachten attestieren die Experten den Jugendlichen ein geringes politisches Interesse und verbreitete Politikverdrossenheit. Daran habe auch die Bewegung Fridays for Future nichts geändert, die sich zudem auf die Klimadebatte beschränke und stark auf Kinder aus bildungsnahen Familien konzentriert sei. „Die Bereitschaft zur Beteiligung in politischen Parteien, denen die Jugendlichen generell wenig Vertrauen entgegenbringen, ist gering“, heißt es in der Studie.

Und je geringer das Bildungsniveau der Jugendlichen sei, desto geringer sei auch die Zufriedenheit mit der Demokratie. Politische Bildung müsse darauf abzielen, die Widerstandsfähigkeit der angehenden Bürger zu stärken und demokratische Werte nachhaltig zu verankern, mahnen die Experten. Dazu zählten die Akzeptanz anderer Meinungen, die Fähigkeit zur politischen Teilnahme und zum Kompromiss. Wichtig sei heutzutage auch die Förderung einer politischen Medienkompetenz. Gerade über die sozialen Medien verbreiten sich schließlich gefährliche Falschinformationen, sogenannte Fake News, die erheblich zur Radikalisierung beitragen.

Rechtspopulismus wird zum Standortnachteil

Nicht nur die Demokratie, sondern auch die soziale Marktwirtschaft gerät durch die gesellschaftliche Polarisierung in Gefahr. So bringen beispielsweise viele Linke Verstaatlichungen und Enteignungen als

probate Mittel gegen die Ungleichheit ins Spiel. Auch die Globalisierung wird oft pauschal als Ausbeutung der Entwicklungsländer verunglimpft und staatliche Planwirtschaft als überlegenes System propagiert.

Rechtspopulisten wiederum erschweren mit ihrer ausländerfeindlichen Stimmungsmache die Gewinnung von Fachkräften aus dem Ausland. Überdies gefährden solche Strömungen den Betriebsfrieden in den Unternehmen, die in einer zunehmend bunten Gesellschaft auf eine gute Teamarbeit angewiesen sind. Das Erstarken der rechtspopulistischen AfD wird deshalb in Bundesländern wie Sachsen oder Brandenburg von vielen Arbeitgebern als Standortnachteil betrachtet. In Thüringen kamen bei der letzten Landtagswahl Linke und AfD zusammen schon auf die Mehrheit.

Der Aktionsrat Bildung hat eine Stufentheorie der Entwicklung demokratischer Kompetenz entwickelt, die schon in der Kita ansetzt, über Grund- und alle weiterführende Schulen geht und auch die Universitäten, Berufsschulen sowie die Erwachsenenbildung umfasst. Im Kindergartenalter gehe es dabei um das Erlernen von Vorläuferkompetenzen wie etwa das tolerante Miteinander. In den Grundschulen sollten dann auch fachliche Inhalte im Sachunterricht hinzukommen. Die Entwicklung eines Bewusstseins für Minderheiten und ihre Rechte müsste ebenfalls zu den Aufgaben der Grundschulen zählen.

Da sich das politische Interesse in der Pubertät bilde, spielten die weiterführenden Schulen hier eine besondere Rolle, betonen die Experten. An jeder Schule müsse Bildung zur demokratischen Kompetenz deshalb fächerübergreifend und umfassend in den Unterricht einfließen. Dabei seien hohe und objektive Bildungsstandards entscheidend. Die Hochschulen sieht der Aktionsrat in der Pflicht, auch die Allgemeinbildung wieder stärker zu berücksichtigen.

Die Wirtschaft unterstützt den Vorstoß der Experten, die Bildung zur demokratischen Kompetenz in den Mittelpunkt des Unterrichts zu rücken. „Wir müssen in unserer Gesellschaft kritisches Denken fördern, bürgerschaftliches Engagement forcieren und die Demokratiebildung weiterentwickeln“, sagt vbw-Präsident Wolfram Hatz. Gerade in Zeiten extremer Herausforderungen wie der Corona-Pandemie sei es wichtig, dass die Bürger demokratische Mechanismen verstünden und ihnen vertrauten, betont der Unternehmer: „Offenheit und Akzeptanz sind effektiver als Kontrolle und Zwang.“

## Corona-Hilfe für Italien:

# Organisierte Verantwortungslosigkeit

Es ist richtig, Italien in der Corona-Krise zu helfen. Doch das Land wurde nicht nur von einer Pandemie getroffen: Die Liste der Fehler und Versäumnisse ist lang.

Ein Kommentar von **Ulrich Ladurner**

29. April 2020, 11:52 Uhr [50 Kommentare](#)



Warten vor dem Bäcker: Frauen im Lockdown in Norditalien © Marco Bertorello/AFP/Getty Images

Bald schon werden viele Milliarden Euro nach Italien fließen. Ob als Zuschüsse oder als Darlehen, das ist noch nicht klar. Doch die europäischen Mitgliedsländer haben sich auf die Hilfe für das schwer getroffene Land geeinigt. Sie sind bereit in einem Ausmaß zu helfen, das bis vor Kurzem noch undenkbar war. Das ist richtig, notwendig und – wenn man so will – ein großes Glück im Unglück.

Trotzdem, die Begründung für diese Hilfe ist einer genaueren Betrachtung wert. Eines der zentralen Argumente lautet: Die Pandemie ist eine Naturkatastrophe. Sie ist über das Land hereingebrochen, unerwartet und mit ungewöhnlicher Gewalt. Italien treffe also keine Schuld. In der Sprache der Europäischen Union nennt sich das "symmetrischer Schock", alle Mitgliedsländer sind betroffen. Das böse Schicksal hat Italien nur als erstes ereilt.

Das ist richtig. Aber wie ist Italien mit der Pandemie umgegangen, als sie ausbrach? Diese Frage zu stellen ist ebenso heikel wie notwendig. Italien zählt inzwischen fast 27.000 Tote. Die Trauer und der Schmerz darüber gebieten den nötigen Respekt. Trotzdem muss die Debatte über den Umgang Italiens mit der Pandemie geführt werden.

Viele Italienerinnen und Italiener stellen sich jetzt, da das Schlimmste vorbei zu sein scheint, die Frage: Wie war das bloß möglich? Wie konnte es sein, dass ausgerechnet in der Lombardei, der reichsten Region des Landes und einer der reichsten Europas, Stand heute, über 12.700 Menschen gestorben sind? Es ist doch ganz offensichtlich, dass etwas Fundamentales schiefgelaufen sein muss, wenn – Stand heute – 150 (!) Ärztinnen und Ärzte am Coronavirus gestorben und unter dem Krankenhauspersonal fast 20.000 Infizierte sind. Diese Zahlen allein zeigen, dass diejenigen, die die Krankheit bekämpfen, nicht ausreichend geschützt wurden. Das lässt sich nicht allein mit der unerwarteten Naturkatastrophe erklären. Die einzelnen Regionen hatten seit Jahren einen Plan für den Fall einer Pandemie in den Schubladen, die Lombardei seit 2010. Darin steht als Anweisung für die Gesundheitsbehörden zu lesen: "Legen Sie einen Vorrat von medizinischem Schutzmaterial an, Masken, Handschuhe, Schutzanzüge." Doch nichts davon war geschehen. Als sich das Coronavirus rasant ausbreitete, gab es so gut wie keine Vorräte.

## Hunderte starben in den Altersheimen

Viele Hausärzte infizierten sich, weil sie keinen Schutz hatten, aber ihre Praxen nicht schließen konnten. In den Altersheimen der Lombardei sind Hunderte Menschen gestorben. Möglicherweise ist die Ursache für diesen vielfachen Tod in einer Entscheidung der Gesundheitsbehörden zu suchen. Nachdem es in den Krankenhäusern auf dem Höhepunkt der Pandemie zu wenig Betten gab, haben sie infizierte Patienten in die Altersheime verlegt. Dort konnte sich das Virus mit katastrophalen Folgen ausbreiten. Die Staatsanwaltschaft ermittelt.

Die Liste der Fehler und Versäumnisse ließe sich fortsetzen. Wer nach den Verantwortlichen fragt, wie viele Angehörige der Verstorbenen es derzeit tun, landet häufig bei Gesundheitsbehörden. Dort sind offenbar viele Fehlentscheidungen mit tödlichen Folgen getroffen worden.

Das Vorgehen der Gesundheitsbehörden wiederum ist auf das Engste mit politischen Entscheidungen verbunden. Darum richtet sich der Blick auf die italienischen Politiker.

Korruption, Misswirtschaft, Verantwortungslosigkeit – es gibt viele Gründe dafür, dass sich die Italiener und Italienerinnen schon seit Langem die Frage stellen: In welche Hände sind wir eigentlich geraten? Seit dem Ausbruch der Pandemie tun sie das mit neuer Dringlichkeit.

Und in Europa, das zu Recht hilft, sollte man sich fragen, in welche Hände die vielen Milliarden geraten werden, die nun fließen. Das ist weder böswillig noch besserwisserisch, es ist notwendig. Denn es wird darum gehen, dass das Geld das bewirkt, was es soll, nämlich dem schwer gebeutelten italienischen Volk das Leben zu erleichtern. Es muss alles getan werden, um ihm wieder auf die Beine zu helfen. Alles heißt aber auch, über alles reden.

# Comment calculer facilement un rayon de 100 km autour de mon domicile ?

À partir du 11 mai prochain, il sera possible de circuler librement dans un rayon limité à 100 km autour de notre lieu d'habitation. Voici une astuce pour visualiser cette zone en quelques clics.

Par **Gildas Des Roseaux**

Publié il y a 2 heures

Jusqu'où puis-je me déplacer sans attestation ? *DR*

Le Premier Ministre [Edouard Philippe l'a rappelé ce mardi](#), les déplacements interdépartementaux ou interrégionaux seront toujours réduits après le 11 mai «*aux seuls motifs professionnels ou familiaux impérieux, pour des raisons évidentes de limitation de la circulation du virus*».

Mais à partir de cette date, il sera possible de se déplacer dans un périmètre plus large autour de son domicile.

Pour «*protéger les Français sans immobiliser la France*», le chef du gouvernement a en effet déclaré ce mardi qu'il «*sera à nouveau possible de circuler librement jusqu'à **100 km** du domicile et de se rassembler, en public et en privé mais à moins de dix personnes*».

Vous rêvez d'ores et déjà d'aller prendre l'air ! Voici une méthode très simple pour calculer ce fameux rayon de 100 km autour de chez vous et pour visualiser les localités qui vous seront autorisées dès le 11 mai prochain.

Rendez-vous sur le site [www.geoportail.gouv.fr](http://www.geoportail.gouv.fr)

**1** - Cliquer sur la petite **clé à molette**, en haut à droite de la page.

**2** - Puis aller dans «**mesures**» et cliquez sur «**calculer une isochrone**».

**3** - Inscrivez votre **adresse** dans la case «**Départ**».

**4** - Cliquez sur «**isodistance**» et rentrez 100 km ans le champ «distance».

**5** - **Enfin cliquez sur «calculer»** et une zone apparaît en vert autour de votre domicile sur la carte. C'est votre périmètre de libre circulation.



## «Nous avons confondu l'ampleur de nos dépenses de santé avec l'efficacité de notre organisation»

FIGAROVOX/TRIBUNE - Les faiblesses du système de santé français ne tiennent pas à la qualité de ses effectifs mais bien à son cadre global d'action, argumente Jean-Louis Segura. Il préconise de rompre avec l'hypercentralisation et de s'appuyer davantage sur la diversité des acteurs sanitaires du pays.

Par Jean-Louis Segura

Publié il y a 2 heures, mis à jour il y a 2 heures

L'hôpital Lariboisière à Paris, 27 avril 2020 *JOEL SAGET/AFP*

*Jean-Louis Segura, ancien directeur de l'agence régionale de l'hospitalisation (ARH) de Bourgogne, a également dirigé la création du campus de cancérologie de Toulouse, Oncopole. Il conseille aujourd'hui des groupes d'EHPAD.*

---

C'est une vieille habitude française que de penser qu'une solide et lourde administration produit les meilleurs résultats. C'est une erreur qu'il nous faut analyser pour la corriger. Certes, notre corps médical est l'un des mieux formés, des plus compétents. Il s'appuie sur une tradition de haut niveau, sans doute en partie parce que nous avons été un pays guerrier et projeté au-delà de nos frontières naturelles, et en raison d'une recherche scientifique qui nous place parmi les premiers au monde.

Nous consacrons à la santé l'un des tous premiers budgets au monde par habitant.

À la qualité médicale, il faut ajouter que nous consacrons à la santé l'un des tous premiers budgets au monde par habitant. Ce n'est donc ni un problème de compétences, ni de moyens.

D'où viennent donc nos faiblesses?

En premier lieu, d'une organisation administrative portée par une centaine de superstructures, comprenant: Directions, Services, Conseils, Autorités, Comités, Commissions, Conférences, Instituts, Agences - nationales et régionales -, et une Caisse nationale d'Assurance Maladie véritable administration bis de la santé. Aucun directeur général d'agence régionale de santé n'est en mesure chaque jour de prendre connaissance des circulaires, arrêtés, décrets, recommandations, instructions de toutes sortes qui lui sont adressées par les différents échelons centraux dont l'existence même est liée à cette production administrative. Cela n'incite ni à l'autonomie, ni à l'initiative, et encore moins à la contestation, ce qui souvent serait fort utile.

La richesse naît de la diversité. On a semblé l'oublier.

En deuxième lieu, d'un hospitalo-centrisme excessif, qui fait porter la totalité du poids de la pandémie sur les seuls hôpitaux publics, avant de s'aviser que des pans entiers de nos ressources médicales ne sont pas mobilisés en amont de

l'hospitalisation. Celle-ci doit demeurer le domaine d'excellence et de compétence, mais la médecine de ville, les dispensaires, les centres pluridisciplinaires, les laboratoires, les cliniques, les pharmacies, ont chacun dans leur domaine à participer à l'effort collectif de prise en charge des patients. Combien de temps a-t-il fallu attendre pour que les cliniques qui manifestaient leur disponibilité soient associées au réseau de prise en charge des patients gravement atteints, alors même qu'elles avaient déprogrammé toute activité pour se rendre utiles? Ces acteurs pouvant soulager l'hôpital, sont tous des acteurs du Service Public de Santé, quel que soit leur statut. Ils relèvent tous de la même autorité, des mêmes financements, du même devoir d'assistance. La richesse naît de la diversité. On a semblé l'oublier. Quand on est en guerre, ce ne sont pas les seuls fonctionnaires qui vont au front, mais toutes les forces vives, toutes les compétences. Ce travers est apparu chaque soir dans les commentaires du Directeur général de la santé, dont le point d'orgue de l'intervention se situe dans le nombre de lits de réanimation occupés ou disponibles dans les hôpitaux. Ce critère d'appréciation de la situation est certes, important pour la survie des patients. Mais, il fait encore une fois de l'hôpital, l'alpha et l'oméga de la stratégie de lutte contre le virus, au risque d'implosion du système.

La France ne s'est pas préparée au pire, selon la tradition qui consiste à perdre la première bataille pour ensuite gagner la guerre.

En troisième lieu, d'une insuffisante préparation à faire face à l'exceptionnel, à un danger inconnu, à l'imprévisible. Nous avons baissé la garde dans de nombreux domaines: matériels de protection des populations, des personnels de santé et des acteurs de la vie collective. Nos ressources en réanimation et en apport d'oxygène se sont révélées insuffisantes, nos capacités logistiques et de transport, inadaptées au maillage sanitaire. La France ne s'est pas préparée au pire, dans la vieille tradition qui consiste à perdre la première bataille pour ensuite gagner la guerre. Pourrions-nous perdre cette habitude et profiter des temps de paix pour préparer nos ripostes aux dangers? Dans ce domaine, le seul ministère de la Santé ne peut répondre à tous les aspects d'une catastrophe, même à dominante médicale. La création d'une fonction dédiée aux situations de crises majeures auprès du Premier ministre, serait de nature à maintenir une vigilance constante sur les risques encourus par le pays, avec une capacité de réaction et de mobilisation rapide et adaptée, car le monde à venir est plein d'incertitudes et de dangers.

En quatrième lieu, d'une étatisation excessive, d'une hypercentralisation, alors même que nous devrions associer tous les échelons de nos territoires - communes, départements, régions - à la mise en œuvre d'une stratégie de réponse aux catastrophes ou pandémies, même si une coordination nationale en termes d'orientation reste souhaitable. Dans cet esprit d'une réplique au plus près, les Préfets et les administrations de la santé auraient un rôle majeur à jouer comme représentants de l'état et partenaires au quotidien des élus. Empêcher un maire de protéger ses administrés, est-ce la meilleure réponse à la solidarité et l'initiative qui s'imposent en ces temps douloureux? Le bon sens, plus que le droit! Parmi les atouts que l'on prête à l'Allemagne figure le caractère largement décentralisé des politiques de santé. L'organisation de l'offre de soins, en adéquation avec les besoins des territoires est en effet, un sujet de proximité. Cela n'exclut nullement que les grandes priorités de santé publiques demeurent de niveau national. Nous ne pourrions pas faire l'économie d'une réflexion sur ce sujet. Mais, comme il n'y a pas de responsabilité sans moyens, la question de la régionalisation des budgets sanitaires, au moins en partie, devra se poser.

C'est le cadre de l'action qu'il faut réinventer dans une réflexion globale, et sans esprit de chapelle.

Nos faiblesses ne sont pas corrélées à la qualité, aux compétences, au dévouement de l'ensemble des acteurs, du bas en haut de la pyramide. La démonstration en est faite chaque jour, et saluée chaque soir. Mais, c'est le cadre de l'action qu'il faut réinventer dans une réflexion globale, et sans esprit de chapelle. La France, et donc les Français, consacrent beaucoup de

moyens à notre protection sanitaire. Et, nous sommes en droit d'en exiger le meilleur, sans dispenser tel ou tel acteur de s'interroger sur sa contribution au collectif

Enfin, la prise en charge de la dépendance, déjà très fortement questionnée en 2003, à l'occasion de la canicule, appelle d'urgence une réelle réflexion sur la place et le fonctionnement des EHPAD, quel qu'en soit leur statut. Les résidents - que l'on ose appeler « patients » - n'ont plus de rapport avec les retraités d'il y a 20 ou 30 ans. On entre tard, et l'on demeure de moins en moins longtemps dans ces établissements. De fait, la prise en charge médicale est insuffisante. Tout résident devrait faire l'objet d'un bilan médical complet, pour adapter l'accueil et la réponse aux caractéristiques de la personne. Par ailleurs, la conception architecturale des EHPAD devrait permettre des accueils spécifiques, avec un recours à des espaces modulables selon les circonstances. N'attendons pas la prochaine pandémie pour ajouter à la vieillesse le désespoir et la peine des aidants. Et interrogeons-nous sur le « sacro-saint » principe de précaution, qui bien souvent est un obstacle à l'agilité administrative que requièrent les situations de crise. C'est un obstacle au bon sens, une cause de retard dans l'exécution, une excuse à l'initiative, et pour tout dire souvent, à l'intelligence des comportements. À trop protéger, on fait obstacle à l'urgence et au courage. Et pourtant, les Français ont montré qu'ils ne manquaient ni d'intelligence, ni de courage.

# En Allemagne, la bonne gestion de la crise sanitaire révèle les forces et les faiblesses du système hospitalier

Le pays compte à ce stade quatre fois moins de morts que la France. Fort de ce constat, le gouvernement a décidé de réduire la part des lits réservés aux malades atteints du Covid-19.

Par [Thomas Wieder](#) et [Cécile Boutelet](#) Publié aujourd'hui à 10h57, mis à jour à 20h00



Le ministre de la santé allemand, Jens Spahn, visite le centre de recherche clinique de l'université de Hanovre (Basse-Saxe), le 28 avril. REUTERS

Trop de lits inoccupés parmi ceux prévus pour les patients atteints du Covid-19. Trop de pathologies non traitées à cause de la priorité accordée à la lutte contre le coronavirus. Fort de ce constat, le gouvernement allemand estime que le temps est venu, pour les hôpitaux, d'entrer dans une « *nouvelle normalité* ». Selon un plan présenté par le ministre de la santé, Jens Spahn, lundi 27 avril, la part des lits réservés aux malades atteints du Covid-19 dans les unités de soins intensifs pourra ainsi être réduite de 50 % à 25 % au cours du mois de mai.

Cette décision était attendue par la Fédération allemande des hôpitaux (DKG). « [Notre] *mobilisation sans précédent a largement contribué à faire en sorte que l'Allemagne, en matière de mortalité, s'en sorte mieux que la plupart des pays européens. Mais, maintenant, la reprise des soins ordinaires est une nécessité* », a déclaré, mardi, le président de la DKG, Gerald Gass.

C'est l'un des effets inattendus de la crise due au Covid-19 : à l'inverse de nombre de pays, où la violence de l'épidémie a ouvert le procès des politiques de santé, l'Allemagne fait aujourd'hui figure d'élève modèle. Une image souvent résumée au nombre de lits de soins intensifs dont elle dispose, 34 pour 100 000 habitants, ce qui la place en tête des pays européens en matière de capacité d'accueil. Pour la plupart des observateurs, l'explication semble évidente : si le Covid-19 n'a tué jusqu'à présent que 6 000 personnes en Allemagne (contre environ 24 000 en France et en Espagne, et plus de 27 000 en Italie), la clé du succès est d'abord à chercher dans ce dense réseau d'hôpitaux, qui n'a pour l'instant jamais été saturé. Ce que Jens Spahn a souligné, le 17 avril, en déclarant : « *Notre système hospitalier, malgré les critiques, est en bonne santé.* »

Cette récente pluie d'éloges n'était pas forcément prévisible. Le temps n'est pas si lointain où le système allemand, avec ses 1 400 hôpitaux et cliniques, était l'objet de fortes critiques. Trop cher, pas assez efficace, voire dangereux pour les patients : en juillet 2019, un rapport de la Fondation Bertelsmann avait relancé le débat. L'Allemagne pourrait faire aussi bien avec deux fois moins d'hôpitaux, s'ils étaient mieux équipés et

dotés de personnel plus spécialisé. La crise actuelle n'a-t-elle pas montré que l'Allemagne a eu raison de conserver des lits et une structure hospitalière de proximité importante ?

En réalité, il est probable qu'une fois la crise passée le débat sur l'opportunité et l'efficacité des ressources hospitalières reprendra. Car il ne suffit pas d'avoir des lits en soins intensifs, encore faut-il avoir le personnel formé capable de soigner les patients. C'est justement là que l'Allemagne accuse un déficit chronique, qui n'a été levé, depuis le début de l'épidémie, que grâce à un dispositif exceptionnel. « *Dans la crise due au coronavirus, nous avons eu la chance d'être touchés trois à quatre semaines plus tard que l'Italie*, explique Michael Stolpe, expert en santé publique à l'institut économique de Kiel. *Le système de santé a massivement utilisé ce temps pour réadapter son organisation à un afflux de patients.* »

## Situations ubuesques

Observant l'évolution de la situation dramatique dans le nord de l'Italie, les hôpitaux allemands ont décidé, mi-mars, de différer les opérations non urgentes pour augmenter leurs capacités d'accueil en soins intensifs. Sur les 40 000 lits dont ils disposent désormais, environ 10 000 sont actuellement disponibles. A cela s'est ajoutée la mobilisation du personnel de réserve. « *Les étudiants en médecine ont été appelés, mais aussi des médecins et des infirmières à la retraite, des réfugiés disposant d'une formation médicale, notamment des Syriens. Ils ont été postés dans les hôpitaux, mais aussi dans les offices de santé locaux pour travailler au pistage des chaînes de contamination, qui est un travail qui demande beaucoup de personnel* », explique Michael Stolpe.

Parallèlement, l'Allemagne, où le premier cas de Covid-19 a été détecté le 27 janvier, en Bavière, a pratiqué des tests en grand nombre et de façon très précoce. « *Le test du Covid-19 élaboré à l'hôpital de la Charité, à Berlin, était prêt le 16 janvier. Quinze jours plus tard, le 1<sup>er</sup> février, les médecins de ville ont commencé à tester des patients. Tout s'est fait extrêmement tôt* », observe Ricarda Milstein, chercheuse en économie de la santé à l'université de Hambourg.

Pratiqués sur des parkings sous la forme de drive-in, afin d'éviter des contaminations trop nombreuses dans les salles d'attente, ces tests ont permis d'identifier un grand nombre de cas positifs peu problématiques, isolés et suivis à distance par les médecins généralistes. Selon les données publiées par le ministère de la santé, le 17 avril, sur 7 malades atteints du virus, 6 ont été soignés en ambulatoire, les hôpitaux pouvant ainsi se concentrer sur les cas difficiles. Dans les grandes villes, les hôpitaux identifiés « non-Covid » ont reçu les urgences habituelles.



Tests de dépistage du Covid-19 pratiqués en « drive-in » à Dresde (Saxe), le 15 avril. MATTHIAS RIETSCHER / REUTERS

Cette politique a sans doute permis de limiter les cas graves et de circonscrire les chaînes de transmission du virus, estiment les spécialistes. Mais elle a aussi créé des situations ubuesques : à force d'attendre en vain des patients atteints du Covid-19, tout en ayant reporté pour cette raison des opérations non urgentes, certains établissements ont vu leur activité tellement baisser qu'ils ont demandé à bénéficier du chômage partiel pour leur personnel en partie inoccupé. L'un des premiers à se trouver dans une telle situation fut l'hôpital de Greiz, une petite commune de Saxe. Déjà en difficulté avant l'épidémie, cet hôpital de 540 salariés a perdu 2,2 millions d'euros en 2019. Mi-avril, moins des deux tiers de ses lits étaient occupés.

Cette situation absurde révèle en creux les faiblesses du système de santé en Allemagne. Comme la France, celle-ci consacre environ 11,2 % de son PIB à la santé. Soit un budget de 356 milliards d'euros, qui a augmenté de 124 % depuis 1992, bien plus que le PIB, qui, lui, n'a progressé que de 72 % sur la même période. Si elle explique en partie l'abondance de l'offre hospitalière, cette expansion est liée à la structure du pays. Ce sont en effet les Länder, et non l'Etat fédéral, qui gèrent les capacités d'accueil. Avec souvent, sur un même territoire, la coexistence d'un hôpital universitaire public, propriété du Land, de cliniques privées, tenues par des groupes parfois cotés en Bourse, d'hôpitaux gérés par les Eglises et des petits établissements communaux. Le maintien de telles structures, même déficitaires, s'explique souvent par le souci de conserver l'emploi. La proximité des élus avec leur territoire rend très périlleux, politiquement, tout projet de fermeture.

## Manque aigu de personnel

En attendant, les hôpitaux font face à un manque aigu de personnel. Depuis quinze ans, l'Allemagne a massivement fait appel à la main-d'œuvre étrangère, notamment d'Europe du Sud et de l'Est. Pour recruter des infirmiers ou des soignants moins qualifiés, l'Europe de l'Est ne suffit plus : l'agence allemande pour l'emploi cherche désormais à attirer des Tunisiens, des Philippins et des Mexicains. Jens Spahn s'est lui-même rendu à Mexico dans ce but, en 2019. « *Avec le vieillissement de la population, veut-on mobiliser autant de personnes dans les hôpitaux à long terme ?* », s'interroge Michael Stolpe.

Cette question pose celle des priorités du système de santé. « *La situation exceptionnelle d'aujourd'hui ne doit pas masquer des problèmes structurels, comme les inégalités croissantes en matière d'accès aux soins. Or, sur ce point, le gouvernement a fait beaucoup de dégâts, en laissant au secteur privé une part de plus en plus grande. On voit aujourd'hui cette logique à l'œuvre : il faut chercher à occuper à tout prix les lits, par souci de rentabilité* », explique le député Ulrich Kessler, spécialiste des questions de santé au parti de gauche Die Linke.

« *Le nombre de lits ne peut pas être considéré comme le seul critère déterminant pour évaluer la qualité d'un système hospitalier* », insiste Ricarda Milstein. « *Quand certaines interventions très précises ne sont pratiquées que trois ou quatre fois par an, faute de demandes, c'est loin d'être idéal. Or, c'est le cas dans beaucoup de petites structures en Allemagne* », explique-t-elle.

Plus que sur ses capacités d'accueil, c'est sur la façon dont il saura les ajuster à l'évolution de l'épidémie que le système hospitalier allemand sera jugé. Tel est le défi du plan annoncé, lundi, par Jens Spahn, dont la difficulté est de faire face à l'état d'urgence sans négliger ce qui relève de l'ordinaire. Or l'enjeu est réel. Selon la caisse d'assurance-maladie DAK, les hôpitaux ont, par exemple, vu l'afflux de patients pour infarctus baisser de 25 % en mars par rapport à 2018 et 2019. S'il s'avère que ces personnes ne se sont pas rendues à l'hôpital par peur du Covid-19 et que certaines sont décédées chez elles, il faudra nécessairement en tenir compte à l'heure de dresser le bilan allemand de la crise due au coronavirus.

# Trois conditions pour réussir le déconfinement

## ÉDITORIAL

### Le Monde

Editorial. La France aborde avec une extrême précaution la phase la plus délicate de la gestion de la crise sanitaire. Trois conditions sont essentielles à son succès.

Publié aujourd'hui à 11h12, mis à jour à 11h13 Temps de Lecture 2 min.

**Editorial du « Monde ».** Si, depuis le discours présidentiel du 13 avril, certains nourrissaient encore l'espoir d'un retour rapide à la vie normale, Edouard Philippe s'est chargé, mardi 28 avril, de doucher leur attente.

L'opération déconfinement, dont le premier ministre a dévoilé les grandes lignes à l'Assemblée nationale, reste soumise à toute une série de conditions qui font peser sur son déclenchement même une forte incertitude : dans le cas où l'épidémie ne serait pas suffisamment circonscrite quelques jours plus tôt, la date du 11 mai pourrait être remise en question. Et, si elle est respectée, elle ne débouchera, au moins jusqu'au 2 juin, que sur un régime très contraint, une période de « semi-liberté », durant laquelle les déplacements au-delà de 100 km resteront soumis à autorisation, et la reprise d'activité sera subordonnée à de multiples validations, variables d'un département à l'autre.

Comme de nombreux autres pays, la France entre, avec une extrême précaution, dans la phase la plus délicate de la gestion de la crise du Covid-19. Celle-ci consiste à assurer les conditions minimales d'un retour à la normale tout en évitant un ressaut de l'épidémie qui conduirait à saturer le système de soins et obligerait à confiner de nouveau. La prise de risque est réelle, mais ne pas la tenter condamnerait le pays, en raison des dégâts causés par un enfermement trop long à ses citoyens et à son état général, à un drame social et économique dont il aurait le plus grand mal à se relever. Il faut donc réussir l'opération déconfinement. Cela suppose trois conditions.

### Appel à la responsabilité

La première serait que l'Etat soit en mesure de tenir ses promesses, autrement dit que les masques, les tests et les équipes chargées de maîtriser la propagation du virus soient en nombre suffisant. La stratégie arrêtée vise en effet à protéger et à tester de façon massive afin de pouvoir repérer les malades et les isoler rapidement, en remontant la chaîne de contagion. Elle colle autant que possible aux recommandations du conseil scientifique, mais suppose, pour réussir, que tous les moyens soient simultanément mobilisés. Le défi est réel, car, depuis le début de la crise, la pénurie de masques alimente une défiance dont l'exécutif a le plus grand mal à se départir. Il ne peut rater le rendez-vous du 11 mai.

Le déconfinement, cependant, oblige un autre acteur essentiel : l'élu local, et c'est la seconde condition. Depuis 2017, celui-ci a souvent été en désaccord avec le pouvoir central, mais l'hétérogénéité de la contagion fait de lui un codécideur incontournable, notamment pour gérer la reprise très progressive de la vie scolaire – l'un des éléments les plus polémiques du déconfinement. La propension de l'opposition à critiquer ou à pratiquer l'art de la défausse montre que le pari n'est pas encore tout à fait gagné.

Le troisième acteur est le citoyen lui-même, auquel l'Etat a choisi de déléguer une part de la responsabilité sanitaire, et c'est une condition essentielle : il revient au bien-portant de prendre toutes les précautions au regard de sa propre santé, mais aussi de celle des autres ; il revient au malade, une fois testé, de choisir son mode de confinement et de s'y tenir. Là encore, c'est une gageure, car, si la grande inquiétude de la population devrait l'inciter à la prudence, **l'appel à la responsabilité est, en France, moins naturel que dans les pays de tradition protestante. Pour le pays tout entier, l'opération déconfinement consiste aussi à ne pas tout attendre de l'Etat.**

# An analysis of SARS-CoV-2 viral load by patient age

Terry C. Jones 1,2 , Barbara Mühlemann 1,3 , Talitha Veith 1,3 , Marta Zuchowski 4 , Jörg Hofmann 4 , Angela Stein 4 , Anke Edelmann 4 , Victor Max Corman 1,3 , Christian Drosten 1,3

## Affiliations:

1: Institute of Virology, Charité-Universitätsmedizin Berlin, corporate member of Freie Universität Berlin, Humboldt-Universität zu Berlin, and Berlin Institute of Health, 10117 Berlin, Germany 2: Center for Pathogen Evolution, Department of Zoology, University of Cambridge, Downing St., Cambridge, CB2 3EJ, U.K. 3: German Centre for Infection Research (DZIF), partner site Charité, 10117 Berlin, Germany 4: Labor Berlin - Charité Vivantes GmbH, Sylter Straße 2, 13353 Berlin, Germany

**Address for correspondence:** Professor Christian Drosten Charité - Universitätsmedizin Berlin Campus Charité Mitte Chariteplatz 1 D-10117 Berlin Germany [christian.drosten@charite.de](mailto:christian.drosten@charite.de)

## Abstract

Data on viral load, as estimated by real-time RT-PCR threshold cycle values from 3,712 COVID-19 patients were analysed to examine the relationship between patient age and SARS-CoV-2 viral load. Analysis of variance of viral loads in patients of different age categories found no significant difference between any pair of age categories including children. **In particular, these data indicate that viral loads in the very young do not differ significantly from those of adults.** Based on these results, we have to caution against an unlimited re-opening of schools and kindergartens in the present situation. **Children may be as infectious as adults.**

## Discussion

Because of difficulties in conducting observational trials to investigate the infectivity of children as opposed to other age groups with SARS-CoV-2 infection, in this short study we attempt the provision of a direct measure of virus concentration from which one can extrapolate to infectivity.

Whereas the attack rate in children seems to correspond to that in adults (2), it is obvious that children are under-represented in clinical studies and less frequently diagnosed due to mild or absent symptoms. For instance, a recent systematic review identified only 1,065 pediatric SARS-CoV-2 cases in the medical literature as of April 2020 (12). An estimate based on the number of symptomatic admissions in a specialist pediatric hospital assumes that thousands of pediatric cases were missed during the early phase of the Wuhan outbreak, at a time at which only ca. 10,000 adult patients were registered (13). Because they are mostly asymptomatic, children may not be presented at testing centers even if they belong to households with a confirmed index case. There are many other factors that complicate the determination of infection rates in, and transmission rates from children. For instance, the age profile during the early phase of the outbreak in many European countries makes it difficult to derive transmission rates from household contact studies. Early transmission clusters were started by travellers of adult age, making children less likely to be index cases in households (4). Another circumstance making children less likely to carry the virus into households is that kindergartens and schools were closed early in the outbreak in Germany. These combined effects will cause children to be more likely to receive rather than spread infections in households for purely circumstantial reasons. This observation may be misunderstood as an indication of children being less infectious. The determination of viral loads seems to provide an interesting means to achieve an indirect but robust estimate of infectivity in the present epidemiological circumstances. The correlation of RNA-based viral load in the respiratory tract with infectivity, as measured in cell culture, has been established (5, 14). In



our study, the virus detection rate increased steadily with age of patients tested. As testing was predominantly directed by symptoms, this suggests that children with respiratory symptoms and fever are less likely than adults to suffer from acute SARS-CoV-2 infection. Many other respiratory viruses cause symptomatic disease in children, but less so in adults where endemic respiratory viruses often present as mild upper respiratory tract infection without fever. Our results should clearly not be taken as an indicator of age-specific prevalence in Germany. Rather, the low rate of SARS-CoV-2 detection in the tested children suggests that symptoms are not a good predictor of infection. At the same time, the absence of symptoms does not imply absence of virus excretion. In a study of people living in the Italian village of Vó, in which ca. 80% of the population were tested by RT-PCR twice within two weeks, about half the population were found to be asymptotically infected, showing no symptoms over the observation period of two weeks, while viral loads were equivalent in symptomatic and asymptomatic patients (15).

It is a limitation that we have not generally discriminated the studied patients into sub-cohorts based on symptomatic status, underlying diseases, or other indications for diagnostic test application. At least for the children in the present study, we can say that hospitalized children with underlying disease were not found to have higher viral loads than children without known underlying disease tested in outpatient departments, practices, or households. The latter would represent children attending schools and kindergartens.

The viral loads observed in the present study, combined with earlier findings of similar attack rate between children and adults (2), suggest that transmission potential in schools and kindergartens should be evaluated using the same assumptions of infectivity as for adults. There are reasons to argue against the notion of adult-like infectivity in children, such as the fact that asymptomatic children do not spread the virus by coughing, and have smaller exhaled air volume than adults. However, there are other arguments that speak in favour of transmission, such as the greater physical activity and closer social engagement of children. We recommend collecting and evaluating more viral load data from testing laboratories to achieve more robust statistical assessments and independent confirmation of the present results. **Based on the absence of any statistical evidence for a different viral load profile in children found in the present study, we have to caution against an unlimited re-opening of schools and kindergartens in the present situation, with a widely susceptible population and the necessity to keep transmission rates low via non-pharmaceutical interventions. Children may be as infectious as adults.**

SCHULEN UND KITAS ÖFFNEN?:

# Kinder sind genauso infektiös wie Erwachsene

Diese Studie dürfte die Lockdown-Debatte um Kita- und Schulöffnungen anheizen: Berliner Virologen um Christian Drosten haben erstmals die Viruslast von Kindern im Hals getestet. Ihre Resultate könnten den Vorsichtigen Auftrieb geben.

- VON JOACHIM MÜLLER-JUNG
- -AKTUALISIERT AM 30.04.2020-06:55



„Die Rolle von Kindern ist nicht geklärt“, das war der Titel des NDR-Podcasts „Das Coronavirus-Update mit Christian Drosten“ vom Dienstag. Gemeint war natürlich die Rolle der Kinder als Überträger des neuen Coronavirus Sars-CoV-2. Denn dass infizierte Kinder sehr viel seltener an der vom Virus ausgelösten Lungenkrankheit Covid-19 erkranken und schon gar nicht schwer, das war seit Wochen unstrittig. Der Titel des Podcasts passte also ganz wunderbar, so würde der Berliner Virologe Christian Drosten an dieser Stelle wohl formulieren, zu der bis dahin verfügbaren wissenschaftlichen Evidenz, jedenfalls was die Infektiosität von Kindern betrifft. Was insofern stimmt, als die indirekten Hinweise, die man seit Februar aus den wenigen aussagekräftigen, allerdings auch widersprüchlichen Übertragungsstudien aus China, Italien, Island und den Niederlanden gewonnen hatte, keine belastbaren Aussagen zuließen.

Ob, wie und welche Kinder ansteckend sind, konnte bisher keiner sicher sagen. Man hatte einfach zu wenige getestete Kinder in die Studien eingeschlossen. Erfahrungen aus historischen Seuchen lagen zwar vor, doch was definitiv fehlte, waren frische, gute Studien, die die früh beschlossenen Schul- und Kitaschließungen auf ein solides empirisches Fundament gestellt hätten; und die nun ebenso die hitzige Debatte um die Wiedereröffnung der Schulen und Kindergärten mit wissenschaftlichen Argumenten stützen könnte.

Die Evidenzlücke ärgert deshalb seit geraumer Zeit nicht nur die Politik, sondern Pädagogen und Eltern genauso. Die Virologen und die Epidemiologen, die sich mit den Übertragungswegen und –wahrscheinlichkeiten beschäftigen, mussten also handeln. In seinem Podcast kündigte Drosten nun genau das an, wenn auch da noch etwas kryptisch: In den „nächsten Tagen“ werde die Öffentlichkeit Näheres über die Infektiosität der Kinder erfahren.

Und dann ging es auch ganz schnell. Seit gestern, also Mittwochabend, ist die an der Berliner Charité vorgenommene Studie öffentlich. Ohne wissenschaftliche Begutachtung zwar, aber immerhin mit den für die Fachleute überprüfbaren Details und Ergebnissen. Die entscheidende Grafik twitterte Drosten mit der ihm ganz eigenen Nüchternheit: „Kein signifikanter Unterschied zwischen Kindern und Erwachsenen.“ Mit anderen Worten: Sars-CoV-2-infizierte Kinder könnten in ihrer infektiösen Phase andere Menschen, etwa in der eigenen Familie, genauso anstecken wie jeder andere Erwachsene auch. Mit einem großen Unterschied allerdings: Während viele (im Schnitt gut die Hälfte) der infektiösen Erwachsene Symptome zeigen – Husten beispielsweise oder Fieber und Kurzatmigkeit –, übertragen die Kinder die Viren zum ganz überwiegenden Teil ohne jede Spur von Krankheit. Sie werden auch nicht später richtig krank. Die Schlussfolgerung der von Terry Jones angeführten Berliner Forschergruppe im Drosten-Labor lautet: „Was die unbegrenzte Wiedereröffnung von Schulen und Kindergärten angeht, müssen wir in der gegenwärtigen

Situation, in der immer noch ein Großteil der Bevölkerung nicht immun ist und die Übertragung allein durch nicht-pharmakologische Maßnahmen niedrig gehalten werden muss, äußerste Vorsicht walten lassen.“

Abgesehen von diesem klaren Statement, wie aussagekräftig und repräsentativ ist nun diese Studie? Untersucht und verglichen wurden insgesamt 3712 positiv getestete Infizierte, die seit Beginn der Testungen an der Charité erfasst wurden. Unter diesen Positiven waren 37 Kinder im Kindergartenalter, 16 Grundschüler und 74 Jugendliche aus weiterführenden Schulen. Man mag einwenden, das sind nicht viele Fälle. Tatsächlich aber sind den Berliner Forschern zufolge seit Beginn der Pandemie nach Auswertung der medizinischen Literatur überhaupt erst 1065 Sars-CoV-2-Kinder weltweit erfasst worden sind.

Einige der Berliner Kinder zeigten Covid-19-Krankheitszeichen, manche wurden auch in die Klinik eingewiesen, die meisten positiv getesteten Kinder aber waren auch in dieser Studie wie in früheren Untersuchungen symptomfrei. Die Messungen der Virusmenge im Rachen der Kinder zeigte einen Trend: Je älter die Kinder, desto höher die Viruslast. Erst ab einer Menge von etwa einer Million Viren pro Milliliter Speichelflüssigkeit, das schließt man aus früheren Zellkulturstudien, sind emittierte Tröpfchen und Aerosole infektiös. Diese Schwelle, und das ist entscheidend, wird von einigen der Kinder in der Altersklasse der Jüngsten genauso überschritten wie bei den Älteren. Eine Altersgrenze, die Ansteckung ausschließt, existiert nach dieser Studie offenbar nicht. „Kinder dürften genauso infektiös sein wie Erwachsene“, so schließt die Veröffentlichung.

Allerdings ist die Messung der Viruslast noch kein klarer Beweis, dass Kinder wie im Falle der Influenza im Alltag auch wirklich eine wichtige, große Infektionsquelle sind. Viele Studien bisher zweifelten das an. Und auch die Drosten-Gruppe gibt zu bedenken, dass Kinder, weil die allermeisten symptomfrei bleiben oder eben nur milde, kaum bemerkbare Symptome aufweisen, viel weniger husten und damit infektiöses Material freisetzen. Auf der anderen Seite haben Kinder, insbesondere Kleinkinder, meistens engeren und häufigeren Körperkontakt.

Das Fazit also lautet: Was das Ansteckungsrisiko angeht, so sehen es jedenfalls die Berliner Virologen, sollte man Kinder und Erwachsene gleich behandeln. Aber was ist mit den Studien, etwa aus den Niederlanden, die Drosten in seinem Podcast selbst schon als hochseriös bewertet hat und die Hinweise dafür sammelten, dass von Kindern seltener Infektionsketten gestartet werden? In ihrem Paper sprechen die Forscher von einem Bündel möglicher Erklärungen für solche Befunde. Etwa die: Weil Schulen und Kindergärten in den meisten Ländern früh geschlossen und die Kinder zu Hause geblieben waren, könnte es so aussehen, als würden sich Kinder vorwiegend bei Erwachsenen anstecken – wo sie sich tatsächlich unter ihresgleichen gar nicht mehr bewegen konnten. Heißt also: Der Lockdown hat die Infektionsquellen Kindergarten und Schulen quasi ausgeblendet.

Wissenschaftlich gestützt wird diese Vermutung zumindest indirekt durch zwei Arbeiten aus China – eine darunter von der Fudan-Universität in Shanghai, die [aktuell in „Science“](#) veröffentlicht worden ist. Sie stützt vor allem die These, dass der Shutdown und damit auch die frühen Schul- und Kindergartenschließungen die Ansteckungsgefahr stark reduziert haben. Die Forscher haben die Kontaktdaten von jeweils mehreren hundert Infizierten unterschiedlichen Alters in Shanghai und Wuhan untersucht, und zwar vor, während und nach dem Seuchenausbruch. Anschließend entwickelten die Wissenschaftler aus den Kontaktdaten ein Modell, das im Ergebnis zeigt: „Die frühzeitige Schließung der Schulen allein hat zwar nicht das Infektionsgeschehen stoppen können, aber sie hat die Zahl der Neuinfektionen auf dem Höhepunkt der Epidemie um 40 bis 60 Prozent senken und die Epidemie verzögern können.“

Sehr viel direkter wird die Berliner Kinderstudie von einer inzwischen in [„The Lancet Infectious Diseases“](#) veröffentlichten Untersuchung aus der chinesischen Millionenmetropole Shenzhen bestätigt. Die Analyse von knapp 400 Infizierten und ihren fast 1300 Kontakten hat fast gleichlautend mit den Berliner Resultaten ergeben, dass Kinder genauso infektiös sind wie Erwachsene.

VOR CORONA:

## Frau, Anfang 30, kein Kinderwunsch

- VON JOHANNA DÜRRHOLZ
- -AKTUALISIERT AM 21.08.2019-06:30



Um herauszufinden, ob sie Kinder kriegen soll, hatte unsere Autorin einen Fortpflanzungsgegner befragt und eine fünffache Mutter. Sie hätte einfach mit Freundinnen in ihrem Alter reden sollen – und das tat sie, im Sommer 2019.

Seit ich zuletzt darüber schrieb, ob ich einmal Kinder will, [im November auf FAZ.NET](#), hat sich nicht viel getan. Außer der Gewissheit: Ich weiß, dass ich nichts weiß. Ob ich vielleicht die falschen Leute befragt hätte, wurde ich von vielen Lesern des Artikels damals gefragt, und sie haben nicht unrecht. Die, die gerade in derselben Entscheidungsnot stecken wie ich, sind schließlich meine Freundinnen. Also spreche ich mit anderen Frauen Anfang 30.

Samstagabend in Köln, eine Freundin aus der Heimat wird 30, das werden wir gerade alle. Die Party ist groß, die Stimmung ausgelassen, 30 sein ist schön: Man verdient sein eigenes Geld, ist gebunden oder ungebunden, kinderlos, frei, das Leben verläuft aber schon in geregelten Bahnen. Und was machen wir alle so? Hauptsächlich: arbeiten. Und: uns nach Sinnhaftigkeit sehnen. Allesamt. Seit zwei, drei Jahren sind wir nun alle im Beruf (manche auch seit fünf), viele von uns sind in festen Beziehungen, wohnen mit ihren Partnern zusammen. Aber Kinder kriegen, um die Lücke zu füllen? Kommt für keine von uns, die wir uns an diesem Abend wiedertreffen und Cocktails schlürfen, gerade in Frage.

### „Keiner lebt es mir vor“

„Ich habe in meinem Arbeitsplatz-Umfeld wenige Vorbilder“, sagt Leonie, ebenfalls 30. Sie will wie alle anderen Frauen in diesem Artikel ihren richtigen Namen aus Angst vor dem eigenen Arbeitgeber nicht in der Zeitung lesen. Leonie lebt in einer deutschen Großstadt und arbeitet bei einer Werbeagentur. In der Schule war sie jahrelang mit Abstand die Beste, in sämtlichen Fächern. Sie konnte einfach alles, war aber auch stets sehr ehrgeizig. Und sie wollte eigentlich immer Kinder. Damit ist es gerade aber eher vorbei. Ihre Chefin, die unlängst aus der Elternzeit wiedergekommen ist, macht ihre Sache wirklich gut, berichtet sie: „Ich glaube, viele leben das schon in einer positiven Variante – für sich.“

Für sie selbst kommt das aber so nicht in Frage. Wie aber dann? „Keiner lebt es mir vor.“ Leonie sieht gerade keine Möglichkeit, ein Kind zu bekommen – und auch keine Notwendigkeit. „Es wirkt auf mich oft wie ein Kompromiss mit Abstrichen, und es ist mir gerade viel zu wichtig, frei und flexibel zu sein und auf niemanden Rücksicht nehmen zu müssen.“

Pia hat BWL studiert, arbeitet seit fünf Jahren im Marketing. Bei ihr gebe es eine Frau, in einer Führungsposition, der sei das Kunststück geglückt, Kind und [Karriere](#) miteinander zu vereinbaren. Eins der wenigen Beispiele, denn alle anderen in ihrem Umfeld kriegten Kinder und seien dann weg vom Fenster,

machten keine Karriere mehr, würden von ihren teils viel schlechter qualifizierten männlichen Kollegen rechts locker überholt.

## **Der unbedingte Wille sich zu beweisen**

Pia ist 29, in einer festen Beziehung, sie wohnen sogar in einem Haus. Aber wie alle, die an diesem Abend um mich herum sitzen: Kinder kann sie sich beim besten Willen im Moment nicht vorstellen. Und trotzdem: Sie sehnt sich nach dem Sinn, dem des Lebens vielleicht. „Jedenfalls will ich nicht vierzig Jahre am Schreibtisch gesessen haben, und das war's“, sagt sie brüsk. Verständlich. Und vierzig Jahre in Teilzeit am Schreibtisch sitzen und Kinder großziehen, das erscheint gerade eben auch nicht besonders verlockend.

Ich bin baff. Tatsächlich habe ich nicht damit gerechnet, dass meine Freundinnen von früher mit den gleichen Problemen hadern wie ich. Irgendwie schien bei ihnen oft alles so – klar und geordneter. Bis zu diesem Abend, an dem wir gut gelaunt sind, uns austauschen, gemeinsam trinken und tanzen. Die Stimmung ist nach der Unterhaltung nicht gedrückt, im Gegenteil. Das Problem wird vielmehr als allgemein bekannt akzeptiert. Können wir eh gerade nicht ändern.

So wie uns geht es vielen Frauen in meinem Alter und in ähnlicher Lebenssituation. Wir sind alle hervorragend ausgebildet, waren im Studium, in der Schule, im Traineeship oder Volontariat oft besser als die männlichen Konkurrenten. Ehrgeiziger. Wissbegieriger. Hungriger auf Erfolg und eine selbsterarbeitete Gleichberechtigung. Dieser unbedingte Wille, sich zu beweisen – das macht uns aus.

## **Bedürfnisse im Wandel**

Laut Zahlen des Statistischen Bundesamtes sind 50,7 Prozent der Studienanfänger weiblich. Frauen machen häufiger Abitur als Männer; im Abgangsjahr 2017 (neuere Zahlen liegen noch nicht vor) erreichten 157.617 Jungen und 188.195 Mädchen die Allgemeine Hochschulreife. Frauen haben sich im Vergleich zu vorherigen Generationen stark nach vorn gekämpft. Das [Statistische Bundesamt](#) meldete im September 2018 Zahlen des Mikrozensus, die zeigen: 30 Prozent der 30- bis 34-jährigen Frauen hatten 2018 einen Hochschulabschluss. Der Anteil war damit doppelt so hoch wie bei den 60- bis 64-jährigen Frauen (15 Prozent). Und höher als bei den Männern zwischen 30 und 34: Von ihnen hatten 27 Prozent einen Hochschulabschluss erworben.

Diese Zahlen bedeuten eben auch veränderte Bedürfnisse bei Frauen. Wir haben so viel geschafft, können wir jetzt bitte auch ganz oben mitspielen? In Führungspositionen gehen? Auch mit Kindern?

Eine Realität ist auch: Viele Frauen wollen nach der Geburt nicht unbedingt sofort wieder voll einsteigen. Sich kaputt arbeiten. Sich zerreißen, sich den eigenen, oft sehr hohen Ansprüchen zu stellen. Sie suchen nach Lösungen, beides zu vereinbaren. Lösungen, die eben nicht nur nach Kompromissen mit Abstrichen aussehen – dabei sind Abstriche natürlich vollkommen normal, wenn ein Kind auf der Bildfläche erscheint. Aber bitte nicht mehr und keine nachhaltigeren Abstriche als bei den Männern!

## **Kinder kriegen wird aufgeschoben**

Viele von uns sind in festen Beziehungen, manche sogar verheiratet. Und wir sind fast alle: kinderlos. Weil wir uns immer später zu diesem Schritt durchringen können. Das ist nicht nur in meiner Blase so, das belegen auch Statistiken: Während 2010 das Durchschnittsalter von Müttern beim ersten Kind noch bei 28,9 Jahren lag, lag es 2018 bei 29,8 Jahren. Das zeigt die Geburtenziffer des Statistischen Bundesamts.

Schon klar, 30 ist das neue 20, und den Kinderwunsch können wir auch in fünf Jahren noch locker angehen. Das trifft zum einen aber biologisch gesehen nur bedingt zu, das setzt zumindest unterschwellig unter Druck. Und zum anderen ist da dieses Sehnen nach Sinn, ein Verlangen nach Erfüllung. Ist das biologisch? Wird uns das gesellschaftlich beigebracht? Das Aufschieben des ersten Kindes ist eine Symptombekämpfung und ignoriert die Ursachen dafür, dass ich als junge Frau im gebärfähigen Alter eben nicht mehr davon träume, Mutter zu werden, sondern von einer Karriere.

## **„Jetzt ist meine feministische Wut erwacht“**

Antonia ist Anfang 30 und Ärztin an einer großen deutschen Klinik. Was sie gemein hat mit mir, mit allen Freundinnen: Lange Zeit verstand sie sich gar nicht unbedingt als Feministin. Über ungleiche Chancen dachte sie nicht nach. „Ich dachte immer: Solange ich mich ins Zeug lege, kann ich erreichen, was ich will. Dass mein Geschlecht einen Einfluss auf meine Zukunftschancen haben könnte, insbesondere in der Arbeitswelt, der Gedanke war mir total fremd.“ In der Schule war sie gut, machte ohne größere Mühe ein tolles Abi, studierte Medizin, schloss Studium und Promotion mit Bestnoten ab.

Und jetzt? Ja, „jetzt ist meine feministische Wut erwacht“, sagt sie mit blitzenden Augen. Als sie ihren ersten Vertrag an einer renommierten Universitätsklinik, befristet auf sechs Monate, unterschrieb, war sie noch stolz, erzählt sie. Es folgten weitere befristete Kurzzeitverträge. Das sei an großen Kliniken üblich, sagte man ihr.

Irgendwann stellten sie und ihre Kolleginnen fest, dass neu angestellte männliche Kollegen Verträge über drei Jahre bekamen, nicht über sechs Monate. Bei gleichen „und ehrlich gesagt häufig auch objektiv schlechteren Qualifikationen“. Als Antonia eine erfahrene Kollegin darauf anspricht, sagt die trocken: „Klar, das ist halt so. Kann man doch auch verstehen. Junge Ärztinnen können schwanger werden.“ Da mache ein Drei-Jahres-Vertrag nur Ärger. Auch Antonia erlebt, dass schwangere Kolleginnen zu Unmut führen: Der Dienstplan droht zusammenzubrechen, schwangere Ärztinnen dürfen Schicht- und Nachtdienste nicht übernehmen. „Teilzeit bei Müttern ist ebenfalls nicht gern gesehen.“

## **Angst vor beruflichen Dämpfern**

Neben der Diskriminierung von Frauen am Arbeitsplatz, besonders wenn sie Mütter sind, auf der einen Seite, gibt es die Verherrlichung des Mutter-Seins auf der anderen. Frauen, die sich aus welchen Gründen auch immer gegen Kinder entschieden haben, gelten oft als verbittert, als karrieregeil. Dass viele Frauen erst in den Dreißigern zum Feminismus finden, hat einen einfachen Grund: Erst dann erfahren sie meist Diskriminierung, weil sie Frauen sind.

Auch Antonia beobachtet, dass viele ihrer Kolleginnen nach dem ersten Kind nicht dauerhaft in die große Klinik zurückkehren. „Viele Kolleginnen in meinem Alter kriegen Kinder, natürlich. Die sind dann aber erst einmal ein, zwei Jahre weg. Und die meisten kommen gar nicht wieder.“ Während männlichen Kollegen zur Geburt des Kindes gratuliert wird, gilt die Schwangerschaft bei Frauen immer noch als vor allem eines: Karrierehinderungsgrund.

Dabei ist es ja logisch, dass Frauen schwangerschaftsbedingt ausfallen, auch länger ausfallen als Männer. Immerhin müssen sie das Kind zur Welt bringen und alle körperlichen Nebeneffekte, pränatal und postnatal, ertragen. Das kann ihnen niemand abnehmen. Doch eine Entlastung, eine Anerkennung dieser Leistung wäre schon gut – statt der Angst vor beruflichen Dämpfern.

## **„Ich kann es manchmal nicht fassen“**

Antonia liebt ihren Beruf und macht ihn sehr gut. Sie sagt, sie würde gerne mehr Verantwortung übernehmen, Entscheidungen treffen – und hofft auf eine Leitungsposition, irgendwann. Ob ihre harte Arbeit, ihre Kompetenz, ihre Leistung ausreichen, daran zweifelt sie zuweilen. „Du brauchst dich nur einmal in einem Hörsaal einer medizinischen Fakultät umsehen“, sagt Antonia, „da wirst du deutlich mehr junge Frauen auf den Bänken sitzen sehen. Und dann guck dir an, wer die Leitungspositionen in Kliniken besetzt. Da wirst du immer noch fast ausschließlich auf Männer stoßen.“ Zwölf Prozent aller Führungspositionen in großen deutschen Krankenhäusern sind von Frauen besetzt.

„Ich kann es manchmal nicht fassen, wie spät mir das erst klar wurde: Als Frau wirst du nicht nur aufgrund deiner professionellen Leistung bewertet. Es schwingt immer noch eine andere Dimension mit.“ Antonia findet ihre frühere Haltung heute naiv: „Von Mitte 20 bis Ende 30 stehst du als Frau einfach unter einer Art biologischem Generalverdacht, jederzeit schwanger zu werden und dann auszuschneiden. Oft für immer.“

Eine Frau im „gebärfähigen Alter“ zu sein, das empfindet sie mittlerweile als Stigma. Nach einer schlechten Nacht wird sie von Kollegen auch schon mal gefragt, ob es bei ihr „auch bald so weit“ sei.

„Es ist schon irre, wie du als Frau nach Jahren der beruflichen Qualifikation, sechs Jahren Hochschulstudium und sieben Jahren Facharztausbildung, auf deinen Uterus reduziert wirst.“

## **Es geht um die Angst**

Ein anderes Mal will ein Oberarzt sie loben, nach einem langen und arbeitsintensiven Tag auf der Station: Das sei ja großartig, wie sie den Klinikstress gemeistert habe, mit so viel Kompetenz, so viel Ruhe. „Wissen Sie, wofür das die besten Eigenschaften sind? Um Mutter zu sein!“ Antonia war müde, so müde. „Ich habe ihm nur gesagt: ‚Oder um eine große Klinik zu leiten.‘“

Sind wir nicht weit genug gekommen, das alles zu überwinden? Gemeinsam wirklich gleichberechtigt ein Kind großzuziehen? Doch, ich glaube schon daran. Viele Männer in meinem Alter, jedenfalls die in meinem Umfeld, die oft mit fortpflanzungsverdrossenen Frauen zusammen sind, erkennen das Problem. Wollen es ebenso ändern. Aber ich weiß auch, dass das Problem kein persönliches, sondern ein gesellschaftliches, ein strukturelles ist. Dass die Gesellschaft, der Arbeitsmarkt darauf ausgelegt ist, Paare nach dem Kinderkriegen in die Ungleichberechtigung zu treiben.

Die Einsicht, dass wir eben noch nicht gleichberechtigt leben, schleicht sich bei vielen Frauen wie bei Antonia genau dann ein, wenn es ums Thema Kinderkriegen geht. Es geht hier nicht nur um Befindlichkeiten oder philosophische Überlegungen über die Welt, um Bequemlichkeit oder Sorge vor großer Belastung. Es geht um das Unbehagen unseres Geschlechts, das uns nie gestört, nie gehindert hat, das uns nun aber wie eine bleierne Last erscheint. Es geht um die Angst: Danach bin ich raus.

## **Elternzeit für Väter ist wichtig**

Es sind trotzdem viele Fortschritte zu erkennen, immer mehr Männer gehen in Elternzeit, wenn auch selten so lang wie die Frauen. Im Jahr 2015 bezogen 326.000 Väter Elterngeld (21 Prozent), 365.000 (22 Prozent) im Jahr 2016 und 406.000 (23 Prozent) im Jahr 2017. Und 2018 bezogen schon 433.000 Väter Elterngeld; das sind knapp 24 Prozent. Das ist aber eben noch nicht einmal ansatzweise ein Großteil der Väter.

Elternzeit ist allein schon deswegen gut, weil Väter ein Verständnis für die Anstrengungen sogenannter reproduktiver Arbeit als Haupttätigkeit bekommen, also: Windeln wechseln, füttern, baden, aufpassen, wenig schlafen, kochen und so weiter. Die meisten Väter, genauer: drei von vier, nahmen 2018 noch immer nur die zwei Monate Elternzeit, für die ihre Frauen keine Bezüge beantragen können. Und noch immer ist es ein Großteil der Frauen, die in Teilzeit arbeiten, es sind nicht die Männer. Das kann man durchaus auch verstehen: Wenn der Mann nun mal besser verdient, dann kann eine Familie, die gerade Nachwuchs bekommen hat, unter Umständen nicht auf sein Gehalt verzichten.

Gut neun Monate (!) sind nun vergangen seit meinem letzten Artikel zu dem Thema. Und es ist immer noch so, dass ich nicht wirklich weiterweiß. Was ich weiß, und was mir wichtig ist: Ich möchte nicht mehr zurückstecken müssen. Ich möchte nicht mehr das tun, was viele Frauen vor mir getan haben: dann doch irgendwann Kinder kriegen, klein begeben. Und weil es so schön ist mit den lieben Kleinen und weil es vor allem sehr viel wichtigere Dinge gibt im Leben, als immer nur zu arbeiten (Kinder, zum Beispiel, eine Familie, ein Privatleben), dann irgendwann zu reduzieren, in Teilzeit zu gehen.

Man könnte auch sagen: entspannter werden. Ich möchte aber nicht entspannen! Ich möchte schreien vor Wut über diese Ungerechtigkeit, dass ich mir als Frau möglichst jetzt schon die Eizellen einfrieren lassen soll. (Nach meinem ersten Text rief mich doch tatsächlich ein Reproduktionsmediziner an, um über meine Fruchtbarkeitsspanne zu sprechen!) Dass ich mehr arbeiten soll als Männer, aber weniger verdienen, weil reproduktive Tätigkeiten ja kein „echter“ Job sind.

Nur was ist die Lösung? In den Fortpflanzungsstreik treten? Das wird niemanden interessieren außer vielleicht meinen Freund und meine Eltern. Mir vorher versichern lassen: Bei uns wird alles anders? Doch

wie wir solche Tätigkeiten aufteilen, ist nur die halbe Miete, wenn Unternehmen wie die große Klinik von Antonia Frauen noch immer danach beurteilen, ob sie Mutter sind – also angeblich nicht so flexibel einsetzbar – oder ob sie es nicht sind.

Jede Frau kennt Erzählungen wie diese von Freundinnen, von Kolleginnen: Frauen, die in Topjobs arbeiten, gut verdienen, dann heiraten, mit dem Mann umziehen wollen – aber keinen neuen Job finden. Ihre Erfahrungen: Gar nicht so leicht, als hervorragend ausgebildete, profilierte und akademische Arbeitskraft etwas zu finden, wenn man 1. eine Frau und 2. Anfang 30 und 3. frisch verheiratet ist.

Natürlich können sie versuchen, die Firmen anzuzeigen, die sogar so dreist waren, sie illegalerweise direkt nach Kinderwünschen zu fragen. Doch der Weg dahin ist beschwerlich und teuer. Wenige Frauen, gerade wenn sie einen Job suchen, wählen ihn. Stattdessen: runterschlucken. Weitermachen. Zugucken, wie es ungerecht ist. Sich anhören, dass es heute nicht mehr so ungerecht zugeht wie früher. Dass Feministinnen sich in der sogenannten Opferrolle viel zu wohl fühlen würden.

Einige Wochen nach dem 30. Geburtstag meiner Freundin von früher in Köln erreicht mich übrigens die Nachricht: Diese Freundin, eben gerade 30 geworden, unverheiratet, in ihrem Job sehr erfolgreich, ist schwanger. Sie freut sich unheimlich. Und sie ist sehr entspannt.



<https://www.faz.net/aktuell/gesellschaft/gesundheit/coronavirus/un-warnen-vor-biblischer-hungersnot-in-venezuela-16747880.html>

VEREINTE NATIONEN WARNEN:

# Venezuela droht biblische Hungersnot

- VON TJERK BRÜHWILLER
- -AKTUALISIERT AM 29.04.2020-20:19



In Venezuela lassen die Corona-Einschränkungen Wasser und Benzin knapp werden. Viele Menschen sind komplett von der Versorgung abgeschnitten. Unruhen und Plünderungen erschüttern das Land.

Venezuela droht eine „biblische Hungersnot“, warnt das Welternährungsprogramm der [Vereinten Nationen](#). Obwohl in dem südamerikanischen Land offiziell weniger als 400 Corona-Fälle bestätigt sind, könnte die Krise für Venezuela verheerende Folgen haben. Die Situation in dem von Misswirtschaft, Mangel und Sanktionen erschütterten Land hat sich durch die Pandemie weiter zugespitzt. Neben Lebensmitteln sind nun auch Benzin und Wasser knapp geworden. Die Einschränkungen, mit denen die Regierung versucht, die Ausbreitung des Virus einzudämmen, haben viele Venezolaner praktisch ganz von der Versorgung abgeschnitten.

In den vergangenen Tagen ist die Situation in mehreren Teilen des Landes außer Kontrolle geraten. Lokale Medien berichteten von Unruhen, Vandalismus und Plünderungen in verschiedenen Städten. Von Plünderungen betroffen waren überwiegend Supermärkte, was auf die extreme Notsituation vieler Venezolaner zurückgeführt wird. Vergangene Woche wurde bei Protesten im Bundesstaat Guayana ein 29 Jahre alter Mann von einem Polizisten erschossen. Venezuela hat in den vergangenen Wochen einen enormen Preisanstieg erlebt, den die Regierung auf eine „Destabilisierung“ durch einige Sektoren der Privatwirtschaft zurückführt.

## Lebensmittelverkauf wird überwacht

Am Wochenende tritt ein Plan in Kraft, um die „Spekulation“ einzudämmen. Dann werden wieder Preiskontrollen eingeführt. Vizepräsidentin Delcy Rodríguez kündigte den „überwachten Verkauf“ von Produkten der drei wichtigsten Lebensmittelhersteller des Landes an. Die Anlagen des Lebensmittelherstellers Coposa sollen für 180 Tage von Soldaten besetzt werden. Fachleute warnen davor, dass Preiskontrollen den Mangel an wichtigen Gütern verschärfen könnten. Der Preisanstieg in Venezuela erklärt sich größtenteils durch den Benzinmangel, der die Produktion und den Transport von Lebensmitteln beeinträchtigt.

Für einen Liter Benzin werden derzeit zwei Dollar oder mehr bezahlt. Damit ist das venezolanische Benzin, das lange Zeit fast nichts kostete, heute eines der teuersten weltweit. Der Zusammenbruch der Ölpreise und die Sanktionen Washingtons gegen das Regime von [Nicolás Maduro](#) haben die Importwege für Benzin blockiert. Die venezolanische Erdölindustrie liegt am Boden, und die Raffineriekapazitäten des staatlichen Erdölkonzerns PdVSA reichen nicht aus, um die Nachfrage im Land zu decken.

Laut der Nachrichtenagentur Reuters hat PdVSA einen Reformplan ausgearbeitet, der eine weitreichende Privatisierung verschiedener Unternehmensbereiche vorsieht, um Investitionen anzuziehen. Maduro hat zudem den bisherigen Wirtschaftsminister Tareck El Aissami zum neuen Erdölminister ernannt, der von einigen Beobachtern als ein Verfechter einer wirtschaftlichen Liberalisierung angesehen wird. Allerdings steht El Aissami auf der Liste der meistgesuchten Drogenhändler der amerikanischen Einwanderungs- und Zollbehörde.

## Le Figaro (site web)

jeudi 30 avril 2020 - 15:32 UTC +02:00 1960 mots

# La «pandémie de la faim» pourrait-elle faire plus de victimes que le coronavirus ?

**LA VÉRIFICATION - De nombreux experts alertent contre le risque de crise économique, sociale et alimentaire, après la fin des confinements. Les pays en voie de développement seraient en première ligne.**

LA QUESTION. C'est une petite musique qui monte, notamment sur les réseaux sociaux : en matière de lutte contre le coronavirus, le remède serait, sur le long terme, pire que le mal. La crise économique et sociale qui succédera aux longues semaines de confinement à travers le monde risquerait d'entraîner, à en croire ces commentateurs, une catastrophe plus grave encore que l'épidémie elle-même. « *J'ai peine à imaginer la stupéfaction générale lorsque la reprise de l'activité révélera le champ de ruines qu'est devenue l'économie* », s'est ainsi inquiété l'ancien ambassadeur de France aux États-Unis, Gérard Araud, sur Twitter. Récemment, la directrice du département des études du Fonds monétaire international (FMI), Gita Gopinath, a elle aussi alerté sur « *la pire récession économique depuis la Grande dépression* ».

L'un des dangers soulevé concerne ainsi la faim dans le monde : pour certains, la crise perturbera considérablement la capacité des populations à se nourrir, entraînant une catastrophe humanitaire sans précédent qui dépassera les victimes du virus. Qu'en est-il vraiment ? Est-il possible de comparer les deux ?

VÉRIFICATIONS. Un point statistique, d'abord. Réaliser une comparaison entre les deux maux s'avère délicat, sinon périlleux, pour plusieurs raisons. D'abord, les données doivent être prises avec des pincettes. Le nombre de morts du coronavirus dans le monde risque d'être sous-estimé, selon plusieurs experts. Rien qu'en France, « *la majeure partie des décès surviennent bel et bien à l'hôpital ou en Ehpad, mais il y en a forcément qui échappent au décompte officiel* », indiquait Daniel Levy-Bruhl, de Santé publique France, il y a quelques jours. Des doutes ont également émergé quant au nombre de morts en Chine. En outre, l'épidémie continue de se propager dans le monde et le risque d'une seconde vague n'est pas à exclure.

De même, le nombre de personnes mortes de faim est lui aussi difficile à estimer, notamment car les victimes peuvent périr de maladies ou faiblesses liées au manque de nourriture, les rendant difficilement dénombrables. « *La mort est souvent due à une série de facteurs qui se conjuguent. Le décès est lié indirectement à la question d'accès aux aliments* », explique au *Figaro* l'analyste spécialiste des crises alimentaires à l'Organisation des nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), Luca Russo. Dans ces conditions, obtenir des chiffres précis sur le nombre de victimes de la pandémie comme des problèmes qu'elle engendrera est difficile. La chose est d'autant plus complexe qu'une comparaison implique plusieurs questions : les confinements vont certes engendrer des problèmes socio-économiques, mais combien de morts l'épidémie aurait-elle causées si la vie avait continué comme si de rien n'était, par exemple ?

## Une «pandémie de la faim» en vue

Ces limites mises au clair, tentons d'apporter quelques éléments de réponse, sur le bilan de l'épidémie dans un premier temps. Dans son dernier rapport daté du 29 avril, l'Organisation mondiale de la santé dénombre 3.018.952 cas confirmés dans le monde et 207.973 morts. Ce décompte augmente quotidiennement, les contaminations n'ayant pas encore atteint leur pic, notamment en Afrique.

En face, les données communiquées par les institutions sur le risque bien réel d'une « *pandémie de la faim* » sont préoccupantes. Il y a quelques jours, le directeur général de la FAO, Qu Dongyu, a indiqué que le Covid-19 était « *aussi une menace pour la sécurité alimentaire mondiale* ». Dans un communiqué commun, la FAO, la Banque mondiale, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et le Programme alimentaire mondial (PAM) ont mis en garde contre les effets délétères des confinements : en limitant la circulation des mains d'œuvre agricoles et le commerce, ceux-ci poseront bientôt des défis critiques, « *ce qui aura pour*

*effet de compromettre la sécurité alimentaire de tous en faisant payer un lourd tribut aux personnes vivant dans les pays les plus pauvres* », alertent les organisations.

Le même jour, le rapport 2020 sur les crises alimentaires, porté par plusieurs organisations dont le PAM, la FAO et l'Union européenne, a tiré la sonnette d'alarme : si, en 2019, 135 millions de personnes dans 55 pays étaient au moins en situation d'IPC 3 (autrement dit, une « *insécurité alimentaire grave et aiguë* »), dont 73 millions en Afrique et 43 millions au Moyen-Orient ou en Asie, ce constat déjà alarmant n'est rien comparé à la vague qui s'apprête à déferler sur le monde. En 2020, indique le document, ce nombre pourrait en effet tout simplement doubler, passant à 265 millions à cause de la pandémie. « *Il existe un réel danger que l'impact économique du COVID-19 fasse plus de victimes que le virus lui-même* », résumait le directeur exécutif du PAM, David Beasley.

À noter toutefois que le nombre attendu de victimes de la faim n'est pas estimable. Pour donner une appréciation, avant l'épidémie, chaque jour, « *environ 21.000 personnes meurent dans le monde de causes liées à la faim* », selon le PAM, soit, en théorie, plus de 7,5 millions de victimes par an. Ce nombre moyen pourrait donc fortement augmenter suite à la pandémie. En outre, 854 millions de personnes sont sous-alimentées. Pour calculer ce dernier nombre, « *on regarde, dans chaque région, le nombre d'habitants et l'énergie alimentaire disponible. On passe en revue les importations, productions, stocks et exportations de produits. On considère qu'il faut un minimum de calories pour survivre, en prenant en compte le fait que les adultes mangent davantage que les enfants et que les femmes enceintes ont besoin de plus de calories, par exemple. Quand il n'y a pas assez de calories pour la population, on en déduit le nombre de gens qui ont faim* », explique l'ingénieur et économiste Bruno Parmentier, auteur de livres sur l'agriculture et l'alimentation.

Le travail de recueil des données a lieu « *une fois par an* », précise Luca Russo, et des analyses plus fréquentes ont lieu lors des urgences : dans ces cas-là, l'indicateur IPC, « *basé sur la convergence d'une série d'indicateurs comme la malnutrition aiguë des enfants de moins de 5 ans, la diversité de la diète et d'autres éléments* » est mis à contribution.

### **Un faisceau d'explications qui se surimposent**

Comment expliquer cette explosion du nombre de personnes risquant d'être victimes de la faim, alors même que les récoltes étaient bonnes ? « *La production va bien, les stocks mondiaux étaient solides, début 2020. C'est la logistique qui va poser problème* », explique Bruno Parmentier. « *Il faut une machine énorme pour approvisionner les campagnes dans le monde entier* », ajoute-t-il, et de nombreux pays, comme le Cambodge, le Venezuela, Haïti, la totalité de l'Afrique et du Moyen-Orient, dépendent des importations pour se nourrir. « *Dès qu'il y a un grain dans l'engrenage, les choses se tendent dans ces pays. Or, le confinement engendrera des problèmes logistiques dans les ports, les transports* ».

Ensuite, ces difficultés d'approvisionnement seront renforcées par la crise économique et sociale qui risque d'émerger. Baisse du pouvoir d'achat, chômage massif, limitation du commerce, des transferts financiers vers les pays pauvres et de l'aide institutionnelle aux pays en voie de développement, troubles sociaux causés par la faim, mouvements de populations... « *On est à la veille de ces changements. Dans les bidonvilles, les gens doivent se déplacer chaque jour pour aller travailler, gagner de l'argent et s'acheter à manger. Ils n'ont aucune réserve financière. Or, s'ils sont confinés, ils sont bloqués, passant de la maigreur à la faim, du mécontentement à l'émeute* », avertit Bruno Parmentier. Un constat que rejoint le FAO. « *Les fermetures généralisées et la récession économique entraîneraient une perte de revenus importante pour les travailleurs pauvres. Les envois d'argent à l'étranger vont également diminuer fortement, ce qui va nuire à des pays comme Haïti, le Népal et la Somalie* », s'inquiétait de son côté David Beasley. L'OIT s'attend, quant à elle, à un « *impact énorme en matière de pauvreté* ».

La situation est d'autant plus inquiétante qu'elle va se « *surimposer à une liste d'autres fragilités* », selon Luca Russo. Les pays risquant le plus d'être frappés par la faim sont en effet ceux disposant de moins de ressources, d'un système de santé vacillant, d'une faible protection sociale et d'infrastructures moins développées. C'est notamment le cas des pays du Sahel, minés par un contexte géopolitique tendu et des années d'instabilité. En Afrique de l'Est, les invasions de criquets ont également frappé durement les agriculteurs.

Une dernière cause pouvant accentuer cette pression est, quant à elle, éminemment politique : les principaux pays exportateurs de biens agricoles pourraient limiter leurs ventes à l'étranger pour stocker leurs ressources. Début avril, la Russie a ainsi décidé de réduire ses exportations de « *blé, de seigle, d'orge et de maïs* » jusqu'en juillet. Le Vietnam a fait de même pour ses ventes de riz, pendant plusieurs semaines. « *Ils n'ont pas de raison objective de bloquer leurs exportations, mais c'est une manière de montrer son pouvoir, de faire pression et de faire de la politique interne, en rassurant sa population* », commente Bruno Parmentier. « *J'espère que les autorités ne vont pas reproduire la même erreur qu'en 2008, lorsqu'ils ont fermé leurs frontières au*

*commerce avec des retombées massives sur les prix* », ajoute Luca Russo. À l'époque, cette flambée avait été l'une des causes des instabilités au Moyen-Orient. Pour l'heure, toutefois, la FAO n'observe pas de « *phénomène de fluctuation des prix* ».

### **«C'est un choix impossible»**

Alors, finalement, la «pandémie de faim» fera-t-elle plus de victimes que le coronavirus ? Si des pays se retrouvent confrontés à une famine due à une conjugaison de facteurs logistiques et économiques, la situation pourra rapidement devenir dramatique. « *Notre rapport parle de 265 millions de personnes au moins en insécurité alimentaire aiguë, pas d'un nombre de morts, impossible à estimer* », rappelle Luca Russo. À titre de comparaison, l'une des dernières grandes famines date de 2011, en Somalie. « *La sécheresse y a causé 250.000 morts* », un bilan terrible, mais qui pourrait être « *plus important* » dans le cadre de troubles mondiaux causés par le Covid-19, avance l'expert du FAO.

Tout dépendra donc de l'ampleur de la crise économique et de la manière dont les pays répondent à ce risque. Mais les experts ne sont pas optimistes. « *Ça ne fait pas beaucoup de doute, les conséquences économiques seront beaucoup plus marquées que les effets de l'épidémie. Le problème est de le quantifier* », déclare Luca Rosso, tout en nuançant toutefois son propos : « *Ce sont des choix politiques. Aucun gouvernement ne pouvait ignorer le Covid-19 en disant que l'économie était plus importante. C'est un choix impossible. L'important, c'est de trouver un équilibre entre les deux, le sanitaire et l'économique* ».

Le risque : sans aide rapide, les populations locales pourraient être forcées de vendre leurs moyens de subsistance, comme ses animaux, pour un éleveur, ou son bateau pour un pêcheur, les plongeant dans un dénuement total. Intervenir vite, dans les cas d'une crise alimentaire, est donc essentiel. « *On entre dans une situation totalement inédite : pour éviter quelques dizaines de milliers de morts, on arrête la planète. Les conséquences seront gigantesques* », relève Bruno Parmentier, qui s'attend de son côté à un bilan écrasant dans les prochains mois.

## Patrick Artus : « Ce n'est pas la dette qui finance la crise, mais la monnaie »

Le chef économiste de Natixis est revenu, à l'occasion mercredi du Club de l'économie du « Monde », sur les moyens considérables déversés par les Etats pour lutter contre la crise sanitaire et sur leurs limites.

Propos recueillis par [Philippe Escande](#) et [Béatrice Madeline](#) Publié aujourd'hui à 11h23, mis à jour à 18h57



Patrick Artus, chef économiste chez Natixis, en 2012. MARTIN

BUREAU / AFP

Pour Patrick Artus, la structure de l'économie sortira profondément transformée de la crise actuelle. Avec une prime aux sociétés de technologie et beaucoup d'instabilité financière.

Dans son discours à l'Assemblée nationale, le premier ministre, Edouard Philippe, a évoqué un risque d'« écroulement » de l'économie. Pourquoi l'économie ne peut-elle plus attendre pour redémarrer ?

Ce que tous les pays ont fait, c'est finalement de compenser tant que possible la perte de revenus des entreprises et des ménages par le déficit public. Quand on prend l'ensemble de l'OCDE [*Organisation de coopération et de développement économiques*], l'augmentation du déficit public est du même ordre que la perte du revenu national, le PIB. Cet effort conduit à un déficit public gigantesque.

Il sera sans doute à 10 % du PIB en France, voire plus. Aux Etats-Unis, on est déjà à 19 %. Cela compense deux mois de confinement. On voit bien que, même si ce déficit est financé en réalité par de la création monétaire, il y a quand même une limite, et donc on arrive avec deux mois de confinement au chiffre de déficit le plus élevé qu'on puisse imaginer – si on avait quatre mois de confinement, on devrait faire 20 % de déficit public en France et 40 % aux Etats-Unis et là, ça ne marche plus.

Combien de temps l'Etat peut-il tenir à ce rythme ?

A court terme, le problème est la chute de la production puisque la moitié des salariés ne peuvent pas aller travailler. Il n'y a pas de problème d'équilibre de l'Etat car il peut emprunter pour combler du déficit public. Dans une situation normale, pour financer ce déficit, l'Etat devrait émettre des quantités de dettes publiques, ce qu'il fait. Mais s'il n'y avait rien d'autre, ces émissions énormes de dettes publiques – les obligations – feraient monter les taux d'intérêt. La limitation à l'action de l'Etat serait donc la hausse des taux. D'ailleurs, au début de cette crise, les taux ont commencé à grimper très rapidement par anticipation de ces émissions publiques de dette.

C'est là que les banques centrales interviennent en disant : « Il n'est pas question que les taux d'intérêt augmentent, nous allons acheter cette dette publique et nous allons la remplacer par de la monnaie. » Donc, ce qui est créé pour financer le déficit public, c'est très transitoirement de la dette, puis, très vite, de la monnaie. Donc il n'y a pas de problème de dette !

Arrêtons ces débats insensés sur la question de la dette publique. Une partie très importante de cette dette, sans doute 35 % à 40 % du PIB sera en fait détenue par la Banque centrale européenne et ne sera pas placée sur les marchés financiers. En réalité, ce n'est pas la dette qui finance cette crise, c'est la monnaie. La bonne question à se poser n'est donc pas « Mon Dieu, il y a trop de dette, qu'est-ce qui va se passer ? », mais plutôt « Que se passe-t-il lorsqu'on crée une montagne de monnaie pour financer le déficit ? »

### Quelles sont les limites de cette politique de la planche à billets ?

La réponse était simple il y a trente ans : l'inflation. Ce mécanisme n'existe plus car la création monétaire n'est plus utilisée pour acheter des biens et des services, mais des actifs. Comme on le voit avec l'exemple du Japon, il n'y a plus aucun lien entre création monétaire et inflation. En revanche, on sait que la création monétaire fait augmenter les prix de l'immobilier, les cours boursiers... donc on achète des actifs avec de la monnaie. Le gros danger avec cette crise est qu'on fabrique une gigantesque bulle sur l'immobilier.

Il y a également une corrélation forte entre la création monétaire et la taille des capitaux internationaux qui circulent, en particulier venant des pays émergents. Une partie de la monnaie est investie dans ces zones et, quand l'inquiétude remonte, on retire cet argent, ce qui provoque d'énormes flux de capitaux qui entrent et sortent de ces pays, déstabilisant leur économie avec une volatilité considérable du taux de change.

On a échappé à une hausse massive du chômage et à des faillites grâce à un gigantesque déficit public, on a échappé à une crise de la dette publique car on a remplacé les dettes par de la monnaie, mais on ne pourra pas échapper à un coût qui sera la bulle immobilière, la volatilité des taux de change, la volatilité des économies des pays émergents. Le coût de cette politique sera l'instabilité financière et la hausse des inégalités.

### Qui seront les gagnants de cette nouvelle donne ?

Un des problèmes post-crise va être le changement extrêmement violent de la structure entre secteurs d'activité de l'économie. Certains domaines seront durablement pénalisés quand d'autres connaîtront une explosion de leur chiffre d'affaires et de leur production. Globalement, les sociétés de technologie sortiront beaucoup plus fortes de cette crise. Des études américaines estiment que le pourcentage de télétravail va passer de 14 % des heures de travail à 37 %, ce qui veut dire qu'on va beaucoup moins consommer d'espaces de bureaux et beaucoup plus consommer de télécoms. Des analyses chinoises suggèrent que nous assistons aussi à une hausse irréversible et massive de ce qui est acheté en ligne.

Globalement, on voit que tout ce qui relève des nouvelles technologies, des télécoms, des moyens de paiement... même les loisirs avec Netflix, bref tout ce qui est sur un écran, affiche déjà un chiffre d'affaires en hausse.

### Ne reviendra-t-on pas en arrière, même après la crise due au Covid-19 ?

Même après le déconfinement, les Chinois ne retournent pas dans les boutiques. Ce genre de crise décourage l'endettement. Tout ce qui s'achète à crédit est, en général, durablement freiné, le secteur automobile sera longtemps faible, les biens d'équipement industriels aussi, l'industrie du tourisme...

Le pire des cas serait donc un pays qui aurait une importante exposition au tourisme, à l'automobile, à la distribution traditionnelle, l'Espagne ou la Grèce sont des zones pour lesquelles on pourrait être inquiets.

Vous insistez beaucoup sur la fin du capitalisme néolibéral et sur la relocalisation des économies. Est-ce la fin de la mondialisation ?

Le capitalisme post-années 1980 a eu de nombreuses conséquences sur l'efficacité économique. Nous avons délocalisé de nombreuses industries qu'on n'aurait pas dû délocaliser (médicaments, énergies renouvelables...). Nous avons, au sein de l'OCDE, déformé le partage des revenus en privilégiant le profit au détriment des salariés, etc.

La difficulté est que les entreprises vont ressortir extrêmement affaiblies de cette crise, et, face à cela, elles trouveront des opinions et des gouvernements en Europe qui pousseront à une évolution du capitalisme avec des règles climatiques peut-être plus strictes, sans doute des relocalisations d'industries. Au sein de l'entreprise, il y aura une réflexion sur les chaînes de valeur, car certes, la délocalisation est très efficace, mais elle crée aussi une grande fragilité.

Le monde de l'entreprise ne voudra pas que le modèle néolibéral soit remis en cause, tandis que le monde politique et les opinions voudront l'arrêter. Les opinions vont massivement soutenir des demandes de hausse de salaire face à des entreprises en très mauvaise situation financière. Il y aura des tensions entre des demandes collectives et des gouvernements sur le modèle économique, sur le climat, une demande sociale sur les salaires, et des entreprises qui ne pourront pas y répondre vu l'état de leurs comptes.

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buecher/autoren/zum-tod-des-daenischen-lyrikers-yahya-hassan-16749502.html>

YAHYA HASSAN GESTORBEN:

## Er schrie mit jeder seiner Zeilen

- VON MATTHIAS WYSSUWA
- -AKTUALISIERT AM 30.04.2020-23:17



Der dänische Lyriker Yahya Hassan ist tot. Er wurde nur vierundzwanzig Jahre alt. In seinen Gedichten schilderte er das Leben von Einwanderern mit aller Härte. Damit machte er sich viele Feinde. Er wurde bedroht. Am Mittwoch fand man ihn tot in seiner Wohnung.

Yahya Hassan schrie seine Leser mit jeder Zeile an. Jedes Gedicht seines Debüts wirkte, als schlage er wie wild um sich, und jeder Buchstabe war groß geschrieben. Es war ein gewaltiges und gewalttätiges Ereignis, und als sein selbstbetitelter Gedichtband 2013 erschien, wurde es für den Dänen zum Triumph.

Sein Schreien machte ihn berühmt, weit über die Grenzen seiner Heimat hinaus. Nach kaum einem Jahr waren schon mehr als 100.000 Exemplare des Buchs verkauft. Viel Glück brachte der frühe Ruhm ihm aber nicht. Er wurde geschätzt und verstoßen, umworben und bedroht. Am Donnerstag wurde bekannt, dass man seinen leblosen Körper gefunden hat. Er wurde 24 Jahre alt. Ihren Nachruf auf Hassan überschrieb die dänische Zeitung „Politiken“ am Donnerstagabend mit der Zeile: „Yahya Hassans Tod ist kolossal schockierend, aber gleichzeitig schmerzlich vorhersehbar.“

Als Hassan berühmt wurde, war er kaum achtzehn Jahre alt und sein Erfolg ist nicht zu verstehen ohne das Leben, dass er bis dahin gelebt, die Zeilen sind nicht zu trennen von dem, was er erlebt hatte. Er war eben nicht nur ein talentierter Lyriker mit einer verkorksten Kindheit, er war auch das Migrantenkind aus dem Problemviertel, dass heraus schrie, was viele so noch nicht gehört hatten.

Hassan wuchs als Sohn palästinensischer Einwanderer in Aarhus auf, in einem schwierigen Viertel mit sehr hohem Ausländeranteil. Seine Kindheit war geprägt von Gewalt und Ängsten, früh schon wurde er als Kleinkrimineller auffällig und landete in Heimen. Dort fing er an, Gedichte zu schreiben, und sein Schreibtalent fiel bald auf. Er wurde gefördert. Mit einer fast vierzig Jahre alten verheirateten Betreuerin fing er eine Beziehung an, auch das sollte im Drama enden. Auch darüber sollte er in seinen Gedichten schreiben.

Was Hassan aber vor allem schrieb, brachte einen Einblick in die Welt von Migranten, wie man ihn noch nicht kannte. Dänemark hatte lange keine Worte gefunden, um über das zu reden, was in manchen Vororten und Einwanderervierteln passierte. Dann kam eine rechtspopulistische Partei und nutzte die Sprachlosigkeit Anfang der zweitausender Jahre, um mit scharfer Rhetorik den Aufstieg zu schaffen.

Als Hassan dann sein Buch veröffentlichte, redeten viele oft mit erstaunlicher Härte über die Probleme von Integration und Einwanderung. Nur nicht jene, die in den Problemvierteln lebten. Aber Hassan erzählte nicht nur davon, wie er mit seiner Familie in seinem Viertel die Dänen und den dänischen Staat kennengelernt hatte. Vielmehr attackierte er unerbittlich die Einwanderergeneration seiner Eltern. Er berichtete von Gewalt



in seiner Familie („Wenn mein kleiner Bruder ins Bett gepisst/ hatte/ wurde er mit Faustschlägen geweckt“), von Rückzug und Integrationsverweigerung: „Dann flüchtete Dein Vater von Flüchtlingslager/ Und dann flüchtet mein Vater von/ Flüchtlingslager/ Und dann unsere Väter verwandeln/ Dänische Blöcke in Flüchtlingslager/ Sie holen unser Großeltern/ Unser Onkel und Tanten/ und kriegen sie alle Sozialhilfe“, schrieb er, oder: „Er ist muslimisch verheiratet lebt aber/ getrennt für die Kommune/ damit seine Frau für das Sozialamt/ alleinerziehende Mutter ist.“ In einem Gedicht mit dem Titel „Du kommst in die Hölle mein Bruder“, verdichtete er das alles zu den Zeilen: „Ich liebe euch nicht Eltern ich hasse euer/ Unglück/ Ich hasse eure Kopftücher und Eure Korane/ Und eure analphabetischen Propheten.“

Sein Debüt wurde begeistert aufgenommen, die Kraft seiner Sprache gelobt und natürlich wurde sein Werk auch politisch diskutiert. Er selbst verweigerte sich der politischen Integrationsdebatte, aber sollte sich später doch bei einer kleinen Partei engagieren, die eine Stimme für Migranten in Dänemark werden wollte, aber den Einzug ins Parlament verpasste. Hassan war aber nicht nur plötzlich eine Berühmtheit, er war auch ein Verstoßener. Er wurde nicht nur von Muslimen in Dänemark für seine Darstellung von integrationsunwilligen Einwanderern kritisiert. Er wurde bedroht, er wurde von einem Islamisten angegriffen, er erhielt Personenschutz. Er machte aber auch Schlagzeilen mit seinem Drogenkonsum, und 2016 wurde er zu einer Haftstrafe von einem Jahr und neun Monaten verurteilt, weil er ein junges Bandenmitglied angeschossen hatte, von dem er sich bedroht gefühlt hatte. Im vergangenen Jahr erschien „Yahya Hassan 2“. Er saß im Gefängnis, und auch in der Psychiatrie. Am Mittwoch wurde seine Leiche in seiner Wohnung in Aarhus gefunden.

**Le Figaro (site web)**

jeudi 30 avril 2020 - 10:29 UTC +02:00 1505 mots

Décideurs ; Emploi

# Avec le coronavirus, les surdiplômés découvrent les affres du chômage

## ENQUÊTE - Le ralentissement économique lié à la pandémie fait craindre un long chômage aux actifs bardés de diplômes qui se pensaient à l'abri.

Après plus de huit mois de volontariat en Inde et diplômée d'un Institut d'Études Politiques, Ophélie\* envisageait la recherche d'un emploi en France avec une certaine sérénité. Mais au moment où elle atterrit à Paris, nous sommes en mars et le confinement vient d'être annoncé. Ophélie retourne chez ses parents, décidée à ne pas se laisser abattre malgré les restrictions d'activité qui sont tombées comme une chape de plomb. « *Au début du confinement, j'étais hyperactive. J'envoyais des dizaines de candidatures. Maintenant, c'est à peine si je regarde les offres d'emploi tous les jours.* »

Une à une, Ophélie a vu les offres disparaître sur les sites d'annonces. Tout emploi à l'étranger est désormais exclu et son secteur de prédilection, la culture, a été lourdement affecté par la crise: les recrutements sont au point mort. Le déconfinement de ce secteur pourrait encore prendre des mois. « *Il a fallu du temps à mes parents pour comprendre qu'après six années d'études, des recruteurs ne m'appellent pas directement pour m'embaucher. Mais compte tenu du contexte, ils sont compréhensifs. Maintenant, j'espère trouver un emploi d'ici août, ou septembre...* » un horizon lointain pour cette jeune femme de 25 ans, « *l'âge auquel je m'attendais à être indépendante financièrement. Trouver un emploi aurait dû être mon rite de passage vers l'âge adulte et à présent, je n'ai aucune prise sur la réalité* ».

Qui sont-ils, ces actifs qui découvrent brusquement le chômage avec la crise du coronavirus? 246.100 nouveaux demandeurs d'emploi se sont inscrits à Pôle emploi en mars, soit une hausse de 7,1% - du jamais vu. Derrière ce chiffre, on trouve « *ceux qui étaient en CDD, en intérim, ou des jeunes qui arrivent sur le marché du travail* », selon la ministre du Travail Muriel Pénicaud, interrogée mercredi matin sur France Inter. « *Comme il y a une chute des recrutements, il y a eu moins d'offres. Ce ne sont pas des licenciements, ce sont des sorties du chômage qui ne se font pas faute de recrutement. La machine est enrayée* ».

Le volume d'offres d'emploi de cadres a ainsi diminué de près de 60% selon Laurent da Silva, directeur général du cabinet de recrutement Badenoch & Clark et Spring, et vice-président de l'Association pour l'emploi des cadres. Du côté du cabinet de recrutement Robert Half, spécialisé dans les secteurs des métiers de la finance, de la comptabilité, et du juridique, un étrange phénomène a même été observé: « *les quinze premiers jours, les personnes qui recherchaient un emploi ont arrêté de répondre aux offres. Je pense qu'il y avait une sorte de stupéfaction...* »

### Une nouvelle «normalité»

Une forme de « *sidération* » qui s'est lentement transformée en tétanisation pour Sophie, auparavant PDG dans une entreprise de mode. Après une pause professionnelle de plusieurs mois, c'est pleine de motivation qu'elle a entamé sa recherche d'un nouveau poste en février. Les démarches sont prometteuses, puis tout s'effondre. « *J'étais dans deux processus de recrutement pour un poste de directrice générale dans la mode, et les deux processus ont pris fin dès le premier jour de confinement. Sans perspective de reprise du processus post-confinement* », explique-t-elle.

Confinée chez elle, Sophie ne veut tout d'abord pas perdre espoir et poursuit sa recherche d'emploi: les entretiens se font dès lors en visioconférence, le rapport avec les recruteurs est bienveillant. « *Le sentiment que l'on était "tous dans le même bateau" opérait son œuvre et rendait ces moments finalement agréables* », se souvient-elle. Les semaines suivantes s'écoulent plus lentement, les entretiens se font plus rares. « *On a le sentiment qu'une nouvelle "normalité" s'est installée, avec des groupes de personnes en recherche de job qui s'organisent sur Zoom, Teams, ou WhatsApp* », constate-t-elle. Sauf que les démarches

n'aboutissent pas. « *Aujourd'hui, je vais arriver en fin de droits et je vais devoir quitter mon appartement, c'est le scénario catastrophe* », explique-t-elle, d'une voix faible au bout du fil.

Quand et comment aura lieu la relance de l'activité? Quand reprendront les recrutements? Piégés dans un timing de carrière qui n'était pas le bon, nombreux sont ceux qui craignent à présent un chômage qui s'étale sur des mois, alors que l'inactivité semblait exclue de leur plan de carrière. Sophie craint la casse sociale, et dresse un parallèle. « *Au moment de la crise de 2008, j'étais conseillère en stratégie pour des banques qui faisaient du trading. Personne n'en a parlé au JT de 20 heures, car on pleure rarement sur les traders, mais j'ai vu des destinées personnelles partir en sucette. Le meilleur scénario était celui de personnes qui changeaient de vie, et amorçaient des reconversions, plus ou moins joyeuses. Mais beaucoup ont fait des dépressions, parfois des suicides* ».

### **Sentiment d'inutilité**

Las, nombre d'entreprises ont tiré une cruelle leçon de la crise de 2008 : « *A vant un effondrement de l'activité, il vaut mieux se séparer des salariés dont on ne va certainement pas avoir besoin* », résume Shirley Almosni Chiche, agent de carrière. « *Dans la Tech, la moitié des recrutements ont été stoppés et de nombreuses structures ont coupé des contrats, avant même que les carnets de commandes n'aient fléchi* », explique-t-elle, citant en exemple cette entreprise qui aurait rayé 200 périodes d'essai d'un seul mouvement. Même dans le secteur des technologies, en pénurie de personnels qualifiés, Shirley Almosni Chiche a vu la balance de son activité s'inverser: l'essentiel de son temps n'est plus consacré à aider les entreprises à recruter, mais à accompagner ceux qui recherchent un emploi.

Ces nouveaux chômeurs subissent ainsi un second ébranlement : un sentiment soudain d'inutilité. « *On observe un renversement de la valeur du travail* », note Shirley Almosni Chiche. « *Ceux qui occupaient des positions professionnelles jugées peu valorisantes se font maintenant applaudir, tandis que ceux qui avaient des salaires importants, une reconnaissance sociale du fait de leur travail, se sentent tout d'un coup inutiles : si on ne les recrute pas, c'est que ce qu'ils font ne serait, finalement, pas vraiment nécessaire...* »

Le problème dépasse la simple crise d'ordre personnel: les recrutements de profils qualifiés sont une sorte de pouls du marché du travail: « *pour moi, si des professions habituellement épargnées sont touchées par le chômage, c'est le signe du début d'une véritable crise* », poursuit-elle. « *Une crise qui est économique mais aussi psychologique, et qui repose sur l'incertitude des acteurs. L'inaction de tous freine les tentatives de recherche de jobs, de recrutement, de prises de risques plus globalement. Je ne m'attendais pas à un aussi gros cataclysme* ».

Dans l'incertitude du moment, l'agent de carrière recommande de continuer à envoyer des candidatures, de se faire connaître, de prendre la température. Mais aussi de profiter de ce tassement des procédures embauches pour prendre le temps de discuter avec les potentiels employeurs. « *Quand les entreprises recommenceront à recruter, elles auront des besoins très urgents et elles sauront qui rappeler* ».

Le déconfinement, qui sera très progressif, n'aide pas les entreprises à se projeter et à relancer la machine, note Laurent da Silva, selon qui la reprise des recrutements devrait en pâtir. « *Jusqu'ici, les cadres avaient le pouvoir, c'est moins le cas à présent. Mais de nouveaux besoins vont apparaître dans les entreprises, notamment dans les secteurs de la sécurité ou du nettoyage* », note-t-il. « *On peut aussi s'attendre à ce que des postes de direction s'ouvrent. Des dirigeants ont pu être déçus de la gestion de crise par leurs collaborateurs et ainsi vouloir de la mobilité. Enfin, de nouveaux profils vont être recherchés puisque ce n'est plus le pilotage de croissance qui sera valorisé, mais la gestion des coûts* ».

Thomas n'attendra pas, pour sa part, la reprise dans son secteur: il est ingénieur dans l'aéronautique. Après une rupture conventionnelle de contrat, il s'attendait à retrouver du travail en quelques semaines: « *avant cette histoire de confinement, il y avait vraiment plein de boulot* ». Mais à présent, « *l'aéronautique affronte la plus grave crise de son histoire* », selon les mots de Guillaume Faury, PDG d'Airbus. Le trafic aérien ne devrait pas revenir à son niveau normal d'ici 2022. L'époque des recrutements confortables est terminée. Le confinement a laissé à Thomas du temps pour penser, et il envisage maintenant de se reconverter: « *le projet est un peu flou pour l'instant, mais j'aimerais faire quelque chose dans les énergies renouvelables. Quitte à changer, autant chercher un peu de sens* ».

168,116

<https://www.economist.com/leaders/2020/04/30/life-after-lockdowns>

The 90% economy

# Life after lockdowns

It will be hard in ways that are difficult to imagine today

[Leaders Apr 30th 2020 edition](#)

Apr 30th 2020



In many things 90% is just fine; in an economy it is miserable, and China shows why. The country started to end its lockdown in February. Factories are busy and the streets are no longer empty. The result is the 90% economy. It is better than a severe lockdown, but it is far from normal. The missing bits include large chunks of everyday life. Rides on the metro and on domestic flights are down by a third. Discretionary consumer spending, on such things as restaurants, has fallen by 40% and hotel stays are a third of normal. People are weighed down by financial hardship and the fear of a second wave of covid-19. Bankruptcies are rising and unemployment, one broker has said, is three times the official level, at around 20%.

If the post-lockdown rich world suffers its own brand of the 90% economy, life will be hard—at least until a vaccine or a treatment is found (see Briefing). A plunge in gdp in America of anything like 10% would be the largest since the second world war. The more suffering covid-19 causes, the more profound and enduring its economic, social and political effects are likely to be.

How lockdowns ease will itself affect the scale of economic damage. For instance, the cost-benefit calculus points towards opening schools first (see article). But, however sensibly restrictions are eased, powerful forces will hold economies back.

For a start, leaving lockdown is a process, not an event. Even when the worst is over, cases ebb slowly. A month after Italy's deaths peaked at about 900 a day, the toll is still over 300. With the virus still present, some social distancing is bound to stay.

A second reason is uncertainty. After lockdowns cease, much about the disease will remain unknown, including the chances of a second peak, whether immunity endures and the prospects for a vaccine or a cure. This inhibits those who fear the disease. Even as some states ease social distancing, a third of Americans say they would be uncomfortable visiting a mall. When Germany allowed small shops to open last week customers stayed away. Danes under lockdown cut household spending on services, such as travel and entertainment, by 80%. Danish economists reckon that people in next-door Sweden, which didn't lock down, cut spending by about as much.

Many businesses will emerge from lockdown short of money, with strained balance-sheets and facing weak demand. In a survey for Goldman Sachs, almost two-thirds of American small-business owners said that their cash would run out in under three months. In Britain the share of commercial tenants who have fallen

behind on their rent has risen by 30 percentage points. This week the boss of Boeing warned that air travel would not match the level of 2019 for two or three years. Investment, which accounts for roughly a quarter of gdp, will fall, not just to conserve cash, but also because risk cannot be priced (one reason to think a recent stockmarket rally has weak foundations).

Struggling firms will deepen people's financial worries. Over a third of respondents in America told Pew Research that, if they lost their main source of income, their savings, new borrowings or the sale of assets would sustain them for no more than three months. Because the hardest-hit industries in the 90% economy employ a lot of low-wage people, joblessness will be high and casual work hard to come by. Even now in Europe's five largest economies, over 30m workers, a fifth of the labour force, are in special schemes where the state pays their wages. These can be generous, but nobody knows how long they will last.

The economy will also suffer from scarring. Firms that adapt to covid-19 by cutting costs and finding new ways of working may increase productivity. But if people mix less after lockdowns lift or if they are idle for months on end, they will become detached from professional networks and may lose skills. America's unemployed could face a lost decade (see Free exchange). Government schemes will save businesses in the short term, which is welcome. But those designed to preserve jobs risk eventually creating zombie firms that neither thrive nor go bankrupt, slowing the recycling of labour and capital.

The longer the world has to endure a 90% economy, the less likely it is to snap back after the pandemic. After the Spanish flu a century ago and sars almost two decades ago, the overwhelming desire was for life to return to normal. But neither had such a large economic effect as covid-19, and citizens' expectations of government were more modest in 1918 than they are today.

A deep, long recession will stoke anger, because the pandemic has held up an unflattering mirror to rich societies. Ill-run care homes for the elderly, high rates of death among minorities, the extra demands holding back working women and, especially in America, health care that is hard to reach for many, will all lead to calls for reform. So might the realisation that an unfair burden has fallen on ordinary people. Americans earning less than \$20,000 a year are twice as likely to have lost their job to covid-19 as someone earning over \$80,000. Much will depend on how fast they are rehired.

The popular demand for change could radicalise politics faster than it did after the financial crisis in 2007-09. The task for those who believe in open markets and limited government is to ensure that this energy is channelled towards the right sort of change. If the pandemic lowers the barrier to reform it will offer a rare chance to recast the social contract to favour those who have been shut out, and to peg back those who today enjoy entrenched privileges through the tax system, education and regulation. Perhaps the pandemic will enhance a sense of national and global solidarity. Perhaps the success of countries like Germany and Taiwan that have dealt with the disease thanks to strong institutions will contrast with places where populist showmen have spent their time theatrically deriding expertise.

Yet that may prove to be wishful thinking. In the next 18 months everyone with an agenda will argue that the pandemic proves their point. After 2007-09 politicians failed to deal with the grievances of ordinary people and the demand for change led to a surge in populism. The 90% economy threatens even greater suffering. The anger it creates may end up feeding protectionism, xenophobia and government interference on a scale not seen in decades. If, like this newspaper, that is an outcome you would reject, it is time to start arguing for something better.

# Sind Kinder wirklich so infektiös wie Erwachsene?

- VON TILMANN SCHOBER UND JOHANNES HÜBNER
- -AKTUALISIERT AM 01.05.2020-13:40



Kitas und Schulen sollten möglichst bald wieder für alle Kinder öffnen. Denn vieles spricht weiter dafür, dass von den Kleinen nur eine geringe Ansteckungsgefahr ausgeht. Ein Gastbeitrag zweier

Für viele Kinder und ihre Eltern ist es inzwischen die bestimmende Frage der Corona-Krise: Wann werden Schulen und Kitas wieder für alle öffnen? Am Mittwochabend erhielt die Veröffentlichung einer Studie von Professor Christian Drosten große Aufmerksamkeit. Sie zeigt, dass die Viruslast, also die Anzahl an Viren in den oberen Luftwegen, bei Kindern und Erwachsenen mit SARS-CoV-2-Nachweis ähnlich ist. Diese Forschungsarbeit ist wichtig. Doch der oft geäußerte Rückschluss, nun sei bewiesen, dass Kinder und Erwachsene vergleichbar infektiös sind, ist nicht zulässig.

Bei der Drosten-Studie liegt aufgrund der Auswahl der Patienten eine erhebliche Verzerrung vor. Insgesamt wurden 59.831 mehrheitlich symptomatische Patienten untersucht, 2181 davon waren jünger als zehn Jahre. Kinder sind damit im Vergleich zu ihrem Anteil an der Bevölkerung deutlich unterrepräsentiert. Doch nicht nur das - bei den Kindern waren auch jeweils deutlich weniger Tests positiv als bei Erwachsenen. So wurden am Ende nur 49 Kinder unter zehn Jahren, die Symptome zeigten, positiv getestet. Von diesen wiederum wiesen nur 16 Kinder eine Viruslast auf, bei der man von einer relevanten Ansteckungsfähigkeit ausgeht ( $>10^6$ /ml).

Unter den fast 60.000 Probanden fanden sich also nur 16 Kinder unter zehn Jahren, die vergleichbare Virusmengen wie Erwachsene im Nasensekret hatten. Aus einer so selektionierten Stichprobe Folgerungen über die Infektiösität von Kindern im Allgemeinen anzustellen, ist reine Spekulation und ignoriert wichtige Unterschiede in den klinischen Verläufen, der individuellen Ansteckungsfähigkeit und der Atemmechanik, etwa einem geringeren Hustenstoß.

## Drei wesentliche Fragen

Auch nach der Drosten-Studie bleibt die Bedeutung der Kinder für den Infektionsschutz in der Corona-Pandemie also unklar. Das wird deutlich, wenn man die Ergebnisse der Studie im Kontext der anderen Untersuchungen betrachtet, die in den letzten Wochen erschienen sind. Wichtig sind dabei vor allem drei Fragen: Gibt es Unterschiede im klinischen Verlauf der Erkrankung? Infizieren sich Kinder häufiger oder seltener als Erwachsene? Sind Kinder mehr oder weniger infektiös – das heißt, stecken sie mehr oder weniger ihrer Kontaktpersonen an als Erwachsene?

Sicher und unbestritten ist, dass Kinder bei Covid-19 mildere Verläufe der Erkrankung haben als Erwachsene. Die meisten Kinder zeigen keine oder nur geringe Symptome, typisch sind Beschwerden der Atemwege wie Husten oder des Magen-Darm-Trakts wie Durchfall. Schwere Verläufe mit ausgeprägten Entzündungsreaktionen, die beispielsweise einem Kawasaki-Syndrom ähneln können, sind vereinzelt beschrieben worden, aber insgesamt sehr selten. Alle schweren Verläufe von COVID-19 bei Kindern werden genau untersucht. In Deutschland sind bislang 6115 Erwachsene an Covid-19 gestorben, aber nur ein Kind, wobei für dieses die genauen Umstände und Vorerkrankungen noch genauer untersucht werden müssen.

Zunehmend sicher ist auch, dass sich Kinder seltener infizieren als Erwachsene. Während Studien aus der Anfangsphase der Pandemie von einer vergleichbaren Ansteckungsquote ausgingen, zeigen neuere Studien niedrigere Infektionsraten bei Kindern. [Eine kürzlich erschienene Studie untersuchte Veränderungen im Kontaktmuster der Bewohner vor und während des Ausbruchs in China](#). Die errechnete Ansteckungsfähigkeit von Kindern betrug ein Drittel der von Erwachsenen. Empirische Daten aus Europa kommen auf noch niedrigeren Zahlen: [In Island, wo Grundschulen und Kindergärten stets offen waren, wurden über 13.000 Bewohner weitgehend zufällig ausgewählt und auf Sars-CoV-2 getestet](#). Dabei waren 0,8 Prozent der Bevölkerung positiv, jedoch kein einziges Kind unter zehn Jahren. In der italienischen Kleinstadt Vò aus der stark betroffenen Region Venetien wurde die Bevölkerung nahezu komplett untersucht: Vor dem Shutdown und damit vor allgemeinen Schulschließungen wurden 2,6 Prozent der Bevölkerung positiv auf Sars-CoV-2 getestet, aber auch hier war kein einziges Kind dabei.

Dennoch ist weiter unklar, wie ansteckend Kinder wirklich sind. Für die Diskussion um die Öffnung von Schulen und Kindertagesstätten ist diese Frage essentiell. Welche Informationen gibt es diesbezüglich? Hier muss man sich der Tatsache bewusst sein, dass die derzeitigen Schließungen von Schulen und Kindertagesstätten die Ergebnisse von Studien beeinflussen. Kontakte finden vor allem in Haushalten statt, dort kommt es auch zu Übertragungen. Verschiedene Untersuchungen sogenannter Haushalts-Cluster zeigen jedoch, dass Kinder nur in seltensten Fällen die Infektion in ihre Familien bringen. Dies konnte auch für Zeitpunkte gezeigt werden, in denen die Schulen noch nicht geschlossen waren. Dieses Muster unterscheidet sich deutlich von der echten Grippe, der Influenza. Hier bringen Kinder in bis zu der Hälfte der Fälle die Infektion in die Familien. Aufschlussreich ist auch [eine Untersuchung aus den Niederlanden, bei welcher der altersspezifische Anteil der Übertragung von SARS-CoV-2 untersucht wurde](#). Hier haben erkrankte Kinder und Jugendliche keine einzige weitere Kontaktpersonen angesteckt, bei erkrankten Erwachsenen hingegen infizierten sich neun Prozent aller Kontakte.

Inzwischen liegen auch erste Berichte über Infektionsketten an Schulen vor. [In einem australischem Bundesstaat erkrankten 18 Schüler an 15 unterschiedlichen Schulen. Nur bei 0,23 Prozent der engen Kontaktpersonen an der Schule konnte SARS-CoV-2 nachgewiesen werden. Bei einem größeren Ausbruch an einem französischen Gymnasium wurden nachträglich Antikörper-Untersuchungen auf SARS-CoV-2 durchgeführt: hier wurden 40 Prozent der 15 bis 17-Jährigen und 43 Prozent der Lehrer positiv getestet, aber nur 2,7 Prozent der unter 15-Jährigen](#). Gerade jüngere Kinder scheinen sich also deutlich seltener anzustecken als Jugendliche und Erwachsene.

## **Schulschließungen mit geringem Effekt**

Schulschließungen sind spätestens seit der Spanischen Grippe 1918/19 ein wesentliches Element in nationalen Pandemie-Plänen. In Europa haben wir uns seit Jahrzehnten vor allem auf eine Influenza-Pandemie vorbereitet. Entsprechende Modellrechnungen gehen deshalb von der Annahme aus, dass Kinder infektiöser sind als Erwachsene - was für die Influenza auch stimmt. Dies ist für das Coronavirus jedoch nicht nachgewiesen. Kollegen aus der Schweiz haben die aktuellen Infektionszahlen verschiedene Länder untersucht und den Effekt der unterschiedlichen Isolationsmaßnahmen verglichen, auch Deutschland wurde dabei untersucht. Schulschließungen hatten in dieser Studie mit elf Prozent den geringsten Effekt aller untersuchten Maßnahmen. Dieser war deutlich niedriger als vorhergesagt.

## **Vor allem Kinder unter zehn Jahren offenbar weniger ansteckend**

Im Ergebnis zeigen sich also zunehmend Hinweise, dass Kinder weniger häufig SARS-CoV-2 übertragen als Erwachsene. Dies gilt vor allem für Kinder unter zehn Jahren, bei Jugendlichen ist die Datenlage nicht so klar. Als Kinderärzte und Infektiologen haben wir sowohl die Bedürfnisse der Kinder als auch die Gefahren einer Pandemie im Blick. Die Auswirkungen der Schließungen der Schulen und Kindertagesstätten auf die Kinder sind verheerend, dies gilt insbesondere für die jüngeren Kinder.

Eine rasche Wiedereröffnung ist somit nicht nur dringend geboten, sondern aus infektiologischer Sicht auch vertretbar. Die Betreuung jüngerer Kinder sollte dabei vorrangig wiederaufgenommen werden. Selbstverständlich muss eine Öffnung schrittweise erfolgen, Krankheitszeichen müssen engmaschig kontrolliert und regelmäßig Stichproben auf Sars-CoV-2 getestet werden. Wichtig ist auch eine wissenschaftliche Begleitung. Wir müssen als Gesellschaft sicherstellen, dass die Jüngsten nicht die Leidtragenden der aktuellen Krise sind.

*Die Autoren sind Kinderärzte und Infektiologen an der Kinderklinik der Ludwig-Maximilians-Universität München.*

168,120

<https://www.lefigaro.fr/vox/economie/charles-prats-la-fraude-sociale-c-est-30-milliards-d-euros-par-an-20200430>

## Le Figaro (site web)

jeudi 30 avril 2020 - 21:00 UTC +02:00 1766 mots

Vox ; Vox Économie

**Charles Prats:**

# «La fraude sociale, c'est 30 milliards d'euros par an»

Devecchio, Alexandre, Lenoir, Luc

**Ancien magistrat de la Délégation nationale à la lutte contre la fraude (DNLF) au ministère du Budget, Charles Prats estime que 2,5 millions d'individus «fantômes» bénéficieraient de 30 milliards de prestations sociales indues.**

**LE FIGARO.- L'Allemagne consacre au financement de ses dépenses de santé une part de richesse équivalente à celle de la France, affiche une pression fiscale moindre, et pourtant, son système de santé a mieux résisté que le nôtre. Comment expliquez-vous ce paradoxe?**

**Charles Prats.-** L'Allemagne a beaucoup plus de lits d'hospitalisation par rapport à sa population que la France, et il y a plus de médecins et moins de personnels administratifs dans les établissements de santé. Schématiquement, en Allemagne, on dépense plus d'argent pour soigner que pour administrer. En France, le débat se focalise souvent sur les impôts. On se chamaille pour savoir qui va se faire taxer et de combien. La question fondamentale devrait d'abord être: comment l'argent public est-il dépensé?

**Les spécialistes évoquent pour la France 56 % de dépense publique par rapport au PIB. Où va l'argent?**

Regardez l'état de nos armées, de notre police, de notre justice... Ces institutions vous semblent-elles dignes de ce qu'elles devraient être en France? Les fonctionnaires vivent depuis des années les restrictions et le gel des rémunérations. L'hôpital est un exemple criant de cette indigence de nos services publics. Et pourtant, notre dépense publique est la plus élevée. Il n'est pas besoin de chercher bien loin: elle a explosé en France parce que les dépenses de protection sociale ont explosé, tout simplement! Et l'on peut craindre que ce soit pour de très mauvaises raisons...

**Justement, peu avant la crise du coronavirus, vous avez dénoncé la fraude aux prestations sociales. Pourquoi l'estimation de l'ampleur de cette fraude rencontre-t-elle tant de difficultés?**

Cet exercice est toujours compliqué, mais on peut par exemple facilement comparer le nombre théorique maximal de bénéficiaires avec ceux qui touchent réellement des prestations. C'est d'ailleurs la méthode de travail retenue par l'Inspection générale des finances (IGF). Selon les documents que j'ai donnés à la commission d'enquête parlementaire en cours sur le sujet, 12,4 millions de personnes nées à l'étranger ou dans un territoire d'outre-mer ont bénéficié l'an dernier de prestations sociales (allocations, pensions de retraite, chômage, maladie...) alors qu'il ne devrait en exister qu'un maximum de 9,9 millions selon les chiffres de l'Insee et des organismes sociaux. Il y a donc environ 2,5 millions de fantômes qui passent chaque mois au guichet pour toucher des sous! Si ces 12,4 millions de personnes existaient vraiment, cela signifierait par exemple que 42 % des allocataires des caisses d'allocations familiales seraient nés à l'étranger. J'ai donné ces documents et informations à l'Assemblée nationale le 3 mars dernier. Le ministère des Affaires sociales et les organismes sociaux se sont depuis réfugiés dans un silence gêné, personne ne commentant ces chiffres provenant du gouvernement lui-même dans une réponse à une question de contrôle publiée au *Journal officiel*.

**Comment arrivez-vous au chiffre de 30 milliards d'euros pour la fraude sociale aux prestations?**



C'est un enjeu potentiel de fraude. Le montant total des dépenses annuelles de protection sociale s'élève à 787 milliards d'euros pour 66,5 millions d'habitants, soit 11.800 euros par personne. L'enjeu annuel pour les 2,5 millions d'individus «fantômes» bénéficiant de prestations s'élève donc à près de 30 milliards d'euros auxquels il faut rajouter les autres types de fraudes sociales car ces 30 milliards ne concernent que la fraude potentielle à l'immatriculation sociale!

### **Qui sont les bénéficiaires de cette fraude sociale?**

Quand on fait face à 2,5 millions de fraudeurs, tous les cas existent! On peut avoir des individus créant des identités fictives en grand nombre, comme cette famille roumaine qui en avait créé 1200 dans le Nord en 2018 pour escroquer 1,7 million d'euros d'allocations. Ou bien les immigrés clandestins qui créent des identités européennes pour bénéficier de notre système social. En 2011, sur l'échantillon de faux papiers d'origine étrangère, 47 % étaient soi-disant algériens, 27 % marocains, 6 % congolais et 3 % maliens. Mais attention, la nationalité du fraudeur peut être très différente de celle du document falsifié, tout fraudeur pouvant dupliquer de nombreuses identités fictives étrangères pour escroquer la sécu.

### **Comment expliquer que gouvernements successifs et médias se concentrent davantage sur la fraude fiscale?**

Évoquer la lutte contre la fraude fiscale, qui coûte très cher à nos finances publiques, participe de la «chasse aux riches»! À l'inverse, la lutte contre la fraude aux prestations sociales tétanise décideurs politiques et haute administration qui ne veulent pas être accusés de «faire la chasse aux pauvres et aux étrangers». Pour certains, la fraude aux prestations sociales relève même de la «fake news» et le simple fait d'aborder ce sujet ferait le jeu de l'extrême droite. Il y en a même qui excusent cette fraude sociale au nom de l'existence de fraudes fiscales!

Ces contrevérités assénées par les «fraudosceptiques» ont heureusement été «fact checkées» par les travaux de la commission d'enquête de l'Assemblée nationale. Sans vouloir distribuer des bons points aux parlementaires, reconnaissons tant l'action décisive de Jean-Christophe Lagarde, président de l'UDI, pour avoir imposé cette commission d'enquête, que le travail titanesque des différents députés de tout bord politique sur ce sujet, on le voit, transpartisan. C'est à la suite de cette enquête que le député européen Jean-Paul Garraud (RN) a saisi le procureur national financier. Le décideur politique qui osera mener cette bataille gagnera à coup sûr la reconnaissance de nos concitoyens.

### **Que préconisez-vous pour lutter efficacement contre cette fraude sociale multiforme?**

L'État doit recertifier tous les numéros de Sécurité sociale en intégrant les empreintes digitales de chacun. Ainsi, on stoppera massivement les fraudes en évitant les identités multiples pour un même individu, l'utilisation d'une même carte Vitale par différentes personnes ou encore les clandestins travaillant sous l'identité d'un tiers en situation légale. Cette vérification biométrique peut être mise en place en peu de temps si l'on s'en donne la volonté politique. En cette période de confinement due, au coronavirus, on ne peut pas le faire. Mais il faudra adopter la biométrie dès que le confinement sera levé pour permettre de mieux lutter contre la fraude et créer un véritable «FBI de lutte contre la fraude sociale» comme cela avait été proposé en 2012. Ce dispositif ne peut pas être confié aux seuls organismes de protection sociale qui n'ont pas la culture répressive. On n'attrape pas les bandits avec des «conventions d'objectifs et de gestion»! Il faut donc donner cette compétence au ministère du Budget qui aurait toute autorité opérationnelle sur les contrôleurs des organismes de protection sociale et sur les comités départementaux antifraude. Cette réforme administrative simple peut être faite avant la fin de l'année.

### **Réformer en urgence le dispositif de lutte contre la fraude aux prestations sociales est-il vraiment prioritaire à l'heure de la crise du coronavirus?**

Cette réforme est d'autant plus urgente dans le contexte actuel! Cette crise coûtera plusieurs centaines de milliards à la France et des millions d'emplois aux Français. Lorsque arrivera l'heure de l'impôt-coronavirus - parce que cette heure viendra -, personne ne comprendrait que l'on continue de laisser la fraude aux prestations sociales allègrement prospérer!

### **La majorité des réformes structurelles de ces quarante dernières années, conduites par Bercy, visent à réduire l'État providence. Mésestime-t-on le poids de l'État social? Quelle est la différence entre État providence et État social?**

L'État social recouvre l'ensemble des régulations poursuivant les objectifs de protection et de justice sociale, ce qui est bien plus large et profond que l'État providence que l'on peut cantonner à la protection sociale, par exemple l'assurance-chômage, le RSA, les allocations familiales... L'État social recouvre de larges pans de l'action publique: la répartition fiscale avec notamment les niveaux de redistribution, la législation du travail, l'étendue des services publics... La France est un véritable archétype de l'État social, même si ce dernier a reculé dans le domaine des services publics industriels et commerciaux - transports (Air

France, la SNCF ou, plus récemment, Aéroports de Paris), autoroutes, télécoms, etc. -, plus sous l'impulsion du droit européen que de Bercy, ce qui a eu un fort impact, parfois négatif, pour les citoyens et n'a pas en réalité réduit le coût du «Deep Social State» français.

Celui-ci s'est renforcé en matière de fiscalité avec la concentration de l'impôt progressif sur de moins en moins de contribuables, alors même qu'une étude de l'Institut Vauban a démontré que l'impôt proportionnel était considéré comme le plus juste par plus de 80 % des Français. Et surtout que dire du niveau de redistribution «sociale», près de 800 milliards d'euros chaque année, on l'a vu!

Face aux nouveaux défis politiques et financiers posés par la crise du coronavirus, on ne pourra pas faire l'économie d'une grande réforme fiscale de relance: mieux d'impôt et plus réparti, car une fiscalité efficace à laquelle adhèrent les contribuables est une fiscalité à faible taux et large assiette, dans un cadre redistributif plus rigoureusement circonscrit et contrôlé.

**Faut-il également réformer l'État bureaucratique? Peut-on dire que le poids de la technocratie explique en partie la gestion, souvent jugée illisible, de cette crise?**

S'il y a bien une chose qui ronge l'efficacité de l'action publique, c'est la bureaucratie. On n'en fera jamais une aussi juste description que la «maison qui rend fou» dans *Les Douze Travaux d'Astérix*. Nous voyons aujourd'hui malheureusement à quel point la bureaucratie peut parfois s'avérer hors sol en temps de crise. Un «État profond» inefficace qui a mis l'autorité politique devant le fait accompli dans une situation intenable avec une communication de crise illisible une fois que les masques sont tombés. Regagner la confiance du peuple français va être compliqué...

# Frankreich fühlt sich von Deutschland endgültig abgehängt

Stand: 21:06 Uhr | Lesedauer: 6 Minuten

Von **Martina Meister**



Bleibt in der Krise zurück: Der französische Präsident Emmanuel Macron beim Besuch eines Feldlazarets

Quelle: POOL/AFP via Getty Images

Überforderte Kliniken, hohe Arbeitslosigkeit, fehlendes Vertrauen der Bevölkerung: Die Corona-Epidemie beschert Frankreich ein erschütterndes Zeugnis. Das Land scheint endgültig abgehängt – vor allem von EU-Partner Deutschland.

Frankreich gibt seinen europäischen Nachbarn derzeit viele Rätsel auf. Die stolze Republik, die sich auf ihr Gesundheitssystem viel eingebildet hat, war erschütternd schlecht auf die Corona-Epidemie vorbereitet und bezahlt das mit vielen Toten, aber auch mit einem starken Vertrauensverlust der Bürgerinnen und Bürger in die Politik.

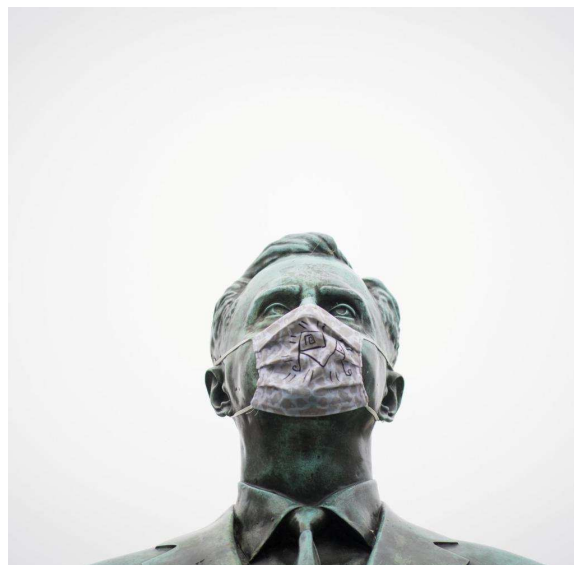
In der Statistik der Todesopfer belegt Frankreich hinter Italien, Großbritannien und Spanien seinen inzwischen angestammten vierten Platz. Das Gesundheitssystem konnte den Folgen der Epidemie bislang nur standhalten, weil Patienten aus überlasteten Regionen in andere Landesteile oder über die Grenze nach Deutschland transportiert wurden.

Wegen der Geschwindigkeit, mit der sich das Virus ausbreitete, und des Mangels an medizinischem Material, Masken, Tests und Beatmungsgeräten blieb den Franzosen nichts als ein strenger Lockdown übrig. Tatsächlich ist es dadurch gelungen, die Ansteckungsrate von 3,5 auf 0,6 zu senken.

Was hierbei besonders überrascht: Die notorisch freiheitsliebenden Franzosen haben anstandslos einen der strengsten und längsten Lockdowns in Europa über sich ergehen lassen. Es sind dieselben Franzosen, die Präsident Emmanuel Macron nach der Gelbwesten-Revolte und den Protesten gegen die Rentenreform noch gerne als „widerspenstige Gallier“ bezeichnete.

Eine Bereitschaft, die es sonst nur im Ausnahmezustand nach den Terrorangriffen in Frankreich gab.

Das in Aussicht gestellte Ende des Lockdown am 11. Mai ist bei genauerer Betrachtung nur eine sehr vorsichtige Lockerung. Denn Frankreich versucht, was Regierungschef Edouard Philippe als eine Gratwanderung bezeichnet: „Ein Tick zu viel Sorglosigkeit, und die Epidemie geht wieder los. Ein Tick zu viel Vorsicht, und das ganze Land stürzt ab.“



Die Bronzestatue „praise of the step sideways“ („Lob des Schrittes zur Seite“) des französischen Künstlers Philippe Ramette trägt eine Gesichtsmaske

Quelle: AFP via Getty Images

Nach katastrophalen Fehleinschätzungen, einem desaströsen Zickzackkurs und öffentlich geäußerten Halbwahrheiten darf sich die Regierung in der zweiten Phase der Epidemie keine Fehler mehr leisten. In Zukunft will man die Ansteckungsketten durch „schützen, testen, isolieren“ brechen.

Bislang war das vor allem an der Testpraxis gescheitert: Mitte März etwa lag die Zahl der wöchentlichen Tests bei 28.000, vergangene Woche immerhin bei 270.000. Bis zum Ende des Lockdown soll die Kapazität

aber auf 700.000 Tests pro Woche verdoppelt werden. Zum Vergleich: In Deutschland waren es laut Robert-Koch-Institut zuletzt knapp 470.000 Test.

Als Premierminister Philippe Anfang der Woche die Exit-Strategie Frankreichs vor dem Parlament darlegte, war deshalb schnell klar: Verlangt wird weiterhin Disziplin, wenn nicht sogar Gehorsam.

Die Aussicht auf „glücklichere Tage“, die Präsident Macron anfangs noch bei seinen Ansprachen herbeigesehnt hatte, kam im Auftritt des Regierungschefs nicht vor. Französische Kommentatoren sprachen von einer „Merkel-Rede“. Anders als in Deutschland setzt die Regierung aber nicht auf Eigenverantwortung, sondern auf strenge Regeln für ihre Bürger.

Das Arsenal der Verbote ist groß und oft kaum nachvollziehbar. So sind nicht nur die Parkanlagen in Paris geschlossen, auch einsame Wälder oder menschenleere Strände sind gesperrt und werden teils mit Drohnen überwacht.

Der Innenminister brüstet sich damit, dass die Polizei 15 Millionen Kontrollen durchgeführt und knapp eine Million Euro Strafgeelder verhängt habe. Manch einer musste 130 Euro zahlen, nur weil er den Einkauf nicht mit einem Kassenzettel nachweisen konnte –oder den Bewegungsradius von einem Kilometer nicht exakt eingehalten hatte.

Über Lockerungen entscheidet die Ampel

Auch die versprochene Lockerung ist noch an viele Bedingungen geknüpft. Die Ausgangssperre wird am 11. Mai nur aufgehoben, sollten bis dahin täglich höchstens 3000 neue Infektionsfälle registriert werden. Außerdem wird eine Art epidemiologische Wetterkarte erstellt: Nur grün klassifizierte Regionen werden in den vollen Genuss der Öffnung kommen.

Regionen, die wie der Osten des Landes oder der Pariser Ballungsraum noch stark betroffen sind, werden rot gekennzeichnet. Lockerungen sollen dort nur sehr eingeschränkt gelten. Auch Mittel- und Oberschulen bleiben in diesen Gebieten geschlossen.

Ob rot oder grün, für alle Franzosen gilt, dass die Bewegungsfreiheit stark eingeschränkt bleibt. Reisen über 100 Kilometer vom Wohnort entfernt müssen „zwingende berufliche oder familiäre Gründe“ haben. Restaurants, Cafés und Hotels bleiben zu.

Auch das Kulturleben verharrt in einem Winterschlaf, von dem niemand weiß, wann er endet: Konzertsäle, Theater, Kinos, die großen Museen bleiben vorerst geschlossen. Nur kleine Museen dürfen öffnen, sofern sie die Abstandsregeln gewährleisten können. Alle Großveranstaltungen und Festivals sind bis September abgesagt.

Vieles ist unklar, eines steht aber schon fest: Das Frankreich, das nach zwei Monaten aus der Schockstarre erwachen wird, wird nicht mehr dasselbe sein, das am 17. März zum Stillstand kam. Die Republik hat sich verändert. Nicht nur das französische Selbstbewusstsein ist angeknackst, auch der blinde Glaube an den Zentralstaat, der von Paris aus die Geschicke der Nation lenkt, bröckelt in der Corona-Krise.

Macron hat immerhin begriffen, dass die Epidemie regional sehr unterschiedlich zugeschlagen hat, und daraus die nötigen Konsequenzen gezogen. Es gibt Regionen, in denen die Intensivstationen noch immer überlastet sind, andere Departements hatten keinen einzigen Infektionsfall.

Dass Regionalpräsidenten und Bürgermeister aktuell mehr Entscheidungsfreiheit haben, wird als eine „Annäherung an die deutschen Nachbarn“ interpretiert – und es ist ebenfalls neu, dass ihnen mehr Kompetenz zugetraut wird als den Pariser Technokraten.

Noch etwas Grundlegendes hat sich verändert: Frankreich fühlt sich von Deutschland endgültig abgehängt. „Wir sind als ein Zwischenstaat zwischen Nord- und Südeuropa in die Krise gegangen. Wir verlassen sie als ein Land des Südens“, notiert der Essayist Nicolas Baverez.

Die Zahl der Arbeitslosen ist auf 3,7 Millionen Menschen gestiegen, ein Zuwachs um mehr als sieben Prozent, dem höchsten seit Beginn der Statistik. Die staatliche Gesamtverschuldung, so schätzen Experten, werde gar auf 115 Prozent des Bruttoinlandproduktes anwachsen. „Frankreich ist im Abseits“, urteilt Baverez.

Es ist vor allem der Vergleich mit den deutschen Nachbarn, der den Franzosen das Versagen ihres eigenen Systems deutlich vor Augen führt. Stark wahrgenommen werden im Augenblick Artikel und Magazin-Titel, die das deutsche Wunder zu erklären versuchen.

„Die sanitäre Krise enthüllt uns den eigenen Abstieg“, sagt der Politologe Jérôme Fourquet im Gespräch mit WELT. Es werden auch Parallelen gezogen zum Einmarsch deutscher Truppen 1940, der Frankreich nachhaltig erschütterte, weil sich das Land damals gut vorbereitet wähnte und wenigstens auf Augenhöhe mit den Deutschen.

Ähnliche Gefühle prägten nun wieder die Stimmung. Die Fernsehbilder von Maskenlieferungen aus China dokumentierten schonungslos den Abstieg: „In unserem kollektiven Unterbewusstsein sind diese Luftbrückenbilder außerordentlich schmerzlich“, sagt Politologe Fourquet. „Sie geben uns das Gefühl, in den Status eines Entwicklungslandes gerutscht zu sein.“

Die Corona-Krise hat die Kräfteverhältnisse in Europa durcheinandergebracht. In Frankreich wird bereits sorgenvoll gefragt, wie die EU diesen Umbruch ohne das deutsch-französische Paar überleben soll.

[https://www.faz.net/aktuell/gesellschaft/gesundheit/coronavirus/wut-und-widerstand-ranga-yogeshwar-ueber-phase-zwei-der-krise-16748935.html?printPagedArticle=true#pageIndex\\_5](https://www.faz.net/aktuell/gesellschaft/gesundheit/coronavirus/wut-und-widerstand-ranga-yogeshwar-ueber-phase-zwei-der-krise-16748935.html?printPagedArticle=true#pageIndex_5)

ZWEITE PHASE DER CORONA-KRISE:

## Widerstand, Wut und Anschuldigung

Zuerst waren Bürger, Politik und Wissenschaft in der Corona-Krise im Gleichklang. Das ändert sich rapide, und das ist gefährlich. Ein Gastbeitrag.

- VON RANGA YOGESHWAR
- -AKTUALISIERT AM 02.05.2020-10:21



Epidemien zeigen offenbar wiederkehrende Muster: Die „London Bills of Mortality“ etwa war eine Sammlung der Todesstatistiken im Pestjahr 1665. In London wurde schon früh akribisch Buch geführt über die wöchentlichen Krankheiten und Todesfälle. Zwischen dem 15. und 22. August 1665 zählte man in den 97 Gemeinden „innerhalb der Mauern“ insgesamt 1268 Tote. Zehn davon starben am Kindbettfieber, 116 erlagen dem Alkohol, 42 starben an den Folgen einer Zahninfektion und 366 Menschen an der grassierenden Pest. Diese vergilbten Statistiken erlauben einen Einblick in den Alltag einer Pandemie vor fast 500 Jahren. Auf demselben Mitteilungsblatt wurde übrigens der aktuelle Brotpreis bekanntgegeben: „A penny Wheaten Loaf to contain Nine Ounces and a half“. 2020 weisen die elektronischen Dashboards der Johns-Hopkins-Universität oder des Robert-Koch Instituts zwar keine Brotpreise mehr aus, dafür sind die Informationen zur Covid-19 Pandemie genauer – wir blicken auf rote Punkte, gelbe Linien und blaue Balken. Der Tod ist bunter geworden.

Daniel Defoe, der Autor des weltbekannten „Robinson Crusoe“, verfasste als anonym Autor ein „Journal of the Plague Year 1665“. Sein Buch ist ein lebendiger Bericht der Geschehnisse der großen Pest, das neben einigen Zahlentabellen auch die damaligen Verordnungen und Erlasse auflistet, bekanntgegeben vom Lordbürgermeister und dem Rat der freien Bürger von London. Kontaktverbote anno 1665 waren klar und eindeutig.

### Karneval und Pandemie

Auch Masken wurden früh zum sichtbaren Accessoire im Kampf gegen die Seuche, zum „Symbol eines existenziellen Risikos“, wie es der Anthropologe Christos Lynteris von der University of St. Andrews beschreibt. Auf alten Illustrationen sieht man verummte Pestdoktoren mit schnabelförmigen Masken. Die Masken waren gefüllt mit Duftstoffen von Amber, Kampfer, Myrrhe bis hin zu Zitronenmelisse und wogen den Träger in Sicherheit gegen die schlechte Luft, die „mal'aria“. Die Pestdoktoren selbst waren angesehene Persönlichkeiten, so wie die Virologen und Epidemiologen von heute. Später wurden die Masken zum typischen Element des venezianischen Karnevals. Diese besondere Verbindung zwischen Karneval und Pandemie; es gab sie also schon weit vor Heinsberg!





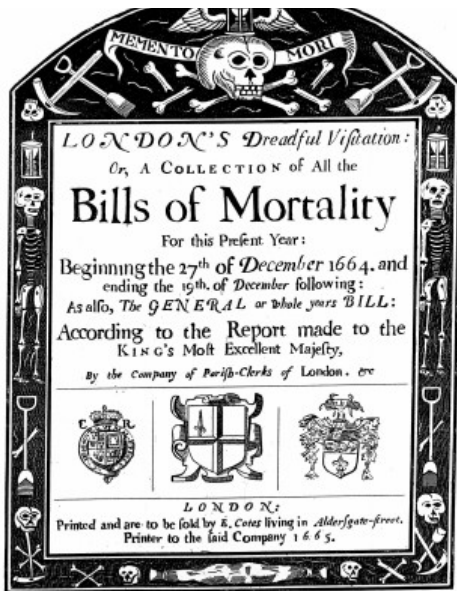
Genossen einst hohen Respekt: Darstellung eines Pestarztes – „Der Doktor Schnabel von Rom“ – um 1656. :Bild: Picture-Alliance

Auch bei vergangenen Pandemien wurde die drohende Gefahr zunächst ignoriert. In London kursierten bereits im Jahre 1663 Gerüchte über einen Pestausbruch in Holland, doch die Gefahr wurde verdrängt, bis zu Beginn des Dezembers 1644 zwei Männer, angeblich Franzosen, am oberen Ende der Drury-Lane an der Pest verstarben. Auch die Ereignisse im fernen Wuhan lösten hierzulande keinen nennenswerten Alarm aus, doch als dann in Bayern und in Heinsberg die ersten Covid-19 Fälle auftraten, änderte sich die Betroffenheit. Die Bilder aus Norditalien illustrierten die drohende Gefahr und lange bevor die Politik konkrete Maßnahmen beschloss, vollzog sich in unseren Städten ein nichtverordneter Shutdown.

Anhand der Mobilitätsdaten von Apple und Google kann man sehen, wie der altbekannte Kanon der Pandemie aus Angst, Abschottung und Rückzug Anfang März einsetzte. Als Bund und Länder sich dann am 23. März auf ein „umfassendes Kontaktverbot“ einigten, hatten die Menschen schon gehandelt. Die politische Entscheidung war sicherlich richtig, doch im Kern spiegelte sie die vorherrschende Meinung in der breiten Bevölkerung. Die Politik griff die Stimmung im Lande auf und setzte um. Schnelles Handeln war angesagt, mancher Ministerpräsident preschte vor und wurde mit steigenden Beliebtheitswerten belohnt.

## Der Unterschied zwischen Populismus und „true leadership“

In dieser Phase erleben wir eine bemerkenswerte Konsonanz. Politik und weite Teile der Gesellschaft sind sich einig. Die Wissenschaft liefert die Argumente und belegt die verkannte Dimension der Pandemie. In Talkshows wird nicht gestritten, sondern erklärt und informiert. Wir lernen von den Experten, die uns das exponentielle Wachstum verdeutlichen, die Infektionsmechanismen erläutern oder die Zuverlässigkeit von PCR-Tests ansprechen. Auch die Bundeskanzlerin erläutert die relevanten Unterschiede bei leicht veränderten Reproduktionszahlen. Mediale Präsenz und verständliche Worte überdecken mitunter tatsächliche Expertise, doch sie alle kämpfen gegen Corona. Virologen und Epidemiologen schmücken Talkshows, Podcasts und Interviews. Ihre Namen sind bekannt wie die der Fußballstars: Christian Drosten, Melanie Brinkmann, Alexander Kekule, Marylyn Addo oder Hendrik Streeck.



Sterbestatistik und Brotpreisinformation: „Bill of Mortality“ während der Great Plague in London. :Bild: Picture-Alliance

Doch inzwischen hat sich der Ton geändert und die gefeierte Harmonie löst sich auf. Nur drei Wochen später heißt es: „Wie sehr kann man sich auf unsere Virologen verlassen? – Drei Experten drei Meinungen“. Es offenbart sich eine wachsende Dissonanz zwischen Bevölkerung, Politik, Wirtschaft und der Wissenschaft. Der Shutdown wird allmählich zur Belastung für alle und die Frage der Verhältnismäßigkeit wird vermehrt gestellt.

Manche beginnen nun damit, die Pandemie zu bagatellisieren oder anzuzweifeln. Die Zahlen gehen zurück, die Krankenhäuser stehen leer und das Eingesperrtsein nervt. Ist das womöglich alles übertrieben? Diese Reaktion wird verstärkt durch ein bekanntes Paradoxon: Statt die Maßnahmen als Erfolg zu feiern und sich über den bislang glimpflichen Verlauf zu freuen, wächst die Kritik an den Experten. Ein Irrsinn: Würden wir die Feuerwehr abschaffen nur weil es im vergangenen Jahr nicht gebrannt hat?

Das zweite Kapitel der Pandemie hat begonnen, eine Phase gekennzeichnet von Widerstand, Wut und Anschuldigung. Zu Zeiten der Pest richtete sich der Volkszorn gegen Ketzer, Juden oder Frauen, heute erleben wir diese bemerkenswerte Wende der Politik im Verhältnis zur Wissenschaft.

Zum Glück brennen heute keine Scheiterhaufen mehr, doch engagierte Wissenschaftler wie Christian Drosten erhalten immerhin Morddrohungen. Wie kann das sein? Noch vor drei Wochen wurden „unsere“ Virologen und Epidemiologen als Stars gefeiert, als aufklärende Lotsen in einem Meer der Ungewissheit, doch inzwischen passt ihr vorgeschlagener Kurs nicht mehr zum Fahrplan des politischen Establishments, der sich allzu oft am Volk orientiert, an Umfragewerten und Beliebtheitskalen statt den Menschen Orientierungshilfen zu geben. Hier offenbart sich der wichtige Unterschied zwischen einer populistischen Politik und dem, was man im Englischen „true leadership“ nennt.

## **Hier kann jeder Bürger mitreden**

Die Entscheidung über das Kontaktverbot war streng genommen eine populistische, da sie der Volksstimmung entsprach. Man musste die Menschen nicht mehr überzeugen da die große Mehrheit ein Einsehen hatte. Doch nun bräuchte es „leadership“, also eine aufgeklärte und aufklärende politische Klasse, die in der Lage wäre, den unbequemen Lockdown in seiner Notwendigkeit zu vermitteln und trotz verständlichem Widerstand dafür einzustehen. Der Preis einer Fehlentscheidung ist hoch, und nichts ist in der Politik schwerer zu vermitteln als drastische Maßnahmen, die keinen kurzfristigen Erfolg versprechen. Die kalten Statistiken und Extrapolationen sind ohnehin schwer zu verstehen, weit komplexer als das

verständliche Bedürfnis nach Entlastung. Der Themenwechsel greift das Gefühl auf: Kindergärten, Fußballspiele, Möbelhäuser und die Frage der 800 Quadratmeter. Hier kann jeder Bürger mitreden.

Als am vergangenen Sonntag der NRW-Ministerpräsident Armin Laschet Sätze wie „Virologen ändern alle paar Tage ihre Meinung“ sagte, und Christian Lindner vom „Widerspruch der virologischen und epidemiologischen Positionen“ sprach, wurde klar, dass der Basar der Lockerungen geöffnet hat. Lobbyisten, Hotelbesitzer, Sportclubs und genervte Eltern fordern Erlösung, und obwohl die Wissenschaft mit klaren Zahlen die Tragweite der globalen Pandemie belegt, scheinen ihre Argumente zu verpuffen. Selbst die dramatischen Anstiege der Mortalitätsraten – eine Zahl, bei der es keine Dunkelziffer gibt – werden ignoriert. Sie zeigen das reale Ausmaß dieser Pandemie und belegen, dass offenbar mehr Menschen an Covid-19 versterben als bislang angenommen.



Ranga Yogeshwar ist Physiker, Wissenschaftsjournalist und Moderator. Von ihm erschien zuletzt das Buch „Nächste Ausfahrt Zukunft. Geschichten aus einer Welt im Wandel“. :Bild: dpa

Doch solche Analysen stoßen bei der Politik zunehmend auf taube Ohren. „Es trägt nicht dazu bei, die täglichen Wasserstandsmeldungen des Instituts noch für seriös zu halten.“ sagte der stellvertretende FDP-Vorsitzende Wolfgang Kubicki der Deutschen Presse-Agentur in Berlin.

Die berechtigte Warnung der Wissenschaft vor einer zweiten Welle wird abgetan, denn die Politik setzt auf Lockerung, so wie 1918 als die große Grippe, die fälschlicherweise als „Spanische“ bezeichnet wurde, nach dem Aufheben der Kontaktverbote nochmals heftig zuschlug. Die damaligen Fallzahlen dutzender Städte belegen, wie bedrohlich eine zu frühe Öffnung ist, doch die Verantwortlichen reagieren falsch, weil sie die Tragweite unterschätzen und weil unsere brennende Sehnsucht nach einer unbekümmerten Normalität allmählich unsere Ohren verschließt. Wir wollen keine analytischen Denker, die uns schlechte Nachrichten verkünden und uns weiterhin einsperren wollen, sondern wünschen uns Erlöser, die uns von der Last dieser ansteckenden Geißel befreien.

## **Wir werden verdrängen, wir können das gut**

Dieser Leidensdruck erzeugt aberwitzige Erklärungsstrukturen. Da erscheinen lange Aufsätze, die allen Ernstes vorrechnen, dass es diese Epidemie gar nicht gibt, sie sei lediglich ein Artefakt, das Ergebnis einer gestiegenen Testquote. Andere fragwürdige Studien und Interviews mit Scheinexperten behaupten, dass es keinen Lockdown bräuchte oder dass das neue, unbekannte Virus weit weniger gefährlich sei als behauptet. Selbst gewissenhafte Studien werden in Talkshows von Meinungsmachern uminterpretiert und wissenschaftliche Laien attackieren Epidemiologen und „schätzen die Zahlen anders ein als es die Experten tun“. In dieser Befreiungsphase wird wissenschaftliche Klarheit vernebelt. Die Kategorien des Für und Wider verschieben sich vom Rationalen ins Emotionale. Wissenschaftliche Argumente haben in dieser Konstellation keine Chance mehr. Bald beginnt das dritte Kapitel, wenn die Wut und Schuldzuweisungen irgendwann in eine kollektive Verdrängung münden.

Nach der Reaktorkatastrophe von Fukushima wurde ich Zeuge dieses Prozesses. Damals wurden größere Regionen nordwestlich der Atomanlagen von Fukushima verseucht und die Menschen mussten ihre Wohnorte verlassen. Die Radioaktivität hatte das Sozialgefüge aufgelöst, ein Trauma für die Menschen. Und

dann passierte es: Die Sehnsucht der Menschen nach ihrem Heimatort trieb sie zurück. Für den Staat war die Öffnung eine große Entlastung, auch die Wirtschaft drängte. Straßen und Orte wurden gereinigt und freigegeben, obwohl die Erde immer noch strahlte. Ich erinnere mich gut, wie ich in einer Parkanlage von Fukushima-Stadt mit einem Messgerät die Aktivität überprüfte. Wenige Meter vom Weg entfernt stieg die Radioaktivität rapide an. Man wusste davon, aber man sprach nicht mehr darüber. Erst diese kollektive Verdrängung ermöglichte das ersehnte Zurück in die Normalität.

Womöglich werden wir demnächst einen ähnlichen Verdrängungsprozess erleben. Wir werden unser Leben wieder öffnen und werden verdrängen, dass diese Freiheit einen Preis hat. Wir werden uns abwenden von denjenigen, die uns die Rechnung hinhalten und werden uns einigen, dass es immer auch andere Zahlen und andere Studien gibt. Überhaupt werden wir dann wieder betonen, dass wir nach vorn schauen müssen und nicht zurück.

Wir werden verdrängen. Wir können das gut, haben eine lange Erfahrung darin. Wir fliegen und verdrängen das Klima, wir kaufen billige T-Shirts und verdrängen, wo und wie sie hergestellt werden. Wir wollen nicht wahrnehmen, dass jedes Jahr etwa 400.000 Kinder an Malaria sterben. Wir wissen von der menschenverachtenden Armut ganzer Kontinente, von den heimatlosen Flüchtlingen, doch wir schauen weg. Wir alle sind Meister in diesem kollektiven Verdrängungsprozess, denn nur so lässt sich erklären, dass wir in einem Jahrhundert gleich zwei Weltkriege führten und inzwischen wieder zu Exportmeistern der Rüstungsindustrie aufgestiegen sind. Bald werden wir im Sonnenschein durch Fußgängerzonen schlendern und in den Schaufenstern nach Sonderangeboten suchen. Auf einem Ausverkaufstisch stapeln sich Restbestände: Masken zum Schnäppchenpreis, doch niemand greift zu.

*Ranga Yogeshwar ist Physiker, Wissenschaftsjournalist und Moderator. Von ihm erschien zuletzt das Buch „Nächste Ausfahrt Zukunft – Geschichten aus einer Welt im Wandel“.*

<https://www.faz.net/aktuell/feuilleton/buehne-und-konzert/fragen-sie-eleonore-buening-sind-voegel-musikalisch-16721714.html>

FRAGEN SIE ELEONORE BÜNING:

## Sind Vögel musikalisch?

- VON ELEONORE BÜNING
- -AKTUALISIERT AM 02.05.2020-13:08



Mehr als bloßes Zwitschern: Viele Vögel singen nicht einfach Tonfolgen herunter, sondern spielen mit komplexen Arrangements und aufgeschnappten Motiven. Das ist auch Mozart und Wagner nicht entgangen.

Manche mehr, andere weniger. Die Gottesgabe der Musikalität wurde auch in dieser Spezies nicht gerecht an alle gleichermaßen verteilt. Die Elster, zum Beispiel, ist ein echter Schreihals, die Amsel dagegen eine musikalische Hochbegabung. Amselmännchen flöten in der Brunft- und Brutzeit rhythmusgenau und intonationssicher so ziemlich alles nach, was ihnen zu Ohren kommt. Sie können aufgeschnappte Melodien in andere Tonlagen transponieren, sie ausbauen und verbessern, Variationen erfinden und diese umformatieren in individuell strukturierte Eigenkompositionen. Ihre Motivbildung entwickelt sich, wie die der Menschen, aus der Zwei- beziehungsweise Dreitönigkeit. Dur wird bevorzugt, Zwölftönigkeit ist möglich. Jeder Amselmann sucht andere Amselmänner zu übertrumpfen. Zurzeit findet dieser Song-Contest an jedem Morgen statt, beginnend etwa vierzig Minuten vor Sonnenaufgang, in Großstädten etwas früher und etwas lauter als auf dem Lande. Nach wie vor behaupten die Ornithologen, dies geschehe einzig, um der jeweiligen Amselgattin zu imponieren. Machen Sie einfach mal gegen halb sechs Uhr früh Ihr Fenster auf. Ich denke, Sie werden ebenfalls Freude haben. Distelfink und Kohlmeise fangen erst etwas später an als die Amsel. Das Rotkehlchen, falls eines in Ihrem Garten oder Hinterhof wohnt, schon etwa zwanzig Minuten eher. Die Letzten sind die Spatzen.

Rund um **Ostern** herum feiern wir die hohe Zeit des Vogelkonzerts. Alle Vögel, auch die 5700 bekannten Arten der Singvögel, stammen evolutionsbiologisch von den Dinosauriern ab. Alle Singvogelküken lernen die Gesänge ihrer Art von den Eltern, so, wie ihnen der Schnabel halt gewachsen ist. Alle benutzen dazu vier kleine Membranen im unteren Kehlkopf sowie den ganzen Körper als Resonanzboden, was den physischen Anforderungen eines Profitänzers oder Hochleistungssports entspricht. Als Singvögel klassifiziert sind auch Rabenvögel (Elstern et cetera), ausgeschlossen dagegen Papageien (Psittaciformes) und Hühnervögel (Galliformes), obgleich doch das Huhn recht angenehm im kehligen Altregister trillert und zumal unter Papageien nicht nur geniale Nachahmungs-, sondern auch etliche Tonkünstler zu finden sind. Das erscheint paradox. Doch spielt Musikalität in der Ornithologie keine große Rolle, die Feldforscher arbeiten hier mit anderen Kriterien.

Von **James Bond**, dem Verfasser des Standardwerks „Birds of the West Indies“ (1936), weiß man, dass er jeden Vogel, den er studierte und registrierte, mindestens einmal auch verzehrt hat. Bond kam viel herum in

der Karibik, diverse Vogelarten wurden nach ihm benannt, auch Ian Fleming, persönlich bekannt mit Bond, hat sich dessen Namen ausgeliehen, weshalb, zur Erinnerung an den Ur-Bond, sich Pierce Brosnan bei seiner Ankunft in Kuba in „Die Another Day“ (2002) als Ornithologe ausgab. Er wurde schnell enttarnt.

Umgekehrt, unter Musikern, hat die rätselhafte Musikalität der Vögel zu allen Zeiten eine überragende Rolle gespielt. Rätselhaft daran ist letzten Endes, dass es bisher noch nicht gelang, zu erklären, warum die Vögel morgens und abends singen. Und: Warum singen sie weiter, auch wenn ihre Brut längst ausgeflogen ist? „Der Gesang der Amsel übertrifft an Phantasie die menschliche Einbildungskraft“, sagte Olivier Messiaen, der sein Lebenswerk auf die Transkription von Vogelstimmen gründete. Die kleinen Vögel singen, weil sie singen: l'art pour l'art. Nicht nur Messiaen fasste diesen Gesang auf als reines Gotteslob, als einen Triumph der Schöpfung über die Unzulänglichkeit einer humanen Musik, die „dem Verzweifelten kein Vertrauen mehr einflößen“ könne. Auch in den Werken von Beethoven, Mozart, Haydn ist der Gesang der Vögel allemal grenzüberschreitend und mehr als nur ein tonmalerischer Naturlaut. Auch in Wagners „Ring“. Die Kohlmeise erhebt ihre zarte Stimme in Bruckners Vierter. Der Stieglitz, auch genannt Distelfink (il cardellino), hat mitkomponiert an Antonio Vivaldis Konzert op.10 Nr.3. Er fliegt schon früh ein als ikonographischer Begleiter der Madonnenbilder, Sinnbild für die Passion Christi.

Der Distelfink mit der roten Maske, Vogel des Herrn, Dornenvogel, wohnt heute bevorzugt in Hochhaus- und Plattenbausiedlungen. Er ist ein Vegetarier und ein Vorreiter der Gleichberechtigung. Denn nicht nur die Distelfinkenmänner können singen, mehrere Strophen, variiert und verziert mit Trillern und Ornamenten. Auch die Distelfinkenweibchen. Und: Wer dem Distelfinken lauscht, dem bietet er Schutz vor der Pest.

NUKLEARE ABSCHRECKUNG UND SPD:

## Zwei Schlüssel zur Bombe

- VON KONRAD SCHULLER
- -AKTUALISIERT AM 02.05.2020-21:58



Amerikanische Sprengköpfe, deutsche Bomber: Das ist die Formel der „nuklearen Teilhabe“. Sozialdemokraten und Grüne haben sie schon immer in Frage gestellt. Brauchen wir sie noch?

Unter einer Betonschicht in Deutschland liegen ein paar amerikanische Atombomben. Vermutlich sind es nicht sehr viele, vermutlich sind sie nicht sehr stark, und wahrscheinlich liegen sie auf dem Stützpunkt Büchel. Das Besondere an ihnen: Im Fall eines Atomkriegs würden die Amerikaner die Bomben nicht selbst abwerfen. Sie würden sie den Deutschen geben, und deren Tornado-Bomber würden sie ins Ziel tragen.

All das zusammen, Amerikas Bomben und Deutschlands Bomber, hat einen Namen: nukleare Teilhabe. Die gibt es seit dem Kalten Krieg, und keine Bundesregierung hat das seither je geändert. Auch unter sozialdemokratischen Kanzlern war das so, obwohl SPD und Grüne immer Bauchweh hatten.

Jetzt ist das Bauchweh besonders arg, denn die Tornados sind alt geworden und Verteidigungsministerin Annegret Kramp-Karrenbauer will sie durch neue Bomber ersetzen. Die nukleare Teilhabe würde so für ein paar weitere Jahrzehnte bestätigt, und deshalb ist auf der Linken der Streit, der immer schon schwelte, wieder aufgeflammt.

### **Könnte Trump in Versuchung geführt werden?**

Befürworter der Teilhabe führen zwei Hauptargumente an. Erstens: Amerika verpflichtet sich damit, ein paar seiner Atombomben auf deutsches Territorium zu stellen. In einer Zeit neuer russischer Aggressivität und wachsender Zweifel an Amerikas Verlässlichkeit bestätigt Washington damit, dass ein Angriff auf Deutschland ein Angriff auf die amerikanische Atommacht ist. Amerika kann Deutschland nicht im Stich lassen, denn es hat ein Pfand hinterlegt, das es nicht verlieren darf.

Hier beginnen die Einwände. Die Atombomben, die Amerika bereitstellt, sind relativ klein, und der SPD-Vorsitzende Norbert Walter-Borjans sagt, dass Präsident Trump deshalb in Versuchung geraten könnte, sie wirklich einzusetzen. Dahinter steht eine alte Sorge. Die Nuklearmächte könnten einen Atomkrieg in Kauf nehmen, wenn er begrenzt wäre, zum Beispiel auf Deutschland oder Europa. Dann würden nicht Moskau und Washington zerstört, sondern Berlin und Minsk.

Gegen diesen Einwand führen Befürworter der Teilhabe nun das Argument zwei ins Feld: Dieses System ist eine Tür mit zwei Schlössern. Einen Schlüssel hat der amerikanische Präsident, denn nur er kann den Einsatz amerikanischer Bomben befehlen. Den anderen hat die Bundeskanzlerin, denn ohne ihr Plazet können deutsche Flugzeuge im Kriegsfall nicht starten. Darauf weist bei der SPD Fritz Felgentreu hin, der verteidigungspolitische Sprecher der Bundestagsfraktion, aber auch Karl-Heinz-Brunner, der Vorsitzende

des Unterausschusses Abrüstung. Der sagt: „Die letzte Entscheidung über den Einsatz der amerikanischen Atomwaffen von deutschem Boden aus liegt dadurch immer beim Bundeskanzler.“

Damit scheint die nukleare Teilhabe auf Deutschlands Interessen zu passen wie ein Maßhandschuh. Einerseits verpflichtet sie Amerika, Garantien seiner Treue zu hinterlegen. Zweitens kann Deutschland Amerika daran hindern, diese Waffen einzusetzen, wenn es uns nicht passt.

## **Zweifel am deutschen Veto**

Doch auch hier gibt es Einwände im politischen Spektrum links der Mitte. Zum Beispiel von [Tobias Lindner](#), dem verteidigungspolitischen Sprecher der Grünen im Bundestag. Der sieht zwar auch, dass Deutschland durch sein Veto im System der nuklearen Teilhabe im Ernstfall den Einsatz amerikanischer Atombomben von deutschem Boden aus verbieten könnte. Seiner Ansicht nach würde dadurch in einem nuklearen Zusammenprall zwischen Amerika und Russland aber nichts wirklich besser. Lindners Argument geht so: In Deutschland stehen amerikanische Militäreinrichtungen, die für die Zielplaner der russischen Atomstreitkräfte so oder so ganz oben auf der Liste stehen dürften, etwa die Luftwaffenstützpunkte Ramstein und Spangdahlem, das Afrika-Hauptquartier in Stuttgart, das Europa-Hauptquartier der US Army in Wiesbaden. Lindner sagt: „In einem Konflikt der Supermächte wäre es eine Illusion zu glauben, dass diese Ziele nicht angegriffen würden, nur weil Deutschland zum Einsatz von ein paar wenigen amerikanischen Atomwaffen nein sagt.“

Doch auch dieses Argument hat wieder seine Probleme. Es ist, wie Lindner selbst sagt, „hochspekulativ“. Man weiß nicht, was russische oder amerikanische Zielplaner im Zweifelsfall täten. Der europäische Atomkrieg ist eben noch nie ausprobiert worden. Man weiß nicht, ob ein russischer Präsident in einem eskalierenden Schlagabtausch tatsächlich einen Atomangriff auf amerikanische Kasernen in Stuttgart riskieren würde. Vielleicht würde er davon ablassen, weil er einen Gegenschlag fürchten müsste. Niemand weiß, was in so einem Fall geschähe, und die Befürworter der Teilhabe sagen: Genau darin besteht die Abschreckung. Dass es noch nie zum Äußersten gekommen ist, liege nur daran, dass keine Seite genau weiß, wo die Schwelle zur Vernichtung liegt. Das habe jahrzehntelang funktioniert, und deshalb müsse Deutschland zur Teilhabe bereit sein.

Als russische Präsidenten noch keine neuen Marschflugkörper aufstellten und amerikanische noch nicht Putzmittel zur intravenösen Behandlung von Corona empfahlen, war dieses Denken auch in der SPD durchsetzbar. Jetzt aber wird das immer schwerer. Putin verletzt das Verbot landgestützter Mittelstreckenwaffen, Trump fühlt sich deshalb seinerseits nicht mehr daran gebunden. Deutschland und Europa behandelt er oft wie Gegner. Da erscheint sogar der Kalte Krieg noch wie ein Idyll. Brunner aus dem Unterausschuss Abrüstung sagt es so: Wenn er wüsste, dass eine deutsche Bundeskanzlerin und ein amerikanischer Präsident wie damals „im Wald auf einem Stamm sitzen und einen Tee oder einen Whisky miteinander trinken könnten“, dann wäre ihm wohler.



**Patrick Artus :**

## « On ne voit plus de lien entre croissance de l'offre de monnaie et inflation »

### CHRONIQUE

**Patrick Artus**

[Le Cercle des Economistes, économiste à Natixis](#)

Avec la crise sanitaire, les Banques centrales se sont substituées aux Etats dans leur rôle d'« assureurs » des entreprises et de leurs salariés, observe l'économiste dans sa chronique.

Publié le 30 avril 2020 à 13h45, mis à jour hier à 12h05 Temps de Lecture 4 min.

**Chronique.** Qui a la capacité d'assurer les autres agents économiques contre la chute de leur revenu due à une récession ? C'est une problématique centrale aujourd'hui, avec l'effondrement de la production qui va avoir lieu au deuxième trimestre 2020 en raison de la crise due au coronavirus.

Dans un modèle traditionnel de salariat, les salariés sont assurés par les entreprises dans le sens où, lors de fluctuations économiques ordinaires, les salariés conservent leur emploi et leur salaire, et où la perte de revenu est supportée par les entreprises parce que celles-ci disposent d'une plus grande capacité que le salarié à gérer intertemporellement son revenu : si elle perd du revenu à court terme, elle peut utiliser ses revenus futurs pour maintenir sa dépense à court terme (en s'endettant, en épargnant moins), tandis que les salariés subissant une perte de revenu peuvent plus difficilement s'endetter pour la compenser.

Mais ce qu'on observe dans cette crise est que les entreprises non plus ne parviennent pas à maintenir leurs revenus, et ne peuvent donc pas jouer le rôle d'assureur. Durant une récession, les entreprises n'ont en effet pas un accès suffisant au crédit ou aux marchés financiers pour compenser la perte de chiffre d'affaires ; elles aussi sont soumises à une contrainte de liquidité qui fait qu'elles doivent réduire leurs dépenses à court terme, et donc les salaires.

### **Capacité incertaine**

Cela explique l'intervention de l'Etat. Celui-ci assume le rôle d'assureur des entreprises, ce qui leur permet à leur tour d'assurer les salariés. C'est exactement ce qu'on observe aujourd'hui : les Etats financent le chômage partiel, donnent des garanties publiques aux dettes des entreprises, les subventionnent, annulent leurs impôts... Les Etats compensent donc la perte de revenu des entreprises en espérant (au moins en Europe, mais pas aux Etats-Unis) que cela permettra aux entreprises de ne pas licencier.

Mais cette intervention de l'Etat pose elle-même problème : elle est possible si les Etats peuvent s'endetter beaucoup plus pendant une récession et réduire cet endettement plus tard afin de maintenir leur solvabilité budgétaire à long terme. Or, cette capacité est devenue incertaine : les Etats ont déjà un taux d'endettement public très élevé, et il leur est difficile de s'endetter beaucoup plus ; la pression fiscale est déjà très élevée, et il leur est difficile de réduire leur endettement public après les récessions en augmentant les impôts.

On a d'ailleurs vu, en mars 2020, avant que les banques centrales n'interviennent, que les taux d'intérêt à long terme augmentaient nettement, même aux Etats-Unis et en Allemagne, ce qui révèle la limitation des capacités d'endettement supplémentaire des Etats.

Le problème de l'assurance contre la perte de revenu est donc repoussé d'un niveau : les entreprises ne peuvent pas assurer les salariés, les Etats peuvent difficilement assurer les entreprises et les salariés. C'est pour cela que les banques centrales doivent intervenir.

## **Théorie à compléter**

Le cadre théorique d'intervention des banques centrales était jusqu'ici clair. Si l'Etat doit assurer le secteur privé contre le recul de son revenu, si son endettement est très élevé et s'il ne peut pas réduire son déficit, la banque centrale monétise les déficits publics (et le supplément de dette publique). L'Etat peut alors continuer à avoir un déficit public élevé, qui est financé par la création monétaire. La conséquence de cette création monétaire sera, à moyen terme, l'inflation, qui est une taxe (le « seigneurage ») sur la monnaie détenue par les agents économiques. C'est ce que montrent les économistes américains Thomas Sargent et Neil Wallace dans un célèbre article déjà ancien (« [\*Some Unpleasant Monetarist Arithmetic\*](#) », *Federal Reserve Bank of Minneapolis Quarterly Review*, automne 1981). Autrement dit, pour disposer de nouvelles ressources destinées à assurer les ménages et les entreprises, l'Etat, au travers de la banque centrale, lève une nouvelle taxe, une taxe certes inflationniste, mais efficace, puisque son effet inflationniste ne viendra que plus tard, après la récession.

Ce cadre théorique est cependant beaucoup moins clair aujourd'hui. Certes, l'enchaînement est a priori le même : l'Etat a besoin d'assurer les ménages et les entreprises contre la chute de revenu due à la crise, il a du mal à le faire seul parce que les finances publiques sont déjà dégradées, il est alors secondé par la banque centrale, qui monétise les déficits publics rendus nécessaires.

Mais on ne voit plus, dans les économies contemporaines, de lien entre croissance de l'offre de monnaie et inflation. La monétisation des dettes publiques ne conduit plus à la taxe inflationniste. Cela signifie-t-il que l'on aurait alors trouvé une méthode non coûteuse pour restaurer la capacité d'assureur de l'Etat, une monétisation non inflationniste des dettes publiques ? Certes, une création monétaire très rapide peut conduire à des bulles sur les prix des actifs (les actions, les biens immobiliers), mais celles-ci ne sont pas une taxe comme la taxe inflationniste : au contraire, elles enrichissent les agents économiques détenteurs de ces actifs. Il reste probablement à compléter la théorie monétaire sur ce point.

## Der Traum vom billigen Ökostrom aus der Wüste

Stand: 02.05.2020 | Lesedauer: 8 Minuten

Von **Tobias Kaiser**

Korrespondent in Brüssel, Ouarzazate und Ben Guérir



Das Solarfeld Noor III im marokkanischen Ouarzazate: Wird die Vision Desertec doch noch wahr?

Quelle: picture alliance / Xinhua News

Marokko baut in der Wüste gewaltige Parks für erneuerbare Energien und will sich vom Öl lösen. Überschüssiger Ökostrom könnte auch nach Europa fließen. Damit könnte gelingen, woran deutsche Konzerne jahrelang gescheitert sind. Doch es gibt gleich zwei Probleme.

So sieht sie also aus, die Zukunft: silbern-gleißend und geradezu erschöpfend monoton. Reihe um Reihe stehen die Parabolspiegel am Rande der Wüste; blendende Hohlspiegel, so weit das Auge reicht. Mehr als eine halbe Million davon folgen hier dem Lauf der Sonne.

Noor, das ist arabisch für Licht. So heißt der größte Solarkomplex der Welt, der sich hier in der Hochebene von Ouarzazate, im Süden Marokkos, ausbreitet. Dieses und andere Solarkraftwerke, Windräder und Staudämme sollen bereits in zehn Jahren nicht nur einen großen Teil der Energieversorgung Marokkos sichern, sondern auch Strom nach Europa liefern. Die Anlage am Atlasgebirge könnte so Deutschland und anderen europäischen Ländern helfen, ihre Klimaziele zu erreichen.

Die Voraussetzungen sind gut, denn die Hochebene von Ouarzazate bietet für Solarkraftwerke ideale Bedingungen. Zuerst hatten es Filmschaffende bemerkt: Das Licht auf dem Hochplateau rund um die Stadt ist besonders. Es strahlt hell am Tag und leuchtet in den Dämmerstunden warm. Welcher Regisseur das

besondere Licht als erster entdeckte, weiß hier niemand mehr, aber ab den 60er-Jahren war es weltberühmt, zumindest in der Welt des Films.

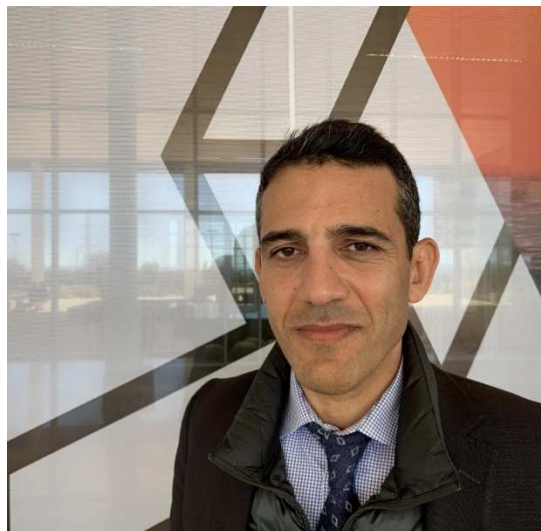
Kameraleute und Regisseure wollten mit dem besonderen Licht drehen, Filmstudios wurden hier in die Wüste aus rotem Stein gebaut, und die verschlafene Garnisonsstadt wurde zum Hollywood Marokkos. „Der englische Patient“ wurde hier gedreht, „Lawrence von Arabien“, „Gladiator“, „Die Mumie“ und Teile von Fernsehserien wie „Game of Thrones“ und „Prison Break“. Im Filmmuseum der 80.000-Einwohner-Stadt verstauben heute Pappmascheekulissen, Kostüme und alte Schneide- und Tonmischmaschinen, die in Produktionen eingesetzt wurden.

Bessere Bedingungen für die Produktion von Solarenergie sind kaum denkbar

Irgendwann bestätigten auch Wissenschaftler, was Einheimische und Filmemacher schon wussten: Das Licht in Ouarzazate ist etwas Besonderes. Hier scheint die Sonne praktisch 365 Tage im Jahr und strahlt mit einer Intensität von mehr als 2500 Kilowattstunden pro Jahr und Quadratmeter.

Die Werte sind mehr als doppelt so hoch wie in Deutschland und so intensiv, wie sonst kaum irgendwo auf der Welt. Bessere Bedingungen für die Produktion von Solarenergie sind kaum denkbar.

Und so zieht die Sonne, die schon Brad Pitt und Ridley Scott in das Festungsstädtchen am Rande des Atlasgebirges gelockt hat, jetzt andere Pioniere an: die Solarindustrie. Vor fast genau sieben Jahren, am 3. Mai 2013, begann der halbstaatliche Betreiber Masen mit dem Bau von Noor. Aus einer Anlage wurden vier, und Noor I bis IV haben heute bereits eine Kapazität von gut 580 Megawatt. Schon heute produziert der Solarpark genug Strom für eine Stadt von der Größe Prags. Und sie soll weiter wachsen.



Rachid Bayed ist der Betriebsdirektor von Masen

Quelle: Tobias Kaiser

„Wir wollen hier genügend Strom für zwei Millionen Menschen produzieren“, sagt Rachid Bayed, der Betriebsdirektor von Masen. Das halbstaatliche Unternehmen hatte Ende vorigen Jahres in ganz Marokko Solaranlagen mit einer Kapazität von 800 Megawatt in Betrieb. In diesem und im nächsten Jahr sollen mehr als 1800 Megawatt dazukommen – wengleich der Ausbruch des Coronavirus den Zeitplan wohl ins Wanken bringen dürfte.

Der marokkanische König will mit dem Strom aus Noor das Land unabhängig machen von Energie von außen. Das Land verfolgt eine der ambitioniertesten Energiewenden weltweit. Bis 2030 sollen 52 Prozent des Stroms aus Erneuerbaren kommen. Für Marokko ist das ein großer Sprung; noch vor zehn Jahren spielten regenerative Energien im Energiemix des Landes nur eine untergeordnete Rolle.

Stattdessen produzierte das Land seinen Strom mit Dieselgeneratoren und schmutzigen Kraftwerken, die Öl, Kohle und Gas verfeuerten. „Wir waren völlig abhängig vom Import fossiler Energien“, sagt der Ingenieur Bayed. In den Jahren nach der Jahrtausendwende wurde das zum Problem.

Die marokkanische Wirtschaft wuchs stark, Industrie und Haushalte brauchten mehr Strom, aber gleichzeitig stieg der Preis für Öl, Kohle und Gas. „Im Juli 2008 stieg der Ölpreis auf mehr als 148 Dollar pro Barrel“, erinnert sich Ali Zerouali, Direktor für Kooperationen und Internationale Entwicklung bei Masen. „Diese Situation war gefährlich für die marokkanische Wirtschaft.“

Als Reaktion begann Marokko im Jahr 2009 den Aus- und Aufbau Erneuerbare Energien. Einige Staudämme und Wasserkraftwerke besaß das Land bereits, Sonnenenergie aus der Wüste und Windenergie aus Farmen an der windreichen Küste sollten dazukommen. Der Ausbau schreitet schnell voran: 2016 kam bereits ein gutes Drittel des Energiebedarfs aus Erneuerbaren, Ende dieses Jahres sollen es 42 Prozent sein.

Die Regierung verfolgt mit der Solarindustrie auch eine Entwicklungsstrategie: Das Land will künftig Solar- und Windenergie nach Europa verkaufen und zu einem Produzenten regenerativer Energien für Europa werden. Dazu sollen nicht nur rund um Ouarzazate, sondern auch in anderen Wüstengegenden Solaranlagen entstehen. Entscheidend wird sein, wie günstig der Strom produziert werden kann. Neue große Solaranlagen können für konkurrenzfähige zwei bis drei Cent pro Kilowattstunde produzieren.



Das Solarfeld Noor III im marokkanischen Ouarzazate

Quelle: Youssef Boudlal/REUTERS

Werden diese ambitionierten Pläne des Königs und der Regierung Realität, wäre das die Wiedergeburt von Desertec, einem ambitionierten, aber letztlich gescheiterten Plan, den vor allem deutsche Unternehmen wie RWE, Siemens, die Münchener Rück und die Deutschen Bank vorangetrieben hatten. Sie wollten in den Wüsten Nordafrikas und des Nahen Ostens Strom aus Solar- und Windenergie gewinnen und den Saharastrom durch Leitungen im Mittelmeer nach Europa leiten. Das Vorhaben wurde 2014 allerdings aus verschiedenen Gründen beerdigt.

Marokkos Großprojekte könnten die gescheiterte Vision noch Realität werden lassen. Das Land bereitet sich schon darauf vor, Strom nach Europa zu liefern. Die Bundesregierung, die EU-Kommission und andere europäische Länder haben mit Marokko im vergangenen Jahr bereits einen Fahrplan für den Handel mit erneuerbaren Energien verhandelt. Er sieht vor, dass Marokko, Portugal, Spanien, Frankreich und Deutschland ihre Märkte für erneuerbare Energien so öffnen, dass Großkunden grenzüberschreitend Strom kaufen könnten – deutsche Endnutzer beispielsweise in Marokko.

Zuvor müssen allerdings noch eine Reihe technischer und rechtlicher Fragen geklärt werden; nicht zuletzt, wie der Strom von Marokko nach Europa kommt. Vorgesehen ist, dass er durch Hochspannungsgleichstromleitungen im Mittelmeer in Portugal oder Spanien ankommt und dann über den europäischen Stromhandel virtuell in Frankreich oder Deutschland landet.

Damit der Stromhandel zwischen den Kontinenten funktioniert, sind allerdings Stromverbindungen mit einer hohen Kapazität nötig. Das marokkanische und das europäische Stromnetz sind bereits teilweise miteinander verbunden durch zwei Leitungen zwischen Spanien und Marokko. Hinzukommen soll in den kommenden

Jahren eine Leitung nach Portugal, die eine Kapazität von 1000 Megawatt haben soll. Außerdem laufen Planungen, die Verbindung nach Spanien durch eine dritte Leitung zu stärken.

Tatsächlich, so sieht es der Fahrplan vor, soll den marokkanischen Produzenten letztendlich, wenn alle technischen und rechtlichen Hürden überwunden sind, der gesamte EU-Strommarkt offenstehen. Ursprünglich wollten die Partner die Vereinbarung, die offiziell Fahrplan für den Handel mit nachhaltigem Strom (Sustainable Electricity Trade-Roadmap) heißt, am 24. April in Berlin feierlich unterschreiben. Daraus wurde wegen der Corona-Krise nichts. „Wir suchen zusammen mit den Partnern einen neuen Termin“, heißt es aus dem Bundeswirtschaftsministerium (BMWi).

Die Bundesregierung setzt sich sehr für das Vorhaben ein und treibt es aktiv voran. Der Bau des Solarparks in Ouarzazate beispielsweise wurde von der deutschen Förderbank Kreditanstalt für Wiederaufbau (KfW) finanziell unterstützt: Sie hatte für den Aufbau der Anlagen bis 2016 rund 830 Millionen Euro zu den Gesamtinvestitionen von 2,3 Milliarden Euro beigesteuert. Ende 2016 sagte sie weitere 80 Millionen für den weiteren Ausbau zu. Geld kam auch von der französischen Entwicklungsbank AFD, der Europäischen Investitionsbank EIB und der Europäischen Union.

Der Export von Ökostrom im großen Stil könnte in Marokko und anderen nordafrikanischen Ländern die wirtschaftliche Entwicklung vorantreiben. Ökonomen warnen bereits, dass es afrikanischen Ländern schwerfallen könnte, die Entwicklungsstrategie asiatischer Länder wie China zu kopieren, die sich von der Bekleidungsindustrie über die Fertigung einfacher Elektronik zu Produzenten von Hightech und Software entwickelt haben. Die rasante Entwicklung von Robotern droht Afrika von dieser Entwicklungskarriere auszuschließen.

Der Export von Solar- und Windenergie wäre ein alternativer Weg, die Entwicklung zu einem Industrieland voranzutreiben. Das Fraunhofer-Institut ISI prognostizierte beispielsweise 2012 in einer Studie für Desertec, dass der Mittlere Osten und Afrika bei entsprechenden Investitionen bis zur Mitte des Jahrhunderts trotz stark wachsender Bevölkerungen und Volkswirtschaften ihren gesamten Strombedarf aus Erneuerbaren decken und zusätzlich jedes Jahr Strom im Wert von 60 Milliarden Euro nach Europa exportieren könnten. Fraglich ist allerdings, ob die Ökostromindustrie ähnlich viele Arbeitsplätze schafft wie die Fabriken in Südostasien. Im gesamten, 3000 Hektar großen Solarkomplex bei Ouarzazate arbeiten im Moment lediglich rund 300 Menschen.

Badr Ikken arbeitet derweil schon am nächsten Entwicklungsschritt. Der Generaldirektor des Forschungsinstituts Iresen und seine Kollegen erproben Technologien, um mit dem billigen Ökostrom aus

marokkanischer Produktion Wasserstoff herzustellen, um es nach Europa zu exportieren oder für den Export weiterzuverarbeiten, etwa zu synthetischen Ökokraftstoffen, die Diesel, Heizöl oder andere fossile Brennstoffe ersetzen könnten.

Ob diese Umwandlung, bei der sehr viel Energie verloren geht, sinnvoll ist, darüber streiten Experten. Ikken, der in Berlin Maschinenbau studiert hat und fließend Deutsch spricht, kennt diese Diskussion. Je niedriger die Preise für Solar- und Windstrom, desto attraktiver sei die Wasserstoffproduktion, sagt er. „Das wäre eine große Chance für Marokko und andere Länder.“ Die Bundesregierung hat bereits im Dezember mit der marokkanischen Regierung vereinbart, langfristig Wasserstoff aus dem nordafrikanischen Land zu importieren. Bis es tatsächlich so weit ist, dürften allerdings noch einige Sommer vergehen.



## „*Böswillige Fehldeutungen einzelner Sätze*“

Stand: 01.05.2020 | Lesedauer: 6 Minuten

Von Boris Palmer



Boris Palmer (Grüne) ist Oberbürgermeister der Stadt Tübingen

Quelle: Alex Kraus

Mit einer schonungslosen Bemerkung hat Tübingens Oberbürgermeister Boris Palmer einen Sturm der Entrüstung ausgelöst. In diesem Gastbeitrag beschreibt er, wie er mit Kritik und Hass überschüttet wurde – und was er eigentlich hatte ausdrücken wollen.

„Hoffentlich erkranken Sie bald an Corona und Ihnen wird das Beatmungsgerät bei vollem Bewusstsein abgestellt.“ Mein Postfach hat sich in den letzten Tagen mit mehreren Tausend E-Mails gefüllt. Viele Schreiber drohen mir den Tod an oder wünschen mir eine möglichst qualvolle Form des Sterbens. Die Wut macht nicht einmal vor meiner Familie halt. Die gerechte Strafe für meine Worte sei ein schmerzvoller Tod meiner Angehörigen. Wir reden hier nicht von anonymen Provokationen anonymer Fakeprofile im Internet, sondern von Briefen mit Namen und Absendern. Wie ist es dazu gekommen?

Ich habe in einem TV-Interview, das man im Internet noch vollständig ansehen kann, einen Vergleich des Shutdowns mit einem Medikament gegen Corona angestellt. Wir setzen den Shutdown so wie ein Medikament ein, da wir über direkt wirksame Arzneimittel oder einen Impfstoff gegen Covid-19 bisher nicht verfügen. Die meisten Medikamente haben Nebenwirkungen. So auch der Shutdown. Ob ein Medikament sinnvoll eingesetzt werden kann, muss also beurteilt werden, indem man die beabsichtigten Therapiewirkungen den unvermeidlichen Nebenwirkungen gegenüberstellt.

Wenn es um tödliche Krankheiten geht, wie zum Beispiel in der Krebstherapie, ist es ein Standardverfahren, den Nutzen an der Lebenszeit zu messen, die ein Patient gewinnt. Der große Schrecken, den Covid-19 auslöst, resultiert aus den Bildern von sterbenden Menschen. Die Krankheit kann tödlich sein. Es ist also sinnvoll, den Nutzen des Medikaments „Shutdown“ an der Zahl der gewonnenen Lebensjahre zu messen.

Das RKI gibt das Durchschnittsalter der an oder mit Corona verstorbenen Menschen mit 80 bis 81 Jahren an. Das weicht nur wenig vom Durchschnittsalter der Menschen ab, die letztes Jahr, also vor Corona, in Deutschland verstorben sind. Aus den bis Anfang April veröffentlichten Daten geht auch kein Hinweis auf eine allgemeine Übersterblichkeit, also eine erhöhte Zahl an Todesfällen hervor. Daraus lässt sich zwar noch nicht exakt ermitteln, wie viele Lebensjahre die an Corona verstorbenen Menschen verloren haben, aber dass der Gewinn der „Therapie“ eher im Bereich einiger Monate oder weniger Jahre liegt, ist bei diesen Daten wahrscheinlich.

Die Nebenwirkungen des Shutdowns können wir mittlerweile auch ziemlich gut beziffern. Das Ifo-Institut geht von 50 Milliarden Euro volkswirtschaftlichen Schadens für jede weitere Woche aus. Der Anstieg der Kurzarbeitsanträge auf zehn Millionen Personen ist historisch beispiellos. Die Einschränkungen zahlreicher Garantierechte des Grundgesetzes haben nie da gewesene Ausmaße erreicht, und Gerichte beginnen bereits, sie zu korrigieren.

Die verschlechterte medizinische Versorgung der ganzen Bevölkerung, messbar an deutlich geringeren Behandlungszahlen in Kliniken und Arztpraxen, führt mit einiger Sicherheit schon jetzt zu einem größeren Verlust an Lebensjahren als dem der Corona-Toten. Die beginnende Weltwirtschaftskrise, die bedeutendste Nebenwirkung der Shutdown-Strategie, wird nach einer Einschätzung der UN eine mindestens sechsstellige Zahl von Kindern in den ärmeren Ländern der Welt das Leben kosten.

Diese Überlegungen haben mich zu dem zugegebenermaßen schonungslos harten Satz gebracht: „Wir retten möglicherweise in Deutschland Menschen, die in einem halben Jahr sowieso tot wären, aufgrund ihres Alters und ihrer Vorerkrankungen.“ Selbstverständlich wollte ich niemals ausdrücken, dass wir das Leben dieser Menschen nicht retten sollten oder es weniger wert wäre als das Leben anderer. Das war im Kontext auch eindeutig erkennbar. Ich habe dafür plädiert, das Medikament Shutdown anders zu dosieren, damit die Nebenwirkungen abnehmen, ohne den Nutzen zu verlieren. Also den Schutz der Menschen, für die eine Corona-Infektion lebensgefährlich ist, weiterhin zu gewährleisten, aber darüber nicht ungewollt mehr Menschen und Lebensjahre durch die Folgen einer Weltwirtschaftskrise zu opfern.

Selbst wer diesen direkten Kontext nicht zur Verfügung hatte, konnte durch einen Google-Klick erkennen, dass ich mich in den letzten Wochen trotz scharfer Kritik vehement für einen besonders intensiven Schutz der Risikogruppe, also den Schutz jedes Lebens, eingesetzt hatte. So in einem Interview in dieser Zeitung im März und erst letzte Woche in einem gemeinsamen Appell für einen Strategiewechsel im „Spiegel“. Dem Wortlaut, dem Sinn und der eindeutig erkennbaren Absicht nach habe ich eine Tatsache beschrieben, ein Dilemma erläutert und einen Ausweg daraus aufgezeigt, der viele Menschenleben retten könnte.

In unserer Empörungsdemokratie zählt das alles nicht viel. Ich gelte nun vielen Menschen als die Wiedergeburt von Josef Mengele, und wenn mir nicht der Tod gewünscht wird, dann doch wenigstens die politische Vernichtung aufgrund meiner menschenverachtenden Haltung.

Der Mechanismus, den ich unbewusst aktiviert habe, lässt sich am Gang der Ereignisse gut aufzeigen: Nachdem das Interview live um 8 Uhr gesendet wurde, passiert zunächst nichts. Die Zuschauer, mehr als eine Million, haben die Aussage in ihrem Zusammenhang richtig verstanden. Gegen zehn Uhr gibt der Sender aber eine Pressemitteilung heraus, die den Kontext noch richtig darstellt, allerdings den kritischen Satz zur Überschrift macht.

Kurz nach elf Uhr rücken Nachrichtenagenturen den Satz in das Zentrum kurzer Tickermeldungen, und diese gehen auf den großen Online-Portalen ohne weitere Prüfung sofort nach außen. Jetzt schlägt die Stunde meiner politischen Gegner auf Twitter. Sie drehen den Satz weiter, mischen Begriffe wie Euthanasie und Menschenverachtung in die Kommentare und drücken ihre Verachtung für mich als Person aus. #Palmer wird über Mittag zum Toptrend in ganz Deutschland. Das sogenannte Framing gelingt, erst jetzt quillt mein Postfach vor Empörung über.

Nun wird es wichtig, sich zu distanzieren, Pressemitteilungen gehen heraus, die den Satz isoliert immer weiter in die Welt tragen und mit der exakt sinnverkehrten Interpretation so oft wiederholen, bis veritable Ministerpräsidenten mit ihm konfrontiert werden, die sich alle gezwungen sehen, den Satz zu verurteilen. Denn er steht jetzt mit seiner verkehrten Bedeutung für sich, und Differenzierung ist nicht mehr möglich. Wer es versuchen würde, riskierte die Schlagzeile, er verteidige Palmers Nazi-Gedankengut. Den Rest erledigt die Post von Wagner in der „Bild“: „Halten Sie bitte den Mund, Dumpfbacke.“

Das Ergebnis nach Zigmillionen Interaktionen: Die offenkundig unsinnige und abenteuerliche Deutung eines sicher unglücklich formulierten Satzes brennt sich ein, ist nicht mehr aus der Welt zu schaffen, und die gesamte dafür eingesetzte Debattenzeit hat keinerlei Erkenntnisfortschritt erbracht. Über den zugrunde

liegenden Appell, die Corona-Strategie nicht mehr allein am Infektionsrisiko, sondern am Erkrankungs- und Todesrisiko auszurichten, um weniger Menschenleben zu verlieren, wurde kein Wort verloren.

Ja, ich habe daran meinen Anteil. Ich hätte den Satz so nicht sagen dürfen, sondern unmissverständlich formulieren müssen. Aber eine Demokratie, die an die Stelle des Verstehens den Wunsch nach sofortiger Verurteilung stellt, die nicht mehr nach den Absichten und dem Sinn von Aussagen fragt, sondern Unterstellungen und böswillige Fehldeutungen einzelner Sätze zum Maßstab macht, eine Demokratie, die sich für ernsthafte Argumente keine Zeit mehr nimmt und ihre Energie im Wesentlichen auf die moralisierende Verdammung auch nur mutmaßlich abweichender Meinungen verwendet, eine solche Demokratie leidet an einer schweren Infektion ihrer Debattenkultur.

